

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	4
1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU SITE.....	9
1.1 Contexte administratif et géographique.....	9
1.1.1 Trois départements concernés.....	9
1.1.2 L'enveloppe de référence.....	11
1.2 Le milieu physique.....	13
1.2.1 Topographie.....	13
1.2.2 Géologie.....	13
1.2.3 Pédologie.....	15
1.2.4 Facteurs climatiques.....	15
1.3 Un site protégé.....	17
1.3.1 Les Zones Naturelles d'Intérêt Faunistique et Floristique (ZNIEFF).....	17
1.3.2 Le Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne.....	20
1.3.3 Sites classés, sites inscrits.....	21
1.3.4 Les Espaces Naturels Sensibles (ENS).....	24
1.3.5 Autres mesures de protection.....	24
1.4 Le cours d'eau.....	28
1.4.1 Le Ciron : Trois tronçons bien déterminés.....	28
1.4.2 Classements du Ciron et de ses affluents.....	29
2. DIAGNOSTIC SOCIO-ÉCONOMIQUE.....	30
2.1 Un riche passé historique.....	30
2.1.1 Préhistoire et protohistoire.....	30
2.1.2 Des Phéniciens au seuil de la forêt cultivée.....	30
2.1.2.1 <i>Le flottage</i>	31
2.1.2.2 <i>Les verreries du Bazadais</i>	31
2.1.2.3 <i>Les forges</i>	32
2.1.2.4 <i>L'habitat du Bazadais</i>	33
2.1.2.5 <i>Les moulins</i>	33
2.1.2.6 <i>La gemme</i>	35
2.1.3 Forêt cultivée et forêt industrielle.....	35
2.1.3.1 <i>La mise en valeur des Landes de Gascogne</i>	35
2.1.3.2 <i>L'exploitation industrielle de la résine</i>	36
2.1.3.3 <i>La vallée du Ciron dans la révolution de la forêt landaise</i>	37
2.1.9 L'histoire du Sauternais et de son vignoble.....	37
2.2 Présentation de la population.....	39
2.3 Les activités socio-économiques.....	44
2.3.1 L'agriculture.....	44
2.3.2 La sylviculture.....	47
2.3.3 Structure de la propriété.....	50
2.3.4 Activité industrielle.....	51
2.3.5 Pisciculture.....	52
2.3.6 La pêche.....	53
2.3.7 Chasse et piégeage.....	55
2.3.8 Tourisme.....	60

2.3.9	Urbanisme et voies de communication	68
2.3.10	La démostication (EID)	69
2.4	Le Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin Versant du Ciron.....	70
3.	DIAGNOSTIC ÉCOLOGIQUE	71
3.1	Histoire naturelle de la vallée.....	71
3.2	Le milieu aquatique	73
3.2.1	La qualité de l'eau	74
3.2.2	Fonctionnement du cours d'eau.....	77
3.2.3	Utilisation et sources de pollution potentielle du cours d'eau.....	80
3.3	La flore et les habitats naturels.....	83
3.3.1	La chênaie	83
3.3.2	La végétation des gorges du Ciron.....	86
3.3.3	Les groupements des milieux humides	89
3.3.4	Les milieux ouverts	90
3.3.5	La forêt cultivée.....	91
3.3.6	Conclusions.....	93
3.4	La faune et les habitats d'espèces	94
3.4.1	Les chauves-souris.....	94
3.4.2	Les insectes.....	100
3.4.3	La faune aquatique et semi-aquatique.....	100
3.5	Fiches de synthèses.....	104
3.6	Habitats d'espèces, interactions et impacts des pratiques de gestion	123
4.	ENTITÉS ET ENJEUX DE CONSERVATION.....	127
4.1	Entités géographiques de conservation.....	127
4.1.1	Le Ciron : Trois ensembles écologiques	127
4.1.2	Les foyers de biodiversité	129
4.1.3	Enveloppe et zonage	130
4.2	Enjeux de conservation.....	131
4.2.1	Hiérarchisation de la valeur écologique des habitats	132
4.2.2	Hiérarchisation de la valeur écologique des espèces	132
5.	OBJECTIFS, ORIENTATIONS ET ACTIONS DE GESTION.....	133
5.1	Objectifs et orientations de gestion.....	134
5.1.1	Objectifs et orientations de gestion par habitat.....	134
5.1.2	Objectifs et orientations de gestion par espèces	139
5.2	Actions de gestion à mettre en œuvre.....	145
5.2.1	Conserver et restaurer les milieux ouverts	148
5.2.2	Conservation et entretien du corridor feuillu.....	166
5.2.3	Conserver et améliorer la qualité du réseau hydraulique	179
5.2.4	Mesures spécifiques à certains habitats et/ou espèces d'intérêt majeur	197
▪	Vulnérabilité du Vison d'Europe aux collisions routières.....	205
▪	Vulnérabilité de la Loutre d'Europe aux collisions routières	205
5.2.5	Actions d'accompagnement : information, sensibilisation	208
5.3	Animation et mise en œuvre du Docob	215
5.4	Synthèse des actions et maquettes financières	217
	BIBLIOGRAPHIE.....	220
	LEXIQUE	222
	GLOSSAIRE.....	224

INTRODUCTION

Le Ciron a été retenu pour l'application de la directive européenne N°92-43 dite « Natura 2000 » (Habitats et espèces)

Le présent document a pour objet de satisfaire aux orientations de la directive 92-43 CEE adoptée à l'unanimité par le Conseil des ministres européens le 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages. Cette directive européenne – dite « directive Habitats » – « contribue à l'objectif général d'un développement durable ». Elle s'inscrit dans le cadre international dressé par la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe – Berne, 19 septembre 1979 – et la Convention sur la diversité biologique – Rio, juin 1992.

Partant du constat d'une dégradation constante de certains habitats naturels et de certaines espèces, voire de leur disparition ponctuelle, la directive Habitats vise la mise en place, d'un réseau de zones naturelles protégées, dites Zones Spéciales de Conservation (ZSC), dénommé « Natura 2000 ».

Les Zones de Protection Spéciales (ZPS) désignées au titre de la directive n°79/409 pour la conservation des oiseaux sauvages devront également faire partie du réseau Natura 2000.

Soulignons que ce réseau de zones protégées se prête à garantir le maintien des espèces et des habitats vulnérables dans toutes les régions de la Communauté où leur existence est attestée tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales.

La directive a considéré les questions environnementales comme un élément d'élévation du niveau de vie tout spécialement par et après le Traité de Maastricht du 7 février 1992 : les articles 130 R à T du traité en constituent un objectif essentiel d'intérêt général et font surgir les principes de précaution, de correction par priorité à la source, de pollueur-payeur et enfin d'intégration des préoccupations environnementales dans les autres politiques de la Communauté (130 R 2).

La directive dite « Oiseaux » du 2 avril 1979 avait déjà donné le ton de la fermeté de l'engagement de la CEE vis-à-vis de la protection de la nature. Compte tenu des difficultés d'application qu'elle a suscitées, et notamment des réactions des milieux ruraux, la directive du 21 mai 1992 comporte deux mesures de tempérament :

- Elle inscrit les exigences économiques, sociales, culturelles et régionales comme éléments intrinsèques des mesures environnementales à prendre : **« considérant que le but principal de la présente directive étant de favoriser le maintien de la biodiversité tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales, elle contribue à l'objectif général d'un développement durable ; que le maintien de cette biodiversité peut, dans certains cas, requérir le maintien voire l'encouragement d'activités humaines... »**
- Elle institue une procédure d'élaboration en plusieurs étapes dont la concertation n'est pas absente :
 - l'élaboration d'une liste de sites au niveau national ;
 - l'adoption d'une liste communautaire des sites d'importance communautaire, au sens de l'article 4.2 de la directive « Habitats », à partir des listes dressées par les États membres ;
 - la désignation par les États membres des sites d'importance communautaire en tant que Zone Spéciale de Conservation.

Le site de la « Vallée du Ciron », en Gironde, a été retenu par la France pour figurer sur la liste des sites d'importance communautaire.

Dans de tels sites, les États membres sont invités à établir des *plans de gestion* (article 6) propres à assurer la conservation ou la restauration des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire.

Suivant le principe de subsidiarité, qui s'applique aux directives européennes, chaque État membre a la responsabilité de son application sur son territoire et a la charge de définir les moyens à mettre en œuvre pour répondre aux objectifs de cette directive.

L'article 8 de l'ordonnance du 11 avril 2001, désormais codifié aux articles L. 414-1 à 7 du Code de l'environnement, porta transposition en droit français de la directive Habitats. Par la suite, sont intervenus les décrets du 8 novembre et 20 décembre 2001, respectivement sur la procédure de désignation des sites Natura 2000 et leur gestion.

Dès lors, en France, *les plans de gestion* des sites Natura 2000 prennent d'abord la forme de *documents d'objectifs (DOCOB)*, qui, aux termes de l'article L. 414-2 du Code de l'environnement, définissent les orientations de gestion et de conservation, les modalités de leur mise en œuvre et les dispositions financières d'accompagnement. Plus généralement, le document d'objectifs sert à la fois de document d'orientation quant aux objectifs de conservation du site à atteindre ainsi que de plan d'action pour sa conservation.

Le décret n°2001-1216, du 20 décembre 2001 précise la procédure d'adoption, le contenu et la portée des documents d'objectifs. Ce dernier s'attache à analyser l'état initial du site, à dégager des objectifs de développement durable pour la conservation du site puis proposer des mesures qui permettront de les atteindre, en indiquant leurs dispositifs financiers. Enfin, le document d'objectifs doit contenir des cahiers des charges types applicables aux contrats Natura 2000 et des procédures de suivi et d'évaluation des mesures proposées.

L'élaboration du document d'objectifs repose sur la concertation qui s'organise entre l'administration, la maîtrise d'œuvre, les ayants droits et usagers, et les experts. Leurs représentants sont réunis au sein du comité de pilotage local, organe central du processus de concertation chargé d'examiner, amender et valider les documents et propositions que lui soumet l'opérateur.

L'opérateur, désigné par le préfet après appel à projet, est le maître d'œuvre du document d'objectifs. Il est chargé de tous les aspects scientifiques, financiers, administratifs, techniques et de communication autour du projet, conformément au cahier des charges établi par la DIREN ou soumis à son avis si préparé par la DDAF.

Par la suite, contrats et documents d'objectifs s'articulent selon le principe de conformité : l'article L.414-3 du Code de l'environnement précise que : « *pour l'application du document d'objectifs les titulaires de droits réels et personnels portant sur les terrains inclus dans le site peuvent conclure avec l'autorité administrative des contrats, dénommés contrats Natura 2000... Le contrat Natura 2000 comporte un ensemble d'engagements **conformes** aux orientations définies par le document d'objectifs portant sur la conservation et le cas échéant le rétablissement des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la création du site Natura 2000...* » D'où l'importance du document d'objectifs, orientation et garantie des contrats et documents de gestion.

La rivière Ciron

Le Ciron, en latin *Sirio*, et ses affluents constituent l'un des trois réseaux hydrographiques principaux, avec l'Eyre et la Midouze, de la région des Landes d'Aquitaine. Leurs rives sont bordées d'une chênaie mélangée où domine le Chêne pédonculé et d'aulnaies plus ou moins marécageuses. Ces peuplements, en formation caractéristique de « galerie forestière » offrent un corridor feuillu qui apporte une diversité intéressante à tous points de vue (écologique, paysager...) dans le massif des Landes constitué principalement de pin maritime.

Le Ciron, de ses sources dans la lagune de Lubbon jusqu'à son embouchure, coule sur plus de 90 kilomètres traversant trois départements et plusieurs régions naturelles. Cheminant d'abord dans les Landes sur un terrain sableux et sans relief prononcé, il atteint aux environs de Saint-Michel-de-Castelnau de profondes gorges creusées dans le calcaire. À partir de Villandraut, le cours du Ciron devient plus tranquille, traverse des zones plus ou moins marécageuses, puis atteint le Sauternais et ses vignobles prestigieux pour se jeter dans la Garonne au port de Barsac. Le Ciron possède de nombreux affluents dont les principaux, la Hure, le Ballion, la Gouaneyre, se situent en rive gauche.

Le Ciron possède une histoire très riche comme en témoignent aujourd'hui les nombreux monuments et moulins qui jalonnent son cours. Autrefois utilisé pour le flottage du bois, l'eau du Ciron a servi le développement de plusieurs industries ; elle est encore partiellement utilisée par certaines fabrications et pour l'irrigation des cultures, la pêche ainsi que la pratique de loisirs tels que le canoë-kayak. C'est le microclimat généré par ses eaux fraîches qui permet le développement de la « pourriture noble », moisissure nécessaire à la production des vins liquoreux des vignobles de Sauternes, Barsac et Cérons.

Les riverains du Ciron ont gardé une culture forte comme en témoignent les nombreuses activités et initiatives locales : vie associative, sorties, conférences, restauration de moulins, découverte du milieu naturel, dynamique industrielle, sites Internet de découverte de la vallée, syndicat intercommunal d'aménagement du Ciron... Nombreux sont les habitants de la vallée du Ciron qui portent intérêt à tous les projets d'aménagement du territoire, tels Natura 2000, pouvant s'élaborer chez eux. C'est la raison même de l'existence de l'association Ciron Nature.

L'association Ciron Nature

C'est en vue d'apporter une contribution dynamique aux mesures à étudier pour maintenir le site de la vallée du Ciron en état de conservation favorable, et dans le cadre d'une réflexion participative et attentive, que les personnes privées et publiques concernées par ce site ont formé l'association Ciron Nature. Les membres actifs de cette association sont uniquement des acteurs de culture locale, à savoir les résidents, ceux qui exercent leur activité (agriculteurs, sylviculteurs, industriels...), les propriétaires, les usagers et représentants des collectivités locales.

Après candidature et par arrêté préfectoral en date du 20 juillet 2001, l'association Ciron Nature a été désignée maître d'œuvre par le Préfet coordinateur pour la réalisation du document d'objectifs pour le site « Vallée du Ciron » qui s'étend sur les trois départements de la Gironde, du Lot-et-Garonne et des Landes.

En cette qualité et à cette fin elle a reçu une subvention versée par la DIREN d'un montant de 103 137 euros.

Dans le cadre de l'élaboration du document d'objectifs pour le site de la vallée du Ciron, l'action entreprise par l'association Ciron Nature repose sur cinq piliers :

- 1 – tenir compte de l'existant qui n'est que le résultat d'une gestion passée voire même d'une protection réalisée par les propriétaires et usagers eux-mêmes ;
- 2 – objectif prioritaire de protection mais gestion raisonnée du site, ce dernier ne devant en aucun cas devenir un sanctuaire ; la fonction de production même si elle est secondaire doit pouvoir exister et se développer.
- 3 – contractualisation entre les pouvoirs publics et les propriétaires concernés en vue d'élaborer des plans de gestion et des modes d'intervention ;
- 4 – compensation financière chaque fois que ces modes de gestion et d'intervention coûteront aux propriétaires plus que le coût d'une gestion normale.
- 5 – zonage réalisé a posteriori dès lors que les études scientifiques auront fixé avec précision les habitats significatifs ou remarquables.

L'esprit qui anime l'élaboration de ce document d'objectifs est de « valoriser l'écologie et de protéger l'environnement dans le respect des propriétés et des récoltes » pour donner longue vie à la vallée du Ciron.

Les habitats et espèces de la directive au regard du Ciron

Le Ciron a retenu l'attention de la France lors du choix des sites à proposer à l'Europe dans le cadre de la mise en place de Natura 2000 car il est remarquable au niveau écologique et comprend notamment plusieurs habitats et espèces animales relevant de la directive.

Ces habitats naturels de la directive sont des forêts alluviales composées majoritairement d'aulnaies parfois accompagnées de frênes (code Natura 2000 : 91EO) ainsi que des chênaies humides à molinie (9190). Plus haut sur la berge on rencontrera la chênaie à chêne tauzin (9230), ainsi que quelques landes humides à bruyère à quatre angles et à bruyère ciliée (4020). Des grottes non exploitées par le tourisme (8310) jalonnent le secteur des gorges dont les parois calcaires sont recouvertes par une végétation

spécifique (8210). Des prairies maigres de fauche (6510) se trouvent ponctuellement dans la basse vallée du Ciron.

Plusieurs espèces rares relevant de la directive coexistent dans la vallée. Ce sont des mammifères, la loutre et le vison d'Europe ; une tortue, la cistude d'Europe ; des poissons, la lamproie de Planer et le chabot ; des insectes, le lucane cerf-volant, le grand capricorne, le fadet des laïches et le cuivré des marais ; ainsi que des chauves souris : le petit et le grand rhinolophe. Les habitats de ces espèces forment des territoires importants qu'il s'agit de cerner.

Le projet Natura 2000 « Vallée du Ciron » concerne 32 communes dont 2 dans les Landes (Maillas, Lubbon), 4 en Lot-et-Garonne (Allons, Houeillès, Sauméjan, Pindères), et 26 en Gironde (Balizac, Barsac, Bernos-Beaulac, Bommès, Bourideys, Budos, Captieux, Cudos, Escaudes, Giscos, Goualade, Lartigue, Léogéats, Lerm-et-Musset, Lucmau, Noaillan, Pompéjac, Préchac, Preignac, Pujols-sur-Ciron, Saint-Léger-de-Balson, Sauternes, Saint-Michel-de-Castelnau, Saint-Symphorien, Uzeste, Villandraut). L'enveloppe de référence, à l'intérieur de laquelle il s'agit de mener l'étude, couvre 3 637 hectares incluant tout ou partie des cours du Ciron, de la Hure, du Baillon, de la Gouaneyre, du Thus et du Giscos. La zone d'habitats représente 3 378 hectares.

La genèse du document d'objectifs

Commencé en mars 2002 par Mlle Emmanuelle CHRISTMANN, ingénieure chargée de mission scientifique, le document d'objectifs a demandé dans les premiers temps une recherche bibliographique importante sur tous les domaines couverts par l'étude. La mise en place d'un Système d'Information Géographique (SIG) s'est effectuée parallèlement. Des données numériques, acquises sous convention auprès de différents partenaires (Direction Régionale de l'Environnement (DIREN), Groupement de Défense Sanitaire Aquacole d'Aquitaine (GDSAA), Système d'Information Géographique sur l'Environnement en Aquitaine (SIGEA)...), ont permis de préciser le zonage de l'enveloppe de référence Natura 2000 et de créer des documents de travail nécessaires à l'étude de terrain. La numérisation brute des feuilles cadastrales des 32 communes concernées a été sous-traitée à la SARL S.DIGIT, spécialisée dans la cartographie numérique.

Le repérage des habitats de la directive a commencé durant l'été 2002. La quasi-totalité du territoire compris dans l'enveloppe de référence a été parcourue. Ces données de terrain, croisées avec les résultats d'une étude par photo-interprétation, ont permis de réaliser une carte de l'occupation du sol de la vallée du Ciron qui distingue les principaux milieux naturels (chênaie, pinède, robineraie, peupleraie...) et artificiels (habitations, zones industrielles...).

Une large série de cartes a été réalisée afin de permettre les diagnostics écologique et socio-économiques de la vallée du Ciron.

L'étude de l'eau a été réalisée à l'aide d'études anciennes partiellement réactualisées grâce à un travail de terrain et grâce au point d'étude permanent de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne.

A partir de novembre 2003, le travail de l'association Ciron Nature a été suspendu pour des raisons conjoncturelles. Il n'a été repris qu'en mars 2005, avec le recrutement de Mr Vincent COQUILLAS. Reprenant les concertations locales et réalisant une synthèse des travaux conséquents menés par Mlle E. CHRISTMANN, ce dernier a pu définir les objectifs et les mesures de gestion, et achever ainsi la rédaction et la mise en forme du Docob.

La concertation

L'opérateur ayant pris la forme d'une association regroupant les personnes concernées par le projet (agriculteurs, sylviculteurs, pêcheurs, usagers, collectivités, industriels...), la concertation a eu lieu à toutes les phases de la réalisation du document d'objectifs. C'est lors de l'Assemblée Générale constitutive du 6 juin 1999 qu'a été prise, en concertation avec les habitants de la vallée, la décision de postuler auprès de la DIREN comme maître d'œuvre du document d'objectifs. Les 28 membres du conseil d'administration ont été consultés au fur et à mesure de l'avancement de l'étude.

Toutes les personnes concernées des divers collèges d'usagers, soit plus de 1300 personnes, ont été invitées à une Assemblée générale, le 5 mars 2003, afin d'être informées de la conduite du projet et de la

création de groupes de travail thématiques. Trois thématiques ont été retenues : l'eau (cours d'eau et zones humides, qualité, usages, gestion...), la forêt et les milieux associés (usages, gestion, sylviculture...) et les activités socio-économiques (viticulture, sylviculture, agriculture, industries, pêche, chasse, tourisme, loisirs...). Chaque groupe de travail a été rassemblé trois fois par l'opérateur afin d'identifier et discuter les différentes problématiques qui apparaissent sur le Ciron et ses affluents. Des objectifs, d'abord, ont ainsi pu être définis par l'opérateur, lequel a déterminé par la suite les mesures de gestion adaptées. Ils ont été proposés aux trois groupes de travail qui les ont validés lors de leur dernière réunion. Après relecture totale et présentation au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de l'Association Ciron Nature, respectivement le 8 février et le 18 mars 2006, le document d'objectifs est soumis au Comité de Pilotage au deuxième semestre 2006.

La présentation du document d'objectifs

Dans un premier temps, nous effectuons un état des lieux du Ciron en décrivant les contextes physique, écologique et socio-économique dans lequel il s'inscrit, tout en insistant sur la richesse historique de ce site (chapitres 1 et 2).

Par la suite, nous présentons les problématiques qui se sont dégagées des enjeux liés à la conservation des espèces et habitats et aux demandes socioéconomiques de la vallée (chapitres 3 et 4).

Après hiérarchisation de ces enjeux, nous proposons des orientations de gestion et des préconisations assorties de leurs itinéraires techniques et de leurs coûts (chapitre 5).

Nous concluons par les actions à entreprendre afin de compléter les connaissances acquises sur le site.

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU SITE

1.1 Contexte administratif et géographique

1.1.1 Trois départements concernés

Le Ciron coule dans le bassin de la Garonne aquitaine et traverse trois régions naturelles formant la lisière de la forêt landaise ou « grande lande » : au sud-est, les Landes orientales avec pinède et maïsiculture intensive ; au nord-est, le Bazadais, pays vallonné avec de nombreux champs cultivés ; au nord, dans la partie aval de la rivière, le Sauternais, région des vignobles. Il appartient à la région biogéographique « atlantique »

Le Ciron, affluent de la rive gauche de la Garonne, prends ses sources dans les Landes, à Lubbon, à environ 145 m d'altitude, dans une lagune aujourd'hui transformée en exploitation maraîchère intensive. Il coule dans le département des Landes sur 5 à 6 kilomètres, puis il traverse une pointe occidentale du Lot-et-Garonne sur une quinzaine de kilomètres pour ensuite entrer en Gironde au niveau de la commune de Lartigue. Sur les quelques 97 kilomètres de son cours, 60 se situent en Gironde. Il coule vers le nord-ouest, presque parallèlement au cours de la Garonne, au milieu des forêts de pins maritimes et de chênes. A Saint-Michel-de-Castelnau, son lit commence à se creuser et les affleurements calcaires du Tertiaire apparaissent. De Bernos-Beaulac, jusqu'au château d'Illon, en aval de Préchac, on entre dans la zone des gorges calcaires pouvant atteindre une hauteur de 15 à 20 mètres. A Villandraut, le cours d'eau s'oriente vers le nord, traverse des terrains plus ou moins marécageux parfois plantés en peupliers, puis file en direction des coteaux de Bommes et Sauternes pour se jeter dans la Garonne entre Preignac et Barsac.

Le Ciron a de nombreux affluents, 15 en rive droite et 13 en rive gauche. L'affluent le plus important de la rive droite est le Barthos qui rejoint le Ciron entre Beaulac et Lerm-et-Musset. Rive gauche, il existe trois affluents importants :

- Le Ballion, long de 17 kilomètres environ, prends sa source aux alentours de Bourideys à 70 mètres d'altitude environ. Sa confluence avec le Ciron se trouve un peu après Villandraut.
- La Hure, longue de 23 kilomètres, prends sa source dans la lande de Saint Symphorien à 70-80 mètres d'altitude et vient se jeter dans le Ciron entre Noaillan et Léoгеats.
- Le Tursan, long de 14 kilomètres, coule sur le calcaire Stampien qu'il entaille jusqu'à l'étage du Crétacé. Il se jette dans le Ciron aux environs de Pujols-sur-Ciron.

LOCALISATION GENERALE DU CIRON ET DE SES AFFLUENTS

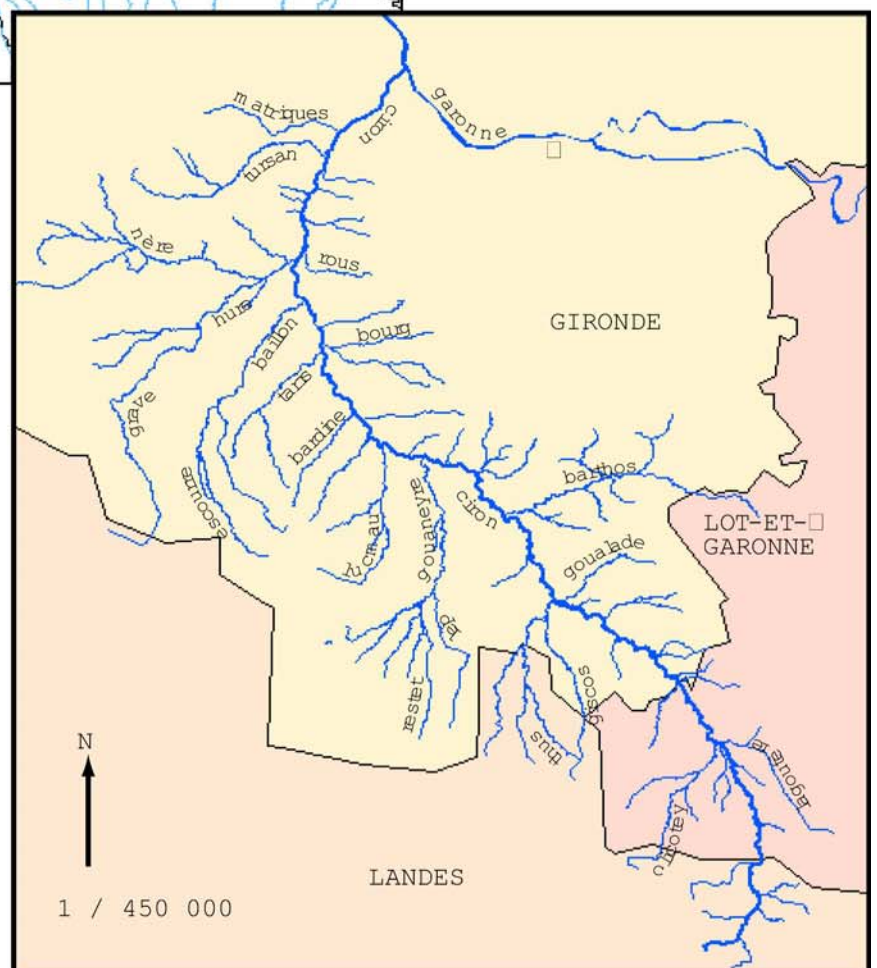
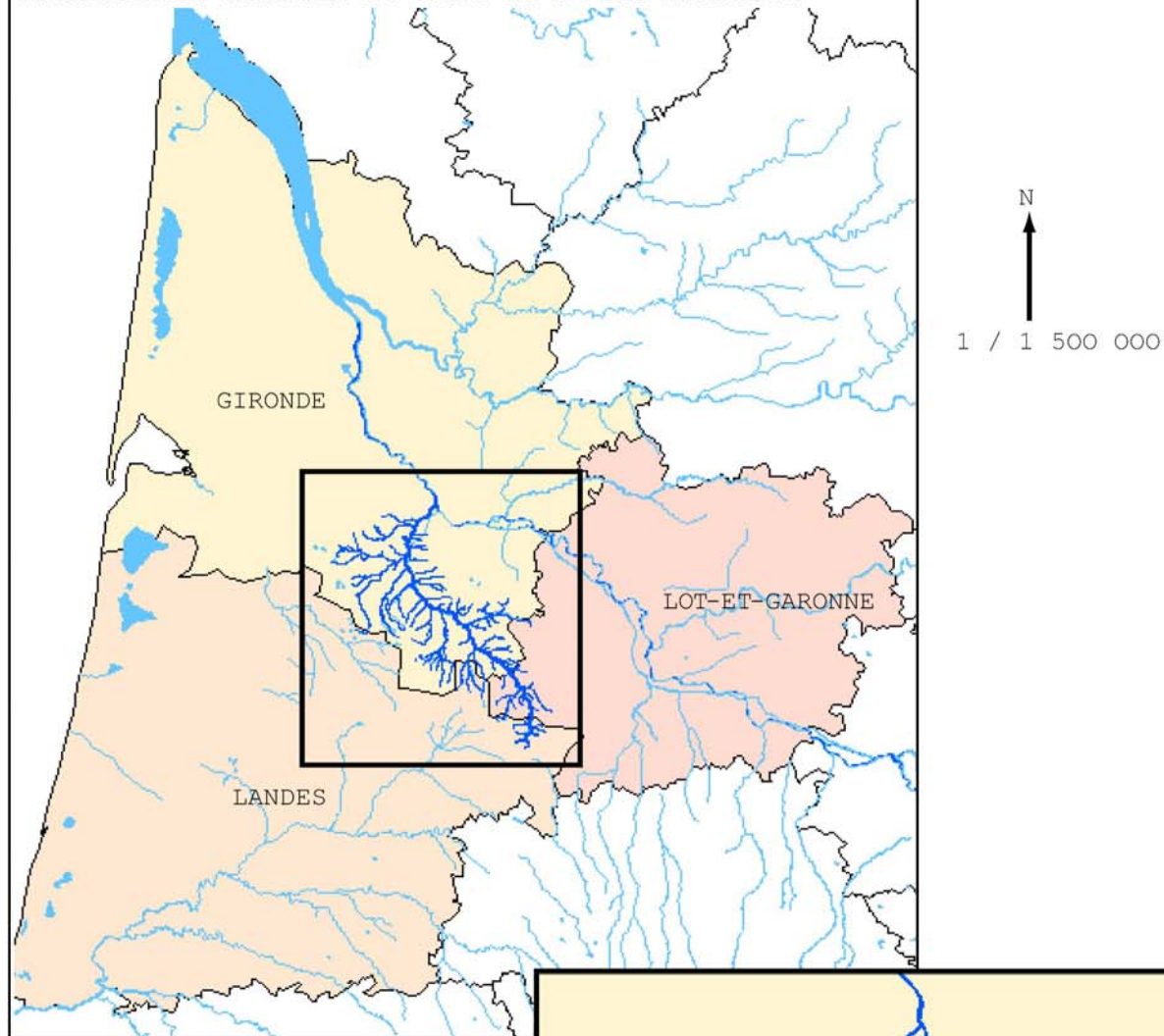


Figure 1.1 : Localisation du bassin versant du Ciron.

1.1.2 L'enveloppe de référence

L'enveloppe de référence ou zone d'étude dans laquelle s'inscrit le zonage Natura 2000 a été fournie par la DIREN Aquitaine. Née de l'interprétation de photos aériennes et des inventaires ZNIEFF 1 et 2 (voir page 17) effectués par les services du Ministère de l'Écologie et du Développement Durable (MEDD), la zone ne comprend pas tout le bassin versant.

Le site interdépartemental Natura 2000 « Vallée du Ciron », désigné sous le code FR7200693, concerne 32 communes réparties sur les départements de la Gironde, du Lot-et-Garonne et des Landes, comme indiqué dans le tableau 1.1.

Tableau 1.1 : Communes concernées par le site Natura 2000 « Vallée du Ciron ».

Départements	Communes	Surfaces		Formulaire Standard de Données
Gironde	Balizac	4 193	90 045	3 128
	Barsac	1 446		
	Bernos-Beaulac	3 650		
	Bommès	580		
	Bourideys	4 881		
	Budos	2 126		
	Captieux	12 025		
	Cudos	3 500		
	Escaudes	2 586		
	Giscos	3 214		
	Goulade	1 711		
	Lartigue	1 346		
	Léogéats	1 970		
	Lerm-et-Musset	3 689		
	Lucmau	6 734		
	Noaillan	3 190		
	Pompéjac	967		
	Préchac	6 412		
	Preignac	1 315		
	Pujols-sur-Ciron	763		
	St-Léger-de-Balson	3 795		
	St-Michel-de-Castelnau	4 297		
	St-Symphorien	10 639		
	Sauternes	1 130		
	Uzeste	2 625		
	Villandraut	1 261		
Lot-et-Garonne	Allons	7 656	20 513	364
	Houeillès	6 791		
	Pindères	4 104		
	Sauméjan	1 962		
Landes	Lubbon	4 831	11 194	145
	Maillas	6 363		
		121 752 ha	3 637 ha	

L'enveloppe de référence, à l'intérieur de laquelle il s'agit de mener l'étude, couvre 3 637 hectares incluant tout ou partie des cours du Ciron, de la Hure, du Ballion, de la Gouaneyre, du Thus et du Giscos (figure 1.2).

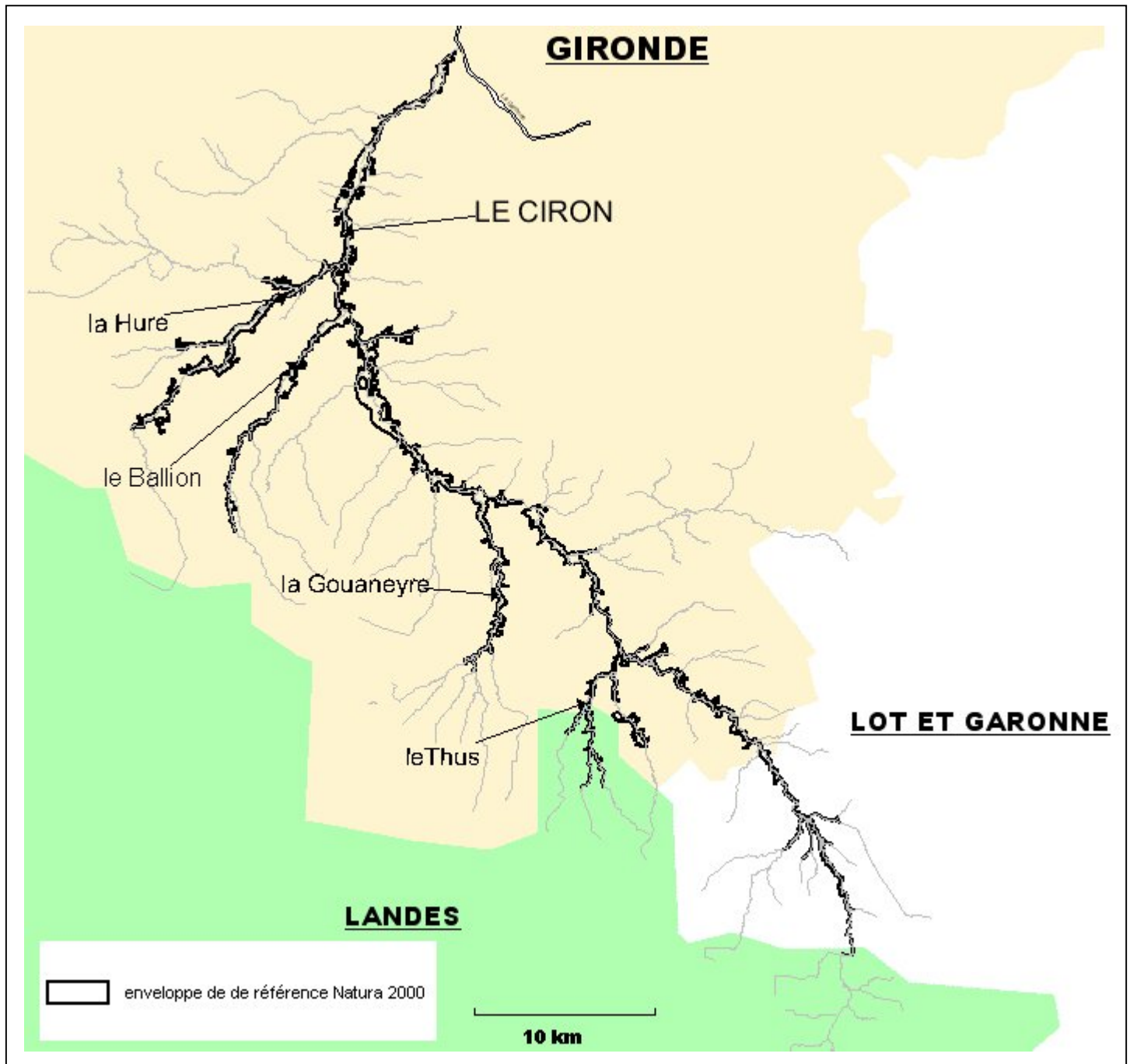


Figure 1.2 : Enveloppe de référence du site « Vallée du Ciron ».

1.2 Le milieu physique

1.2.1 Topographie

Le bassin versant du Ciron est situé en bordure est et sud-est du plateau landais qui s'incline régulièrement vers l'ouest. La partie amont du Ciron est à une altitude de 150 mètres NGF¹. Le Ciron descend ensuite régulièrement : 80 mètres à Saint-Michel-de-Castelnau, 45 mètres à Pompéjac, 20 mètres à Bommès, pour se jeter dans la Garonne à environ 10 mètres d'altitude.

L'examen des cartes topographiques montre qu'il y a une dissymétrie entre la rive droite et la rive gauche. En effet le plateau de la rive droite du Ciron s'abaisse progressivement en se rapprochant du lit de la rivière tandis que la rive gauche se trouve souvent au même niveau que le lit.

Le tracé du réseau hydrographique qui draine le bassin versant du Ciron est le résultat d'une évolution qui s'est déroulée pendant tout le Plio-Quaternaire, notamment dans la partie aval.

La présence de gorges dans le cours moyen du Ciron est, d'après H. ENJALBERT (1950), due au climat sec du Quaternaire Supérieur (environ 10 000 ans avant notre ère) associé à la présence du sable des Landes. Cependant, le relief reste en général peu accentué.

1.2.2 Géologie

A. Trois formations géologiques déterminantes

Le bassin versant du Ciron forme une transition entre la plaine des Landes au sud, les terrasses de la Garonne au nord et les collines du Bazadais au nord-est. Il s'étale sur trois formations géologiques (figure 1.3) :

- Le secteur appartenant au domaine plio-quaternaire du sable des Landes, compris entre les sources du Ciron à Lubbon et jusqu'aux environs de Bernos-Beaulac. La rivière et ses affluents y drainent la nappe libre, ou nappe phréatique, contenue dans la formation sableuse. Cette partie amont représente environ 80% de la superficie du bassin versant.
- Plus en aval, entre Beaulac et Budos, le Ciron recoupe les formations du Miocène dans lesquelles sont taillées les « gorges du Ciron ». Le lit est toujours plus ou moins recouvert de sable entraîné depuis l'amont. On notera une augmentation relative de la pente hydraulique de la rivière sur ce secteur.
- A partir de Budos, le Ciron coule sur les formations de l'Oligocène, sur les argiles claires du Chattien mais surtout sur les calcaires du Stampien, siège d'un important aquifère donnant, entre autre, naissance aux sources captées de Budos. Dans ce secteur aval du Ciron il faut noter la présence de deux affluents de la rive gauche, le Tursan et la Mouliasse, qui drainent dans leur cours amont l'aquifère du sable des Landes au droit des communes d'Origne, de Guillos, de Balizac et Landiras. A l'aval, les cours d'eau ont tendance à alimenter les aquifères affleurants tels ceux du Crétacé Supérieur, du Miocène et de l'Oligocène.

B. Les terrasses du Plio-Quaternaire de la basse vallée du Ciron :

Dans cette partie du bassin versant, les terrasses alluviales anciennes et récentes de la Garonne et du Ciron remplacent la couverture du sable des Landes au dessus du substratum, c'est la région des Graves. Ces dépôts, principalement issus de la Garonne, sont scindés en trois ensembles majeurs :

¹ Niveau Général Français de 1969. Il détermine l'altitude de chaque point du territoire français, par rapport au niveau zéro de la mer.

- La haute terrasse qui supporte les vignobles du Sauternais et forme un pallier très net qui domine la Garonne. Cet épandage date du Pléistocène Inférieur moyen (-750 000 ans et moins) et est constitué de sables et graviers, de quartz hyalins (cristal de roche) enveloppés dans une matrice argileuse jaunâtre ou rougeâtre. Des dalles ferrugineuses sont parfois incluses dans la masse graveleuse. On rencontre parfois des agates mélangées aux graves.

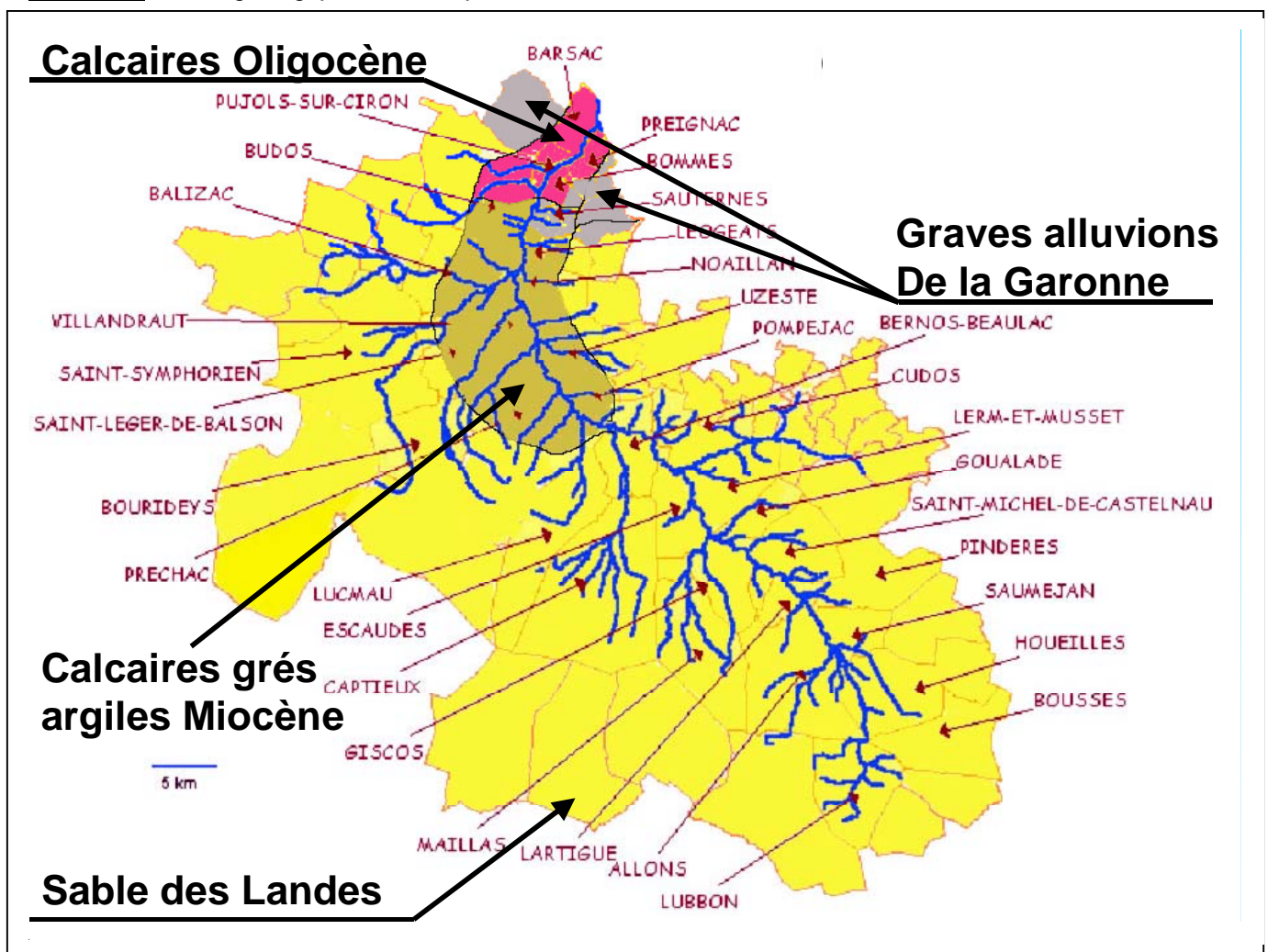
- La moyenne terrasse constitue le bas des pentes des châteaux Yquem, Rabaud, Ségalas... L'épandage date du Pléistocène Inférieur terminal, essentiellement constitué de sables peu argileux feldspathiques, de graviers et de galets jaunâtres.

- La basse terrasse datée du Pléistocène Moyen, formée de sables très peu argileux, de graviers et de galets. Elle descend en pente douce jusqu'aux alluvions récentes de la Garonne. Elle s'observe dans la région de Preignac, près de la côte de Guilhem de Rey, ainsi qu'à Barsac.

Les alluvions modernes constituent la basse vallée du Ciron. Elles sont formées de limons accompagnés de sables et de graviers, avec prédominance de l'élément sableux.

Les terrasses de la Garonne, qui dominent le Ciron à l'aval de son trajet, ne jouent qu'un rôle secondaire dans l'alimentation du débit de base du Ciron. Par contre le ruissellement superficiel qui se déclenche lors des averses contribue aux variations brusques des débits.

Figure 1.3 : Carte géologique schématique du bassin versant du Ciron.



1.2.3 Pédologie

Les sols de la vallée inondable du Ciron ainsi que ceux des terrasses sont constamment remaniés du fait de l'érosion et des crues ; on note qu'il n'en est pas de même pour le plateau et les anciennes terrasses.

Le plateau est constitué principalement de podzols, secs ou humides selon la topographie, bordant toute la rive gauche du Ciron et une bonne partie de la rive droite jusqu'à Saint-Michel-de-Castelnau, ainsi que de sols bruns et bruns calcaires. Dans les gorges, l'eau a déblayé la dalle de calcaire gréseux du Miocène puis les calcaires Oligocène à astéries de l'arrière-pays de Barsac. L'altération de ces calcaires donne une argile de décalcification de couleur rouge caractéristique dans le secteur de Barsac. Les sols bordant le Ciron sont des sols alluviaux à la pédologie assez homogène. Les différences que l'on peut y trouver sont très souvent dues à la variabilité des régimes hydrauliques et de la morphodynamique du cours d'eau.

En amont de Saint-Michel-de-Castelnau, la rivière dépose des limons, c'est à dire qu'elle génère, à l'intérieur de ses méandres, des zones humides marécageuses où un mélange de limon et de sable fin argileux très humide surmonte l'horizon B (sable blanc). A l'extérieur du méandre, sur la rive opposée, on trouve un sol sableux à matière humifère non liée avec des traces d'hydromorphie en profondeur. Cette hétérogénéité qui se retrouve au niveau de la végétation est donc plus fondamentalement liée à la morphodynamique du cours d'eau qu'aux processus pédogénétiques classiques.

1.2.4 Facteurs climatiques

La proximité de l'océan et la latitude (44° N) confèrent au Ciron un climat tempéré océanique. Le cours du Ciron, situé dans la partie orientale du plateau landais, constitue dans l'ensemble une des zones les moins pluvieuses du Bassin Aquitain.

Température :

Les écarts de température sont faibles dans la région. La vallée du Ciron est une zone chaude en été, principalement au mois de juillet. L'examen des courbes thermiques mensuelles des stations de Budos, Sauternes, Captieux et Houeillès permet de souligner une homogénéité de la température tout au long du cours d'eau, pour une période donnée.

La température moyenne annuelle est de 12,5°C (source : station ONM 1930-1962)

La moyenne thermique de printemps est aux environs de 11,7°C

La moyenne thermique du mois le plus chaud (juillet) est aux alentours de 20°C

La moyenne thermique du mois le plus froid (janvier) diffère d'une station à l'autre (entre 3,8°C et 5,4°C)

Précipitations :

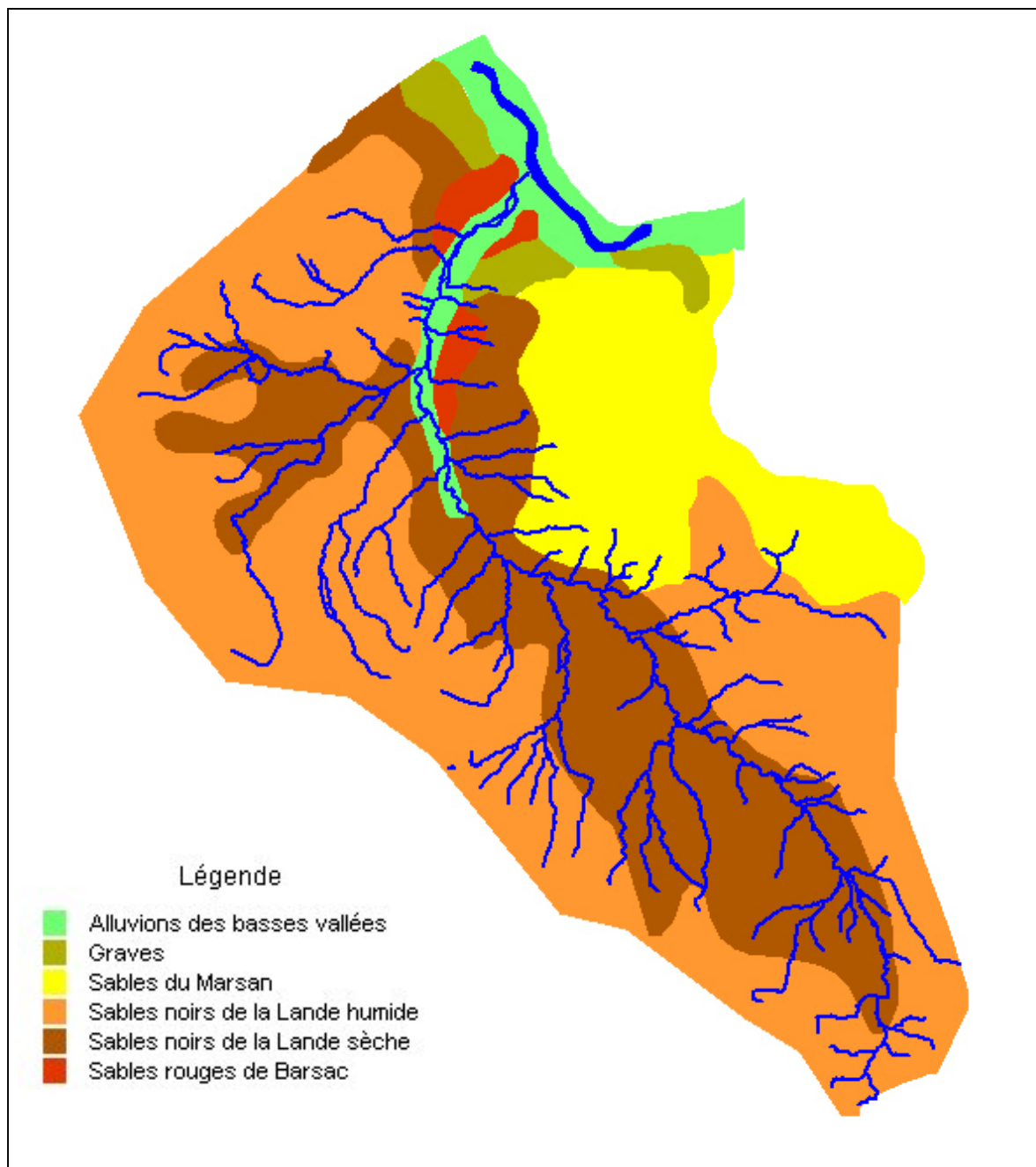
Les précipitations dans cette région sont relativement importantes avec une moyenne de 850 mm pour la partie moyenne et aval du bassin versant devenant proches de 950 mm pour la partie amont (CEMAGREF², 1985).

L'évapotranspiration est assez faible. La moyenne se situe entre 800 mm et 850 mm, d'après l'atlas et données sur l'eau de 1997 édité par le Réseau de Bassin Adour Garonne.

Le bilan hydrique du bassin versant du Ciron est donc relativement élevé compte tenu de sa surface modeste (1 100 Km²).

² Centre National du Machinisme Agricole du Génie Rural et des Eaux et des Forêts

Figure 1.4 : Esquisse pédologique du bassin versant du Ciron. Esquisse pédologique de l'Aquitaine, 1/500 000. Relance agronomique Aquitaine, CRAA³, INRA⁴, Ministère de l'Agriculture. J. Wilbert, 1987.



³ Chambre Régionale d'Agriculture d'Aquitaine

⁴ Institut National de la Recherche Agronomique

1.3 Un site protégé

Plusieurs types de zonages environnementaux sont déjà en place sur la zone d'étude Natura 2000 de la vallée du Ciron (Guide des procédures ; Préfecture de la région Aquitaine, 1996).

1.3.1 Les Zones Naturelles d'Intérêt Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Les ZNIEFF sont des secteurs du territoire national identifiés scientifiquement par le Muséum National d'Histoire Naturel (MNHN) et le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN) comme particulièrement intéressants. L'ensemble de ces secteurs constitue ainsi l'inventaire des espaces naturels exceptionnels ou représentatifs. L'intérêt de ces milieux repose soit sur l'équilibre de l'écosystème, soit sur la présence d'espèces animales et végétales rares ou menacées. Cette base de connaissance est généralement accessible à tous et consultable avant projet afin d'améliorer la prise en compte de l'espace naturel et d'éviter que certains enjeux environnementaux ne soient oubliés.

Il existe deux types de ZNIEFF :

- Les ZNIEFF de type 1, qui sont des secteurs de superficie limitée, caractérisés par la présence d'espèces, d'association d'espèces ou de milieux rares ou caractéristiques du patrimoine naturel régional voire national.
- Les ZNIEFF de type 2 sont de grands ensembles naturels (massif forestier, vallée, plateau...) riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

L'inventaire ZNIEFF a servi de base à l'élaboration de l'enveloppe de référence Natura 2000, comme en témoigne la carte ci-après (figure 1.5). Cet inventaire sert aussi lors de la réalisation des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols, Schéma Directeur, maintenant Plan Local d'Urbanisme et Schéma de Cohérence Territoriale...) en permettant de localiser les espaces naturels remarquables. Il est normalement mis à jour par l'ajout de nouvelles zones, par l'exclusion des zones qui ne présentent plus d'intérêt et pour affiner les contours des ZNIEFF existantes.

Valeur juridique :

L'inventaire ZNIEFF est un outil de connaissance et n'a pas de valeur juridique directe et de portée réglementaire. Cependant le préfet porte à la connaissance de tout opérateur cet inventaire lors de l'élaboration de tout projet d'aménagement ou de gestion, en particulier les ZNIEFF 1. Une prise en compte systématique des ZNIEFF 2 doit aussi être faite dans les programmes d'aménagement afin de respecter la dynamique du milieu. En cas de non-respect de cette clause le maître d'ouvrage risque de voir la procédure administrative liée à son projet aboutir défavorablement ou faire l'objet d'un recours (ex : exploitation de carrière refusée).

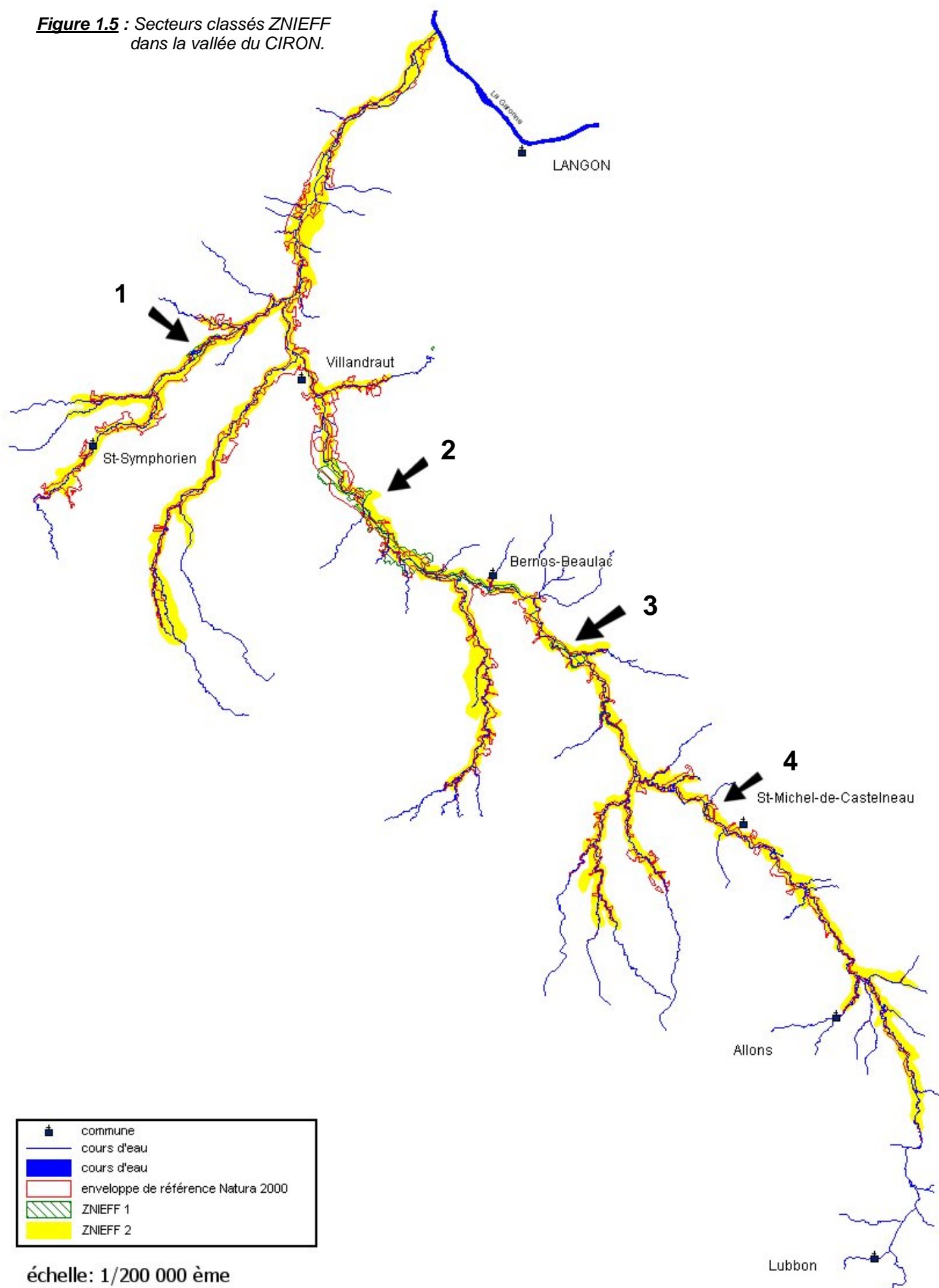
Texte de référence :

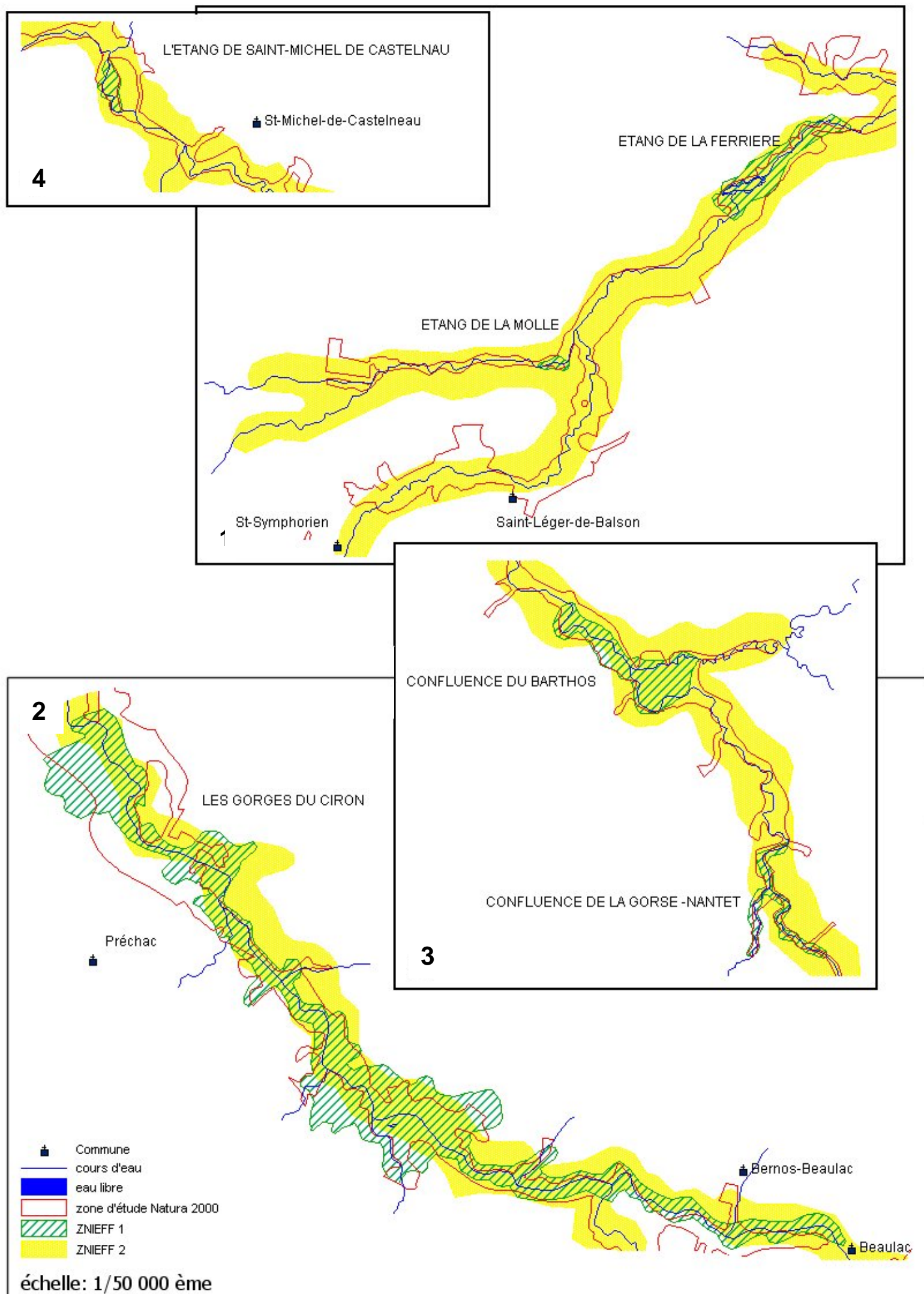
Circulaire du Ministère de l'Environnement n° 91-71 du 14 mai 1991

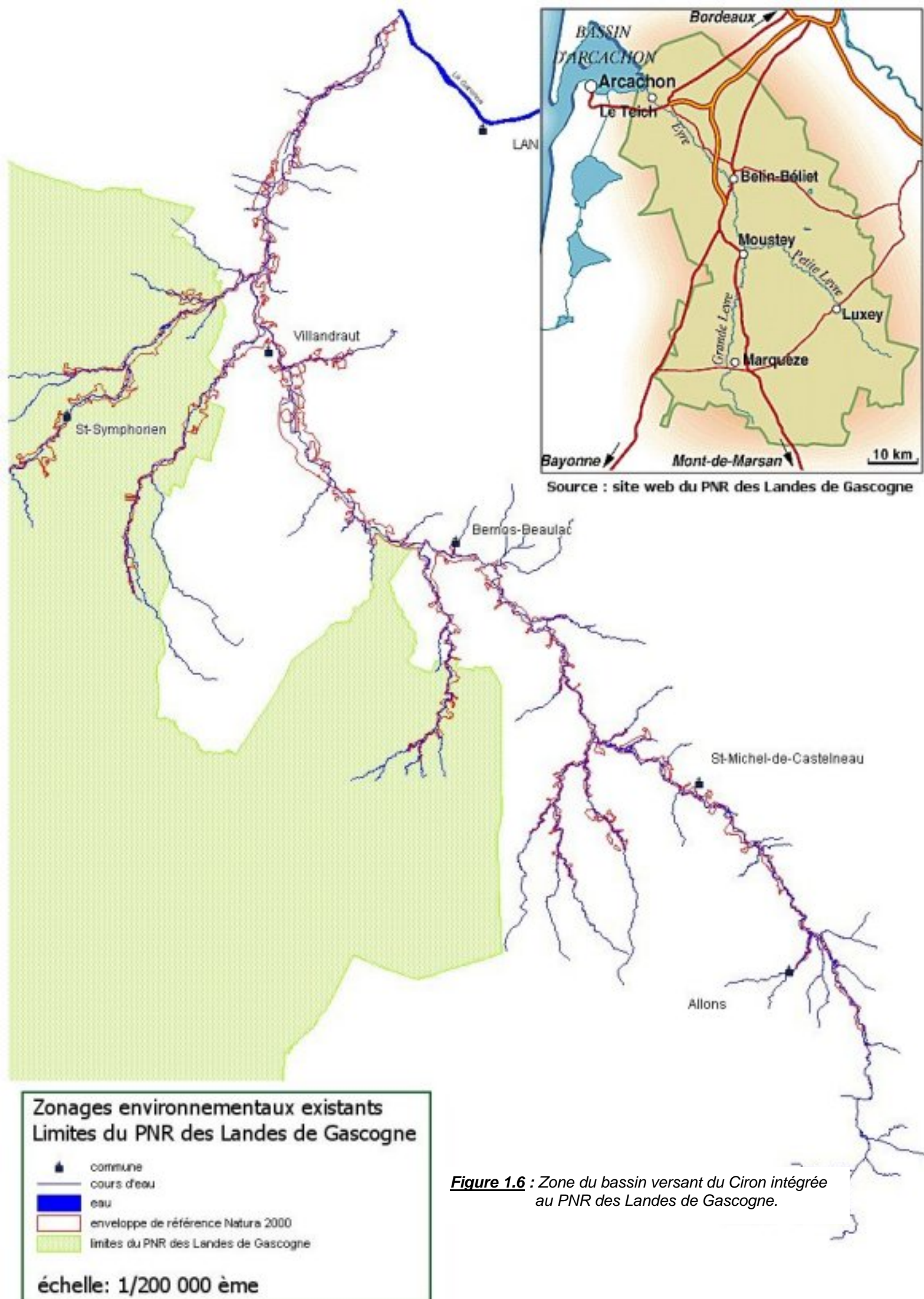
Contact :

DIREN Aquitaine
95 rue de la Liberté
33200 Bordeaux
Tel : 05 56 93 61 00
Fax : 05 56 93 61 61
Site : www.aquitaine.ecologie.gouv.fr
Mél : diren@aquitaine.ecologie.gouv.fr

Figure 1.5 : Secteurs classés ZNIEFF dans la vallée du CIRON.







1.3.3 Sites classés, sites inscrits

Il existe 3 sites classés sur la vallée du Ciron : le parc, les façades et la toiture du château de Suduiraut et le château de Malle et son parc, à Preignac, ainsi que le chêne séculaire de Villandraut.

Quatre sites sont inscrits : le site du Sauternais, le château Yquem, son parc et leurs abords, le site de la chapelle Saint-Clair-de-Gouts sur la commune d'Allons et le village de Château-Vieux à Lubbon (voir figure 1.7).

Cette procédure vise à protéger et conserver des espaces naturels ou bâtis d'intérêt artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, et ce sans limite de surface. Elle a été utilisée en faveur de la protection du paysage.

Les activités sans emprise sur le sol (pêche, chasse...) s'exercent librement.

La procédure de classement garantit le maintien en l'état des lieux tandis que l'inscription permet une information préalable de toutes modifications irréversible du site.

Valeur juridique :

Site inscrit : « Sur les terrains compris dans les limites fixées par l'arrêté, obligation pour les intéressés de ne pas procéder à des travaux autres que ceux d'exploitation courante en ce qui concerne les fonds ruraux et d'entretien normal en ce qui concerne les constructions sans avoir avisé, quatre mois d'avance, l'administration de leur intention ».

Site classé : Interdiction de tous travaux susceptibles de modifier ou détruire l'état ou l'aspect des lieux, sauf autorisation expresse du ministre concerné, ou du préfet pour les travaux non soumis à permis de construire. Pas de permis tacite.

Le camping, la création de villages de vacances, l'affichage, la publicité sont interdits sauf dérogation du ministre (préfet pour les sites inscrits).

L'emplacement d'un site classé doit être reporté au PLU (ancien POS) en qualité de servitude d'utilité publique opposable aux tiers (par convention avec l'agrément du ministre chargé des sites).

Les effets du classement ou de l'inscription suivent le monument naturel ou les terrains concernés, en quelque main qu'ils passent.

Textes de référence :

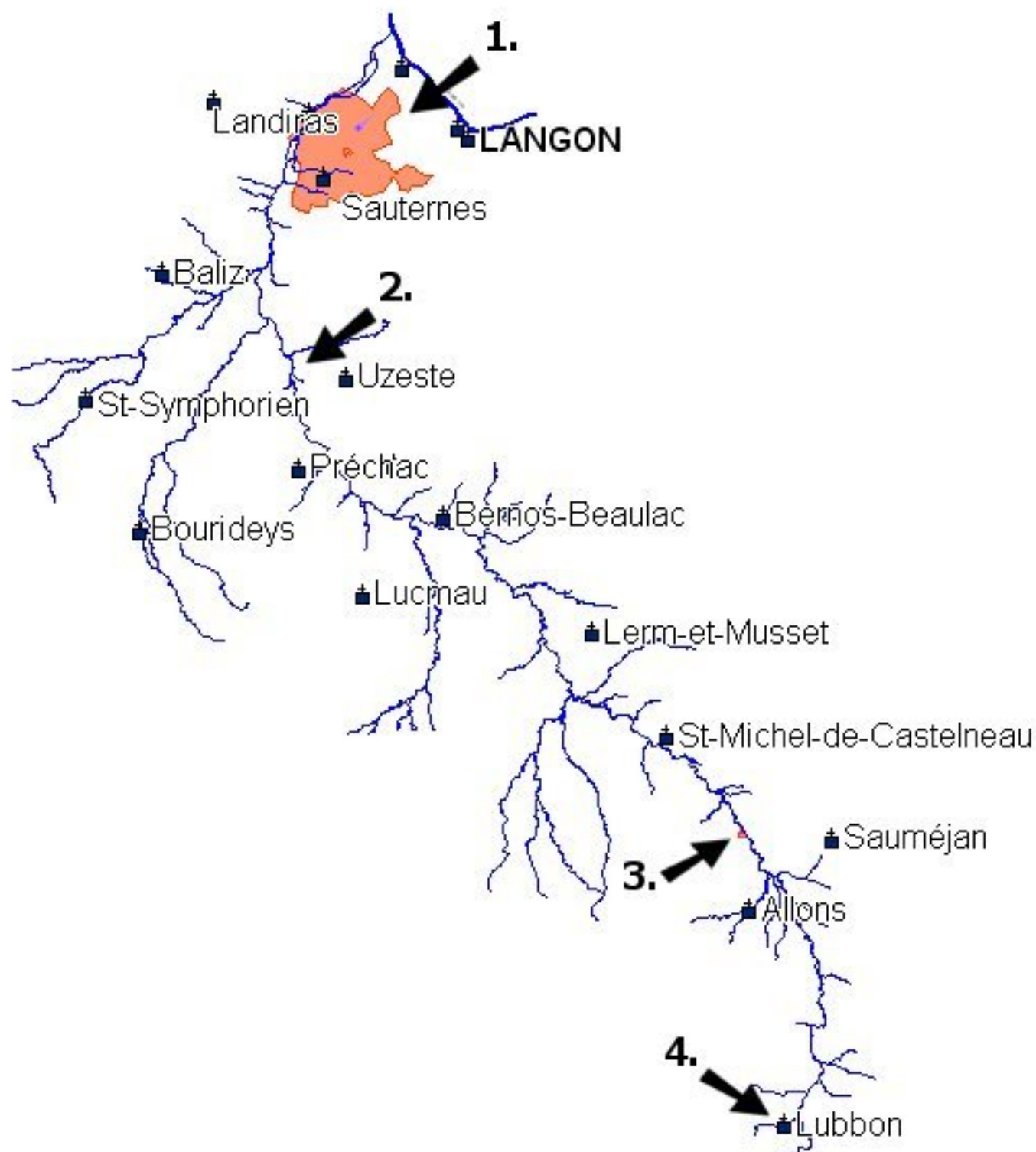
Loi du 2 mai 1930, modifiée par la loi du 28 décembre 1967 – articles L.341-1 et suivants du Code de l'environnement.

Décrets n° 69-607 du 13 juin 1969, n° 88-1124 du 15 décembre 1988.

Contact :

DIREN Aquitaine
95 rue de la Liberté
33200 Bordeaux
Tel : 05 56 93 61 00
Fax : 05 56 93 61 61
Site : www.aquitaine.ecologie.gouv.fr
Mél : diren@aquitaine.ecologie.gouv.fr

Figure 1.7 : Sites classés et sites inscrits de la vallée du Ciron

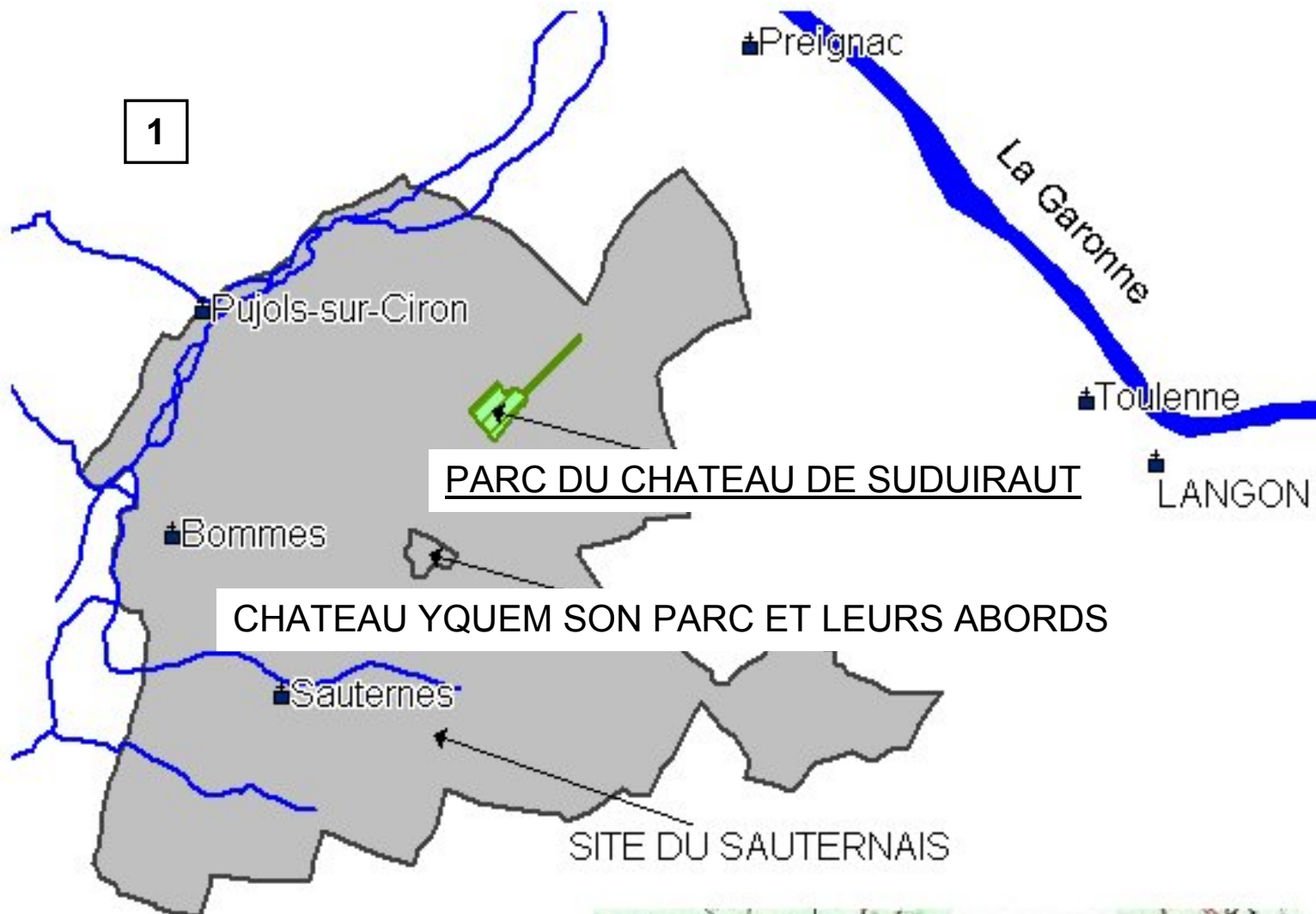


Zonages environnementaux existants
Sites inscrits et sites classés

voir les zooms sur la carte suivante

échelle 1/400 000 ème

1



4



2



3

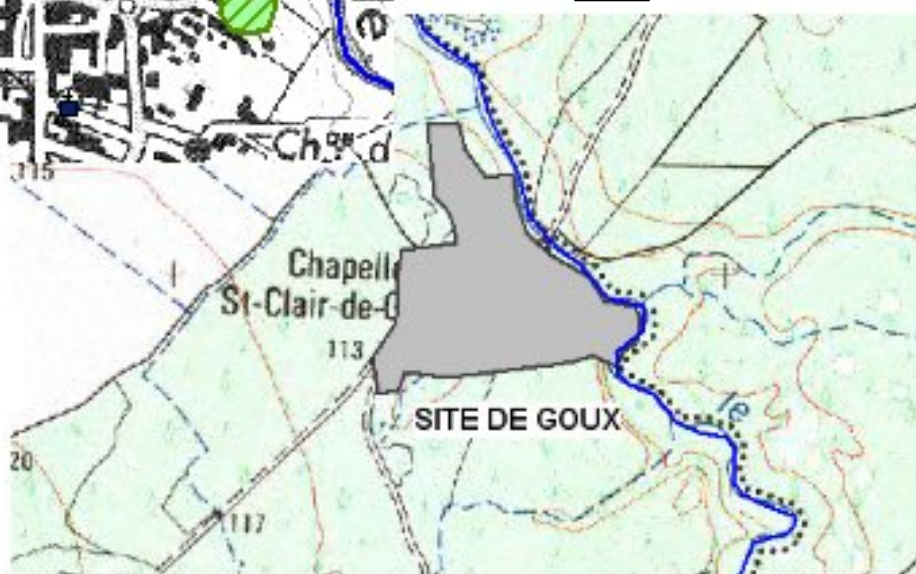


Figure 1.7 bis : Sites classés et sites inscrits de la vallée du Ciron



1.3.4 Les Espaces Naturels Sensibles (ENS)

Le département est compétent pour élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles, boisés ou non, ainsi que des habitats naturels.

Le Conseil Général vote l'institution d'une taxe départementale des ENS, celle-ci est perçue sur les constructions nouvelles soumises à permis de construire dans le département. Le produit de la taxe est affecté à la protection des milieux naturels et des sentiers de randonnée. Il peut être utilisé :

- par le département soit pour l'acquisition, l'aménagement et la gestion de terrains en vue de leur ouverture au public (sauf si le milieu est trop fragile), soit pour la protection d'espaces naturels ouverts au public dans le cadre de conventions passées entre les propriétaires fonciers et les collectivités locales, soit pour l'acquisition, la gestion et l'entretien en site Natura 2000 ;
- par le Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres ;
- au profit des communes.

Des zones de préemption (ZPENS) peuvent être délimitées par le Conseil Général dans le cadre de cette politique. Celui-ci est destinataire des déclarations d'intention d'aliéner et peut alors exercer ou non son droit de préemption. Dans le cas où le Département renonce, la commune concernée peut, à son tour, bénéficier de ce droit de préemption au titre des ENS.

Sur le Ciron il existe 22 zones de préemption au titre des ENS délimitées par le Conseil Général de la Gironde (figure 1.8). Par contre, il n'en existe pas sur la partie landaise du Ciron, et le Conseil Général du Lot-et-Garonne ne semble pas en avoir déterminées dans sa zone (pas de réponse).

Textes de référence :

Code de l'urbanisme : art. L. 142-1 à L. 142-13, mod. par L. n° 95-101 du 2 février, art. 39-1 ; art. 142-1 à R 42-18.

Contact :

Le Conseil Général du département concerné.

Conseil Général de la Gironde
esplanade Charles de Gaulle
33000 BORDEAUX
Tél : 05 56 99 33 33
Fax : 05 56 24 93 49

Conseil Général des Landes
23 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 41

Conseil Général du Lot-et-Garonne
Hôtel du Département
47922 AGEN Cedex 9
Tél : 05 53 69 40 00

1.3.5 Autres mesures de protection

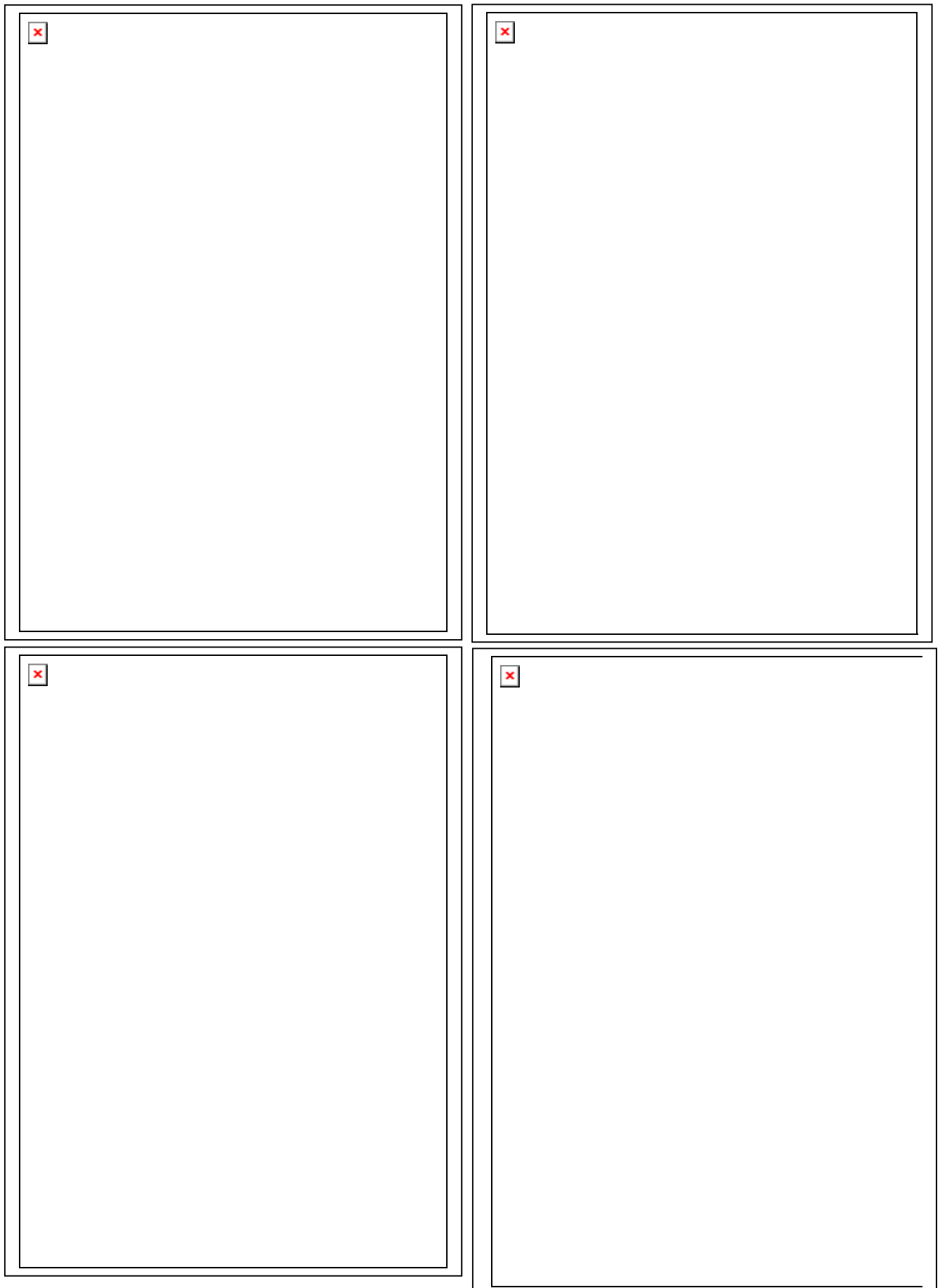
Sur la vallée du Ciron, il n'y a pas de Zones de Protection Spéciales relatives à la directive « Oiseaux » (anciennes ZICO), ni d'arrêté de Biotope.

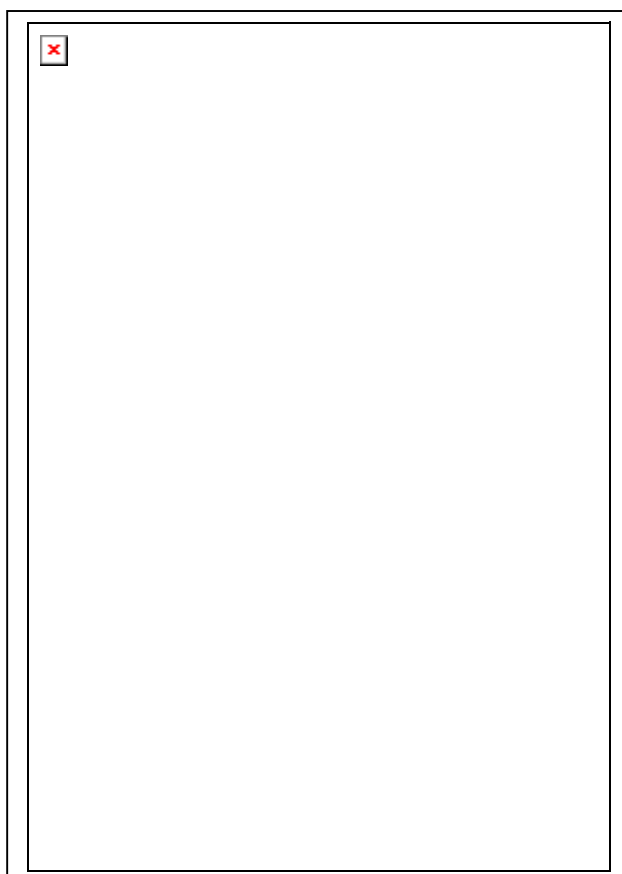
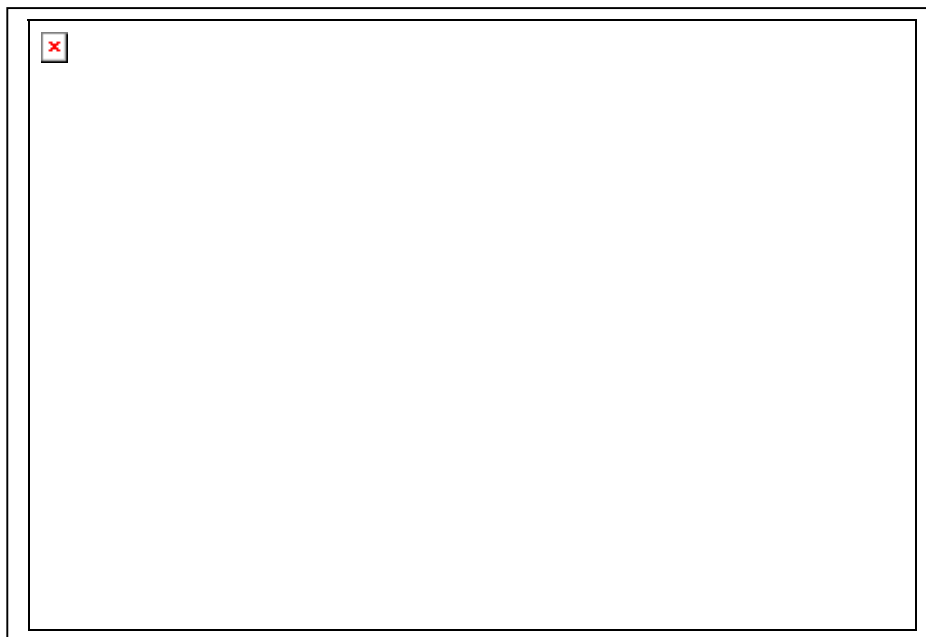
Quelques-unes des communes concernées par le site « Vallée du Ciron » ont leur patrimoine classé ou inscrit au Monuments Historiques (Loi du 31 décembre 1913). Ainsi sont classés, en totalité ou partiellement, les églises de Barsac (St Vincent), Pujols-sur-Ciron, St-Léger-de-Balson, Préchac (St Pierre), Uzeste, la chapelle St Clair de Gouts à Allons et les châteaux de Malle (Preignac), Cazeneuve (Préchac) et de Villandraut. De même, sont inscrits sur l'inventaire des Monuments Historiques :

- les églises de Preignac (St Vincent), Sauternes, Budos (St Romain), Léogeats, Noaillan, St-Symphorien, Insos (commune de Préchac), Pompéjac, Lucmau, Bernos, Cudos, Escaudes, Goualade et Houeillès ;
- les châteaux de la Salle (Pujols-sur-Ciron), Rayne-Vigneau (Bommes), Yquem (Sauternes), de Budos, de Noaillan, de La Trave (Préchac), de La Travette dit de La Fûe (Préchac), du Boscage (Escaudes) ainsi que la maison forte de Capchicot et la maison noble de Luxurguey sur la commune d'Allons ;

- l'ancienne usine de distillation des produits résineux, l'Atelier des Chemins de Fer Economique de la Gironde et l'usine de matériel ferroviaire à St Symphorien, la bergerie ronde à Goualade, l'ancienne métairie d'Hourtan sur la commune de Lartigue et le logis de Bernine à Sauméjan.

Figure 1.8 : Zones de préemptions (ZPENS) dans la vallée du Ciron.



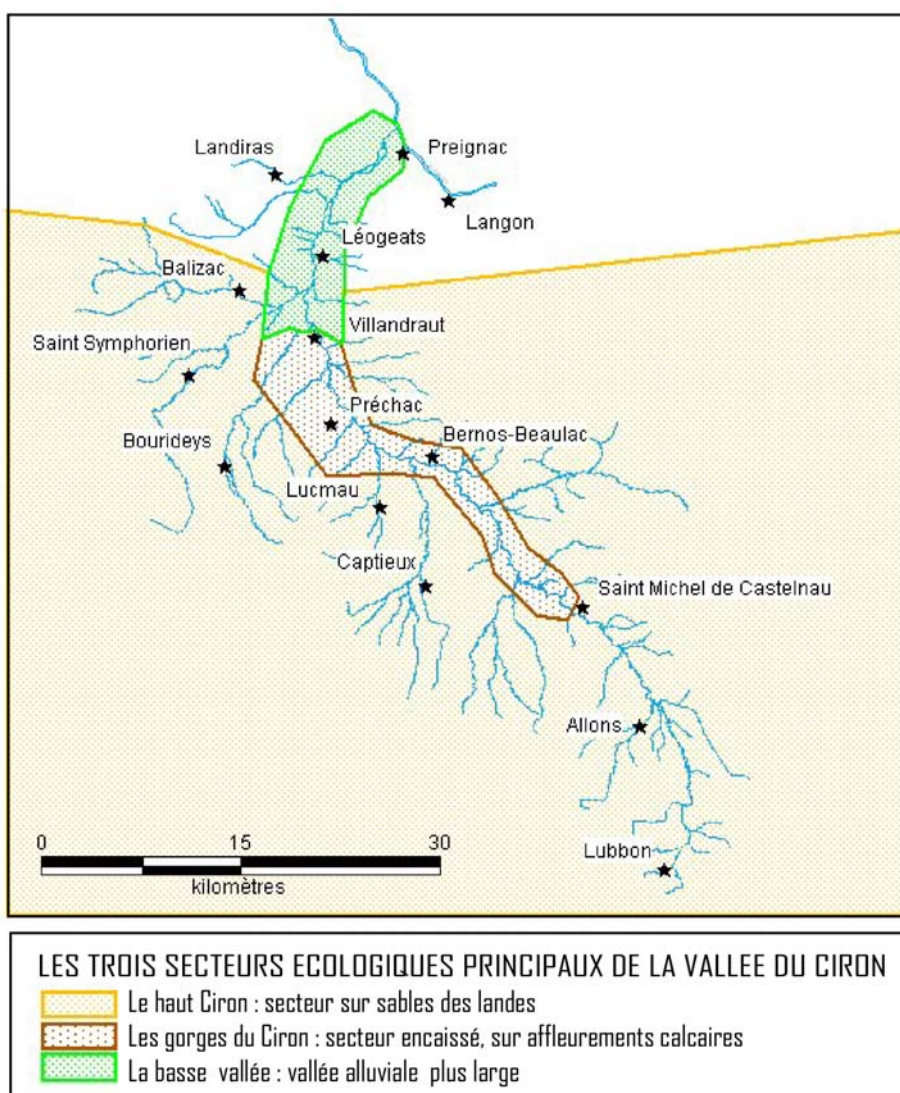


1.4 Le cours d'eau

1.4.1 Le Ciron : Trois tronçons bien déterminés

L'étude des caractéristiques physiques du Ciron a montré une hétérogénéité dans la nature des sols (géologie et pédologie) et le relief de la vallée. Il existe une relation étroite entre ces paramètres et la nature de la végétation, il semble donc intéressant de scinder la zone d'étude en trois tronçons (figure 1.9). Cette division est d'ailleurs utilisée dans les études antérieures réalisées sur le Ciron, notamment dans l'étude écologique réalisée par le GERE, en 1985.

Figure 1.9 : Les trois principaux tronçons de la vallée du Ciron.



1^{er} secteur : le haut Ciron

La haute vallée du Ciron désigne le secteur landais qui, en amont, s'étire entre la source, sur la commune de Lubbon, et Saint-Michel-de-Castelnau. Sur ce tronçon, le Ciron coule dans les Landes dont les influences et les caractéristiques sont prédominantes : milieux sablonneux et ripisylves.

2^{ème} secteur : les gorges du Ciron

Depuis Saint-Michel-de-Castelnau, jusqu'à Villandraut, le Ciron coule sur des affleurements calcaires de l'Aquitainien qu'il a par endroits creusé en gorges.

Sur ce secteur, les gorges proprement dites sont entrecoupées de zones moins escarpées.

3^{ème} secteur : la basse vallée du Ciron

En aval de Villandraut, jusqu'à l'embouchure, le Ciron devient une vallée alluviale de largeur variable comportant des zones marécageuses. Le substrat calcaire, qui est proche, influence la végétation.

1.4.2 Classements du Ciron et de ses affluents

Domaine public / Domaine privé

La partie du Ciron qui est située en aval du barrage de la Trave, à Préchac, appartient au Domaine Public Fluvial. Par contre, la partie du Ciron qui se trouve en amont de ce barrage, tous les affluents et leurs sous-affluents sont classés en domaine privé.

Classements piscicoles (Décret n° 58-873 du 16 septembre 1958)

Pour tenir compte de la biologie des espèces, les cours d'eau, canaux, et plans d'eau sont classés en deux catégories piscicoles :

- ❖ la première comprend ceux qui sont principalement peuplés de truites ainsi que ceux où il paraît désirable d'assurer une protection spéciale des poissons de cette espèce (salmonidés dominants),
- ❖ la seconde catégorie regroupe tous les autres cours d'eau, canaux et plans d'eau (cyprinidés dominants).

Ce classement conditionne la mise en œuvre des dispositions relatives à la pêche.

Le Ciron est classé en première catégorie sur toute sa longueur en amont du moulin de Barsac. Il présente cependant l'originalité (et la complexité) d'existence sur son cours de quelques zones maintenues en deuxième catégorie (cf. figure 2.7 p.53).

Sont classés en 1^{ère} catégorie (salmonidés dominants) :

- ❑ Pour le département de la Gironde

(Art. 34, modifié par Décret 84-90 1984-02-07 JORF 10 FEVRIER 1984)

1° Le Ciron, en amont du pont du Moulin à Barsac, à l'exception :

- a) de la retenue de Castelnau, partie comprise entre le barrage de la papeterie et la noue située à 750 mètres environ à l'amont (communes de Saint-Michel-de-Castelnau et de Giscos) ;
- b) de la partie comprise entre les barrages de Tierrouge (papeterie) et de Beaulac (fonderie) sur 1600 mètres environ (commune de Bernos) ;
- c) du bras du Ciron, rive droite, compris entre le lieudit Pointe de Cheveau à l'amont et le barrage de Quanche, à l'aval sur une longueur de 2700 mètres environ, y compris le bras mort de la Bouline, sur une longueur de 500 mètres environ (commune de Preignac) ;
- d) de son confluent avec la Bardine, en amont au barrage de la Trave en aval (communes d'Uzeste et de Préchac) ;
- e) du Pont de chemin de fer économique en amont au barrage de Villandraut en aval (commune de Villandraut) ;
- f) de son confluent avec la Hure en amont au barrage de Castaing en aval (commune de Noaillan).

- ❑ Pour le département des Landes

(Art. 41, modifié par Décret 74-956 1974-10-09 JORF 20 NOVEMBRE 1974)

8° le Ciron, affluent de la Garonne ;

10° les affluents et sous-affluents des cours d'eau ou portions de cours d'eau situés dans le département et désignés ci-avant, à l'exception du Naou, affluent de la Petite Leyre.

- ❑ Pour le département du Lot-et-Garonne

(Art. 48, modifié par Décret 71-1048 1971-12-17 JORF 27 DECEMBRE 1971)

2. DIAGNOSTIC SOCIO-ÉCONOMIQUE

2.1 Un riche passé historique

« Le passé était une grande forêt très belle où se croisaient à perte de vue les rameaux de ces arbres qui descendaient jusqu'à nous. »⁶.

L'histoire de la vallée du Ciron s'est construite autour de ses hommes, de la rivière, de la forêt et de la vigne.

2.1.1 Préhistoire et protohistoire

Une étude réalisée par la SEPANSO⁷ en 1985 révèle une certaine continuité du peuplement humain, du Paléolithique Inférieur à l'Âge de Fer. La fouille de sites tels que les sept tumuli de la nécropole de Marimbaut, datant de l'Âge de Fer, ou le dépôt au lieu-dit le Tournet à Barsac, datant de l'Âge de Bronze, a permis de découvrir un certains nombres d'objets (outils, mobilier, armes...) dont certains sont visibles au musée de Villandraut. La fouille systématique des grottes situées dans les gorges pourrait éventuellement révéler de nouveaux objets. De manière générale, la vallée du Ciron réserve sans doute un potentiel de découverte important dont l'intérêt doit cependant être mis en balance avec l'ardente nécessité de préserver les habitats, c'est à dire bien souvent de maintenir les choses en l'état.

2.1.2 Des Phéniciens au seuil de la forêt cultivée

Les Phéniciens, qui venaient sur la côte de l'Océan Atlantique pour s'approvisionner en poix et en résine, donnent à la forêt de la vallée du Ciron, et plus largement à celle des Landes et du sud-ouest son brevet d'antiquité. Puis ce sont les Romains qui respectèrent les forêts qu'ils trouvèrent à leur arrivée en Aquitaine. Ils surent apprécier les produits de la gemme dont la récolte était déjà importante et restait essentielle pour bien des usages dont le calfatage des navires. L'invasion des barbares fut le commencement d'une ère malheureuse pour les forêts de pins. L'époque critique pour la forêt se prolongea pendant le Moyen-Âge. Au cours du XVI^{ème} siècle, les guerres de religion eurent également quelques répercussions sur les pins de Gascogne.

Au XVII^{ème} siècle, la région des Landes de Gascogne est encore considérée comme peu habitable, mais on sait son existence, on en parle et on voit s'esquisser un début de vie économique.

Aussi, grâce aux progrès croissants de la cartographie française depuis 1666, année durant laquelle Colbert créa l'Académie des Sciences, deux cartes élaborées au siècle suivant offrent une vision de la vallée du Ciron telle qu'elle se constituait à la veille de la Révolution Française.

Alors que la carte de Cassini, du nom de la célèbre dynastie de géographes, dévoile le Bazadais à l'échelle d'une ligne pour cent toises (1/86 400), la carte d'Aquitaine élaborée en 1780, sur l'initiative de M.

⁶ Jean d'Ormesson, *Au plaisir de Dieu*.

⁷ Société pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest.

Dupré de Saint-Maur alors Intendant de Bordeaux, permet d'apprécier plus précisément, grâce à une échelle au 1/43 000, les caractéristiques de la vallée du Ciron à cette époque.

Autrefois, son embouchure se trouvait à Cérons. Il a été détourné de son lit initial par les Bénédictins qui ne se doutaient pas du départ de la grande aventure des vins de Sauternes. A cette époque, le Ciron et ses affluents se détachent nettement car bordés de forêts naturelles qui contrastent avec leurs alentours constitués de marais. La lande, marécageuse l'hiver et trop sèche l'été, offrait le spectacle d'un désert. Son cours était ponctué par des châteaux forts : Budos, Cazeneuve, La Trave, Illon, Villandraut et Castelnau de Cernès.

Rive droite, le Bazadais se distingue par ses artigues qui permettent ce mélange de polyculture et de forêts qui le caractérise encore aujourd'hui. Plus en aval, c'est le Sauternais et ses vignobles qui sautent déjà aux yeux.

La forêt cultivée telle que nous la connaissons aujourd'hui n'existait donc pas encore, malgré des essais timides dès le début du XVII^{ème} siècle. Des anciens peuplements, il ne restait pas de massifs continus, mais plutôt des îlots boisés de superficie variable. Le développement et l'exploitation d'une forêt artificielle butaient contre de fortes résistances de l'agro-pastoralisme, qui se doublait d'un clivage social, sans compter une mauvaise maîtrise du plan d'eau. Si ceux que nous appellerions les bourgeois voulaient planter en gagnant du terrain sur les marais, les paysans veillaient sur ces espaces d'une part nécessaires à leurs élevages et d'autre part riches en bruyère. En effet, celle-ci constituait une source de revenu complémentaire, car elle était employée en guise de litière à une époque où la paille était destinée à de plus nobles usages.

La forêt souffrait aussi des incendies qui causaient de fréquents dégâts, souvent considérables. Ils étaient dus principalement à la coutume de « l'écobuage ». Les bergers mettaient le feu à la lande pour y obtenir rapidement une herbe plus fournie et plus tendre et donner à leurs moutons une nourriture abondante sans les déplacer. Mais ces incendies étaient allumés sans aucune précaution, de surcroît avec des moyens de lutte très sommaires, et atteignaient trop souvent les arbres environnants.

2.1.2.1 Le flottage

A la même époque, Bordeaux « manquait de bois », sujet de plaintes permanentes de ses intendants successifs. L'explosion démographique, l'industrialisation croissante – 90 navires sont construits à Bordeaux entre 1778 et 1782 – représentaient une forte demande en bois. Le bois était employé comme matériau et comme source d'énergie pour l'industrie et pour le chauffage domestique, à défaut de charbon tant il était difficile de s'en procurer sans devoir choisir entre la piètre qualité de celui provenant des mines de Decazeville et le coût dissuasif d'un approvisionnement anglais.

C'est naturellement que la forêt de la vallée du Ciron participa à cet « effort de bois » : acheminé par flottage de Villandraut ou de La Trave jusqu'à Barsac, le bois est alors chargé sur des gabarres en partance pour Bordeaux.

Le flottage sur le Ciron concernait aussi et sans doute essentiellement le bois d'œuvre. La vallée du Ciron accueillait donc des activités à forte valeur ajoutée : menuiserie, charpente. Elle attirait aussi de la main d'œuvre extérieure, notamment des scieurs venus du pays d'Auvergne.

Les hommes tiraient profit de chaque arbre en son entier. Les parties impropres au bois d'œuvre profitaient à un usage plus local ; les cimes étaient destinées aux boulangeries et autres briqueteries qui requièrent une chaleur vive. Les jeunes pins se révélaient utiles pour le palissage des vignes toute proches et offraient un débouché aux bois d'éclaircies.

2.1.2.2 Les verreries du Bazadais

L'activité viticole de Bordeaux conduit à une activité verrière importante dans la région. Au XVI^{ème} siècle, le Bazadais est le berceau de cette industrie. La présence de la forêt, fournisseur en combustible des fours, et de la matière première, le sable contenant la silice nécessaire à la fabrication du verre, expliquent cette situation. Les établissements sont de taille modeste, à la main d'œuvre et à la production limitées. Ils

étaient implantés à Villagrains, St-Symphorien, Pompéjac, Marions, Bazas, Captieux, Cazeneuve, près de Beaulac.

A partir de XVIII^{ème} siècle, se généralise la pratique d'expédier le vin en bouteilles dans lesquelles il se conserve mieux qu'en barriques ou qu'en fûts. La demande de verre augmente donc mais en même temps que la dimension des entreprises qui s'établissent à Bordeaux, Bourg-sur-Gironde et Libourne. Dans la seconde moitié du XVIII^{ème} siècle, Bordeaux regroupe le plus grand nombre de verreries : la seule entreprise comparable à celles de Bordeaux avait été créée en 1764-1766 à Lamagine, près de Bazas, avant de disparaître au début du XIX^{ème} siècle. Elle employait des centaines d'ouvriers.

Mais en général, les verreries du Bazadais avaient gardé un caractère familial, employant un personnel restreint : 5 à 10 personnes. Nombre de ces familles étaient venues de l'Ariège, de la Montagne Noire ou de l'Auvergne et étaient d'origine protestante. Après le bois, la houille fit tourner la grande verrerie de Lamagine. Mais de toutes les façons, bûcherons et bouviers participaient largement à toute cette activité d'approvisionnement des verreries.

2.1.2.3 Les forges

jusqu'au XIX^{ème} siècle, la nécessité locale de produire du fer était essentielle, aidée en cela par les ressources locales : le minerai de fer, notamment dans l'aliès, le bois et l'énergie hydraulique. Une forge, telles que les ont connues les vallées de l'Eyre et du Ciron, consommait environ 500 tonnes de minerai par an pour extraire 150 tonnes de fer ou de fonte moulée. La consommation du charbon de bois pour la réduction du minerai était considérable, équivalant par exemple en 1826 à une centaine d'hectares de résineux par an, entraînant une rapide hausse du prix des pins. Les forges employaient une vingtaine d'ouvriers spécialisés, mais en fait c'était au moins une soixantaine de personnes qui directement ou indirectement vivaient de la forge. Son importance économique et sociale était donc loin d'être négligeable et le maître de forge était souvent le premier notable de la commune, investissant ses bénéfices dans les acquisitions foncières, c'est-à-dire dans les acquisitions de bois.

La vallée du Ciron connaît quatre établissements dans la première moitié du XIX^{ème} siècle. Cependant, il faut distinguer les fonderies proprement dites, où la fonte extraite du minerai dans le haut fourneau n'était pas transformée en fer par affinage mais servait à mouler des pièces diverses, et les forges *stricto sensu* où la fonte produite par le haut fourneau était ensuite transformée en fer par affinage.

Ce fer servait à la fabrication de l'outillage agricole ou artisanal, à l'artisanat de la serrurerie et de la quincaillerie, à la production de chaînes, d'ancres pour la marine, de canons, d'obus... La fonte fournissait des récipients pour l'alimentation (chaudrons, marmites), et des plaques de cheminées.

Quelques grands propriétaires ont pu devenir de petits industriels parce qu'ils disposaient sur place d'une source d'énergie (la rivière), de la matière première (minerai et combustible) et d'une main d'œuvre très bon marché. Ainsi le domaine de St-Michel-de-Castelnau comprend 2000 hectares dont 700 en bois de pin. Le pouvoir politique accordait assez facilement l'autorisation de création de forge au noble ou propriétaire anobli ayant survécu à la Révolution, dans la mesure où cette activité contribue à fixer une population d'ouvriers paysans exerçant activité salariée et activité agricole ou forestière.

Le personnel permanent était en effet assez restreint mais était complété par une main d'œuvre saisonnière car la forge ne fonctionnait qu'une partie de l'année à cause des aléas du climat (crue, gelée, sécheresse entravent le fonctionnement des machines) et des problèmes d'approvisionnement qui pouvaient survenir. Mais en plus de la main d'œuvre spécialisée, la forge faisait travailler une population de bûcherons, charbonniers, convoyeurs divers. La forge implantée au plus près de la source d'énergie et de matière première se trouvait donc isolée, relativement éloignée du bourg, installée sur le plateau. Le plus souvent, elle a donc généré un habitat ouvrier dans son environnement immédiat, se substituant ainsi au château de l'Ancien Régime. Mais ce système était fragile, à la merci de l'épuisement du minerai, de la raréfaction du combustible (la forge dévore la forêt), des progrès techniques tels que la généralisation de la fonte soufflée au charbon de terre pratiquée dès la fin du XVIII^{ème} siècle (qui ne pouvaient être adoptés ici, les fourneaux étant trop bas), de la concurrence des grands centres sidérurgiques et des arrivages étrangers. La politique de libre échange du Second Empire donna un coup d'arrêt à ces nombreux petits ateliers fort importants dans le tissu socio-économique du secteur.

2.1.2.4 L'habitat du Bazadais

La région du Bazadais passe insensiblement de la maison de pierre au nord, à celle ossature bois, maison de type landais, au sud. En même temps, cette diversité est significative de la hiérarchie sociale : les chartreuses du XVII^{ème} siècle sont de grandes maisons bourgeoises sans étage, les petits châteaux néo-classiques du XIX^{ème} siècle ont eux aussi servi de modèle aux maisons plus modestes des vignerons promus au rang de châteaux pour les besoins de la publicité. Les maisons de maîtres sont généralement des maisons à un étage. Le rang social du propriétaire est affirmé par le portail d'entrée en pierre de taille, les pilastres sculptés sur la façade et une ordonnance symétrique. Au bas de la hiérarchie se situe la maison du métayer, non propriétaire : cette maison de "bordier" est de dimension modeste, la façade principale est en longueur avec une porte et deux fenêtres.

Le métayage, très développé dans les Landes girondines, a favorisé la survivance d'une architecture landaise en colombage et en torchis : dès le début du Second Empire, puis phénomène amplifié à la Belle Époque, les propriétaires enrichis par les cours élevés de la résine ont fait bâtir des maisons bourgeoises en pierre dans les bourgs, abandonnant leurs vieux logis aux métayers. Cependant, plus le visiteur s'enfonce dans le site du Ciron, moins il verra de maisons en pierre et plus il admirera les maisons du Bazadais avec leurs auvents, les "estantads", qui protègent la façade, obéissant à la tradition landaise. Ce sont des maisons à cour ouverte dont les éléments, la bergerie, le poulailler, le four etc... s'éparpillent sur un espace herbagé : l'airial. Cette cour est ombragée de chênes et de quelques arbres fruitiers. Les murs sont souvent faits de pans de bois ; entre les colombages, les vides sont garnis de torchis. Ils sont posés sur des soubassements utilisant la pierre locale, l'aliol, un grès ferrugineux très dur couleur de rouille. En nord bazadais on utilise le plus souvent des moellons produits par les carrières de la vallée du Ciron.

2.1.2.5 Les moulins⁸

L'abondance de l'eau et le débit relativement constant de la rivière et de ses affluents, alimentés de surcroît par le sous-sol landais, ont permis l'implantation de nombreux moulins. D'autre part, le lit du Ciron entrecoupé de seuils rocheux permet l'ancrage des retenues et la valorisation des hauteurs de chute.

Dès le XI^{ème} siècle, l'augmentation de la population combinée à l'accroissement des surfaces cultivées et des rendements ont entraîné la multiplication des moulins. Entre le XIII^{ème} et le XVIII^{ème}, près d'une vingtaine de moulins ont été édifiés sur le Ciron et tout autant, voire plus, sur les affluents (cf. figure 2.1).

Ils étaient créés et exploités, soit directement quand ils étaient proches soit en fermage pour les plus éloignés, par les seigneurs ou le clergé, possesseurs du droit d'eau.

Construits majoritairement pour fabriquer de la farine – de seigle et de millet essentiellement, de blé plus rarement, puis de maïs – les moulins, mis à part celui de Caussarieu qui continua à produire de la farine jusqu'en 1960, furent reconvertis au fil de l'histoire industrielle de la vallée du Ciron, comme en témoigne aujourd'hui le moulin de la Trave qui abrite une usine hydroélectrique.

Cependant, bien que la minoterie était majoritaire, certains moulins furent édifiés, parfois reconvertis, pour d'autres productions : au XIX^{ème}, on signale des moulins qui produisaient de l'huile de colza sur l'Eau-Belle et à la Trave, d'autres fabriquant le feutre par foulage de la laine ou d'autres étoffes plus grossières obtenues par teillage du chanvre.

Toujours au XIX^{ème} siècle, avec l'essor industriel, certains moulins furent transformés en forges et en papeteries. Vers 1850, la vallée du Ciron comptait quatre établissements sidérurgiques : à Saint-Michel-de-Castelnau par l'aménagement du château médiéval, à la Trave, au moulin de Cazeneuve et au moulin de Beaulac par la transformation des anciens moulins à farine (alors que les trois premières périclitèrent avant la fin du XIX^{ème} siècle, la fonderie de Beaulac perdura jusqu'en 1997). Signalons que, jusqu'au milieu du XIX^{ème} siècle et la généralisation de la fonte au coke, les forges utilisaient le charbon de bois impliquant une gestion clairvoyante du massif forestier voisin : « *Le domaine de Castelnau, en 1820, comprenait 2 000 ha dont 700*

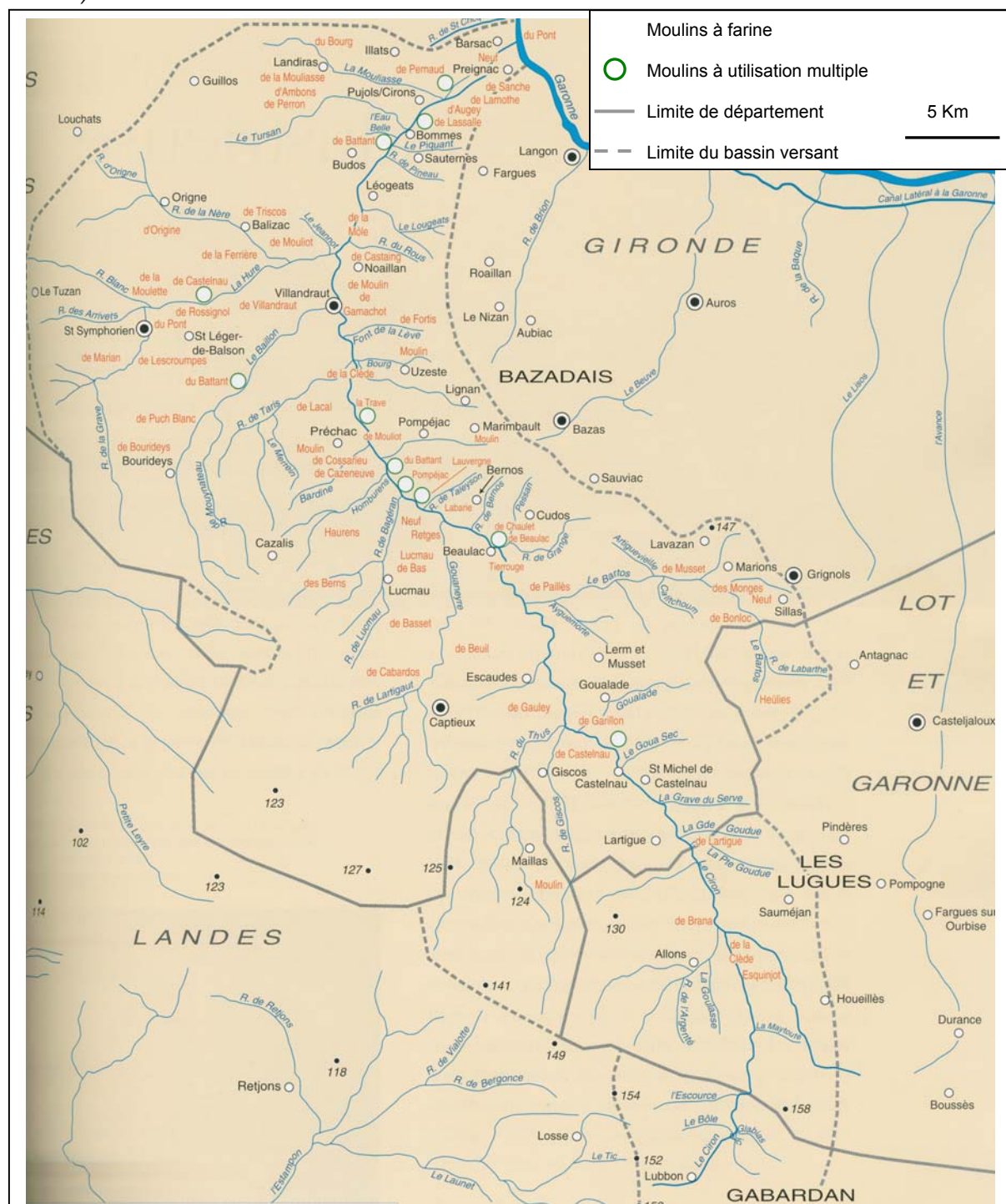
⁸ Pour plus de renseignements voir BARDOU et ROUDIÉ, « Pays du Ciron », éditions de l'Entre-deux-Mers

ha de pin et 60 ha de taillis de chêne. Chaque année, le propriétaire se devait de compenser le prélèvement d'exploitation par 8 ha de semis de pin. »

A la même époque, le Ciron voyait apparaître les premières usines à papier-paille (fabrication du papier à partir de la paille et non plus à partir du lin ou du chanvre) au moulin de Tierrouge et au moulin de Lauvergne, transformés et réaménagés avec magasin à paille, fosses de macération, atelier à papeterie utilisant l'énergie hydraulique et annexes. A la fin de leur activité sidérurgique, les forges de Saint-Michel-de-Castelnau et de Cazeneuve, ancien moulin à farine, s'engagèrent dans la même voie papetière.

Actuellement, de reconversion en reconstruction ou d'abandon en destruction, rares sont les moulins qui nous ont été transmis dans leur intégrité, témoignant de la capacité d'adaptation de leurs propriétaires successifs.

Figure 2.1 : Cartographie des moulins de la vallée du Ciron (réalisation : BARDOU et ROUDIÉ, dessin : G. RAVIGNON CERVIN Instit. de Géo Université Michel de Montaigne Bx III, in « Pays du Ciron »).



2.1.2.6 La gemme

A côté du flottage et de la production de bois d'œuvre, la forêt de la vallée du Ciron produisait la résine. Au XVII^{ème} siècle, la récolte de la gemme demeurait la seule activité véritablement développée autour de cette ressource. La distillation pour la fabrication du goudron, activité à forte valeur ajoutée et destinée à la construction navale, en particulier au calfatage des bateaux, était réalisée dans de nombreuses installations artisanales disséminées dans la forêt des Landes girondines et se situait à Bordeaux même.

Certes, des récits témoignent de premiers procédés de transformation de la résine, effectués dans la vallée du Ciron, par cuisson pour l'épurer et récupérer l'essence de térébenthine, ou encore par son exposition sur des claies au soleil. C'est Colbert qui importa la technique du four à goudron, trois ans à peine après sa création, ainsi que des gens de Suède, lieu de son invention.

La première véritable distillerie dans la vallée du Ciron se tient à Escaudes en 1749. La transformation à échelle industrielle et la fabrication de produits finis à partir de résine interviennent bien plus tard, au siècle suivant, sous le Second Empire.

2.1.3 Forêt cultivée et forêt industrielle

Suivant l'exemple de l'industrialisation des activités liées à la résine, l'évolution économique de la forêt landaise et de la vallée du Ciron débute au XIX^{ème} siècle, à la faveur de deux événements essentiels qui sont relatés en suivant.

2.1.3.1 La mise en valeur des Landes de Gascogne

Préalablement, il convient d'en préciser la genèse. La vallée du Ciron bénéficia elle aussi de l'esprit des lumières du XVIII^{ème} siècle propice à l'innovation, l'expérimentation et la recherche, à la faveur de personnalités qui marqueront les mémoires en Aquitaine. Afin d'en saisir la portée, il convient de sortir un temps du cadre de la vallée du Ciron, sans trop s'en éloigner pour autant.

Au XVIII^{ème} siècle, on s'inquiète de la mise en valeur des landes de Gascogne, mais tous les projets sont subordonnés à l'arrêt de la marche des sables. Des essais isolés avaient été tentés sur divers points du littoral de Gascogne, quand un Landais, Louis Desbiey, aidé dans son œuvre par son frère, s'essaya lui-même à la lutte contre le sable. Il sema sur la dune de la graine de pin, qu'il recouvrit de brande et d'ajoncs, et abrita ses plantations derrière des clayonnages.

Presque dans le même temps, le baron Charlevoix de Villers, Ingénieur de la Marine et des Colonies, était envoyé en mission par le gouvernement de Louis XVI. Il devait étudier la création d'un port militaire à Arcachon et le creusement d'un canal de la Garonne à l'Adour. Il acquit, après un examen attentif de la région, la certitude que le premier travail à accomplir était la fixation des dunes. Il exposa sa conception dans plusieurs rapports inspirés des essais de Desbiey et dressa un plan général de l'ensemencement des dunes. Mais il ne fut point maintenu en Gascogne. Alors vint Brémontier, Ingénieur des Ponts et Chaussées, à qui l'on attribua tout l'honneur de la victoire sur le sable. Une fois lui-même acquis aux idées qui se faisaient jour et appuyé par l'Intendant de la province, il su provoquer les décisions du Gouvernement et obtenir des crédits. La lutte contre l'envahissement des sables était dès lors organisée. Le décret du 2 juillet 1801 ordonna le boisement de toutes les dunes de Gascogne, d'après les plans du "citoyen Brémontier".

Les « paysans propriétaires landais » emboîtèrent le pas des travaux réalisés en les complétant avec les premiers assainissements systématiques : de larges étendues ainsi drainées furentensemencées au XVIII^{ème} et début XIX^{ème} siècles.

Dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, Jules Chambrelent, Ingénieur des Ponts et Chaussées, eut le mérite d'établir une méthode pratique pour l'assainissement et la mise en culture du sol landais. Chambrelent avait remarqué que la végétation se développait seulement là où les eaux trouvaient à

s'écouler. Il en conclut qu'il fallait avant tout assurer la libre évacuation des eaux superficielles dès le printemps ; une expérience directe sur de petites étendues faciles à dessécher – Chambrelent acheta notamment 500 hectares à Cestas – le conforta dans son idée. Les semis se développèrent rapidement.

L'Empereur Napoléon III, qui faisait grand cas de l'agriculture et animé d'une véritable vocation pour la mise en culture et le défrichement, fut séduit par l'idée et les travaux de Chambrelent alors récompensés par le jury de l'Exposition Universelle de Paris de 1855. La même année, lors d'une visite dans les Landes, les résultats qu'il constata l'enthousiasmèrent. Il décida d'acquérir personnellement un vaste territoire inculte de 7 400 hectares, en vue de son assainissement et de sa mise en culture qu'il confia à Crouzet, autre ingénieur qui mena des expériences parallèles à celles de Chambrelent et tout aussi prometteuses. Il y ajouta concrètement le principe de complémentarité agriculture-sylviculture

Une loi pour l'assainissement et la mise en valeur des landes de Gascogne était désormais envisageable. Ainsi fut promulguée la loi du 19 juin 1857, que Chambrelent prépara lui-même. Elle prévoyait un plan général de mise en culture qui obligeait les communes à assainir et ensemer leurs landes jusque là vouées à l'élevage extensif d'ovins et de quelques bovins par endroits. Les propriétaires fonciers, créant ou profitant du réseau de collecteurs, poursuivaient de leur côté des travaux analogues.

Cette loi du 19 juin 1857 est le résultat d'un aboutissement dont la légende ne retint que deux noms ou presque. C'est bien l'économie florissante de la résine qui a contribué à l'émergence de l'action de Chambrelent et de Crouzet et au boisement définitif des derniers 200 à 300 000 hectares encore en lande nue : la forêt des Landes de Gascogne dans ce qu'elle est aujourd'hui était née.

2.1.3.2 L'exploitation industrielle de la résine

Le gemmage est la récolte d'une oléorésine contenue dans le pin maritime, qui, outre les canaux empruntés par la sève, comprend un réseau spécial de canaux dits « sécréteurs ». Ceux-ci se trouvent dans l'aubier : une blessure de ce dernier provoque plus ou moins vite, selon la saison, l'écoulement de la résine.

Des méthodes diverses ont été utilisées (cf. 2.1.2.6. La gemme). La mise au point de nouvelles façons de gemmer, surtout de distiller, s'est poursuivie au XIX^{ème} siècle.

La résine a constitué le revenu principal de la forêt, supérieur au bois, jusque vers 1925-1930, lequel, grâce à la multiplication des transports rapides, a pu alimenter un marché beaucoup plus large. De la gemme, est issue l'essence de térébenthine et la colophane par distillation. Chaque canton voire même parfois chaque village était pourvu d'un atelier de distillation plus ou moins important.

A titre d'exemple les productions ont été les suivantes :

ANNEE	GEMME (en litres)	ESSENCE (en tonnes)	COLOPHANE (en tonnes)
1908	98 200 000	19 000	66 000
1918	101 100 000	20 000	68 000
1928	152 000 000	28 000	105 000
1938	104 691 500	20 220	73 410
1948	75 338 000	14 290	52 427
1958	58 410 300	11 002	40 255
1968	30 061 480	5 405	20 999

Dans les années 1980 s'éteignaient les dernières production de gemme de pin des Landes de Gascogne : le coût de la main d'œuvre avait mis à bas un système de production essentiel si l'on veut comprendre l'histoire de la forêt de Gascogne. Dans la mesure où un pin produisait entre 1 et 2,5 litres de gemme par saison, c'est environ 12 000 personnes qui furent employées dans cette activité dans les années fastes.

2.1.3.3 La vallée du Ciron dans la révolution de la forêt landaise

La vallée du Ciron connut fin XIX^{ème} et début XX^{ème} siècles une croissance économique sans précédent, aidée en cela par un premier événement opportun.

Au début du XIX^{ème} siècle, arrivait à Bordeaux de plus en plus de bois disponible – semé vingt à trente ans auparavant – issu des éclaircissements. Or, le marché bordelais était, au bénéfice d'un approvisionnement en charbon rendu plus facile, de moins en moins demandeur et on relevait une première tendance à la surproduction de bois.

Or, suite au grand hiver que traversa l'Europe en 1865, la Grande-Bretagne renonça à parcourir les mers du nord jusqu'en Scandinavie pour s'approvisionner en poteaux de soutènement pour ses mines de charbon et se tourna vers Bordeaux. Un commerce florissant se mit alors en place : chargés de charbon à l'aller, les bateaux anglais repartaient avec une pleine cargaison de poteaux de mines, ces derniers provenant en grande partie de la vallée du Ciron. Ainsi, en 1923, au plus fort de tels échanges et pour l'ensemble de l'Aquitaine, 900 000 tonnes de bois de mines ont été exportées vers l'Angleterre.

Cependant, l'électrification des Chemins de Fer du Midi devait mettre un frein au commerce du charbon et du bois de mines. La demande bordelaise en charbon s'amenuisait quand de leur côté les Anglais utilisaient de plus en plus d'armatures de soutènement amovibles. Dès 1926, les exportations de poteaux de mines vers la Grande-Bretagne tombaient à 320 000 tonnes.

Les hommes de la Vallée du Ciron ont dû alors chercher une alternative au commerce de bois de mines et un deuxième élément opportun relança l'économie : le papier kraft. Fabriqué à partir du pin maritime, ce papier, aux très diverses utilisations, sacs de ciment et d'engrais notamment, constitua un extraordinaire débouché pour les sylviculteurs landais en général, et ceux de la vallée du Ciron en particulier.

Reste que l'essentiel du revenu du sylviculteur est aujourd'hui le bois d'œuvre : les hautes futaies de pin maritime bordent le Ciron depuis l'amont jusqu'au Sauternais, parfois en bordure immédiate du lit mineur, ce qui n'est pas sans poser quelques problèmes aux habitats.

2.1.9 L'histoire du Sauternais et de son vignoble

Le terroir

Depuis leur consécration suprême, lors du classement impérial de 1855, créé à l'occasion de l'Exposition Universelle de Paris par la Chambre de Commerce de Bordeaux, les vins blancs de Sauternes jouissent d'une renommée mondiale. L'équité commanderait qu'ils la partagent avec le Ciron qui apporte une contribution essentielle à la principale richesse du Sauternais : son terroir. Le Ciron joue un rôle déterminant pour le climat local si particulier qui forme avec le sol et les cépages une alliance unique : le terroir du Sauternais.

Le Ciron est en quelque sorte un drain, un collecteur naturel pour les eaux de surface et souterraines. Les eaux du Ciron et celles des petites rivières qui l'alimentent coulent sous des couverts dans la région boisée. L'eau y est assez froide. En arrivant dans le Sauternais, la vallée s'élargit, les bois se raréfient et donc les eaux se réchauffent. Cela provoque une évaporation importante et la création de brumes et de fortes rosées nocturnes. Les brouillards automnaux sont retenus entre la vallée de la Garonne au nord et le massif forestier au sud.

Ces brouillards du matin, ainsi bloqués par la forêt de pins, couvrent le vignoble et sont donc favorables au développement du *Botrytis cinerea* installé sur les raisins. L'action du soleil apporte alors ses lettres de noblesses à la pourriture des grains due à la pénétration de ce champignon microscopique à l'intérieur du raisin dont la peau décomposée se fripe, prend une couleur brunâtre et se couvre d'un léger duvet. Le grain perd son eau par évaporation et il apparaît un arôme caractéristique d'une concentration extraordinaire de moût. Dans toute l'évolution du *Botrytis cinerea*, on trouve donc un éternel triptyque climat-plante-parasite.

Les vignes, constituées des cépages Sémillon (70%), Sauvignon (25%) et Muscadelle (5%) et cultivées sur des sols de graves et argilo-calcaires, produisent 15 hectolitres par hectare en moyenne.

Aujourd'hui, l'aire d'appellation SAUTERNES s'étend sur 1 956 hectares et couvre le territoire de cinq communes : Sauternes (416 ha), Bommes, Fargues, Preignac et Barsac. Les vins de Barsac peuvent opter pour l'appellation Sauternes ou simplement Barsac. Situés sur les terroirs de la rive gauche du Ciron, ils ont d'ailleurs une réelle spécificité : ils sont plus vifs, moins gras peut-être, et sont issus de sols à dominante argilo-calcaire, ou de terrains caillouteux.

A l'image du lien physique entre le Ciron et le terroir du Sauternais, l'histoire de la vallée du Ciron et celle du Sauternais s'entremêlent. Parler de l'un impose de parler de l'autre.

Le vin

Le milieu du XIX^{ème} siècle marque un temps fort dans l'histoire des vins blancs du Bordelais car c'est à partir de cette époque que se révèlent vraiment les grands vins liquoreux du Sauternais, et à leur suite ceux d'autres régions girondines, tels les coteaux de la rive droite de la Garonne (vignobles de Loupiac, Sainte-Croix-du-Mont, etc.).

Certes, depuis bien longtemps déjà, ces contrées produisaient des vins blancs liquoreux capables de vieillir longuement. Ceux dits "de Langon" étaient connus de longue date, bien avant que les vignobles de Sauternes, Barsac et Cérons n'imposent leur appellation. Mais c'est l'aristocratie locale qui, à la tête de vastes domaines, a donné l'exemple d'une viticulture et d'une vinification particulièrement soignées. La famille Sauvage d'Yquem et ses descendants, les Lur-Saluces, qui possédait de nombreux crus dans la région, fit beaucoup avancer la connaissance de ces grands vins blancs tant en France qu'à l'étranger.

On raconte qu'en 1836, le négociant bordelais Focke, propriétaire du Château La Tour Blanche à Bommes, aurait attendu pour ses vendanges la fin d'une longue période pluvieuse qui avait déjà "pourri" les raisins. Bien lui en avait pris car, le beau temps revenu, sa récolte se "confit" et produisit naturellement un vin liquoreux. Ce fait précis a souvent été repris au compte d'autres châteaux dans le cadre d'autres circonstances jusqu'à en faire une sorte de mythe. On fit ainsi longtemps croire à une naissance accidentelle des vins de Sauternes vers le milieu du XIX^{ème} siècle.

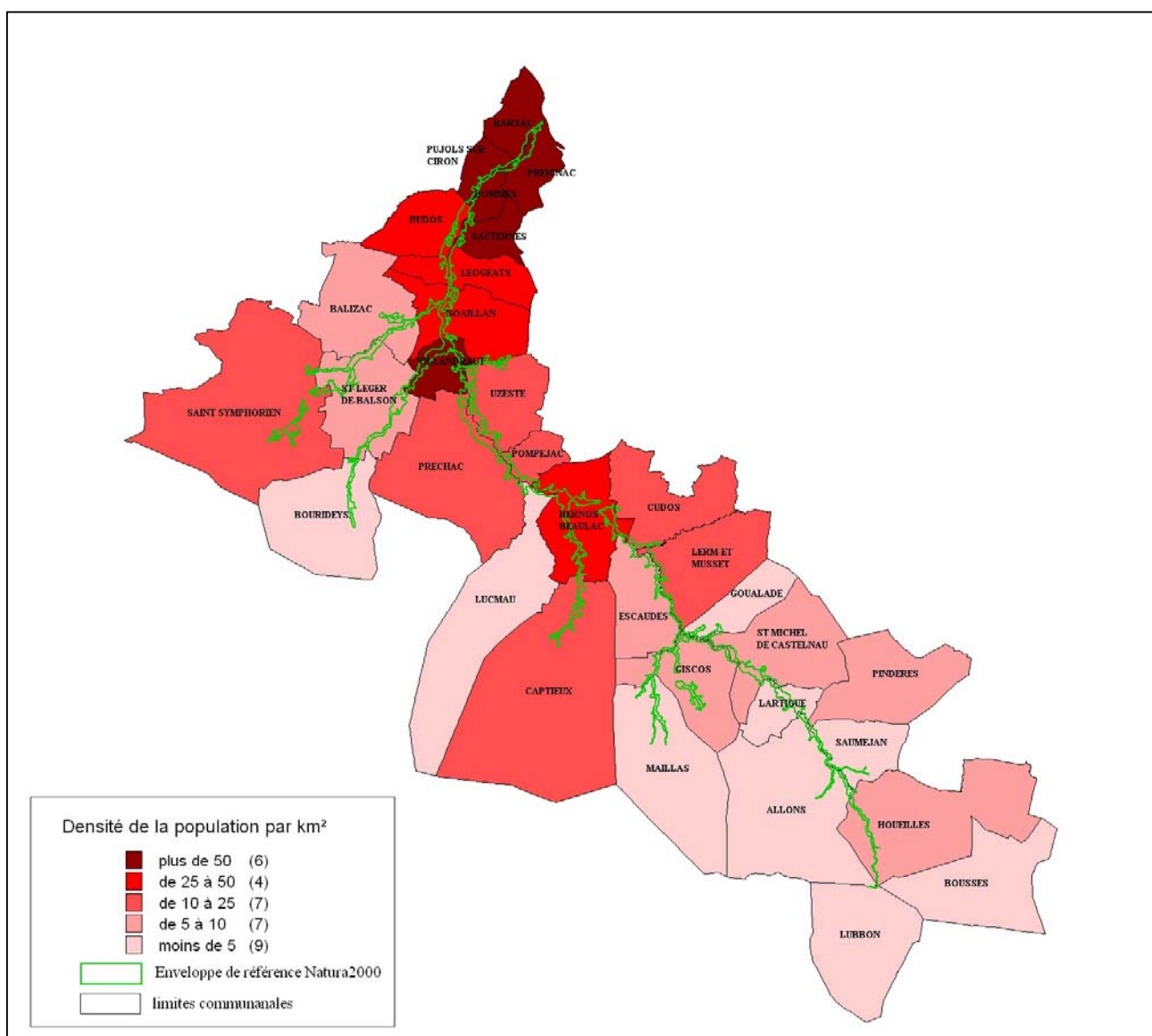
Il n'en est rien. La pratique des vendanges tardives, sélectionnant les grains de raisins au fur et à mesure de leur surmaturation, c'est-à-dire le système des "tries" successives encore en vigueur de nos jours, était connu, sur les deux rives de la Garonne, depuis au moins le XVII^{ème} siècle, de nombreux témoignages en font foi. Il se peut cependant, la crise de l'oïdium privilégiant le développement du cépage sémillon, que ces vins devinrent de vraies liqueurs et que les méthodes ancestrales de vendanges et de vinification se soient alors appliquées à accentuer ce caractère faisant l'originalité, dès lors très affirmée, des vins de Sauternes.

Les vins de Sauternes consacrés par le classement de 1855 étaient les dignes prédécesseurs des grands vins de Sauternes d'aujourd'hui. A tel point qu'en un siècle et demi de temps, le vignoble sauternais connut bien sûr des évolutions mais la hiérarchie établie au milieu du XIX^{ème} siècle demeura respectée jusqu'à nos jours.

2.2 Présentation de la population

Le projet Natura 2000 sur la vallée du Ciron concerne 32 communes. Leur population totale est de 18 081 habitants (recensement de 1999), ce qui représente une densité moyenne de 10,7 habitants par kilomètre carré (hab/Km²). Ce chiffre est faible sachant que la densité moyenne de population en Aquitaine est de 70 hab/Km² en 1999, et que la moyenne française est d'environ 107 hab/Km². La densité de population sur le site Natura 2000 est encore bien inférieure à ce chiffre dans la mesure où le Ciron et ses affluents ne sont à proximité de bourgs, villages ou habitats agglomérés que pour les communes suivantes : Pujols-sur-Ciron, Bommes, Villandraut, hameau de La Trave à Préchac, Bernos-Beaulac pour le lieu-dit Beaulac, Bourideys (sur le Ballion), Saint-Léger-de-Balson et Saint-Symphorien (sur la Hure). Ces communes ne représentent elles-mêmes que 5 613 habitants (cf. figure 2.1).

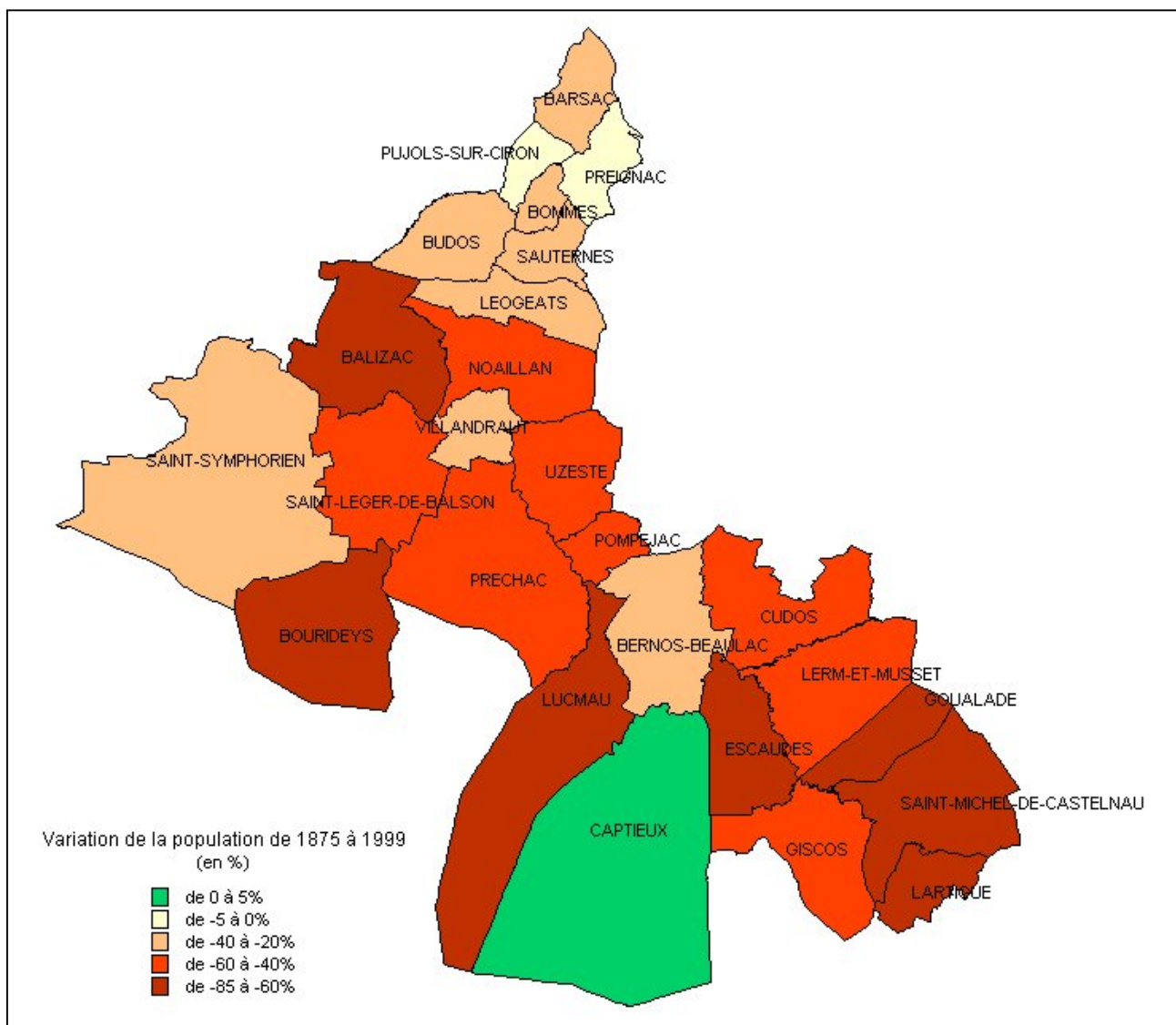
Figure 2.2 : Densité de population en 1999 dans les communes de la vallée du Ciron (source INSEE).



La région a fait l'objet d'une intense émigration (figure 2.2) dans la partie bazadaise alors qu'elle a tendu à se maintenir dans le Sauternais et en bord de Garonne. La disparition du gemmage en forêt et celle des fournitures de poteaux aux mines – peu ou prou remplacées par la production des bois de papeteries cependant nettement moins rémunérateurs –, la disparition du tabac dans la zone agricole du Bazadais, des activités minotières ainsi que de la métairie classique, d'une vingtaine d'hectares de culture vivrière conjuguée avec le travail forestier, expliquent l'évolution de cette population qui aujourd'hui comporte une classe d'âge de 60 ans et plus relativement importante : 31% de la population totale. Le processus de disparition de l'habitat dispersé est imputable aux grands incendies de 1937 et de 1949. Ainsi par exemple, la quasi totalité des fermes du Ballion étaient en exploitation et habitées par plusieurs familles en 1934. Une seule était encore habitée en 1938 après les incendies.

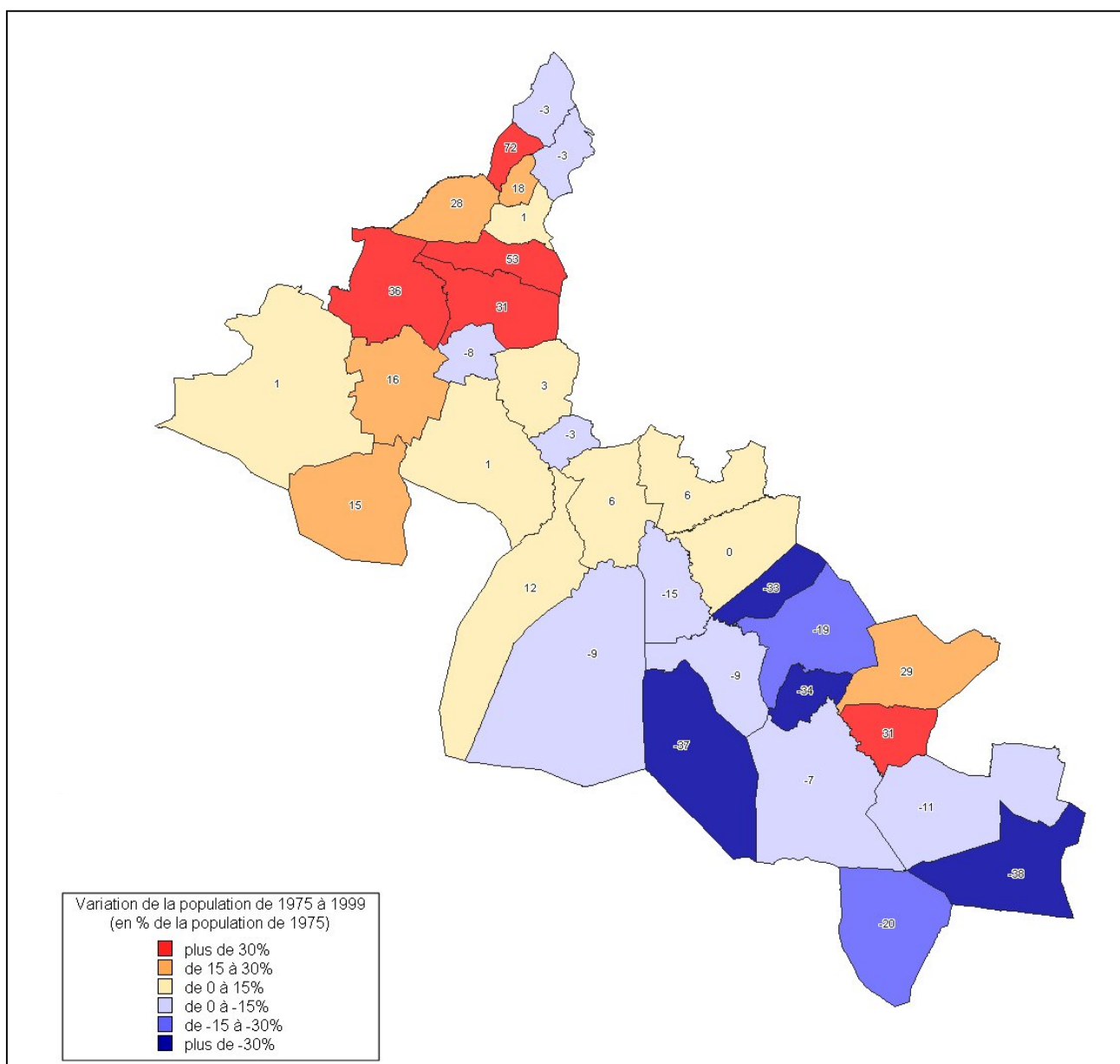
Des données de 1875, seulement compilées pour le département de la Gironde, nous indiquent que la densité démographique des communes girondines de la vallée du Ciron était très faible : 30,7 hab/Km². A la même date, la France entière présentait une densité moyenne de population de 68 hab/Km² et la Gironde 72 hab/Km².

Figure 2.3 : Évolution de la population des communes girondines du bassin versant du Ciron, entre 1875 et 1999 (Mr DARTIGOLLES).



Le dernier recensement démontre cependant une stabilisation, voire même une légère progression de la population, liée d'une part à la stabilité des activités forestières et agricoles, d'autre part au retour au pays soit pour la retraite soit pour des résidences secondaires.

Figure 2.4 : Évolution du nombre d'habitants dans les communes du bassin versant du Ciron, entre 1975 et 1999 (source INSEE).



La proximité de Bordeaux ainsi que l'axe autoroutier Langon-Bordeaux, la nationale 113 des bords de Garonne, et la ligne SNCF Agen-Bordeaux desservant Langon, Preignac et Barsac ouvrent des possibilités de développement relativement intéressantes sur les régions de Barsac, Preignac, Pujols-sur-Ciron, voire Bommes et Villandraut. De nombreuses personnes résidant dans la vallée du Ciron travaillent sur Langon ou Bordeaux et sa banlieue. Ces deux villes sont des bassins d'emplois importants pour les communes de la partie aval du Ciron. Bazas et Captieux sont aussi des bassins d'emplois importants pour les communes du cours moyen du Ciron. Le phénomène s'atténue progressivement vers l'amont ; cependant l'habitat et l'emploi en zone rurale ne sont souvent possibles qu'au prix d'une migration journalière en voiture.

De Bernos-Beaulac à Barsac, les communes s'orientent vers un développement du tourisme qui apporte des activités saisonnières sous la forme de promenades à pied ou en VTT ou encore de canoë-kayak sur le lit lui-même. (voir le chapitre sur le tourisme)

Aucune pression démographique particulière ne pèse sur le Ciron : les bourgs qu'il traverse sont peu nombreux et de population relativement réduite. Néanmoins, leur équipement en station d'épuration demeure un souci.

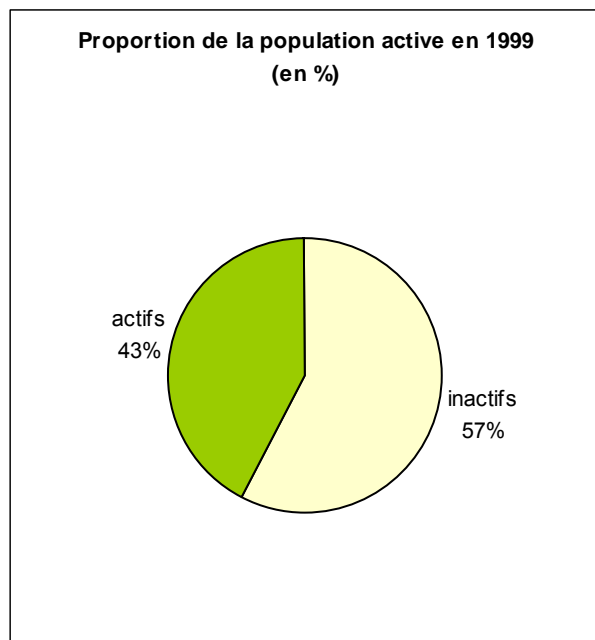
Tableau 2.1 : Population totale et population active en 1999, sur les communes de la zone d'étude.

COMMUNE	POP TOTALE	ENSEMBLE				
		POPULATION ACTIVE		dont		
			taux activ. %	ayant un emploi	chômeurs	taux chô. %
Allons	164	60	42.9	48	12	20.0
Balizac	288	144	57.1	104	40	27.8
Barsac	1932	864	54.7	748	112	13.0
Bernos-Beaulac	1088	428	48.4	368	60	14.0
Bommès	412	204	59.3	172	28	13.7
Bourideys	88	48	63.2	44	4	8.3
Boussès	56	28	58.3	24	4	14.3
Budos	588	280	56.5	224	56	20.0
Captieux	1500	664	52.2	584	80	12.0
Cudos	604	252	50.4	212	40	15.9
Escaudes	164	48	37.5	48	0	0.0
Giscos	176	72	47.4	60	12	16.7
Goualade	80	32	47.1	28	4	12.5
Houeillès	624	220	43.0	188	32	14.5
Lartigue	36	8	25.0	4	4	50.0
Léogéats	548	244	55.5	208	36	14.8
Lerm-et-Musset	408	172	49.4	140	32	18.6
Lubbon	120	44	44.0	44	0	0.0
Lucmau	212	88	53.7	72	16	18.2
Maillas	104	44	45.8	40	4	9.1
Noaillan	1048	460	52.5	396	64	13.9
Pindères	180	92	54.8	72	20	21.7
Pompéjac	228	124	60.8	92	32	25.8
Préchac	996	392	43.9	348	36	9.2
Preignac	2076	892	52.3	792	92	10.3
Pujols-sur-Ciron	584	236	48.8	212	24	10.2
Saint-Léger-de-Balson	240	96	47.1	64	28	29.2
Sauméjan	68	36	56.3	32	4	11.1
Sauternes	636	292	55.3	232	60	20.5
St-Michel-de-Castelneau	204	88	48.9	64	24	27.3
St-Symphorien	1388	548	46.6	432	116	21.2
Uzeste	424	188	53.4	168	20	10.6
Villandraut	817	320	44.9	260	56	17.5
TOTAL	18081	7 708	42.6	6 524	1 152	14.9

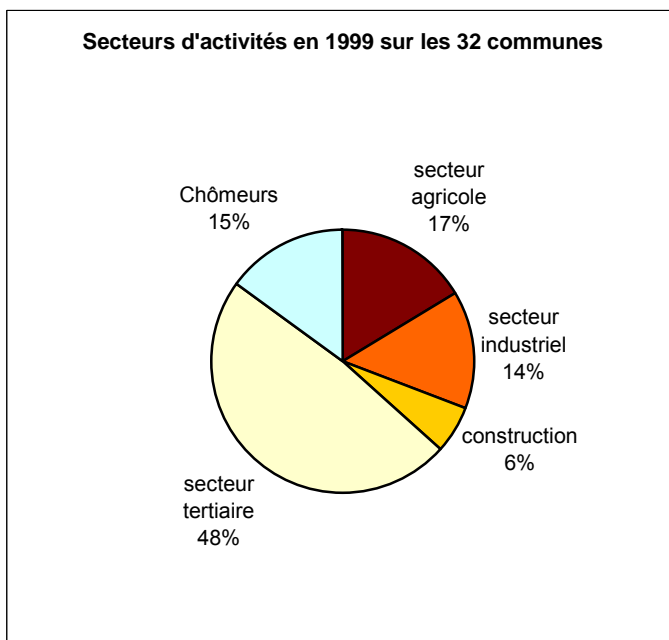
(*) La population active comprend : les actifs ayant un emploi, les chômeurs (au sens du recensement) et les militaires du contingent

Source : Recensement de la population 1999, exploitation complémentaire (Lieu de résidence) - Copyright INSEE 1999

Figure 2.5 : Proportion et distribution de la population active de la vallée du Ciron, en 1999 (source INSEE).



	Nb de personnes	%
inactifs	10 373	57
actifs	7 708	43
pop totale	18 081	100%



	Nb de personnes	%
secteur agricole	1 268	16,5
secteur industriel	1 096	14,3
construction	440	5,7
secteur tertiaire	3 716	48,4
Chômeurs	1 152	15,0
population active	7 672	100%

2.3 Les activités socio-économiques

L'économie du bassin versant dépend essentiellement des secteurs agricoles et forestiers, avec d'importantes surfaces viticoles et maïsicoles, une concentration en élevages de volailles et de porcs, la culture et l'exploitation du pin maritime. A l'échelle de la zone d'étude, l'activité maïsicole est plutôt faible, les activités prépondérantes étant la sylviculture et la viticulture ainsi que l'élevage.

2.3.1 L'agriculture

L'agriculture est principalement fondée sur la culture de la vigne dans la basse vallée (Pays des Graves sur la rive gauche et Sauternais sur la rive droite). Elle connaît encore un peu d'élevage sur les dernières prairies bordant le Ciron, entre la Garonne et Villandraut, ainsi que quelques champs de maïs sur la zone girondine et près de sa source dans les Landes.

Dans le pays des Graves (communes de Budos, Pujols-sur-Ciron, etc.), la vigne produit des vins rouges et blancs (secs ou liquoreux). En Sauternais (communes de Sauternes, Bommes, Barsac, Preignac, etc.), sa production porte presque exclusivement sur des vins blancs liquoreux. Ces vins procurent au propriétaire ou exploitant des revenus qui, aujourd'hui, sont bien revalorisés depuis une trentaine d'années sous l'effet d'une recherche de qualité qui rend ce vin célèbre dans le monde entier. Ainsi, la vallée du Ciron, non loin de son embouchure, inclut dans son paysage de très grands crus comme le Château d'Yquem, Premier Cru Classé Supérieur, une douzaine de premiers crus et autres seconds crus.

La productivité à l'hectare est sévèrement limitée (15 Hl/ha en moyenne, 25 Hl/ha au maximum) et les produits phytosanitaires nécessaires à la qualité du raisin sont utilisés avec parcimonie compte tenu de la nécessaire "pourriture noble" dont sont tributaires les vins liquoreux du Sauternais.

Les viticulteurs utilisent aujourd'hui soit la bouillie bordelaise classique, soit encore des produits systémiques contre mildiou, oïdium ou autres, depuis le débourrement, aux environs du mois d'avril, jusqu'en août. Le travail du sol se fait par labour, hersage ou disquage, au lieu du labour chimique par ailleurs largement pratiqué. La taille de la vigne, en hiver jusqu'au mois de mars, est évidemment un moment important de l'activité des viticulteurs.

Toutes les exploitations sont équipées de tracteurs voire d'enjambeurs. Les emballages (plastique, carton) sont récupérés par les revendeurs. Par contre, peu de propriétés, mis à part quelques châteaux et chais neufs, sont équipées pour récupérer les effluents dont les plus gros rejets sont observés pendant la période des vendanges, notamment sur la commune de Bommes.

La Distillerie de Saint Martin de Sescas SA récupère une grande partie des rafles pour sa production d'alcool éthylique de fermentation.

Enfin le Sauternes est un produit largement exporté. Jusqu'à aujourd'hui, où la situation est critique pour certains viticulteurs de la rive gauche des graves, les crises de surproduction ne paraissent pas trop vouloir affecter cette aire d'appellation encore que des vins blancs liquoreux naissent dans le monde entier à des prix quelquefois bien inférieurs. La pérennité du Sauternes ne semble pas cependant pouvoir en souffrir dans les vingt prochaines années.

La viticulture n'est pas la seule activité agricole puisque persistent encore des élevages plus ou moins extensifs et classiques, soit pour la viande bovine, soit encore quelques rares troupeaux de moutons. Ces activités souffrent des difficultés des filières bovine et ovine affectées successivement par la crise de la vache folle et une surproduction latente. Quelques élevages de vaches laitières existent, en particulier à Cudos. Des élevages ovins sont recensés à Bernos-Beaulac, Captieux, Escaudes (en transhumance depuis Irraty dans les Pyrénées), à Léogeats, Noailan, Pompéjac et Sauméjean, c'est-à-dire essentiellement dans la zone forestière.

La culture du maïs est particulièrement présente aux sources du Ciron sous forme de grandes exploitations irriguées par pivots, ou encore le long de la Hure. Le sol est utilisé comme support relativement artificiel. Les agriculteurs apportent donc l'essentiel des éléments organiques. La production dépend de l'eau, qui se trouve en principe en abondance dans le sous-sol à partir de 15 m de profondeur, et des apports nutritifs d'azote et de nitrates. La productivité est remarquable puisqu'elle atteint entre 120 et 140 quintaux/ha.

Cependant les prix ont très fortement diminué depuis une dizaine d'années puisque, de 140 francs le quintal environ, ils étaient en 2004 à environ 60-65 francs en prix commercial. Dès lors la plupart de ces exploitations bénéficiaient, en 2004, des primes PAC représentant environ 2 000 à 3 000 F/ha. Aujourd'hui, le cours du maïs est à 100 € la tonne, et les primes PAC à 400 €/ha. Des obligations de jachère conduisent les agriculteurs à laisser une partie de leur exploitation sans culture.

La qualité technique de la maïsiculture dans la région des Landes de Gascogne, et donc des quelques activités de ce type qui se trouvent le long du Ciron, conduit aujourd'hui ses responsables à s'orienter vers les cultures légumières à forte valeur ajoutée, mais fortes consommatrices en eau et en éléments organiques (apports artificiels).

La faible quantité d'exploitations (tableau 2.2) se trouvant dans le bassin versant du Ciron conduit à limiter les impacts de pollution. Néanmoins, la situation reste à surveiller, tout spécialement en ce qui concerne les exploitations situées aux sources du Ciron ainsi qu'autour de Saint-Symphorien. La commune de Bourideys, sur la Hure, est également concernée.

Occupation du sol	Exploitations	Superficie (ha)
Maïs grain et maïs semence	75	3479
Total céréales (blé tendre, orge, escourgeon, maïs...)	83	3597
Tournesol	6	65
Oléagineux	7	103
Cultures industrielles (hors oléagineux)	3	270
Maïs fourrage	9	62
Total fourrages (maïs, prairies...)	11	222
Prairies permanentes	54	473
Superficie toujours en herbe peu productive	113	870
Superficie toujours en herbe	136	1343
Légumes frais plein air ou abris bas	21	798
Fleurs, plantes ornementales	3	44
Vignes d'appellation	176	2545
Total vignes	220	2563
Jachères	104	708
Jardins et vergers familiaux	96	8
Superficie agricole utilisée	377	9815
Terres labourables	154	5772
Superficie fourragère principale	136	1566
Superficie totale des exploitations	397	14000

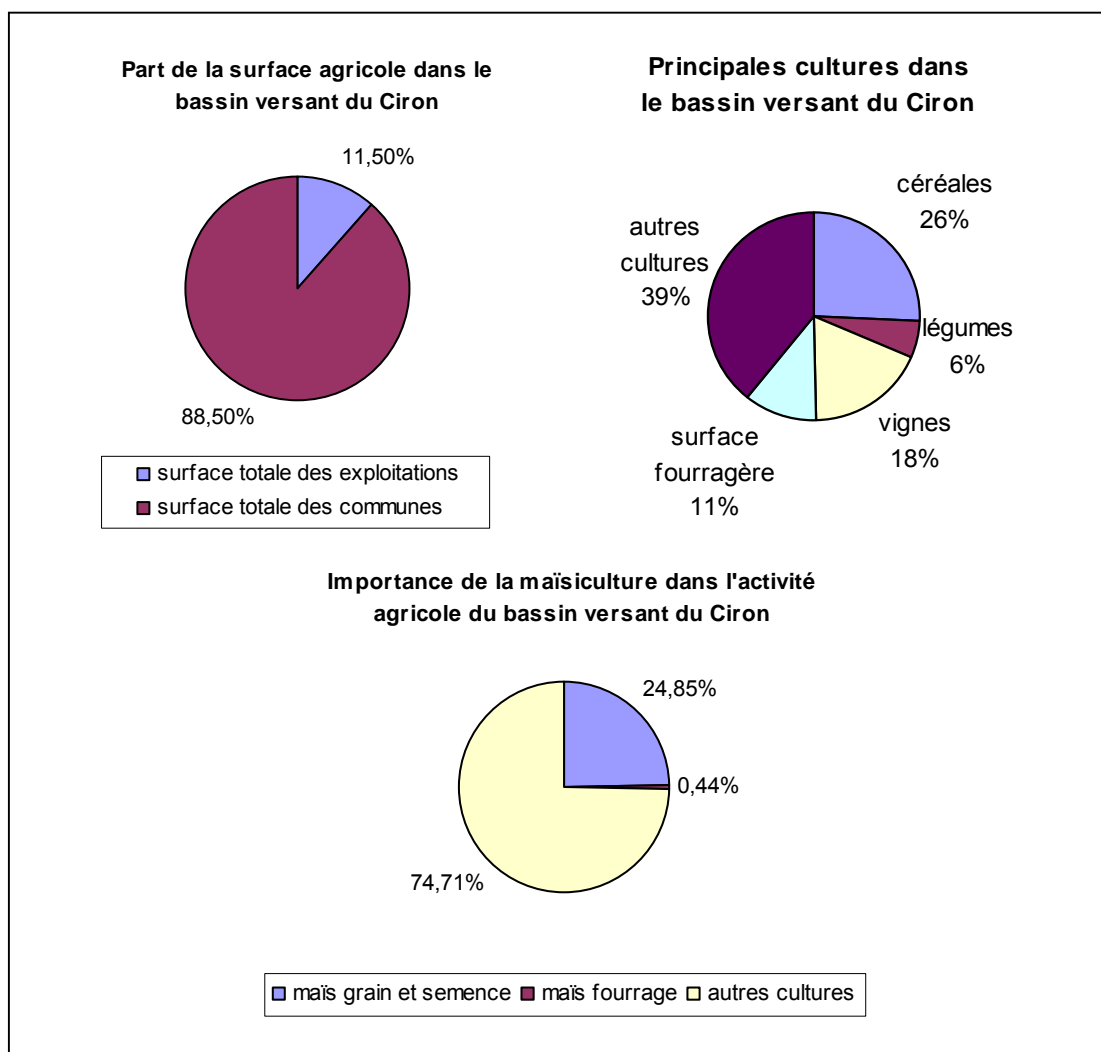
Tableau 2.2 : Nombre d'exploitations et superficies par grands types de cultures. Extrait du Recensement Agricole 2000 dans la vallée du Ciron (DRAF/SRSA Aquitaine - Mai 2005).

- D'autres types d'exploitations existent dans les communes concernées par le Ciron :
- élevage caprin à Captieux ;
 - élevage ovin à Noaillan ;
 - vaches laitières à Cudos, vaches de boucherie à Sauternes (3 éleveurs au bord du Ciron)

- chenils à Allons, Lerm-et-Musset, Noaillan, Origne, Pindères, Préchac, Saint-Michel-de-Castelnau, Saint Symphorien et Villandraut ;
- chevaux à Captieux, Pompéjac et Préchac ;
- élevage porcin à Escaudes, Goulade, Lerm-et-Musset et Saint Symphorien (élevage de 4 000 à 5 000 têtes, porcelets) ;
- enfin volailles dans un grand nombre de fermes dispersées sur le cours du Ciron (poulets, canards, dindes, faisans, cailles et autre gibier à plume).

Le système coopératif, pratiquement pas développé en matière de viticulture, l'est beaucoup plus dans les autres productions agricoles précitées sans pour autant y être prédominant.

Figure 2.6 : L'agriculture dans le bassin versant du Ciron (données sources : Recensement Agricole 2000 - DRAF/SRSA Aquitaine - Mai 2005).



Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (I.C.P.E)

La référence actuelle de la réglementation est le texte de loi du 19 juillet 1976 (article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement) sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. L'objectif principal de cette loi est la sauvegarde des intérêts des activités industrielles, des tiers et de la société. Il s'agit de préserver les intérêts suivants :

- la commodité du voisinage ;
- la santé, la sécurité publique ;
- l'agriculture ;
- la protection de l'environnement ;

- la conservation des sites et des monuments.

Les installations qui présentent des risques de pollution ou de nuisances relativement plus importants sont soumises à autorisation par le préfet du département qui fixe, à l'issue d'une procédure très complexe (enquête publique), des prescriptions adaptées à chaque cas particulier. Dans tous les cas, pour être en conformité, le dirigeant d'entreprise doit déposer un dossier de déclaration à la Préfecture de son département.

Selon l'importance des installations et de leurs impacts potentiels sur l'environnement, ce dossier peut comporter des études complexes et détaillées qui font appel à des compétences spécifiques : étude de dangers, étude d'impact, volet "santé". Dans ce cas, des bureaux de conseils spécialisés peuvent être sollicités pour le montage du dossier conformément aux dispositions mentionnées par le décret du 21 septembre 1977.

Dans le bassin versant du Ciron, les ICPE concernent 52 chais vinicoles, 5 piscicultures (chapitre 2.3.4), 9 élevages de volaille (poulets, canards, cailles, gibiers à plumes), 5 abattoirs et tueries de volailles, 10 chenils (élevage, meute, pension), 4 élevages bovins (vaches bouchères et vaches laitières) et 1 élevage de porcs.

Tableau 2.3 : ICPE recensées dans les communes du bassin versant du Ciron (Sources DDSV de la Gironde, des Landes et du Lot-et-Garonne).

	Chais vinicoles	Piscicultures	Élevage volailles	Abattoirs et tueries de volailles	Chenils	Élevages bovins	Élevages Porcins
Communes (nombre et installation concernée)	Barsac (23) Bommes (9) Budos (4) Preignac (10) Pujols-sur- Ciron (1) Sauternes (5)	Balizac (1) Bernos (1) Villandraut (1) Lerm-et-Musset (1) Allons (1)	Bernos (1) Captieux (1) Noaillan (1: gibiers à plume) Préchac (1: gibiers à plume) Lubbon (1: canards; 1: cailles) Allons (1: canards; 1: poulets) Houeilles (1: poulets)	Captieux (2 abattoirs et 2 tueries) Noaillan (1 abattoir)	Captieux (1 élevage) Cudos (1 élevage, 1 pension) Lerm et Musset (1 élevage) Noaillan (1 meute) Préchac (1 meute) St-Michel-de- Castenau (1 élevage) Sauternes (1 élevage) St Symphorien (1 élevage) Allons (1)	Cudos (1 élevage laitier) Lerm et Musset (1 élevage laitier , 1 élevage boucher) St Symphorien (1 élevage boucher)	Maillas (1)

2.3.2 La sylviculture

Le pin maritime enserme la forêt alluviale du Ciron. Celle-ci, qui est essentiellement composée de feuillus, ne représente pas aujourd'hui une activité économique significative. La forêt de feuillus est essentiellement porteuse de paysages, de palombières et de bois de feu.

Les propriétaires

Les propriétaires reconnaissent le peu d'intérêt économique des forêts alluviales mais ne souhaitent cependant pas s'en séparer car ces zones font généralement partie du patrimoine familial et d'une tradition culturelle forte. La plupart des terres ont été transmises par héritage depuis au moins trois générations.

Un bon tiers des propriétaires forestier a plus de 60 ans et l'âge moyen est plutôt élevé. La gestion est donc souvent confiée aux enfants qui, s'ils n'habitent pas le secteur, s'adressent à un tiers entrepreneur ou à une coopérative forestière.

Régime de la propriété forestière

Sur les 32 communes concernées par le site Natura 2000, la seule forêt communale sous régime forestier est celle de Maillas (639,46 ha). Cependant seuls 0,53 ha sont inclus dans l'enveloppe de référence Natura 2000.

Les terrains concernés par le projet Natura 2000 sont donc à 99% privés.

L'exploitation forestière

L'exploitation pour le bois de chauffe est très ancienne et aujourd'hui cette exploitation ne peut être négligée. Son rapport est moins significatif que celui de la pinède car les surfaces exploitées sont bien inférieures et les coupes n'alimentent pas la filière industrielle. C'est un réseau local, une économie de proximité qui s'établit entre producteurs et utilisateurs.

Le cycle d'exploitation des feuillus bordant le Ciron s'organise sur une durée d'environ 50 ans, au même rythme que les pinèdes adjacentes. En effet, le propriétaire profite en général de la coupe rase de ses pins maritimes pour pouvoir accéder aux feuillus. Il dispose d'un ou deux hivers suivant la coupe pour effectuer des coupes dans la chênaie. Pour assurer la régénération des chênes, le sylviculteur laisse des arbres sains de la dernière coupe (environ 50 ans d'âge) et coupe le reste, notamment les plus vieux. Le taillis se réinstallera naturellement après la coupe. Ce mode d'exploitation de la chênaie présente divers avantages :

- au niveau écologique : maintien d'une futaie le long des berges et diminution des chutes d'arbres dans le lit de la rivière, en revanche la suppression de vieux arbres et d'arbres sénescents peut apparaître dans certains cas comme un inconvénient ;
- au niveau économique : production de bois de chauffage, revenus complémentaires pour le propriétaire, revenu pour les collectivités par le paiement de l'impôt foncier et de l'impôt sur le revenu correspondant aux surfaces cadastrales de la forêt alluviale ;
- conservation des limites de propriété et diminution des litiges entre propriétaires ;
- conservation de l'accessibilité au lit du Ciron, importante dans le cadre de la lutte contre les incendies.

Le rôle des palombières dans la conservation des feuillus, notamment des chênes, est significatif tout au long du Ciron.

Le cours du Ciron, en particulier près de son embouchure, comporte des parcelles de peupliers : en 15 à 20 ans et à raison d'environ 200 plants/ha, le peuplier produit de 1 m³ à 1,3 m³ par pied. Il est utilisé principalement pour le déroulage, c'est-à-dire pour l'emballage léger, voire le placage dans l'ameublement. Sa sylviculture nécessite un drainage relativement important mais qui doit cependant conserver humidité et fraîcheur du sol permanentes. Les clones utilisés sont le plus souvent italiens (45-51 ou I 214).

Le Pin maritime est soit planté soit semé. Il est installé aujourd'hui après travail du sol et une légère fertilisation. Au fur et à mesure de la croissance de l'arbre, dépressages et éclaircies permettent de ramener la densité initiale à une densité finale comprise entre 250 et 350 tiges/ha pour la coupe rase, autour de 40 à 60 ans. La coupe rase est largement pratiquée : ce mode d'abattage est nécessaire car le pin maritime, arbre de lumière, ne supporte pas le couvert d'arbres plus grands que lui. Les ventes de bois, comme du reste pour les peupliers, se font le plus souvent sur pied selon des formes traditionnelles de vendeur à acheteur, ou encore par coopératives ou ventes groupées.

La généralisation du Pin maritime, son apparente uniformité paysagère, ne doit pas cacher de très grandes disparités qui sont fonction de la productivité du sol. Celle-ci est caractérisée très clairement par la végétation qui s'y trouve : les landes équilibrées, en particulier en eau, sont largement pourvues de fougères et constituent les meilleures terres à pins. Les landes humides, dans lesquelles affleure l'eau l'hiver, sont couvertes d'herbes appelées molinie : elles représentent environ deux tiers de la superficie des Landes de Gascogne. A l'opposé, les landes sèches se caractérisent par la présence de bruyères cendrées et callunes ; elles ont un rendement faible en productivité bois.

La vallée du Ciron est un instrument de drainage tout à fait remarquable et conduit à des productivités relativement intéressantes de pin maritime. La référence aux tables de production dites Decourt et Lemoine démontre une productivité qui oscille entre 400 m³ à l'hectare et 110 à 120 m³ en dernière classe, la moyenne se situant autour de 250 à 300 m³ lors de la coupe rase.

Le bois d'œuvre de qualité, qui est l'orientation de la forêt de Gascogne manifestée par le Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF) et les Plans Simples de Gestion (PSG), constitue l'essentiel du revenu du sylviculteur, 10% à 15% à peine étant le résultat des ventes des produits d'éclaircies essentiellement utiles à la papeterie et à l'industrie des panneaux. La forêt de Gascogne produit 25% des

bois résineux français destinés à l'industrie papetière ou à la fabrication de panneaux. La production de sciages résineux représente quant à elle 30% de leur catégorie en France, le parquet lambris plus de 70%, les moulures en bois résineux 60%, les emballages bois 60% enfin le kraft liner 100%.

Les forêts obéissent à la législation du Code Forestier. Dans le site « Vallée du Ciron », l'immense majorité est privée, une commune, Maillas, a une forêt communale soumise au régime forestier : elle borde le Ciron sur environ 500 mètres. La forêt privée quant à elle est soumise à Plan Simple de Gestion agréée par le Centre Régional de la Propriété Forestière chaque fois que l'unité de gestion comporte plus de 25 ha d'un seul tenant. Les propriétaires sont engagés à reboiser les terrains objet de coupe rase, ce dans les 5 ans à compter de la coupe. Beaucoup ont bénéficié de droits de mutation réduits au titre de l'article 793 du Code Général des Impôts : à ce titre une protection renforcée implique soit le Plan Simple de Gestion dont il vient d'être question, soit pour les unités de moins de 25 ha d'un seul tenant un Plan Simple de Gestion Volontaire ou une "gestion de père de famille". Dans tous les cas l'obligation à reboisement, soit de l'article L.9, soit de l'article L.222-2 du Code Forestier, s'applique strictement. La sylviculture constitue néanmoins une culture partagée par tous ces propriétaires. Le cycle semis/plantation, croissance, éclaircie et coupe rase est largement partagé par tous.

Tableau 2.4 :

Surface et nombre de PSG, par commune principale, sur la vallée du Ciron (Données CRPF Aquitaine).

Menaces naturelles

Si la ripisylve et la forêt alluviale sont moins menacées, la pinède alentour, plantée en majorité de pins maritimes, couverte en sous-bois d'espèces inflammables, présente un risque de combustibilité élevé. Aux causes naturelles permanentes comme la foudre qui peuvent entraîner de nombreux départs de feu, s'ajoutent celles de l'homme : la fréquentation accrue en forêt, l'urbanisation, les imprudences.

Le massif forestier de la région subit périodiquement de forts coups de vents. Des orages à l'ouragan de 1999, ces perturbations ont toujours existé (8 septembre 1768, 19 décembre 1787, 2 décembre 1801...), mais aujourd'hui la périodicité semble se resserrer et porte des atteintes considérables à la forêt, fragilisant de ce fait l'économie de la filière bois du massif des Landes de Gascogne.

Le pin est régulièrement l'objet d'attaques de parasites. Les plus remarquables sont les défoliations causées par les chenilles processionnaires du pin. Cependant, ces dernières se concentrent essentiellement au niveau de lisières bien dégagées, ou en bordure de route, et exposées au sud ou au sud-ouest. Les défoliations sévères peuvent d'une part réduire la croissance des arbres (jusqu'à une année de production perdue), voire, mais plus rarement, causer la mort des jeunes arbres en cas d'attaques répétées ; d'autre part, elles affaiblissent les pins vis à vis des attaques d'insectes sous-corticaux secondaires (scolytes,

Communes	Surfaces des PSG (Ha)	Nombre de PSG
Landes		
Lubbon	2551,46	19
Maillas	2922,89	20
Lot-et-Garonne		
Allons	6464,46	23
Houeilles	3919,83	20
Pindères	4336,17	20
Saumejan	1065,72	10
Gironde		
Balizac	397,58	3
Barsac	-	-
Bernos-Beaulac	1487,3	11
Bommes	-	-
Bourideys	2398,26	12
Budos	184,58	1
Captieux	6089,52	28
Cudos	645,36	7
Escaudes	778,42	6
Giscos	2258,54	9
Goualade	849,46	1
Lartigue	395,51	4
Léogéats	-	-
Lerm-et-Musset	743,06	6
Lucmau	3223,43	17
Noaillan	442,81	4
Pompéjac	-	-
Préchac	2739,9	18
Preignac	62,7	1
Pujols-sur-Ciron	-	-
Sauternes	171,02	1
St Léger de Balson	2011,04	9
St Michel-de-Castelnau	2307,81	21
St Symphorien	8559,67	30
Uzeste	2380,61	7
Villandraut	478,3	3
TOTAL		
	59 865 ha	311 PSG



Pin partiellement défolié par la processionnaire (IEFC, 2002).

piisode). Les poils des chenilles, en particulier à partir de la mi-automne, sont très urticants ; ils provoquent de fortes irritations de la peau et parfois des réactions allergiques chez les mammifères et l'homme.

Deux champignons, agents de la maladie du rond, sont à l'origine de mortalités qui peuvent être conséquentes dans les peuplements de pin : l'armillaire et le fomès des résineux. Les arbres attaqués par l'un ou l'autre de ces parasites finissent souvent par mourir. Cependant, alors que l'armillaire s'attaque aux arbres de tous âges, avec parfois de très gros dégâts lors des 5-7 premières années, les mortalités dues au fomès ont plutôt tendance à apparaître au moment de la première éclaircie (à 15-20 ans). Dans les peuplements adultes, les mortalités forment des taches plus ou moins circulaires, d'où le nom de maladies du rond.



Fructification de fomès vue de dessous
(IEFC, 2002)



Carpophores d'armillaire (IEFC, 2002)

En ce qui concerne les dégâts de gibier – chevreuils, cerfs, lapins, sangliers – la pression demeure variable suivant les cantons voire les communes. Elle dépend de la densité de gibier, tout spécialement chevreuil, mais essentiellement cerf pour les propriétés forestières.

Après une période de régulation très insuffisante des grands gibiers par les chasseurs, les efforts réalisés conduisent aujourd'hui à un certain équilibre pour le chevreuil mais à des dépassements ponctuels pour le cerf qui ne cesse de se développer. Le développement durable des forêts implique un équilibre sylvo-cynégétique harmonieux permettant la régénération des peuplements forestiers dans des conditions économiques satisfaisantes pour le propriétaire. Cet équilibre est atteint notamment par l'application du plan de chasse défini à la section 3 du chapitre 5 du titre 3 du livre 4 du Code de l'environnement (article L.1 du Code forestier). Par ailleurs, l'article L.422-2 du Code de l'environnement prévoit que les Associations Communales et Intercommunales de Chasse Agréées ont pour but de favoriser sur leur territoire le développement du gibier et de la faune sauvage dans le respect d'un véritable équilibre agro-sylvo-cynégétique. Si les deux textes par leur souci d'équilibre rejoignent l'obligation faite aux forestiers d'assurer une gestion durable de leurs bois, la réalité est diverse.

Les feuillus sont particulièrement appétants pour cerfs et chevreuils et toute amélioration de la ripisylve devra tenir compte de ce facteur limitant.

Chaque fois que de besoin, les ACCA devront être sollicitées pour assurer l'équilibre agro-sylvo-cynégétique, d'autant plus que les propriétaires de la ripisylve seront contraints par les engagements contractuels qu'ils pourront passer en ce qui concerne toute amélioration et toute régénération rendue nécessaire par une détérioration des habitats. Dans tous les cas le plan de chasse doit être appliqué dans la zone Natura 2000.

2.3.3 Structure de la propriété

Plus de 1 000 propriétaires sont concernés par le Ciron dans sa bordure immédiate. Rien de commun cependant entre les propriétés limitrophes de l'embouchure du Ciron et celles de la grande lande essentiellement forestière. En effet, les premiers kilomètres à partir de la Garonne sont constitués soit de minuscules propriétés essentiellement tournées vers l'élevage, voire de micro-parcellaires, soit encore de

propriétés viticoles dont la dimension dans le Sauternais n'est jamais très importantes (les surfaces s'échelonnent entre 5 et 100 ha pour une moyenne de 10 ha).

Par la suite, la propriété devient plus importante. La plupart des micro-parcelles se trouvant en bordure du Ciron appartiennent à des propriétés beaucoup plus vastes qui s'étendent de part et d'autre, en particulier dans la zone forestière où elles peuvent représenter plusieurs dizaines voire plusieurs centaines d'hectares.

Sauf exception particulière la propriété n'est pas essentiellement morcelée : aucune opération d'aménagement foncier n'a été entreprise sauf sur la commune de Noaillan. Cependant, quand le Ciron traverse des parties plus ou moins habitées, il comporte dans sa proximité immédiate des petites parcelles de jardin plus ou moins attenantes à des propriétés bâties.

2.3.4 Activité industrielle

Le Ciron a été, comme il a été montré plus haut, un vecteur d'activité industrielle importante. Compte tenu de la force motrice apportée par l'eau, des moulins nombreux ont été édifiés sur son cours. Ils ne fonctionnent plus aujourd'hui mais les hommes qui les ont activés les ont transformés peu à peu en des activités qui subsistent encore pour certains (usine hydroélectrique à la Trave). Les activités industrielles sont peu nombreuses, avec néanmoins un réseau important de petites scieries de première et deuxième transformation du bois, une papeterie à Saint-Michel-de-Castelnau et une usine de transformation du carton à Villandraut.

Industries existantes :

- Près de l'embouchure du Ciron, la Société Ciron SA, installée dans son bord immédiat, procède au conditionnement de produits chimiques organiques et minéraux, de produits de nettoyage pour l'industrie alimentaire et au conditionnement et à la vente de fluides frigorigènes. Ces produits sont en stock important. En outre l'essentiel du site de Barsac est tourné vers le conditionnement de produits chimiques en petit emballage (1 litre, 5 litres et 20 litres) destiné au bricolage et à l'automobile. Elle occupe environ 80 personnes sur le site. Elle ne rejette pas dans le Ciron, mais présente en cas d'inondation quelques risques particuliers liés aux fosses de stockages et aux matières qu'elle traite.

Il est prévu à moyen terme que cette entreprise déménage ses activités de conditionnement sur le site ZAE du SIVOM de Podensac.

- La Société des Papeteries de Bernos-Beaulac est une cartonnerie : elle transforme la matière première, qui lui vient de production de base, en cartons destinés à toutes formes d'usages. Elle emploie 164 personnes. Elle récupère un grand nombre de vieux papiers.

- La SOCAR (Société des Cartonneries d'Aquitaine) transforme de la matière première qui lui est fournie en cartons pour usages multiples à Villandraut et occupe 29 personnes.

- La Société HEXFORM à Saint-Michel-de-Castelnau produit des papiers et cartons 100 % recyclés de 75 à 700 g/m². Elle occupe 24 employés et a réalisé des travaux importants pour le traitement des pollutions.

Ce sont les seules activités industrielles se situant directement sur le bord du cours d'eau. Beaucoup d'autres industries se sont développées dans les communes traversées par le Ciron, mais qui n'ont pas de rapport direct avec ce cours d'eau. Nous citerons principalement les industries de transformation du bois fortement développées autour des communes de Captieux et de Saint-Symphorien. Une entreprise de carrière de calcaire concerne directement le Ciron à Préchac.

2.3.5 Pisciculture

La bonne qualité des eaux du Ciron a permis l'installation de piscicultures : à Allons, Balizac, Lerm-et-Musset, Bernos-Beaulac et Villandraut (cf. fig. 3.3 p.71). On dénombre trois sites spécialisés dans l'élevage de Salmonidés. Leur production de truites est destinée à la consommation via la transformation artisanale ou industrielle, et au repeuplement des cours d'eau pour la pêche de loisir. Les sites de Balizac et Villandraut abritent, quant à eux, le grossissement d'esturgeons en vue de production de caviar.

L'activité piscicole permet le maintien des activités socio économiques en milieu rural en générant directement 15 emplois sur ces 5 sites et donc la vie de 15 foyers sur le bassin versant du Ciron. Cette activité génère également un certain nombre d'emplois indirects (liés à la transformation dans les ateliers...).

La fragilité des espèces piscicoles impose au pisciculteur d'améliorer la qualité de l'eau de la vallée du Ciron par mise en place de systèmes de prétraitement de l'eau entrant dans la pisciculture. Les techniques utilisées sur le bassin versant sont le chaulage, et l'oxygénation au moyen d'aérateur et de distribution d'oxygène liquide.

Le nourrissage est réalisé de façon optimale grâce à l'évolution de la composition et de la fabrication de l'aliment (extrudé). La gestion performante de l'alimentation est une mesure d'économie qui a également permis d'améliorer proportionnellement la qualité des rejets.

Du point de vue sanitaire, une pisciculture c'est un suivi sanitaire et une hygiène irréprochable au quotidien. Des contrôles sanitaires sont réalisés sur les poissons de chaque pisciculture plusieurs fois par an afin de rechercher d'éventuels agents pathogènes. Des réglementations européenne⁹ et française¹⁰ permettent aux zones géographiques qui pratiquent déjà depuis plusieurs années un contrôle sanitaire de leurs établissements piscicoles d'obtenir une qualification sanitaire officielle européenne leur conférant un statut indemne de certaines rhabdoviroses (SHV et NHI, sans danger pour l'homme). L'obtention de cet agrément à laquelle de plus en plus de régions accèdent en France comme en Europe, apporte, en plus d'une sécurité sanitaire accrue, un atout commercial majeur. Les zones agréées peuvent commercialiser leur production partout, alors que les zones non agréées ne peuvent pas commercialiser leurs produits vivants dans une zone agréée.

Les piscicultures situées dans le périmètre Natura 2000 possèdent toutes l'agrément de zone du Ciron (décision de la commission européenne 1999/550 du 20 juillet 1999).

Tableau 2.5 : Les piscicultures établies dans la vallée du Ciron.

ETABLISSEMENT	EXPLOITANT	COORDONNÉES
Le Moulin de Caouley - S.C.A. des Aquaculteurs Landais	Mr Jean-Claude Béziat	33840 LERM ET MUSSET
Pisciculture de Beaulac - Société Piscicole de Perrouta	Mr Espuny	Route de Lucmau 33430 BERNOS BEAULAC
Pisciculture du Moulin - Viviers de France SA	Mr Delermite	33730 VILLANDRAUT
Pisciculture de la Ferrière - Viviers de France SA	Mr Delermite	33730 BALIZAC
Pisciculture de Trêpelèbe	Mr Patrice Astre	47420 ALLONS

⁹ Décision 2005/813/CE du 15 novembre 2005 établissant la liste des zones et des exploitations piscicoles agréées au regard de la Septicémie Hémorragique Virale (SHV) et/ou de la Nécrose Hématopoïétique Infectieuse (NHI).

¹⁰ Arrêté Ministériel du 10 avril 1997 relatif aux conditions de police sanitaire régissant la mise sur le marché d'animaux et de produits d'aquaculture modifié par l'A.M. du 30 septembre 2002.

2.3.6 La pêche

Le bassin du Ciron

Dans le bassin du Ciron, la truite fario, poisson très recherché, fait l'objet de sérieux efforts de gestion et d'alevinages de la part de la Fédération et des A.A.P.P.M.A.¹¹ pour le maintien de l'espèce. Son existence originelle sur le Ciron est controversée. Le Ciron est depuis longtemps parsemé de barrages et les possibilités d'accueil de populations de truites semblent limitées.

Le Ciron

Le Ciron est une rivière à vocation mixte : on y pêche des cyprinidés et des salmonidés. Il comporte de nombreux obstacles (barrages, moulins). Classé domaine public en aval du barrage de la Trave, et première catégorie sur toute sa longueur à partir du moulin de Barsac, il présente cependant l'originalité (et la complexité) d'existence sur son cours de quelques zones maintenues en deuxième catégorie (cf. chapitre 1.4.1).

Notons en outre que :

- la retenue de Castelnau a été lâchée il y a quelques années et elle se présente aujourd'hui comme un « complexe de zone » ;
- le peuplement piscicole, entre la confluence avec la Hure et le barrage de Castaing (Noaillan) est constitué de truites, anguilles, vairons, goujons, gardons plus tanches, brochets et perches dans les retenues.

Réserves sur le Ciron

Sur le Ciron quatre réserves sont à respecter :

- ❖ du barrage de la Trave jusqu'à 100 mètres en aval ;
- ❖ du barrage de Villandraut jusqu'à 75 mètres en aval ;
- ❖ du barrage de Castaing : 100 mètres en aval du barrage en rive droite et 200 mètres en aval en rive gauche, non compris le canal de fuite ;
- ❖ en aval du moulin du pont à Barsac et Preignac : 60 mètres sur rive gauche pour le canal de fuite, 150 mètres sur rive droite pour le bras principal.

Une autre réserve est à l'étude sur l'Origne, affluent de la Hure

Les A.A.P.P.M.A. gestionnaires

Le Ciron est géré par cinq AAPPMA qui sont d'amont en aval (cf. figure 2.7) :

- ❖ La Truite Marmandaise qui gère la partie du Ciron située en Lot-et-Garonne ;
- ❖ les Fervents de la Gaule Grignolaise pour toute la partie amont depuis la commune de Bernos-Beaulac, jusqu'à la limite du département avec le Lot-et-Garonne, soient quelques 24 Km environ ;
- ❖ le Gardon Préchacais qui gère la zone s'étalant de Cazeneuve au barrage de la Trave à Préchac (10 Km environ) ;
- ❖ la Truite Villandrautine gère le secteur compris entre le barrage de la Trave à Préchac et le pont d'Aulan à Léogeats, soient 16,5 Km sur la partie domaniale ;
- ❖ le Bouzig Preignacais en deçà jusqu'au confluent avec la Garonne, soient une dizaine de kilomètres, toujours sur la partie domaniale.

Parcours NO-KILL

Le Ciron étant, en Gironde, un bassin versant halieutiquement très recherché et pratiqué – 2 804 pêcheurs ont adhéré aux AAPPMA locales en 2004 – et sa situation en Domaine Public Fluvial simplifiant la mise en place d'un tel parcours, la Fédération des AAPPMA et les AAPPMA locales ont développé et ouvert récemment un parcours de pêche dit No-Kill. Ce parcours No-Kill répond à une demande de pêcheurs soucieux de pratiquer leur loisir avec des règles plus respectueuses du poisson et de l'environnement ainsi qu'une éthique renforcée.

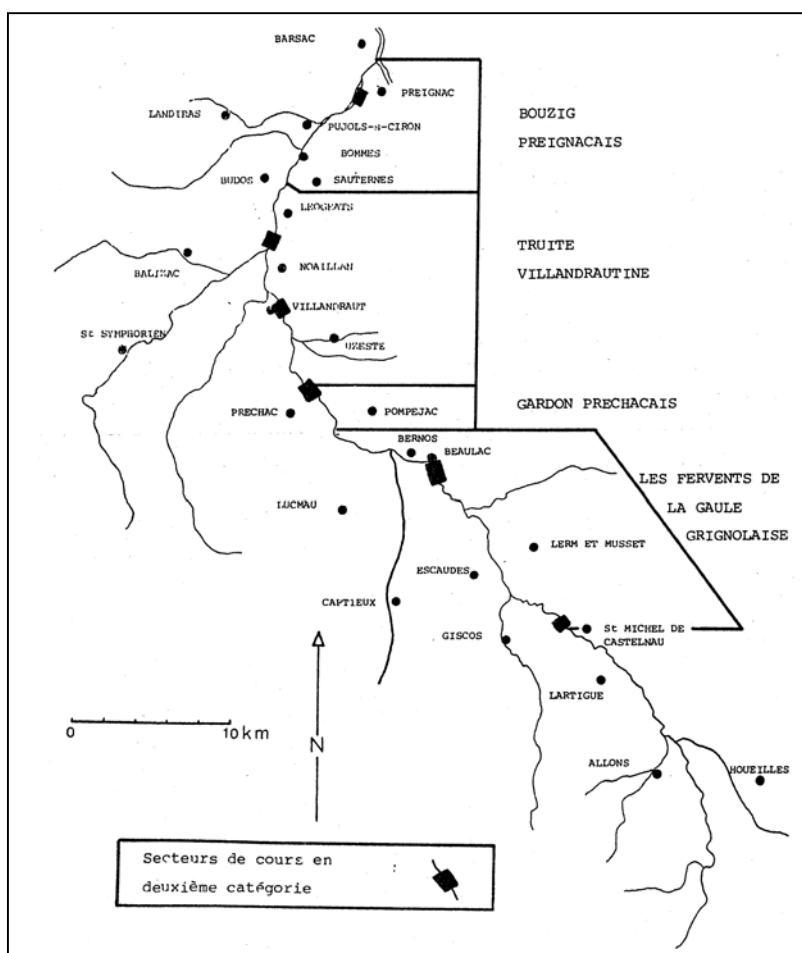
¹¹ A.P.P.M.A : Association Agrée de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique.

Il s'agit d'un parcours de 4 Km en première catégorie, sur le Domaine Public Fluvial, entre le pont de Caussarieu – route de Léogeats à Laulan – sur la commune de Léogeats en amont et le pont Daulan en aval sur la commune de Bommes.

Sur ce parcours toutes pêches, les conditions à respecter sont les suivantes :

- acquitter la taxe piscicole complète,
- ouverture du parcours du 12 mars au 18 septembre 2005
- No-Kill intégral : remettre obligatoirement tous les poissons à l'eau, hormis les espèces qualifiées de nuisibles (poissons chat, perche arc-en-ciel, écrevisse américaine...),
- techniques de pêche autorisées : toutes techniques de pêche, hameçon sans ardillon ou ardillon écrasé obligatoire, prises et relâches se faisant dans le respect du poisson,
- respecter les conditions et les dispositions du règlement pêche en vigueur sur le parcours, qu'il est indispensable de consulter avant toute action de pêche.

Figure 2.7 : Secteurs gérés par les 4 AAPPMA de la Gironde ; secteurs classés en 2^{ème} catégorie piscicole (Cemagref, 1985).



Les affluents du Ciron

Tous les affluents du Ciron sont classés, avec leurs sous-affluents, en première catégorie du domaine privé. D'amont en aval:

- ❑ La Goulade est fréquentée par la truite fario.
- ❑ Le Barthos par des truites, goujons, anguilles, vairons, avec, en plus, la possibilité de pêcher gardons et brochets dans la retenue de Musset, à mi-parcours, classée en deuxième catégorie. Il est géré par l'AAPPMA des Fervents de la Gaule Grignolaise.

- ❑ Le Pompéjac est géré par l'AAPPMA du Gardon Préchacais.
- ❑ La Clède concerne deux AAPPMA : le Brouquitet du Bazadais pour le secteur amont et la Truite Villandrautine pour le secteur aval.
- ❑ Le Thus et son affluent le Giscos sont deux petits ruisseaux à truites gérés par l'AAPPMA des Fervents de la Gaule Grignolaise.
- ❑ La Gouaneyre et son affluent le Lartigaut sont peuplés de goujons, vairons, anguilles et truites. Les AAPPMA gestionnaires sont le Brouquitet du Bazadais pour le secteur aval et les Fervents de la Gaule Grignolaise pour le secteur amont.
- ❑ Le Bageran et le Honburens sont gérés par le Gardon Préchacais.
- ❑ La Citadelle est co-gérée par le Gardon Préchacais et la Truite Villandrautine.
- ❑ Le Ballion est fréquenté par des vairons, goujons, anguilles et truites. La Truite Villandrautine est l'AAPPMA gestionnaire.
- ❑ Au niveau de Bourideys, l'étang de Bourideys est également classé en 1ère catégorie (réciprocité totale). Le peuplement piscicole se compose de truites et brochets. L'AAPPMA gestionnaire est le Gardon Préchacais.
- ❑ La Hure présente des parcours de pêche très variés : zones de sable, zones de roches, marais. On y trouve des truites farios, brochets, anguilles, vandoises, goujons et vairons. Par contre, vers l'amont, l'importante retenue de la Ferrière est classée en deuxième catégorie. Le peuplement piscicole se compose de truites, brochets, perches, anguilles, gardons, carpes et goujons.
La Hure et ses affluents, le ruisseau Blanc et l'Origne, sont gérés par la "Truite Paroupiane", à l'exception des 7 Km aval de La Ferrière au Ciron qui sont sous gestion de la truite Villandrautine.
- ❑ Le Tursan est géré par le Bouzig Preignacais.

2.3.7 Chasse et piégeage

La chasse, activité de cueillette, voire de subsistance par le passé, est désormais une activité de loisir qui nécessite la prise en compte de la gestion du milieu naturel, des espèces et des autres usagers. La chasse revêt une importance sociale de tout premier plan depuis toujours dans le massif forestier des Landes de Gascogne. Dès le Moyen-Âge, les coutumes accordent le droit de chasser à tous les habitants. Après le boisement de l'actuel massif forestier, les propriétaires ont conservé, au bénéfice de leurs métayers ou résiniers, le droit de chasser sans restrictions importantes. Cependant, dans la vallée du Ciron, le droit de chasse était strictement réservé aux seigneurs (pour infraction à cette règle de nombreux procès ont eu lieu au cours du XVIII^{ème} siècle) expliquant le poids sociologique de la chasse aujourd'hui.

Les pratiques ancestrales de chasse imbriquées étroitement dans le milieu naturel n'ont jamais remis en cause la conservation des habitats et des espèces décrites sur ce site jusqu'à nos jours, bien au contraire leur présence a permis de maintenir la biodiversité de ce site.

Par exemple, le rôle des palombières dans la conservation des feuillus en bordure des cours d'eau est effectivement déterminant en bien des endroits. Elles contribuent aussi très souvent à l'entretien de chemins d'accès aux parcelles qui sans elles resteraient très mal desservies sinon inaccessibles.

Organisation de l'activité cynégétique

Au niveau communal, la chasse est organisée soit en Association Communale de Chasse Agréée (ACCA – loi du 10 juillet 1964 dite loi « Verdeille », articles L.420-1 et suivants du Code de l'environnement), soit en Société de Chasse (S.C. – loi 1901), soit encore en exploitation directe par les propriétaires forestiers qui sont susceptibles d'exercer directement leur droit de chasse y compris pour le grand gibier. Ces propriétaires ou leurs représentants sont affiliés à la Fédération Départementale de Chasse (FDC) comme les ACCA et les Sociétés de Chasse. Ce système permet une gestion plus homogène de la faune et constitue une volonté d'organiser la chasse banale.

16 Sociétés de Chasse et 15 ACCA sont comprises dans l'enveloppe de référence du site Natura 2000 « Vallée du Ciron ». Ces 31 structures de chasse gèrent plus de 97 000 ha chassables, en collaboration avec tous les acteurs de l'espace rural. Le tableau 2.4 propose un état communal des territoires cynégétiques.

Chaque ACCA est tenue par ses statuts d'ériger au moins 10% de son territoire en réserve de chasse et de faune sauvage (RCFS). On compte 51 RCFS représentant environ 10 000 ha.

Les ACCA ne sont pas les seules détentrices du droit de chasse sur ce secteur puisque plusieurs chasses privées possèdent une partie de leur territoire en zonage Natura 2000. Au total, on recense 54 chasses privées, mais toutes ne sont pas intégrées à l'enveloppe de référence.

Tous les chasseurs adhèrent à une structure et peuvent chasser sur plusieurs territoires. Les chiffres présentés dans le tableau 2.4 ne tiennent pas compte des réciprocités et des groupements de territoires conclus entre associations ou sociétés voisines. 3081 chasseurs pratiquent sur la zone sur une surface totale chassable d'environ 109 300 ha, soit 1 chasseur pour 35 ha.

Tableau 2.6 : Organisation de l'activité cynégétique sur les communes de la vallée du Ciron (données 2002 et 2003, FDC 33, 40 et 47).

Communes	Statut	Surface totale chassable (ha)	Surface gérée par la société ou l'ACCA (ha)	Réserves de chasse	Chasses privées	Nombre de chasseurs
Landes						
Lubbon	ACCA	4 700	environ 4 600	1	6	32
Maillas	ACCA	6 000	environ 5 700	1	5	52
Lot-et-Garonne						
Allons	S.C.	7 508	5 734	1	2	131
Houeilles	S.C.	6 579	4 779	1	5	150
Pindères	S.C.	3 987	3 911	2	0	73
Saumejan	S.C.	1 901	1 781	2	1	37
Gironde						
Balizac	S.C.	4 000	4 000	1	0	67
Barsac	S.C.	1 000	1 000	3	0	149
Bernos-Beaulac	ACCA	3 680	3 413	2	2	147
Bommes	S.C.	540	540	1	0	63
Budos	ACCA	1 828	1 828	2	0	59
Captieux	ACCA	11 900	8 200	2	6	291
Cudos	ACCA	3 419	3 320	2	1	99
Escaudes	ACCA	2 255	2 255	1	0	70
Giscos	ACCA	2 847	2 679	1	1	90
Goualade	ACCA	1 660	1 500	1	1	34
Lartigue	S.C.	* Avec St Michel de Castelnau		4	4	*
Léogéats	ACCA	1 842	1 666	1	3	110
Lerm-et-Musset	ACCA	3 668	3 500	1	1	103
Lucmau	ACCA	4 674	4 674	2	0	70
Noaillan	ACCA	3 082	2 927	1	3	130
Pompéjac	S.C.	957	877	1	1	52
Préchac	ACCA	5 423	5 223	2	1	256
Preignac	S.C.	350	350	2	0	106
Pujols-sur-Ciron	S.C.	745	745	2	0	101
Sauternes	S.C.	1 090	1 090	1	0	86
St Léger de Balson	S.C.	3 804	3 579	1	1	46
St Michel de Castelnau	S.C.	* 5 500	* 3 758	4	4	* 91
St Symphorien	S.C.	10 629	9 732	2	2	252
Uzeste	S.C.	2 605	1 716	1	3	59
Villandraut	ACCA	1 127	980	2	1	75
TOTAL						
		109 300 ha	97 332 ha	51	54	3 081

Ces chiffres révèlent un poids sociologique de la chasse très important sur l'ensemble des communes concernées par le site Natura 2000 « Vallée du Ciron ». Plus d'un habitant sur six, voire un sur trois sur certains secteurs, est chasseur. Malgré cette forte proportion de chasseurs, la pression de chasse dans ces secteurs peut être qualifiée de faible. Les pratiques cynégétiques sont très spécialisées et les superficies chassables très étendues.

Les pratiques cynégétiques et la gestion des espèces

Les modes de chasse

Les modes de chasse les plus pratiqués en forêt galerie sont :

- ❖ la chasse de la palombe en palombière (avec pantes) ;
- ❖ la chasse de la bécasse au chien d'arrêt ;
- ❖ le plan de chasse des cervidés au chien courant ;
- ❖ le sanglier en battues au chien courant ;
- ❖ la chasse aux animaux classés nuisibles (renard) au chien courant ;
- ❖ passées aux grives, merles et canards.

Tableau 2.5 : Espèces gibiers présentes et pratiques cynégétiques. (Données 2003, FDC 33, 40 et 47)

	Espèces	Présence	Modes de chasse
Grands Gibiers	Cerf (<i>Cervus elaphus</i>)	Toute l'année sur toute la zone	Battue au chien courant, chasse à courre, tir d'été ¹ , chasse à l'arc
	Chevreuril (<i>Capreolus capreolus</i>)		Approche, affût (à l'arc ou au fusil), battue administrative aux chiens courants
	Sanglier (<i>Sus scrofa</i>)		
Petits Gibiers	Faisan (<i>Phasianus colchicus</i>)	Toute l'année sur toute la zone Repeuplement + naturelle	Chien d'arrêt
	Lièvre (<i>Lepus europaeus</i>)	Toute l'année sur toute la zone Repeuplement + naturelle	Chien courant, chien d'arrêt, chasse à courre
	Lapin (<i>Oryctolagus cuniculus</i>)	Toute l'année sur toute la zone Population naturelle	Chien courant, chien d'arrêt, chasse à vol
Gibiers Migrateurs	Pigeon ramier (<i>Columba palumbus</i>)	En hivernage sur toute la zone + nidification	Chasse traditionnelle en palombière (fusil ou filet), à l'affût
	Grives et merles (<i>Turdus spp.</i>)	Grives draine et musicienne + merle noir toute l'année Hivernage grive mauvis et litorne	Au passage, au "cul levé", dans les bois – à l'affût
	Bécasse des bois (<i>Scolopax rusticola</i>)	Hivernage sur la zone Nidification rare	Chien d'arrêt
	Alouette des champs (<i>Alauda arvensis</i>)	Hivernage sur la zone	Au passage et chasse traditionnelle aux pantes
	Tourterelle des bois (<i>Streptopelia turtur</i>)	Nidification et halte migratoire	Au passage, au "cul levé", dans les bois – à l'affût
	Tourterelle turque (<i>Streptopelia decaocto</i>)	Toute l'année sur toute la zone	Au passage, au "cul levé", dans les bois – à l'affût
	Caille des blés (<i>Coturnix coturnix</i>)	Nidification	Chien d'arrêt
	Vanneau huppé (<i>Vanellus vanellus</i>)	Hivernage et halte migratoire	Au passage, au "cul levé"
	Canard colvert (<i>Anas platyrhynchos</i>)	Toute l'année, nidification, Plan de gestion approuvé sur le Ciron	Passée, au "cul levé", à l'affût, tonnes

	Autres canards (<i>Anas spp.</i>), oies (<i>Anser spp.</i>), limicoles, foulque macroule (<i>Fulica atra</i>) et poule d'eau (<i>Gallinula chloropus</i>)	halte migratoire, hivernage et nidification selon les espèces sur les rivières et les lacs collinaires voisins	Passée, au "cul levé", à l'affût, tonnes
Autres espèces	Renard (<i>Vulpes vulpes</i>)	Toute l'année sur toute la zone	Chasse, battues administratives au chien courant, déterrage, piégeage
	Fouine (<i>Martes foina</i>)		Chasse, battues administratives
	Belette (<i>Mustela nivalis</i>)		Chasse, piégeage ² si classé nuisible
	Ragondin (<i>Myocastor coypus</i>)		Chasse, battues administratives, déterrage, piégeage
	Rat musqué (<i>Ondatra zibethicus</i>)		Chasse, battues administratives, piégeage ² si classé nuisible, déterrage
	Corneille noire (<i>Corvus corone</i>)		Chasse, battues administratives, piégeage
	Pie bavarde (<i>Pica pica</i>)		Chasse, battues administratives, piégeage
	Geai des chênes (<i>Garrulus glandarius</i>)		Chasse, piégeage ² si classé nuisible
	Putois (<i>Mustela putorius</i>)		Chasse, piégeage ² si classé nuisible
	Blaireau (<i>Meles meles</i>)		Chasse sous terre, battues administratives, piégeage ² si classé nuisible
	Corbeau freux (<i>Corvus frugilegus</i>)	Étape migratoire	Chasse, piégeage ² si classé nuisible
	Martre (<i>Martes martes</i>)	Présence sporadique	Chasse, piégeage ² si classé nuisible

¹ : Uniquement le chevreuil dans le cadre de la réglementation en vigueur.

² : Certaines de ces espèces sont classées nuisibles dans un des trois départements concernés.

Le Grand Gibier

Les ACCA et les S.C. participent à la gestion du grand gibier notamment par la réalisation du plan de chasse cervidés et le contrôle des populations de sangliers, y compris dans les réserves de chasse. Les prélèvements sont faits avec les conseils de la FDC de manière à trouver un équilibre entre le niveau des populations et la capacité d'accueil du milieu, en particulier forestier. Une plantation de feuillus est particulièrement apétente pour les cervidés.

Les populations de chevreuil, sur le secteur du Ciron et les milieux annexes, sont stables. Elles font l'objet de suivis par comptages nocturnes, IKA (Indice Kilométrique d'Abondance) diurne et par des relevés d'abrutissements permettant de définir les prélèvements à réaliser.

Des recensements nocturnes sont également effectués pour la gestion du cerf. Les populations répertoriées fréquentent partiellement les forêts galeries.

En ce qui concerne le sanglier, les différentes fédérations tentent d'enrayer l'accroissement de la population en apportant aux associations et sociétés de chasse des objectifs de prélèvements basés sur le tableau de chasse des saisons antérieures et les dégâts causés aux cultures agricoles.

La gestion du milieu et des espèces par les fédérations, les ACCA et les S.C. est parfois limitée par le morcellement ou le cloisonnement du territoire par des chasses privées. L'indépendance de ces territoires pose des problèmes de gestion et de coordination, en particulier pour le contrôle du grand gibier.

Le Gibier Migrateur

Dans la vallée du Ciron, deux grandes chasses traditionnelles sont pratiquées :

- ❖ la chasse en palombière aux filets ou au tir posé à l'aide d'appelants ;
- ❖ la chasse aux pantes à alouettes.

La chasse traditionnelle de la palombe est très présente dans la forêt galerie. Les postes sont dissimulés parfaitement dans le paysage, installés préférentiellement sous les futaies de chênes ou à la limite de la pinède, le long des cours d'eau, où les palombes, friandes de glands, peuvent se nourrir et s'abreuver.

Cette chasse se pratique tous les ans, du 1^{er} octobre au 20 novembre. C'est une activité ancestrale aux multiples savoir-faire, garante de la conservation des vieux chênes nécessaires aux chiroptères et à la nidification de nombreux oiseaux forestiers. Les palombières participent à la préservation du corridor feuillu et au maintien de la biodiversité par l'entretien extensif des chênaies.

La chasse aux pantes à alouettes se déroule dans les champs dégagés sur le plateau, aux abords de la forêt galerie. C'est également une pratique ancestrale, très ancrée dans les mœurs locales.

Une autre chasse est très prisée dans la forêt galerie : celle de la bécasse au chien d'arrêt. L'attrait des chasseurs de bécasse pour ce milieu vient du fait que cet oiseau le fréquente régulièrement. De par sa richesse, sa diversité en essences et en strates, la ripisylve apporte à cet oiseau une alimentation importante (lombrics) en période de migration, ainsi qu'un site de reproduction.

Il est à noter également qu'il existe quelques tonnes pour la chasse de nuit aux canards. Leur nombre (tableau 2.6) n'est pas forcément exhaustif puisqu'un chasseur possédant un numéro de tonne peut créer une nouvelle installation.

Signalons enfin qu'une opération spécifique au colvert a été réalisée pour tenter de maintenir durablement une souche sauvage avec un plan de gestion, en collaboration avec les associations de chasse.

Tableau 2.6 : Installations de chasse traditionnelles déclarées par commune.
(Données FDC 33, 47 et 40)

Communes	Nombre de palombières	Nombre de pantes à alouettes	Nombre de tonnes
Landes			
Lubbon	3	-	0
Maillas	6	-	0
Lot-et-Garonne			
Allons	45	0	0
Houeilles	56	0	0
Pindères	34	1	0
Saumejan	15	0	0
Gironde			
Balizac	24	1	2
Barsac	4	9	0
Bernos-Beaulac	27	4	0
Bommes	-	9	0
Budos	23	7	0
Captieux	19	4	0
Cudos	39	5	1
Escaudes	35	0	0
Giscos	32	1	0
Goualade	12	0	0
Lartigue	-	-	0
Léogeats	22	6	0
Lerm-et-Musset	55	0	0

Lucmau	39	2	0
Noaillan	33	9	0
Pompéjac	9	4	0
Préchac	82	1	0
Preignac	4	20	0
Pujols-sur-Ciron	2	7	0
Sauternes	7	7	0
St Léger de Balson	20	0	0
St Michel de Castelnau	42	1	0
St Symphorien	31	1	0
Uzeste	40	0	1
Villandraut	11	1	0
TOTAL	771	100	4

Activités de régulation des animaux classés nuisibles

Le piégeage est très peu pratiqué et n'est utilisé que ponctuellement. Il contribue à la protection des activités agricoles, comme l'élevage ou la maïsiculture et permet d'intervenir localement en complément des mesures de gestion lors d'opération de restauration du petit gibier sédentaire.

Les activités de régulation des nuisibles concernent essentiellement le ragondin et le rat musqué, au bord des cours d'eau, et le renard, par battues aux chiens courants, par déterrage, parfois par piégeage.

Le piégeage implique un nombre de personnes limité. Étalaé dans le temps et dans l'espace, il dépend souvent de la disponibilité des piégeurs. Il répond généralement à des besoins ponctuels liés à des risques de dégâts agricoles potentiels ou effectifs ainsi qu'à la surabondance relative de ces espèces prédatrices comparée au mauvais état de conservation d'autres espèces (cas du vison d'Europe).

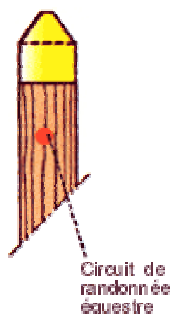
Sur les 32 communes concernées par le site Natura 2000, une centaine de piégeurs détiennent un agrément préfectoral depuis 1987. Seulement une cinquantaine pratique leur activité aujourd'hui.

L'usage des pièges capturant des animaux vivants a été fortement conseillé et entrepris, tant en Gironde, en Lot-et-Garonne que dans les Landes. Des gardes assermentés par les communes et les piégeurs agréés suivent des stages de piégeage, organisés par les FDC. Lors de ces formations, les piégeurs sont sensibilisés à la problématique vison d'Europe ; beaucoup d'entre eux ont déjà participé à des campagnes de piégeage dans le cadre du Plan de Restauration du Vison d'Europe.

Le piégeage du ragondin et du rat musqué se limite principalement à l'utilisation de cages qui prennent les animaux vivants en bord de cours d'eau. Le piégeage du renard se fait en gueule de terrier dans le périmètre Natura 2000.

Ainsi, parmi les 26 piégeurs agréés dans la partie girondine du Ciron, encore 4 utilisent au total une douzaine de pièges tuants en X.

2.3.8 Tourisme



Le tourisme manifeste l'attrait d'un site. Il peut en être aussi le poison par surfréquentation ou désinvolture. Le Ciron n'échappe pas à ce dilemme !

Les circuits balisés du Conseil Général

Afin de promouvoir la qualité de vie du département, le Conseil Général de la Gironde a mis en place, depuis quelques années, un réseau de circuits de randonnées. Le réseau dépasse aujourd'hui les **4000 kilomètres** sur l'ensemble du département de la Gironde.

Tracés en priorité pour la marche, ces circuits entièrement balisés, sont dans l'ensemble praticables à VTT. Certains circuits sont reliés entre eux, formant un véritable réseau ouvert au public, en concertation avec l'ensemble des acteurs locaux. Actuellement, 17 plans guides gratuits édités par le **Conseil Général de Gironde** sont disponibles dans les offices de tourisme ou sur le site Internet du Conseil Général. Le balisage, sur poteaux de bois, subit quelquefois les aléas des destructions (volontaires ou non) et du temps, mais il reste fiable dans l'ensemble. De plus, la recherche des balises sur le terrain est un jeu de piste permanent, ludique et motivant.

Les autres circuits balisés

Souvent à la suite d'initiatives locales, d'associations ou de clubs. La liste exhaustive reste à établir. Ce sont des circuits soit à caractère très familial, soit au contraire très techniques. On en trouve dans le sud bordelais (circuits FFC du lac Vert, circuits des lacs d'Hostens...).

Les chemins de Compostelle

Deux des quatre grands chemins français de Saint Jacques traversent la Gironde. D'autres voies, dites secondaires, passent aussi par le département.

La Voie dite de Vézelay passe par la vallée du Ciron. Elle entre en Gironde à Sainte-Foy-la-Grande et quitte le département après Captieux pour rejoindre Mont-de-Marsan. La voie de Vézelay est entièrement balisée hormis dans sa partie girondine. Un guide permet d'en suivre précisément l'itinéraire.

Les activités nautiques

Le Ciron est descendu par des canoës et des kayaks. Avant 1985, le Ciron n'était descendu que par quelques particuliers et de façon occasionnelle. Cette pratique était novatrice et sportive compte tenu du nombre d'arbres qui barraient la rivière. A partir de 1987, cette pratique s'est généralisée sur la rivière qui est devenue accessible au grand public et navigable suite à une importante opération de nettoyage et de restauration de la rivière réalisée par le Syndicat d'Aménagement du Bassin Versant du Ciron sous maîtrise d'œuvre de la DDAF.

Dans le même temps, pour développer cette activité canoë-kayak, les communes de Bernos-Beaulac, Préchac, Villandraut et Bommes se sont engagées dans l'acquisition foncière et la création de quatre haltes nautiques, financées au travers des programmes de développement touristique tels que Contrat de Revitalisation et Contrat de Pays d'Accueil signés avec le Conseil Régional d'Aquitaine et le Conseil Général de la Gironde.

Parallèlement, des associations nautiques – associations loi de 1901 – se sont créées et ont utilisé ces haltes comme locaux :

- l'association Club Canoë-Kayak de Bernos-Beaulac ;
- l'association Bommes Nautique Club ;
- l'association Club Préchacais Canoë-Kayak ;
- l'association Pour le Jardin d'Epicure en Lande Girondine qui s'est adjointe d'un club nautique : le Canoë-Kayak Club du Ciron en Lande Girondine.

Suscité par la volonté de personnes locales de créer un club sportif fédéré ou de développer l'aspect loisir et découverte dans la région, elles se sont développées en proposant diverses prestations au public.

Depuis, la fréquentation sur la rivière a progressé régulièrement grâce aux attraits de la rivière Ciron :

- rivière de classe I dite facile, praticable par tous¹² ; sur le Ciron, cette classification ne tient pas compte du degré de difficulté engendré par le franchissement des différentes retenues ;
- écosystème riche en espèces et de bonne qualité qui offre des paysages très intéressants et variés ;
- endroit paisible et reposant ;
- site chargé d'histoire : les barrages, les moulins, les monuments construits sur la rivière ou dans ses alentours témoignent des nombreuses activités humaines autrefois liées au cours d'eau (cf. chapitre 2.1) ;
- rivière utilisée par les clubs pour leurs activités sportives (parcours de slalom, entraînement) ainsi que pour certaines manifestations (fête nautique).

¹² Les rivières sont classées en fonction de leur difficulté technique établie en période de débit normal. La classification a été établie par l'arrêté sécurité du Ministère de la Jeunesse et des Sports du 4 mai 1995.



*Halte nautique de Bernos-Beaulac
(Photo Syndicat d'Aménagement du Ciron)*



*Halte nautique de Préchac
(Photo Syndicat d'Aménagement du Ciron)*



Halte nautique de Bommes : bureau des associations (Photo Syndicat d'Aménagement du Ciron)

Association : Club Canoë-Kayak de Bernos-Beaulac (club 3 étoiles affiliée à la FFCK)			
Président : Mr Gregory BESSO. Animateur : Mr Thierry DUMONT.			
Date de Création	Association créée le 21 décembre 1989.		
Emprise foncière	Propriété de la commune de Bernos Beaulac.		
Gestionnaire	Club de Canoë-kayak de Bernos-Beaulac.		
But / compétences : Elle a pour objet « la pratique du canoë-kayak, son expansion dans le respect de la nature, dans un climat de vérité et de loyauté ainsi que l'organisation d'animations touristiques de plein air payantes. »			
Nombre de bâtiments : Un bâtiment sur la halte nautique de 150 m ² servant de local pour l'association, de vestiaire et de lieu de stockage du matériel.			
Nombre de salariés	- 1 temps plein (un animateur titulaire d'un BEES-CK en contrat emploi jeune depuis 1998).		
Nombre d'adhérents	23 membres.		
Types de clientèle : L'association assure une partie de ses locations grâce à la population locale et au tourisme. Les centres de vacance, les écoles et les comités d'entreprises représentent la majorité des locations de groupe dispensées par le club. Le président précise que l'association est volontairement orientée vers la structure club et beaucoup moins vers la fonction de location. Le club assure une activité pour ses adhérents du 1 ^{er} janvier au 31 décembre.			
Matériel (destiné à la location)	Nombre de canoës : 22	Nombre de kayaks : 5	
Trajets commercialisés et prix pratiqués			
Trajet	Distance parcourue	Temps nécessaire	Prix par personne
Du Pont Neuf à la base nautique de Bernos	5 Km	1 h 30	12 €
De la base nautique de Bernos aux Gillets	7,5 Km	3 h	14 €
Du Pont Neuf aux Gillets	12,5 Km	4 h 30	16 €
De la base nautique de Bernos à Préchac	13 Km	5 h	18 €
Fréquentation	Environ 1 500 personnes/an.		
Autres prestations : Aucune.			

Association : Préchac Tourisme Sport Nature (non affiliée à la FFCK)			
Président : Mr Christian CARDOUAT. Animateur : Mr Olivier St JOURS.			
Date de Création	Halte nautique en 1987.		Association en 1996.
Emprise foncière	Propriété de la commune de Préchac.		
Gestionnaire	Préchac Tourisme Sport Nature.		
But / compétences : Elle a pour objet « la communication d'informations, la recherche et la promotion d'activités pour le développement économique, social, culturel et sportif sur la commune de Préchac et en Haute Lande Girondine. »			
Nombre de bâtiments : - Un sur la halte nautique de 90 m². - Un local entrepôt dans le centre bourg qui appartient à la maison de retraite. - Le château appartenant à la commune, mais qui n'est pas utilisé.			
Nombre de salariés	- 1 temps plein (un animateur Brevet d'État en contrat emploi jeune). - Des stagiaires certaines années.		
Nombre d'adhérents	25 membres.		
Types de clientèle : L'association assure la majorité de ses locations individuelles à travers la population locale et de la frange bordelaise. Les locations de groupes se répartissent quant à elles entre les comités d'entreprise, les groupes scolaires et les centres aérés. Le président de l'association précise que la clientèle étrangère fréquente très peu la halte nautique de La Trave, phénomène qui pourrait s'expliquer par le manque de signalisation routière indiquant l'emplacement du centre nautique.			
Matériel	Nombre de canoës : 30		Nombre de kayaks : 7
Trajets commercialisés et prix pratiqués			
Trajet	Distance parcourue	Temps nécessaire	Prix par personne
De La Trave à Villandraut	7 Km	2 h	13 €
De la Trave au Moulin de Castaing	12 Km	4 h 30	16 €
De Bernos-Beaulac à La Trave	11 Km	4 h 30	16 €
Fréquentation	Activité nautique : 3 090 pers (moyenne années 2003 et 2004)	Activité nature : 1 035 pers (moyenne années 2003 et 2004)	
Autres prestations : - Animation nature pour les scolaires, les centres aérés et les particuliers (5 €/pers) permettant la découverte des milieux riches et variés de la vallée du Ciron. Cette animation se fait en partenariat avec le Château de Cazeneuve, les association <i>Adichats</i> de Villandraut et <i>Acienda</i> . - Randonnées : service gratuit réalisé en partenariat le Conseil Général de la Gironde.			

Association : Le Jardin d'Epicure (non affiliée à la FFCK)			
Président : en cours de changement.			
Date de Création	25 août 1987		
Emprise foncière	Base principale : Propriété de la commune de Préchac Base annexe : Propriété de l'association		
Gestionnaire	Le Jardin d'Epicure en Lande Girondine		
But / compétences : elle a pour but « de contribuer au plaisir de vivre en Lande Girondine dans l'idéal épicurien d'égalité, de solidarité, d'amitié et de liberté qui conduit au bonheur et à la sagesse dans l'expression des pratiques culturelles, artistiques, physiques et sportives ludiques de ses membres ».			
Nombre de bâtiments : - Sur la base principale, 3 bâtiments (200 m²) - Sur la base annexe, 2 cabanons (30 m²).			
Nombre de salariés	Variable en fonction des années.		
Nombre d'adhérents	Environ 30 membres		
Types de clientèle : L'association assure la quasi totalité de ses locations à travers la population locale et le tourisme saisonnier. Elle accueille quelques écoles et centres de loisirs dans le cadre de son activité camp gestion libre, où elle emploie temporairement un Brevet d'état pour assurer l'encadrement.			
Matériels	Nombre de canoës : 49		Nombre de kayaks : 0
Trajets commercialisés et prix pratiqués			
Trajet	Distance parcourue	Temps nécessaire	Prix par personne
De La Trave à Villandraut	7 km	2 h	13 €
De Villandraut à Castaing	6 km	2 h	13 €
Des Gillets à Villandraut	10,5 km	4 h	15 €
De Villandraut à Bommes	14 km	4 h	15 €
De Bernos à Villandraut	18 km	6 h	19 €
De Bernos à Bommes	32 km	10 h (sur 2 jours)	35 €
Fréquentation	De juillet à septembre 2004 : 4160 personnes (3366 adultes et 794 enfants)		
Autres prestations : - activité camp en gestion libre pour les écoles et centres de loisirs encadrés par un BE (VTT, Tir à l'arc, canoë,...) - Location de VTT (15 vélos proposés à la location)			

Association : Bommès Nautique Club (affiliée à la FFCK)					
Président : Mr Richard FAGET. Animateur : Mr Fabrice PRADALIER.					
Date de Création	Association créée en 1987.				
Emprise foncière	Propriété de la commune de Bommès.				
Gestionnaire	Bommès Nautique Club.				
But / compétences : Elle a pour but de « promouvoir la pratique du canoë-kayak en loisirs ou en compétition au sein de la commune de Bommès ou en des lieux prévus à cet effet. »					
Nombre de bâtiments : 3 bâtiments d'une surface totale d'environ 150 m ² : <ul style="list-style-type: none"> - Le bureau des associations, - 1 local de stockage pour le gros matériel (canoë, kayak, ...), - 1 local de stockage pour le petit matériel (gilets, pagaies, ...). 					
Nombre de salariés	- 1 temps plein (un animateur Brevet d'Etat).				
Nombre d'adhérents	120 adhérents dont 70 licenciés FFCK.				
Types de clientèle : L'association assure une fonction de location d'avril à septembre et sa clientèle est similaire aux autres haltes nautiques (écoles, centres de loisirs, Comités d'entreprise, particuliers). Les bénéfices de cette activité saisonnière permettent le fonctionnement de la structure associative tout le reste de l'année.					
Matériels	Nombre de canoës : 35		Nombre de kayaks : 2		
Trajets commercialisés et prix pratiqués					
Trajet	Distance parcourue	Temps nécessaire	Prix par canoë		
			2 places	3 places	kayak
Sur place (Bommès)	/	1 h 00	10 €	15 €	10 €
Caussarieu à Bommès	7 Km	1 h 30	19 €	24 €	16 €
Castaing à Bommès	8 Km	2 h 00	23 €	28 €	19 €
Bommès à Sanches	8 Km	2 h 00	23 €	28 €	19 €
Antonion à Bommès	11 Km	3 h 00	26 €	31 €	21 €
Villandraut à Bommès	14 Km	4 h 30	29 €	34 €	24 €
Préchac à Bommès	22 Km	7 h 00	38 €	43 €	20 €
Fréquentation	Environ 5 500 personnes/an				
Autres prestations : VTT mais seulement pour les membres de l'association.					

Des données fournies par l'association Préchac Tourisme Sport Nature, sur 2003 et 2004, montrent (figure 2.7) d'une part que l'activité canoë-kayak, proposée d'avril à septembre, débute surtout en juin pour atteindre un optimum de fréquentation en août (30% à 40% de la fréquentation totale), et d'autre part que l'activité nature, bien que proposée toute l'année, suit plus modestement l'évolution de l'activité canoë-kayak.

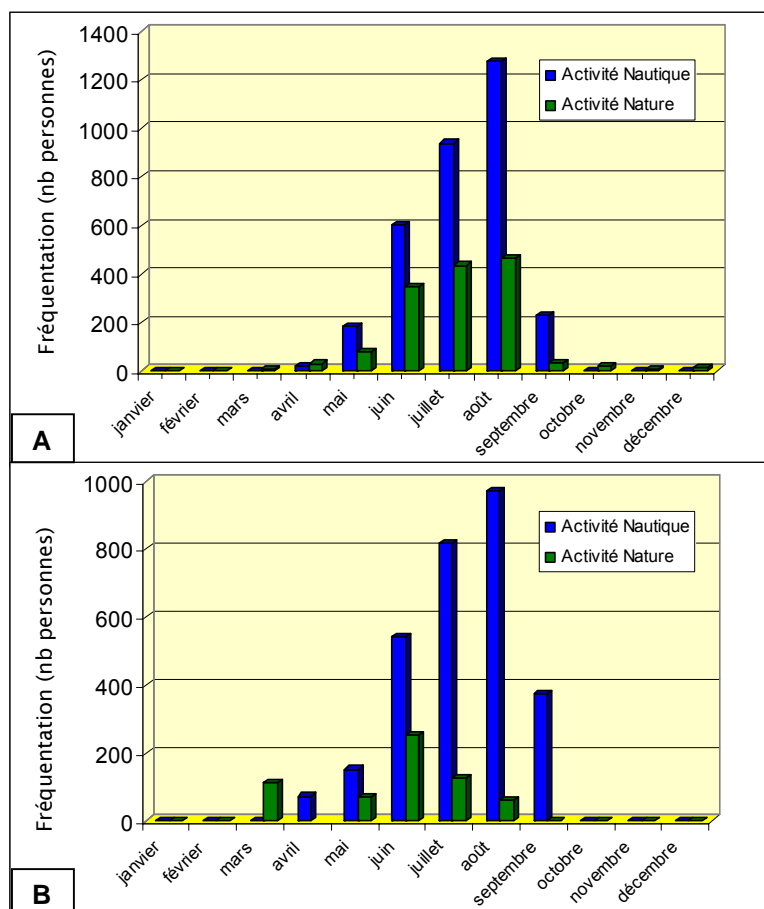


Figure 2.8 :

Fréquentation enregistrée par l'association Préchac Tourisme Sport Nature en 2003 (A) et 2004 (B). (Sources : Syndicat mixte d'aménagement du bassin versant du Ciron).

Depuis mars 2005, le Syndicat Mixte d'Aménagement de la vallée du Ciron a lancé une étude préalable à la mise en place d'un outil de gestion intégrée qui pourrait s'appliquer à l'ensemble du bassin versant. A terme, l'objectif de la démarche est d'assurer le maintien des usages existants tout en s'assurant que leur développement se fasse en accord avec l'ensemble des enjeux écologiques et hydrologiques de la vallée du Ciron. L'activité nautique est intégrée à part entière dans cette réflexion qui s'appuie sur une concertation et une mobilisation des acteurs et usagers.

La mise en place du Pôle Touristique Rural des Landes de Gascogne qui couvre une large partie du bassin versant du Ciron englobe les trois haltes nautiques amont. Le Pôle s'oriente vers un « tourisme de nature » où les différents prestataires s'engageront dans une démarche « éco-touristique ». Dans ce cadre, les différentes associations gérant les haltes nautiques seront sollicitées pour faire évoluer leurs prestations.

L'étude préalable, menée actuellement par le Syndicat du Ciron, permet d'ores et déjà de faire ressortir quelques enjeux majeurs concernant le développement de l'activité nautique sur le Ciron :

- un risque de surfréquentation estivale (15 000 personnes recensées pendant la saison estivale 2004 alors qu'une étude de 1997, "proposition pour le développement des activités nautiques sur le Ciron", a fixé le seuil de surfréquentation à 20 000 personnes par an sur les 38 Km navigables) qui devrait être contrôlée par une future charte inter-club ;
- le développement nécessaire de la sécurité (mise en place d'une signalétique, sécuriser les retenues) ;
- un entretien régulier de la rivière (gestion douce des embâcles et des berges telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui par les clubs, coordination avec le SIVOM du Sauternais) ;
- une sensibilisation des pratiquants au respect de l'environnement ;
- pérennité des emplois.

2.3.9 Urbanisme et voies de communication

Urbanisme

Nous avons constaté la faible population et en particulier le peu d'agglomérations concernant le Ciron. Sauf les communes de l'embouchure, la plupart n'ont pas de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou de Plan d'Occupation des Sols (POS) : Barsac et Bernos-Beaulac ont un POS, qui est en cours de révision pour la première, Noaillan et Villandraut ont un PLU. La plupart des autres communes ont des cartes communales. L'embouchure est concernée par la zone inondable de la Garonne et donc par le Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI). La pression de développement urbain est faible ; certaines communes auraient même envie qu'elle soit plus forte compte tenu des pertes de population qu'elles ont subies. Beaucoup n'ont plus en effet ni école ni services publics. Hors la zone du Sauternais, il convient d'aller au chef-lieu de canton pour trouver la plupart des services. Après Bernos-Beaulac aucun village ne dépasse le millier d'habitants.

Voies de communication

Entre la fin du XIX^{ème} jusqu'au début des années 1930, le chemin de fer était le moyen de transport le plus important : une gare à Saint-Léger-de-Balsan reliait Marseille, en 1873, avec une seule correspondance à Langon, et en 1875 reliait directement Andernos, Ares et même Lesparre. Aujourd'hui, il ne s'agit plus essentiellement que de voies routières.

En amont, sur la commune de Lubbon, la route départementale D933 Bergerac/Mont-de-Marsan (Irun) passe à quelques centaines de mètres des sources du Ciron.

Le Ciron est franchi par la route nationale N524 Langon/Pau à Bernos-Beaulac et sera bientôt surplombé par l'autoroute Langon/Pau sur les communes de Bernos-Beaulac et Escaudes. Ce franchissement s'inscrit dans un environnement sensible en raison de la forêt alluviale classée en ZNIEFF. L'étude d'avant-projet sommaire de mai 2001 indique que « cette contrainte se cumule à une zone de méandres qui limite les possibilités de franchissement. Ce franchissement, par ailleurs, conditionne l'entame du périmètre de protection du monument historique dit le "Château Boscage". »

En aval, le Ciron est traversé par l'autoroute A62 Bordeaux/Toulouse ainsi que par la voie de chemin de fer Bordeaux/Agen et la nationale N113 reliant Bordeaux et Langon. Ces trois dernières voies de communication sont très fréquentées. La N524 peut aussi présenter un trafic intense lors des départs en vacances.

Aucune voirie ne suit de très près le cours du Ciron et pour y accéder il faut prendre des antennes qui se terminent souvent en cul-de-sac. Les départementales qui relient les communes de la vallée du Ciron sont plutôt peu fréquentées.

De manière générale, la vallée du Ciron présente un réseau de voies de communication important permettant une circulation des personnes et des biens qui semble satisfaisante sans pour autant apporter de perturbation importante sur le site.

Notons tout de même que, pour l'avenir, le Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire (CIADT) du 18 décembre 2003 a décidé d'inscrire la Ligne Grande Vitesse (LGV) Bordeaux-Toulouse sur la carte des infrastructures à long terme au même titre que les LGV Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Sud-Europe-Atlantique. Le projet de LGV Bordeaux-Toulouse, conduit par Réseau Ferré de France (RFF), repose sur la création d'une double voie reliant Bordeaux et Toulouse destinée au transport exclusif des personnes, en supplément de la voie existante.

A l'issue du débat public, qui s'est déroulé entre le 8 juin et le 18 novembre 2005, une inquiétude ressort quant au choix du tracé de la LGV Bordeaux-Toulouse. Des trois propositions de tracés, pourrait être retenue la version sud qui traverse le bassin versant du Ciron impliquant des effets non négligeables sur la conservation des habitats et des espèces pour lesquels le Ciron a été intégré au réseau Natura 2000, en sus des incidences socio-économiques de ce projet sur le secteur (trouble d'aménagement forestier, risque accru des incendies de forêt, modification des conditions hydrographiques et hydrogéologiques...).

2.3.10 La démoustication (EID)

En 1995, débutaient les opérations de démoustication sur six communes de la vallée du Ciron : Noaillan, Léogéats, Sauternes, Budos, Bommès, Villandraut et Pujols-sur-Ciron. Cette action officielle faisait suite à une étude préalable réalisée en 1994 à la demande des communes afin de déterminer l'origine de la nuisance ressentie par la population riveraine. Il s'agissait de déterminer les espèces de moustiques incriminées, de localiser les gîtes à larves de moustiques, d'en estimer les surfaces et d'adapter les moyens à la lutte antilarvaire, pivot d'une démoustication réfléchie et concertée.

Trois espèces de moustiques ont été déterminées : *Aedes rusticus*, *A. sticticus* et *A. cantans*. Ces trois espèces de moustiques ont une particularité biologique : la femelle pond ses œufs (150-200) sur un sol asséché, dans des secteurs susceptibles de retenir temporairement de l'eau stagnante, qui permet l'éclosion des œufs et les mues larvaires.

Ces œufs peuvent rester enfouis plusieurs mois voire plusieurs années avant d'éclore et seule une partie du stock d'œufs éclôt lors d'une submersion. Les larves de moustiques sont potentiellement présentes dès le mois de février jusqu'au mois d'août en fonction de la présence d'eau de surface, et peuvent se développer en cinq jours seulement dès le mois de mai. Les femelles adultes peuvent se déplacer sur plusieurs kilomètres à partir de leur point d'émergence, en particulier *A. sticticus*, après l'accouplement, à la recherche du sang nécessaire à l'élaboration des œufs.

Les biotopes larvaires ou « maisons du moustique » se caractérisent par une végétation propre aux marais ou aux zones humides. Dans la vallée du Ciron, les dépressions à chênaies et les aulnaies à carex constituent les biotopes de prédilection, les gîtes préférentiels pour les femelles *Aedes*. Ces secteurs peuvent recevoir jusqu'à 4 submersions par an et sont souvent difficiles d'accès à cause de la densité du couvert végétal. Ces biotopes larvaires varient entre quelques mètres carrés et une vingtaine d'hectares : leur localisation cartographique est actualisée régulièrement grâce à un SIG.

Sur les six communes les surfaces des gîtes larvaires représentent environ 120 ha qui doivent être systématiquement contrôlées en raison de la portée de vol de ces moustiques. 30 Km de rives sur le Ciron et ses affluents sont surveillés en permanence dès le mois de février jusqu'au mois d'août.

Un technicien de l'Entente Interdépartementale pour la Démoustication du littoral atlantique est affecté au secteur du Ciron et il bénéficie du concours des agents municipaux des communes concernées lors de la réalisation des traitements. Ces traitements antilarvaires s'effectuent au moyen d'un pulvérisateur à dos au sein même du gîte larvaire.

Dans la vallée du Ciron, le produit homologué dans la lutte contre les larves de moustiques employé est le Téméphos : c'est le plus adapté au contexte local, notamment au regard de la densité de la végétation. Il faut noter cependant que le Téméphos a été identifié comme étant une substance active biocide existante sur le marché communautaire avant le 14 mai 2000. A ce titre, elle devrait faire l'objet d'une inscription sur la liste des substances actives biocides autorisées au niveau communautaire. Dans la mesure où aucun industriel n'a encore annoncé qu'il comptait déposer un dossier en vue de cette inscription, cette substance ne pourra plus être commercialisée à partir du 1^{er} septembre 2006. Compte-tenu de l'importance du Téméphos pour les opérateurs français de démoustification, et de l'importance de la lutte anti-vectorielle, le MEDD, autorité compétente pour la mise en œuvre de la directive 98/8 en France, envisage de déposer dans les plus brefs délais une demande d'usage essentiel du Téméphos à des fins de traitement des gîtes larvaires en milieu naturel.

Le dossier de demande d'usage essentiel, à réaliser par les autorités compétentes, comporte notamment une synthèse des données disponibles en matière de données physicochimiques, toxicologiques, écotoxicologiques et d'évaluation des risques pour l'homme et l'environnement.

Le retrait potentiel du Téméphos au 1^{er} septembre 2006 inquiète l'ensemble des opérateurs de démoustification français. En effet, seules deux substances actives sont aujourd'hui utilisées pour la lutte contre les gîtes larvaires en France : le Téméphos et le BTi (*Bacillus thuringiensis israelensis*). Le BTi a été notifié et pourra rester sur le marché au delà du 1^{er} septembre 2006. Néanmoins, il semblerait qu'il ne puisse pas totalement remplacer le Téméphos, et par ailleurs, les opérateurs de démoustification craignent de se trouver démunis en terme d'outils de lutte si des cas de résistance au BTi apparaissaient. Il faut d'ailleurs noter que le Téméphos a été utilisé dans la lutte anti-vectorielle outre mer, en particulier à la Réunion, où sévit actuellement une épidémie de Chikungunya.

L'article 4 bis du règlement 2032/2003 de la Commission indique que les Etats membres peuvent demander un usage essentiel lorsqu'ils estiment qu'une substance active non notifiée, et qui donc devrait être

retirée du marché au 1^{er} septembre 2006, leur est essentielle pour des raisons de santé, de sécurité ou de protection du patrimoine culturel ou qu'elle est indispensable au bon fonctionnement de la société en l'absence de solution de remplacement ou de substituts techniquement et économiquement envisageables, qui soient acceptables du point de vue de l'environnement ou de la santé. Cette dérogation peut aller au-delà de 2010. L'évaluation des dangers et des risques de l'usage du Téméphos implique un volet relatif à l'applicateur.

Par ailleurs, pour lutter contre les moustiques, des débroussaillages partiels ont lieu en automne et en hiver. Cependant, le principal écueil rencontré par les techniciens est l'inaccessibilité de certains secteurs abandonnés et en manque d'entretien. Certaines années très pluvieuses, des éclosions importantes peuvent se produire dans des secteurs impénétrables et occasionner des vols importants et nuisibles.

Dans l'intérêt général, une meilleure gestion du milieu, surtout en terme d'entretien (fossés, parcelles embroussaillées...), permettrait de réduire sensiblement les surfaces traitées.

2.4 Le Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin Versant du Ciron

Une structure de gestion non aboutie

Le 13 mai 1968 est créé un syndicat intercommunal regroupant 21 communes girondines de la vallée du Ciron : le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Bassin du Ciron communément appelé Syndicat du Ciron. Les communes adhérentes étaient alors : Barsac, Bernos-Beaulac, Bommes, Budos, Cudos, Escaudes, Giscos, Goulade, Lartigue, Léogéats, Lerm, et Musset, Lucmau, Noaillan, Pompéjac, Préchac, Preignac, Pujols-sur-Ciron, St Michel de Castelnau, Sauternes, Uzeste et Villandraut.

Cependant, par arrêté préfectoral du 6 octobre 1999, les communes de Cudos, Escaudes, Giscos, Goulade, Lartigue, Lerm-et-Musset et Saint-Michel-de-Castelnau ont été autorisées à quitter ce syndicat qui n'est plus constitué aujourd'hui que de 14 communes.

Selon l'article 2 de ses statuts, modifiés par arrêté préfectoral du 13 février 2002, « *sur la portion de rivière Ciron située sur les communes adhérentes, le Syndicat a pour objet :*

- *la réalisation d'études et d'animations pour l'aménagement, la protection et la valorisation de la rivière (cet objet peut être étendu aux affluents situés sur les communes adhérentes afin de permettre une réflexion cohérente de bassin versant) ;*
- *l'entretien, la réparation, la valorisation des ouvrages hydrauliques, en partenariat avec leurs propriétaires ;*
- *le nettoyage du lit de la rivière en conciliant protection, utilisation, usage et valorisation ;*
- *la mise en place de petits équipements tel que la signalisation, signalétique... pour améliorer l'usage et la sécurité de la rivière. »*

Des réalisations récentes et coûteuses

Le Syndicat du Ciron a réalisé 14 tranches de travaux depuis 1983. Ces travaux correspondent essentiellement à des restaurations, c'est-à-dire des nettoyages du cours d'eau et des berges (tranches 1 à 6 et tranches 8 et 9), et à la restauration des barrages des moulins (tranches 1 et 2 puis 8 à 14) ; dans ce dernier cas, des conventions sont passées avec leur propriétaire. Le syndicat est également intervenu sur certains ponts (démolition, restauration...), sur la protection des berges à l'embouchure du Ciron...

Le coût de la restauration du cours d'eau effectuée entre 1983 et 1993 s'est monté à 2 030 000 F, tandis que l'ensemble des réalisations du syndicat depuis 1983 ont coûté 5 803 000 F.

Actuellement, le syndicat vient d'achever les travaux de restauration effectués sur le barrage du moulin de Castaing, à Noaillan, et entreprend ceux du barrage du moulin de Labarie, situé sur la commune de Bernos-Beaulac.

3. DIAGNOSTIC ÉCOLOGIQUE

Le Ciron et ses affluents présentent une galerie presque continue de formations feuillues. Il existe un vocabulaire varié pour nommer ces formations: ripisylve, corridor forestier, forêt alluviale, forêt riveraine, forêt d'inondation, franges forestières, forêt galerie, structures linéaires de bord de berge... Tous ces termes désignent une formation végétale où domine l'arbre, riveraine et en relation avec un cours d'eau, une zone humide, un marais...

Certains auteurs ont souhaité faire une **distinction**, dans les milieux alluviaux, entre **ripisylve et forêt alluviale**. Dès les premières tentatives de différenciation de ces deux communautés végétales, les phyto-sociologues ont cherché à distinguer la ripisylve de la forêt alluviale par la qualité de ses formations : la première correspondant à la communauté de **bois tendres** (saules, peupliers, aulnes), la seconde aux communautés de **bois durs** (chênes, frênes, érables). La distinction de ces deux entités est essentielle en écologie, mais les termes utilisés peuvent parfois prêter à confusion et ne permettent pas d'inclure certaines forêts riveraines influencées par l'homme ou développées sur de petits cours d'eau (PAUTOU, PIEGAY et RUFFINONI).

Dans ce document le terme ripisylve définit donc la forêt la plus proche des berges tandis que le terme forêt alluviale ou riveraine définit la forêt présente dans le lit majeur.

La nature, la répartition et l'abondance des divers milieux naturels présents aujourd'hui dans la vallée du Ciron sont liées à l'histoire locale. Aujourd'hui, l'intérêt biologique majeur des cours d'eau étudiés réside dans la présence de milieux ouverts, de secteurs humides et de gorges calcaires.

Les zones humides, toujours en régression, hébergent une faune et une flore particulières avec de nombreuses espèces peu courantes ou rares, elles aussi en régression. La fonction de ces milieux humides (alimentation et reproduction de nombreuses espèces animales (batraciens, poissons)) est donc aussi menacée. Les forêts inondables, prairies humides et marais ont une valeur de patrimoine biologique. Elles ont également un rôle essentiel en terme d'hydraulique : tampon aux crues en hiver, restitution d'eau en été, alimentation des nappes alluviales...

Les gorges calcaires forment l'originalité du Ciron. Ces affleurements entaillés par l'eau présentent un certain intérêt paysager doublé d'un grand intérêt écologique. En effet, le relief et la présence de la galerie forestière créent un microclimat frais et humide. Ces conditions ajoutées à la nature calcaire du substrat ont permis le maintien, depuis les dernières glaciations du Quaternaire, du hêtre et de son cortège floristique, végétation inhabituelle dans la région du Ciron et des Landes.

3.1 Histoire naturelle de la vallée

Au XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles, les zones plates des fonds de vallées ont été défrichées et transformées en prairies. De par la fertilité des sols alluviaux, ces prairies possédaient une productivité fourragère bien supérieure à celles installées dans les landes. Un système complexe de canaux et de fossés assurait le drainage des sols. Des vannes permettaient de maintenir, en été, un niveau d'eau suffisant à l'irrigation. Les meilleures prairies permettaient jusqu'à trois récoltes de fourrage par an. Les parcelles, entretenues à la main étaient de petite taille, ce qui explique le morcellement actuel de la propriété en bord de cours d'eau. A la même époque, la partie aval du Ciron servait au flottage du bois (ch. 2.1.2.1). Les berges

étaient donc défrichées pour servir de chemin de halage (figures 3.1 et 3.2). Leur stabilisation était assurée par piquetage et fascinage, voire par empierrement sur certains tronçons. De nombreux moulins fonctionnaient sur le cours d'eau ou sur des bras de dérivation.

A partir de la Seconde Guerre Mondiale, tous ces modes d'exploitation ont connu un déclin rapide. La végétation naturelle a alors reconquis le territoire. Le cours d'eau a recommencé à divaguer une fois les systèmes de maintien des berges dégradés.

Suite au développement de l'automobile et de la mécanisation agricole, l'exploitation des parcelles les plus contraignantes, dont faisaient partie les prairies humides, a été abandonnée. Le changement des pratiques agricoles a aussi entraîné une considérable diminution de l'élevage. Les prairies se sont donc naturellement reboisées depuis 1940. Les forêts alluviales et leurs ripisylves sont donc majoritairement jeunes.



Figure 3.1 :
Troupeau de moutons au pâturage sur les berges du Ciron à Antonion, commune de Noaillan, en 1910.
(Photographie E. DUNESME. Archives familiales Dunesme. In « Pays du Ciron ».)

Figure 3.2 :
Remontée des barques et chemin de tire vers Noaillan.
(Photographie E. DUNESME. Archives familiales Dunesme. In « Pays du Ciron ».)

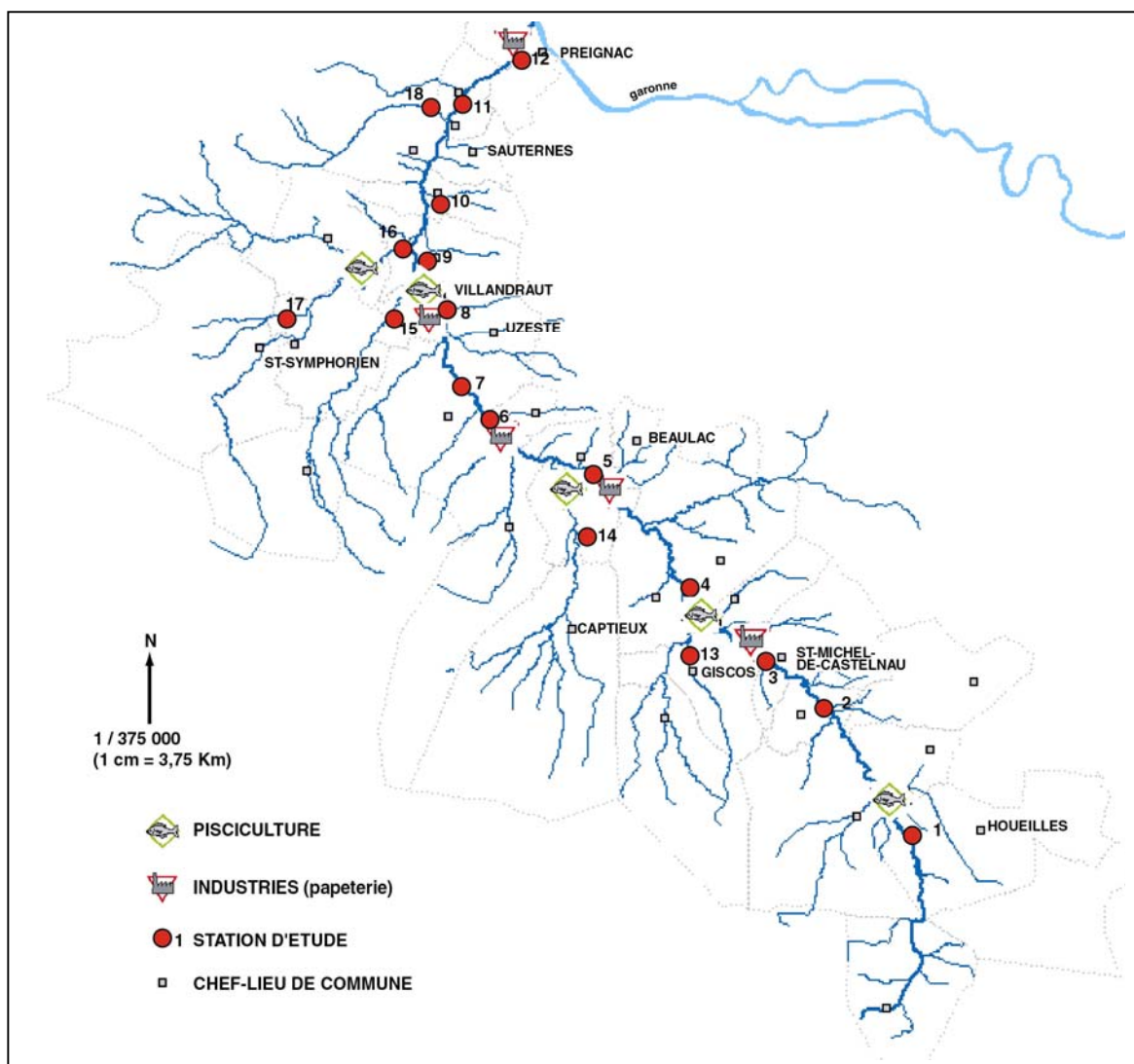


3.2 Le milieu aquatique

Le Ciron est un système hydrobiologique remarquable car il héberge certaines espèces rares telles que la loutre, le vison, l'écrevisse à pattes blanches... Ces espèces fragiles ont besoin d'un effort de protection, nécessitant des efforts et des engagements notables. En effet, le rejet accidentel ou volontaire, même à petite échelle, d'effluents domestiques, de produits chimiques ou phytosanitaires a des conséquences souvent dévastatrices sur ces espèces inféodées aux eaux pures. Certes, les ripisylves et les zones humides permettent une épuration relative de l'eau mais ce pouvoir auto-épuratoire est trop souvent dépassé. La vie aquatique, très complexe, est fonction de nombreux paramètres souvent interdépendants : température, pH, ensoleillement, etc.

Il existe des études anciennes sur l'eau du Ciron et de ses affluents, la plus récente étant l'étude hydrobiologique du Ciron réalisée par le CEMAGREF en 1985. Les conclusions d'études antérieures (Campagne du Service Régional d'Aménagement des Eaux d'Aquitaine, 1974 ; CEMAGREF, 1980 ; CEMAGREF, 1982) sont comparées et en partie actualisées par une étude du cours d'eau. Le CEMAGREF définit un certain nombre de stations d'observation qui sont reprises dans l'étude actuelle (figure 3.3).

Figure 3.3 : Localisation des différentes stations d'étude dans la vallée du Ciron.

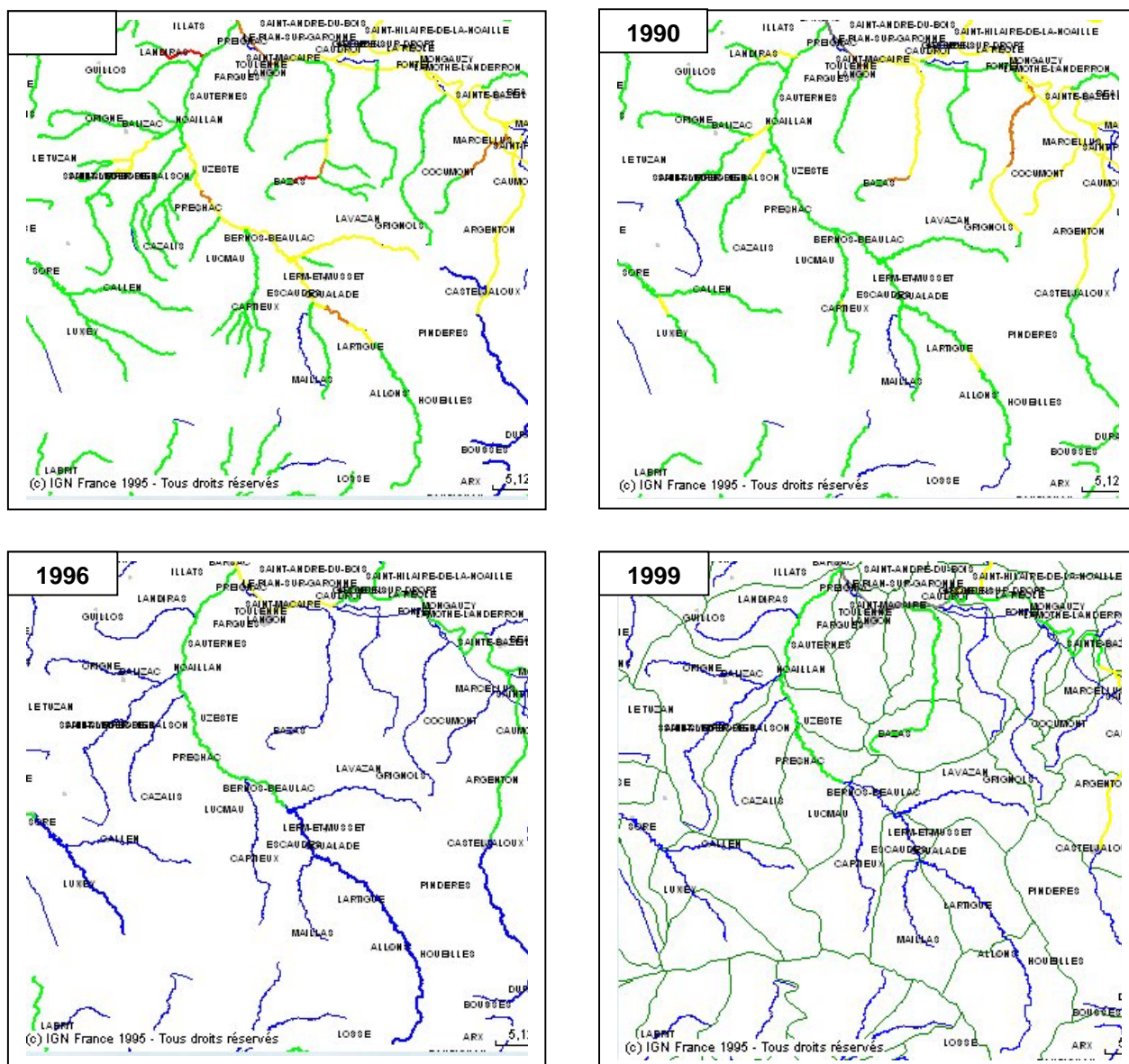


3.2.1 La qualité de l'eau

L'Agence de l'Eau Adour-Garonne et le Conseil Général effectuent des études de la qualité des eaux superficielles sur trois points de prélèvements permanents. Le serveur Internet de l'Agence de l'Eau permet d'obtenir les données sur la qualité physico-chimique de l'eau par point de prélèvement et par période. Nous avons donc recueilli les données pour les deux points existants sur le bassin versant du Ciron : au pont de La Trave pour la période de 1976 à 2003 et au moulin de Cossarieu pour la période de 1976 à 1996.

L'étude de ces données permet de cerner l'évolution de la qualité de l'eau sur les vingt dernières années. Cependant, ces prélèvements sont ponctuels et ne reflètent que la qualité des eaux de la partie amont du cours d'eau.

Figure 3.4 : Évolution de la qualité de l'eau du Ciron en linéaire* (Agence de l'Eau Adour-Garonne).



*La qualité en linéaire est une représentation synthétique, pour une année donnée, de l'état de la qualité globale (ou générale) de l'eau des principales rivières évaluée par référence :

- à la grille multi-usages jusqu'en 1999 ;
- au système d'évaluation de la qualité des eaux superficielles (SEQ-Eau) depuis 1999.

Pour chacune de ces deux méthodes, cinq classes de qualité ont été définies :

	Qualité
bleu	Très bonne
vert	Bonne
jaune	Moyenne
orange	Médiocre
rouge	Mauvaise

A. Qualité physico-chimique

Chaque critère d'étude se trouve détaillé ci-après accompagné de sa classe de qualité établie d'après les standards de l'Agence de l'Eau (méthode SEQ : Système d'Évaluation de la Qualité). Ces classes sont : excellente qualité (1A), bonne qualité (1B), qualité passable (2), qualité médiocre (3), hors classe – mauvaise qualité (HC). Des normes ont été fixées pour déterminer les seuils des classes de qualité pour chaque critère d'étude. La classe de qualité est une moyenne des classes observées entre 1976 et 2001, lorsque les données sont disponibles.

Macropolluants : Bonne qualité

Les taux de macropolluants sont très faibles. Le Ciron ne semble pas trop affecté par une pollution à ces macropolluants qui sont détaillés en suivant :

Température : Très bonne qualité

La température de l'eau varie en fonction des saisons comme dans tout cours d'eau. L'eau du Ciron et de ses affluents a la particularité de ne pas dépasser les 21,5°C, seuil au-dessus duquel le milieu devient peu favorable à la vie aquatique. La température varie de 20°C en été à 0°C en hiver. La moyenne est de 13,2°C.

Cette température est particulièrement favorable à la vie aquatique. En effet, des eaux plus fraîches présentent de plus fortes concentrations en oxygène dissous, élément vital à la faune et la flore aquatiques.

pH (acidité-alcalinité) : Très bonne qualité

L'étude de 1985 montre que l'eau est généralement plus acide que basique sur la majeure partie du Ciron. Le pH se situe entre 5,4 et 7,3. Le cours d'eau coule sur les sables acides des Landes dans toute la partie amont de son cours. Le pH devient basique dans les gorges sous l'influence du substrat calcaire. La même étude indique également que les écarts de pH sont faibles entre les périodes d'étiage et les périodes de crue, ce grâce au pouvoir tampon (capacité à neutraliser les acides) du cours d'eau.

Depuis 1985, les études menées à Cossarieu et à La Trave valident ces résultats. En effet le pH y est en moyenne très légèrement basique avec une moyenne de 7,3 unités pH.

Minéralisation : Qualité passable

La minéralisation, c'est à dire la quantité de minéraux et oligo-éléments présents dans l'eau, permet de caractériser chimiquement une eau. En effet, la minéralisation modifie la salinité. Plus l'eau est minéralisée et plus le nombre d'espèces pouvant y vivre diminue.

En 1985, sur le Ciron, l'eau était faiblement minéralisée avec une augmentation progressive le long de son cours s'expliquant par les apports en minéraux des affluents. L'Agence de l'Eau classe le Ciron dans la catégorie moyenne à passable pour ce critère de minéralisation qui se révèle être assez important.

Cette minéralisation importante a une cause naturelle : l'érosion de plus en plus forte qui emporte de plus en plus de minéraux. La minéralisation peut être aussi due à divers rejets : scieries, stations d'épuration...

Sels ammoniacaux : Bonne qualité

La présence de sels ammoniacaux peut être naturelle ou bien causée par des rejets de stations d'épuration... Cependant, toutes les piscicultures sont classées ICPE et soumises à des normes drastiques de rejets maxima autorisés en vue de la protection de l'environnement et des autocontrôles sont régulièrement effectués.

Les études de 1985 ainsi que les points de prélèvement de l'Agence de l'Eau montrent que l'eau était de bonne qualité pour ce critère. Les rejets ammoniacaux ne semblent pas trop importants sur le Ciron. Ils sont à surveiller car dangereux pour la flore aquatique et la vie piscicole ainsi que pour les piscicultures : ils permettent entre autre à certaines algues de proliférer au détriment de la diversité floristique en place.

Matières en suspension (MES) : Qualité médiocre

Les matières en suspension sont néfastes pour la rivière. En effet les M.E.S. ont tendance à intercepter les rayons du soleil privant ainsi de lumière le substrat où se développent normalement les végétaux.

En 1985, la concentration en particules en suspension était en général faible. Début 2001, la concentration en M.E.S. était relativement élevée, diminuant ensuite au cours de l'année. Il faut donc arriver à

déterminer les causes de ce changement de qualité. Quelles sont les sources périodiques de ces matières en suspension ? Pour le moment, aucune réponse n'est apportée. Ce point mérite une attention particulière.

Composés phosphorés (phosphore total et PO_4^{3-}) : Très bonne qualité

Depuis 1985, la concentration en composés phosphorés ne semble pas avoir subi de variations. Seules quelques traces sont observées.

Nitrates (NO_3^-) : Bonne qualité

Le seuil de potabilité de l'eau en nitrates est fixé à 50 mg/L. En 1985, la concentration en nitrates était relativement élevée. Il semble que les rejets en nitrates soient en baisse constante depuis cette date. Le surplus d'azote est néfaste au milieu aquatique, il provoque son eutrophisation (voir encadré ci-après).

Le Nitrate en lui-même n'est pas très toxique mais sa toxicité vient de sa transformation en nitrites et nitrosamines qui eux le sont. En effet, le corps humain possède des enzymes et des micro-organismes qui réduisent les nitrates en nitrites, lesquels oxydent l'hémoglobine en une méthémoglobine incapable d'absorber l'oxygène indispensable à l'organisme.

Nitrites et sels ammoniacaux : Qualité médiocre

En 1985, les nitrites et sels ammoniacaux, issus globalement de l'agriculture mais aussi des stations d'épuration et des effluents d'élevages, étaient très légèrement en excès par rapport aux normes. Des pics de ces composés azotés sont régulièrement observés. En dehors de ces pics, le taux de composés azotés reste stable et dans des normes acceptables.

Matières organiques et oxydables : Qualité médiocre

La présence en excès de matières organiques pose un problème d'oxygénation de la rivière. En effet, trop de matières organiques induit une prolifération des bactéries qui, en les dégradant, consomment l'oxygène dissous au détriment de la faune.

La quantité d'oxygène dissous n'a pas vraiment changé depuis 1985 : une moyenne de 10,13 mg/L témoigne d'une qualité d'eau excellente en ce domaine ; deux fois seulement la quantité d'oxygène dissous est passée sous le seuil des 7 mg/L : 5,8 mg/L en septembre 1985 et 6 mg/L en juillet 1986 (= bonne qualité de l'eau). Cependant, de nombreux troncs et souches, des arbres couchés dans le lit du Ciron, ainsi que d'éventuelles surcharges ponctuelles apportées par les piscicultures, augmentent la teneur des eaux en matières organiques. La quantité de matières organiques dépasse donc la capacité d'oxydation des eaux du Ciron et de ses affluents. Il faut noter toutefois que la qualité de l'eau au regard des matières organiques et oxydables s'améliore peu à peu : depuis 1998-1999 se dégage une tendance de bonne qualité.

Micropolluants minéraux (arsenic, cadmium, chrome total, cyanures, nickel, mercure, plomb, cuivre, zinc) : Qualité médiocre

Il n'y avait pas de données disponibles sur les micropolluants minéraux, en 1985. Cependant, nous disposons des données de l'Agence de l'Eau qui mesure cette micropollution sur deux milieux bien distincts :

- Sur bryophytes (végétaux) : Qualité passable

La concentration varie beaucoup d'une année sur l'autre et à la Trave, en 2001, l'eau était seulement de qualité médiocre.

- Sur sédiments (sables) : Mauvaise qualité au cours des années.

Ces micropolluants peuvent être toxiques pour les êtres vivants et la vie aquatique. La qualité est mauvaise depuis 1997 où l'indice de qualité était déjà très bas (14%). La situation a empiré puisque, en 2001, l'indice de qualité n'était plus que de 2%. Mis à part l'arsenic qui est un composé naturel des aquifères du Miocène qui alimentent le bassin versant du Ciron, l'origine exacte de ces micropolluants n'est pas déterminée.

L'EUTROPHISATION

L'eutrophisation du milieu aquatique se caractérise par une prolifération des algues et autres plantes aquatiques suite à un enrichissement du milieu en éléments nutritifs (nitrates, phosphates).

Les végétaux sont essentiellement composés de carbone, d'hydrogène, d'oxygène, d'azote et de phosphore. Carbone, oxygène et hydrogène sont abondants dans le milieu aquatique (CO_2 , H_2O). Le développement des végétaux est donc lié essentiellement à la quantité d'azote et de phosphore dans l'eau. Les végétaux ont besoin de plus d'azote que de phosphore (7 fois plus pour les algues). En l'absence de

pollution, l'eau des rivières est 20 à 40 fois plus riche en azote qu'en phosphore. Le phosphore est donc le principal facteur limitant le développement des végétaux. Les eaux usées urbaines sont seulement 2 à 4 fois plus riches en azote qu'en phosphore. Elles favorisent donc la prolifération végétale, tout comme d'autres rejets agricoles ou industriels. Le rôle de l'azote sur l'eutrophisation est moins clairement établi. Il semblerait qu'il constitue le principal facteur limitant en eaux saumâtres. Mais le phosphore est dans la plupart des cas le facteur premier de maîtrise car le plus facilement contrôlable.

Le phénomène d'eutrophisation provoque une désoxygénation progressive de l'eau, une accélération du dépôt des matières organiques, et par voie de conséquence une mortalité des espèces aquatiques animales. Le bassin versant du Ciron est, de manière générale, très peu touché par l'eutrophisation.

Conclusions

Suite à l'étude de 1985, qui reste à actualiser, et aux données acquises sur les points de prélèvements permanents de l'Agence de l'Eau Adour Garonne, il apparaît que l'eau du Ciron est, par rapport aux cours d'eau similaires, de bonne qualité (cf. figure 3.4). En revanche, la forte concentration en micropolluants minéraux observée à La Trave et au moulin de Cossarieu entre 1994 et 2001 sur les sédiments mérite une attention particulière. Les espèces végétales présentes à cet endroit se nourrissent sur ce fond sédimentaire et absorbent ainsi les micropolluants minéraux. Ces micropolluants se concentrent alors dans les herbivores qui consomment ces algues puis, en suivant la chaîne alimentaire, dans les poissons et les mammifères dont l'homme consommera peut être une partie.

Il s'agira donc de vérifier si cette pollution est étendue ou ponctuelle, et de trouver la ou les sources de ces micropolluants.

Chaque critère de qualité à une grande importance pour la rivière car les impacts sont multiples et s'amplifient. Ainsi une rivière privée rapidement de sa flore aquatique se retrouverait rapidement sans faune.

B. Critère biologique : La végétation aquatique

Ce critère repose sur l'analyse de la flore aquatique. Les observations suivantes sont le fruit d'une étude de terrain effectuée en 2003 et des résultats de l'étude CEMAGREF de 1985.

La végétation aquatique est peu dense sur le Ciron et ses affluents. En 1985, sur les 16 stations de prélèvement, seulement 6 recensaient plus de 5 espèces différentes de plantes aquatiques. Un maximum de 10 espèces différentes était obtenu à la station 1, la plus en amont. La diversité floristique aquatique fluctue selon les stations, présentant des diminutions en certains endroits moins favorables : substrat sableux en mouvement permanent, pollution de l'eau, courant trop important. Le principal facteur limitant l'installation de la végétation aquatique est le courant. De plus, le fort couvert végétal s'oppose à la percée de la lumière vers le cours d'eau et ne permet pas à ces végétaux de se développer dans de bonnes conditions. En effet, dans les paramètres des stations, on s'aperçoit que l'ensoleillement varie entre 0% et 50%.

Flore aquatique : Hydrocotyle, Renoncles d'eau, Callitriches, Potamot nageant (*Potamogeton natans*), Myriophylle en épis, Sparganium simple, Elodée du Canada

3.2.2 Fonctionnement du cours d'eau

Ce sont les crues moyennes (fréquence entre crue annuelle et crue décennale) qui expliquent le mieux la forme du lit des cours d'eau en mobilisant de grandes quantités de sédiments. Avec l'affouillement et l'érosion, les crues sont des facteurs supplémentaires nécessaires au déplacement latéral du cours d'eau.

Dans la partie amont du Ciron, l'action des crues couplée à la faible déclivité et la plasticité du terrain sableux entraînent la formation de méandres qui se déplacent au cours du temps. Les berges ne sont donc pas fixes sauf intervention de l'homme, peu courante dans cette zone. Le lit mineur divague et le lit majeur s'étend librement sur de grandes surfaces. Le lit mineur fait 2 ou 3 mètres de large avec des resserrlements de moins d'1 mètre de large. C'est dans ce secteur que le cours d'eau a le plus d'espace de liberté.

Le cours moyen, ou secteur des gorges, se caractérise par la présence d'un lit mineur au cours peu mobile, la nature calcaire du substrat empêchant la divagation à cours terme. Le lit majeur est très restreint puisque généralement enserré entre les berges hautes ou falaises calcaires.

Dans le secteur aval, le lit mineur et le lit majeur s'élargissent. Les enjeux humains plus importants dans ce secteur (zones urbaines, terroirs viticoles, présence d'ouvrages...) sont cependant difficilement compatibles avec la divagation du cours d'eau. L'espace de liberté est donc réduit. Les berges ont été empierrées par endroit (par exemple à Sauternes, en amont du pont de la Madeleine, au milieu du XIX^{ème}). Un recalibrage partiel du lit a eu lieu dans les années 1980.

La profondeur du cours d'eau diffère beaucoup selon les zones et selon le courant. A certains endroits et selon la période de l'année, la lame d'eau ne fait que 10 à 20 cm pour atteindre 3 m de profondeur à d'autres. Ces différences de profondeur sont dues aux variations de la largeur du lit et à la présence de barrages naturels (embâcles de grande taille) et artificiels.

Le profil du lit varie beaucoup selon les secteurs. Il existe :

- des zones à chenaux multiples dans les secteurs amont et aval,
- des zones rectilignes lorsque le dénivellement est assez élevé par rapport au reste du Ciron,
- des zones à méandres sur la majorité du cours du Ciron.

Il existe trois types de fonds principaux sur le Ciron. Ce sont :

- des fonds sableux sur le premier tiers de la rivière et à de nombreux endroits du cours moyen et de la partie aval,
- des fonds à roche calcaire entre Saint Michel-de-Castelnau et Léogeats,
- des fonds à colluvions sableuses à partir de Léogeats : entre Léogeats et l'embouchure, il existe de nombreux tronçons où le fond est semé de pierres de petite taille et de sable.

Parmi les facteurs artificiels, deux sont à l'origine de perte d'espace de liberté : l'endiguement et le terrassement. Cependant l'endiguement n'est plus possible aujourd'hui que dans des cas précis de protection des zones fortement peuplées ou industrialisées.

Sur le Ciron et ses affluents les endiguements sont peu nombreux et ponctuels. Ils se situent au niveau de certains barrages où ils peuvent s'étendre sur une centaine de mètres dans le cas extrême de La Trave. L'espace de liberté est en général sauvegardé. Les rares endroits à risques sont endigués depuis des décennies sans que cela ne perturbe trop le fonctionnement de la rivière. Des endiguements existent aux niveaux de certains ponts, sur 5 mètres en aval et en amont pour les ponts les plus importants.

Creusement du lit et ensablement

Du fait de la « jeunesse » géologique du cours d'eau et de la nature sableuse du substrat, le lit est en remaniement constant. Ce remaniement se fait de manière transversale (divagation) mais aussi de manière verticale. Naturellement, le lit du Ciron tend donc à se creuser. Ce phénomène est amplifié ponctuellement par les chasses de barrages qui créent des accélérations de courant entraînant le sable. La constante remise en suspension de sable, naturelle et artificielle, entraîne un ensablement progressif de certaines zones à courant lent. Le drainage des zones de cultures et de la pinède des landes semble constituer un apport de sable supplémentaire, néanmoins minime par rapport à l'influence climatique.

D'autre part, la présence des moulins confère au Ciron un profil en escalier qui, tant que les barrages étaient entretenus, permettait de bloquer la sédimentation (sauf en cas de crues extraordinaires). Cependant, depuis 1914, leur entretien a été abandonné, l'équilibre artificiel s'est dégradé et le sable s'est déposé un peu partout, ne bougeant que lors de crues importantes.

Les embâcles

Les embâcles présents dans le cours du Ciron sont formés d'arbres basculés dans le lit, de troncs, de souches et de débris végétaux de diverses tailles. Selon leur nature et leur contexte, ces embâcles peuvent assurer des fonctions essentielles :

- Diversification physique du milieu aquatique par modification de la vitesse, du sens d'écoulement, de la hauteur d'eau... Par érosion, le lit de la rivière se creuse à l'amont immédiat de l'embâcle, créant ainsi une zone profonde où le courant est faible. Cette diversification favorise une augmentation de la qualité et de la diversité des habitats.
- Piégeage et rétention des particules : feuilles mortes, tiges, troncs bloqués dans les embâcles constituent une ressource alimentaire pour de nombreux invertébrés qui constituent eux-mêmes l'alimentation de nombreuses espèces de poissons et autres animaux.
- Création de lieux de vie pour la faune : sites de nourriture, ponte, croissance, refuge et repos pour de nombreuses espèces. Invertébrés et alevins s'y réfugient. Ce sont des frayères à Perche. Les poissons s'y cachent pour chasser ou se protéger des prédateurs terrestres ou aquatiques.

- Création de seuils naturels qui favorisent une meilleure oxygénation des eaux et augmentent donc la capacité auto-épuratoire des eaux.
- Ralentissement du courant : freinage de l'eau lors des crues limitant de ce fait l'érosion du lit et des berges. Le ralentissement du courant permet aussi le développement de plantes aquatiques par fixation du substrat en général très mobile puisque principalement sableux sur le Ciron et ses affluents.

Elles peuvent néanmoins nuire au fonctionnement du cours d'eau :

- Création de barrages souvent liés aux ouvrages existants (ponts, seuils...). Ces bouchons peuvent devenir infranchissables pour la faune piscicole et favoriser les risques de débordement lors des crues et les phénomènes d'érosion des berges. La rupture lors d'une crue peut être très violente et avoir des conséquences importantes sur les parties aval.
- Effet de lissage des régimes d'écoulement : la présence d'embâcles filtrants peut conduire à une banalisation du milieu aquatique.

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse a élaboré une démarche afin de faciliter les choix de gestion des embâcles.

1	L'embâcle est-il naturel ?	OUI → voir question 2 NON → élimination systématique
2	L'embâcle provoque-t-il des phénomènes d'érosion ?	OUI → voir question 3 NON → voir question 4
3	L'embâcle se situe-t-il en milieu sensible à l'érosion ?	OUI → éliminer l'embâcle NON → laisser l'embâcle
4	Les embâcles provoquent-ils une augmentation des phénomènes d'inondation ?	OUI → voir question 5 NON → voir question 6
5	La rivière se situe-t-elle dans un milieu peu sensible aux inondations : forêts, prairies humides ?	OUI → laisser les embâcles NON → enlever les embâcles
6	Les embâcles ralentissent-ils les eaux dans un tronçon de courant rapide ?	OUI → laisser les embâcles.

Ce tableau n'envisage cependant que deux possibilités : laisser ou enlever l'embâcle. Une troisième option, pratiquée par les clubs de canoë exerçant sur le Ciron, consiste à ouvrir suffisamment ces embâcles pour permettre le passage des embarcations, réduisant de ce fait l'effet bouchon de l'embâcle. La gestion pratiquée consiste aussi à nettoyer ces embâcles des amas de végétaux de petite taille (feuilles mortes, branches et autres débris végétaux) afin d'éviter les dépôts de matière organique sur le fond et donc limiter le colmatage du lit. Les déchets sont aussi collectés.

Ainsi, sur le Ciron, on constate que le nombre et l'importance des embâcles sont liés à la pratique du canoë-kayak et à la densité humaine :

- Le secteur landais, peu densément peuplé et sans activité de canoë-kayak, comporte de nombreux embâcles.
- De Bernos-Beaulac à Pujols-sur-Ciron, les embâcles sont gérés par les prestataires de canoë-kayak. Il n'existe donc pas d'embâcles infranchissables créant un bouchon.
- De Pujols-sur-Ciron à l'embouchure, les embâcles ne sont pas gérés. Il existe quelques embâcles infranchissables qui sont en phase de devenir de véritables bouchons.

Sur les affluents, les embâcles ne sont gérés qu'au niveau des bourgs ou très ponctuellement, le reste de leurs cours étant laissé à l'état naturel.

La gestion des embâcles doit donc se faire de façon différenciée et non systématique, adaptée aux enjeux et contraintes de chacun d'entre eux.

Les barrages

Historiquement, le Ciron et ses affluents étaient ponctués de moulins et donc de retenues qui donnaient aux ruisseaux un profil en « marches d'escalier », élément efficace de stabilisation des lits.

A la suite du déclin des forges et de la meunerie artisanale, la plupart des barrages ont cessé d'être entretenus et certains ont cédé, les ruisseaux reprenant alors leur action d'érosion.

Aujourd'hui, leurs vocations sont diverses : alimentation des piscicultures en eau, production d'électricité, maintien d'un seuil (stabilisation du profil en long), régulation des débits des crues/étiages, maintien des forêts marécageuses en amont.

Il existe deux types de barrages : les barrages au fil de l'eau, petits seuils sans retenues avec de faibles variations de niveau, et les barrages réservoirs qu'il est possible de vider presque entièrement.

Les impacts des barrages sur le fonctionnement du cours d'eau sont nombreux.

- Sur le transport de sédiments : l'interruption partielle ou totale du transport de sédiments au niveau du barrage va entraîner d'une part à l'amont une accumulation de ces sédiments (pouvant combler partiellement la retenue) et d'autre part à l'aval une érosion du lit provoquant un creusement du lit mineur et une fragilisation des berges.
- Au niveau thermique : la couche d'eau supérieure est plus sensible aux variations de température extérieure qu'une eau courante et peut donc présenter de brusques variations de température (en particulier augmentation sous l'effet du rayonnement solaire) ; avec le comblement des fonds, l'épaisseur de la lame d'eau est moindre et les variations de température augmentent ; en été, les pertes d'eau par évaporation augmentent également.
- Sur l'oxygène dissous : la teneur en oxygène dissous dans l'eau diminue exponentiellement avec l'augmentation de température, la qualité de l'eau diminue donc fortement en été au niveau des retenues.
- Sur le transport de polluants : certaines substances toxiques (ions métalliques...) peuvent être adsorbées sur les sédiments et donc s'accumuler aussi au niveau de la retenue ; un changement de pH peut alors les faire repasser dans l'eau ; le transport d'azote et de phosphore peut également être bloqué au niveau de la retenue provoquant alors un phénomène d'eutrophisation.
- Sur la nappe phréatique : le relèvement des lignes d'eau du cours d'eau entraîne systématiquement celui de la nappe ; ce phénomène peut entraîner la transformation des milieux en amont : dépérissement des arbres, création d'un marais.
- Sur le courant : ralentissement pouvant entraîner une disparition des espèces d'eau vive au profit des espèces d'eau lentes généralement plus banales.

3.2.3 Utilisation et sources de pollution potentielle du cours d'eau

L'usage industriel

L'usage industriel est assez limité. En effet, les industries susceptibles d'utiliser l'eau par pompage sont peu nombreuses. Elles comprennent :

- les papeteries, cartonneries (3 sur le Ciron),
- les tanneries (1 sur le Ciron),
- plusieurs scieries,
- une usine de produits chimiques à Barsac,
- un abattoir à proximité de la Gouaneyre,

Le Ciron pouvait plutôt servir de déversoir pour les eaux usées sans que cette pratique constitue aujourd'hui un phénomène inquiétant. Ainsi, la papeterie de Saint Michel de Castelnau, a créé une station d'épuration afin de ne plus rejeter directement les eaux usées dans le Ciron.

L'usage agricole

Il existe des pompages sur le Ciron et ses affluents dont la plupart fonctionnent toute l'année. Le pompage est généralement le plus intensif au moment le plus défavorable pour la vie du cours d'eau, c'est-à-dire en pleine période d'étiage. Il peut induire une baisse de la nappe superficielle réduisant les débits, ceci ayant pour conséquence la mise en péril des espèces aquatiques, des dépérissements dans les peuplements forestiers adjacents, des risques pour les piscicultures, des difficultés d'approvisionnement en eau pour les pompiers en cas de feu de forêt...

Certains sont situés dans la rivière elle-même, d'autres puisent dans la nappe au bord de la rivière afin d'éviter un colmatage des pompes par le sable lors des chasses de barrages.

Dans l'enveloppe de référence du bassin versant du Ciron, 2 exploitations agricoles irriguent leurs cultures par pompage direct dans le Ciron ou ses affluents et 11 autres irriguent par forage dans la nappe, à proximité du Ciron et de ses affluents.

Le faible nombre d'exploitants et l'abondance de l'eau contribuent à limiter l'impact de ces prélèvements.

L'usage piscicole

Les 5 piscicultures présentes sur le bassin fonctionnent toutes l'année. Chaque pisciculture est équipée d'un barrage ou seuil permettant d'alimenter en eau ses bassins. Vu le caractère indispensable de ses ouvrages, ils sont en bon état et sont entretenus régulièrement.

Elles utilisent l'eau des cours d'eau qu'elles restituent intégralement, additionnées d'un minimum d'éléments issus principalement du métabolisme des poissons. Néanmoins, certains aménagements hydrauliques liés, ou parfois mal adaptés, concourent à des transformations des profils d'écoulement (avec impacts biologiques et physiques induits) ou de la capacité de franchissement par l'ichtyofaune inféodée au cours d'eau. Les passes à poisson pourront être étudiées pendant la phase d'animation en association avec l'animateur du SAGE qui est en préparation.

Elles contrôlent régulièrement la qualité de l'eau en sortie du site comme demandé dans les autorisations d'exploitations ICPE et respectent les normes de rejet qui leur sont imposées.

Les rejets d'eaux usées (GDSAA, 1997)

« Il existe plusieurs types de rejets d'eaux usées sur le bassin versant du Ciron : les rejets domestiques non traités et les rejets domestiques traités par un ouvrage de traitement collectif ou individuel. Généralement, les eaux usées présentent une charge bactériologique et chimique relativement importante : germes fécaux, azote, phosphore, etc. »

- *Les rejets non traités sont issus d'habitations ne comportant pas de système d'épuration et de filtration. Les eaux chargées qui s'écoulent sur les sols présentent un risque pour les cours d'eau et les nappes superficielles.*
- *Les rejets issus d'un assainissement individuel : soit directement dans les cours d'eau, soit par un système d'épandage dans le sol après décantation et filtration. Les systèmes d'assainissement individuel sont souvent déficients par manque d'entretien. Ils présentent dans ce cas un risque équivalent à celui d'un rejet domestique sans traitement. L'impact dépendra de la nature des sols, de l'environnement hydrologique, et de la concentration urbaine.*
- *Les rejets assainis par un ouvrage collectif : les risques de pollution accidentelle peuvent être élevés. Ils dépendent de nombreux paramètres, réglages et fonctionnement de la station d'épuration, augmentation du volume d'eau à traiter, conditions climatiques, etc. »*

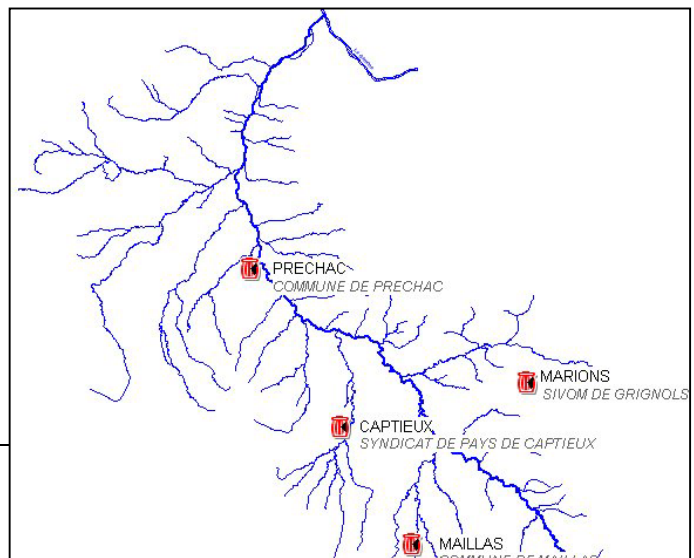
La faible urbanisation des rives du Ciron et de ses affluents limite l'importance de ces rejets qui doivent cependant être contrôlés par les municipalités (article L. 2224-8 du Code Général des collectivités territoriales)

Les dépôts d'ordures et les décharges (GDSAA, 1997)

« Trois décharges contrôlées et un dépôt sauvage existent sur le bassin versant (fig. 3.5). Ces décharges peuvent présenter un risque de pollution pour les eaux superficielles dans le cas de déversements directs ou lors de fortes pluies pouvant entraîner les matières polluantes vers la rivière ou par infiltration dans les nappes superficielles. »

Il s'agit de :

- ❑ *la décharge intercommunale du pays de Captieux (33) : traitement des ordures*



- ménagères, déchets verts, ferrailles, déchets encombrants ;*
- ❑ *la décharge du SIVOM de Grignols à Marions (33) : traitement des ordures ménagères, déchets verts ;*
 - ❑ *la décharge de Préchac (33) : stockage des déchets verts, encombrants, divers ;*
 - ❑ *le dépôt sur la commune de Maillas (40) : stockage des déchets verts, ferrailles, encombrants, divers. »*

Figure 3.5 :
Décharges présentes sur le bassin versant du Ciron (données GDSAA, 1997).

3.3 La flore et les habitats naturels

Des études réalisées il y a quelques années, dont celle de 1969 rédigée par J.F. Le Moigne « Les groupements végétaux du Ciron et leur déterminisme écologique », la campagne de terrain menée par Ciron Nature en 2002 et 2003, ainsi que des données recueillies ponctuellement auprès de divers intervenants naturalistes permettent d'obtenir une liste globale, non exhaustive, des espèces végétales trouvées sur le Ciron.

Comme nous l'avons vu précédemment, le Ciron se divise en trois unités biogéographiques au sein desquelles réside une certaine homogénéité. Certains habitats naturels sont communs à toutes les unités tandis que d'autres sont spécifiques à une unité (exemple des habitats des gorges).

Définition : Un habitat est un espace naturel ou semi-naturel qui possède un ensemble de caractéristiques (géologie, alimentation en eau, climat...) particulières et uniques. Un habitat est un milieu dans lequel vivent des espèces animales et végétales. Il comprend un biotope (espace physique supportant la vie) et la biocénose (ensemble des êtres vivants de ce biotope).

Certains habitats naturels sont énumérés dans l'annexe I de la directive « Habitats », ils sont dits d'intérêt communautaire. Ce sont des milieux considérés rares, ou peu étendus, ou abritant une grande diversité biologique, ou encore nécessaire aux espèces migratrices. La Communauté Européenne porte un intérêt particulier à la conservation d'habitats sur lesquels pèsent des menaces de disparition. Ces habitats sont alors dits prioritaires. Tous les habitats d'intérêt communautaire, qu'ils soient prioritaires ou non, font l'objet d'une fiche descriptive synthétisant caractéristiques biologiques (dynamique, répartition...), intérêt patrimonial ainsi que leur sensibilité vis à vis de menaces potentielles ou réelles.

Dans l'état actuel des connaissances, aucune espèce végétale présente sur le Ciron ne relève de la directive « Habitats ». Certaines présentent cependant un grand intérêt ne serait-ce que pour assurer sa pérennité à la ripisylve. D'autres, comme le hêtre, demeurent des reliques dont la survie ne perturbe pas l'économie locale et assurent aux scientifiques des horizons d'investigation insoupçonnés.

3.3.1 La chênaie

Différents types de chênaies sont présents sur la zone d'étude. Le type de chênaie le plus représenté est la chênaie pédonculée pure. La chênaie à Chêne tauzin, habitat de la directive, est de même bien représentée.

A. La chênaie pédonculée

Le Chêne pédonculé est adapté aux sols mal drainés, voire marécageux, ainsi qu'à des secteurs ponctuellement immergés. Les peuplements ne sont pas très denses. Le recouvrement du feuillage peut aller jusqu'à 60%. Ces chênaies pédonculées présentent à la fois des caractéristiques des chênaies acidiphiles des Landes (*Periclymeno-Quercetum roboris*) et à la fois des caractéristiques de la chênaie neutrophile (*Querceto-Fagetea*).

L'arbuste le plus courant est l'Aubépine monogyne (*Crataegus monogyna*), à recouvrement faible et pieds isolés. La strate arbustive comporte deux plantes acidiphiles : la Bourdaine (*Rhamnus frangula*) et plus rarement le Châtaigner (*Castanea sativa*).

De nombreux arbustes neutrophiles viennent s'ajouter à cette strate : le Cornouiller sanguin (*Cornus sanguinea*), le Prunellier commun (*Prunus spinosa*), le Troène (*Ligustrum vulgare*), l'Érable champêtre (*Acer campestre*).

La présence du Frêne commun (*Fraxinus excelsior*), de l'Orme champêtre (*Ulmus campestris*) et du Charme (*Carpinus betulus*) témoignent d'une humidité plus importante que dans d'autres zones occupées par la chênaie pédonculée.

Le sol sableux, peu ou moyennement humifère, comporte une couche de feuilles mortes très peu épaisse et parfois absente. Les herbacées les plus courantes sont : la Fougère aigle (*Pteridium aquilinum*) parfois extrêmement recouvrante, le Chèvrefeuille des bois (*Lonicera periclymenum*), le Lierre (*Hedera helix*) et la Canche flexueuse (*Deschampsia flexuosa*). L'Agrostis commun (*Agrostis vulgaris*) est parfois présent.

Les espèces acidiphiles les plus présentes sont le Chèvrefeuille des bois, la Germandrée (*Teucrium scorodonia*), et la Sabline des montagnes (*Arenaria montana*). On trouve aussi des zones où la Mélampyre des prés (*Melampyrum pratense*) est abondante. Les espèces à caractère neutrophile sont nombreuses : la Violette des bois (*Viola sylvestris*), le Brachypode des bois (*Brachypodium sylvaticum*), la Mélisse uniflore (*Melica uniflora*), le Tammier commun (*Tamus communis*), l'Euphorbe des bois (*Euphorbia amygdaloides*), le Gouet (*Arum italicum*)...

Les plantes de types mésophile et méso-hygrophile sont également bien représentées : le Gêranium herbe à Robert (*Geranium robertianum*), la Lycople d'Europe (*Lycopus europaeus*), la Véronique petit-chêne (*Veronica chamaedrys*), la Bétoine (*Stachys officinalis*), le Dactyle (*Dactylis glomerata*), le Lierre terrestre (*Glechoma hederacea*)...

Deux plantes thermophiles méditerranéo-atlantiques sont bien présentes : le Fragon (*Ruscus aculeatus*) et la Garance voyageuse (*Rubia perigrina*).

La strate muscinale est peu abondante. On notera cependant la présence du Dicrane en balai (*Dicranum scoparium*), de l'*Hypnum purum* et de l'*Eurhynchium striatum*.

Cette chênaie pédonculée possède, au niveau de toutes les strates, les caractères de la chênaie sur podzols dite dégradée, typique des Landes. Il existe cependant un certain nombre d'espèces neutrophiles plus caractéristiques de la chênaie décrite par G. LAPRAZ en 1963 dans l'Entre-Deux-Mers.

Ce groupement est le plus commun de la vallée du Ciron, il occupe diverses positions selon la topographie de la vallée (cf. chapitre 4.1.1. Le Ciron : Trois ensembles écologiques).

B. Les chênaies à Chêne tauzin – Habitat d'intérêt communautaire

Les chênaies à Chêne tauzin sont inscrites à l'annexe I de la directive « Habitats » sous le nom de Chênaies galicio-portugaises à *Quercus robur* et *Quercus pyrenaica*, code Natura 2000 : 9230, code Corine : 41.6.

Le Chêne tauzin se développe sur les sols mieux drainés et plus secs que ceux où se développe le Chêne pédonculé. Essence pionnière, il a besoin de beaucoup de lumière et, sensible à l'oïdium, il tend à disparaître lors du vieillissement des forêts. Les peuplements de Chêne tauzin possèdent une importance patrimoniale car cette essence est difficile à conserver dans le temps.

Il existe deux types de boisements : la chênaie à Chêne tauzin pure et la chênaie mélangée à Chêne tauzin.

La chênaie à Chêne tauzin pure :

Ce type de boisement est très peu fréquent sur la zone d'étude. Le Chêne tauzin domine entièrement la strate arborescente ne dépassant pas 10 m de hauteur. La strate arbustive est pauvre, composée principalement de l'Aubépine monogyne, du Chêne pédonculé, du Prunellier, du Chêne tauzin et de la Bourdaine. La strate herbacée est moyennement recouvrante (50%), le sol est sableux, peu humifère et recouvert d'une litière fine. Les espèces rencontrées sont par ordre d'importance : le Chèvrefeuille des bois, la Fougère aigle, la Canche flexueuse, l'Agrostis, la Germandrée, le Brachypode des bois, la Fétuque rouge (*Festuca rubra*), la Bétoine, la Luzule champêtre (*Luzula campestris*).

La strate muscinale est pauvre, on y retrouve les mêmes espèces que dans la chênaie pédonculée. Une mousse, *Eurhynchium striatum*, est présente à la base de la plupart des arbres.

On constate que la flore de la chênaie à Chêne tauzin pure est fort semblable à celle de la chênaie pédonculée mais est beaucoup moins riche en espèces. Les espèces mésophiles et méso-hygrophiles sont absentes car le Chêne tauzin est sur sols plus secs. La ronce est moins abondante sous le Chêne tauzin car il forme des peuplements plus recouvrants.

La chênaie mixte

Les peuplements mixtes à Chêne pédonculé et Chêne tauzin se rencontrent plus fréquemment que les peuplements de Chêne tauzin purs. En effet, il existe de nombreux endroits où les conditions écologiques répondent aux exigences de chacune des deux essences. Le Chêne pédonculé est une essence généraliste pouvant s'adapter à une large palette de conditions stationnelles, dont les conditions plus sèches président à l'installation du Chêne tauzin.

C. Les faciès mésophiles et méso-hygrophiles de la chênaie

Lorsque les berges sont plus fraîches et plus humides, de nouvelles essences apparaissent. Ce sont l'Aulne (*Alnus glutinosa*), le Noisetier (*Corylus avellana*), le Tilleul (*Tilia spp.*), le Charme (*Carpinus betulus*), voire le Hêtre (*Fagus sylvatica*) dans la partie moyenne des gorges. Le Chêne pédonculé reste cependant toujours abondant voire dominant. La chênaie présente donc plusieurs faciès qui se trouvent principalement dans le secteur des gorges du Ciron:

La chênaie à noisetier :

Le chêne peut être accompagné de noisetiers mais la dominance de ceux-ci est rare. C'est un milieu dont le taux d'humidité se situe à mi-chemin entre la chênaie pédonculée classique et l'aulnaie. Le Pin maritime (*Pinus pinaster*) y est présent à l'état dispersé. Quelques Frênes (*Fraxinus sp*) peuvent aussi être présents.

La chênaie-tillaie :

Le Tilleul apparaît dans des stations plus humides que celles du Noisetier. Sa présence étant liée à la fraîcheur locale du lit du cours d'eau, il ne quitte donc pas la proximité des berges. Les tilleuls se présentent surtout en taillis sous futaie de chênes. Le Pin maritime et le Robinier faux-acacia (*Robinia pseudoacacia*) sont présents à l'état dispersé. Au niveau de la strate herbacée, on trouve des espèces de la charmaie et de la chênaie : la Garance voyageuse, le Géranium herbe à Robert, la Prêle d'hiver (*Equisetum hiemale*), l'Euphorbe douce (*Euphorbia dulcis*), la Fougère femelle (*Athyrium filix-femina*) et la Pulmonaire à feuilles étroites (*Pulmonaria angustifolia*). Certaines espèces plus typiques de la chênaie-tillaie sont le Polystic à aiguillon (*Aspidium aculeatum*), le Muguet (*Convallaria majalis*), le Houx (*Ilex aquifolium*), l'Origan (*Origanum vulgare*), l'Epipactis helleborine (*Epipactis helleborine*).

La chênaie-charmaie :

Le Charme caractérise les lieux très frais et ombragés, il ne quitte pas non plus les berges. Il se présente surtout en taillis sous futaie de chênes. Ce peuplement est constitué presque uniquement de Chênes pédonculés et de Charmes. La strate herbacée est relativement pauvre, on retrouve les espèces de la chênaie classique telles que la Canche flexueuse, le Prêle d'hiver, le Silène commun (*Silene inflata*)...

De manière générale, la strate arbustive de ces chênaies ne varie que légèrement selon les faciès. L'Aubépine est toujours présente ainsi que le Chêne pédonculé. Le Cornouiller sanguin et le Genévrier (*Juniperus communis*) sont présents. L'absence fréquente du Fragon, pourtant très fréquent dans la chênaie typique, indique que le milieu est nettement moins acide.

Hormis quelques espèces associées aux différents faciès de la chênaie, les espèces de la strate herbacée sont celles qui dominent la chênaie typique : Chèvrefeuille des bois, Fougère aigle, Lierre ainsi que l'Agrostis, le Violette des bois et l'Euphorbe des bois...

La strate muscinale est faible à nulle. Elle se compose de l'*Hypnum purum*, l'*Hypnum cuspidatum*, l'*Hypnum dendroïdes*, et du Dicrane en balai.

Ces données montrent que les milieux qui composent la galerie forestière du Ciron sont considérablement influencés par la proximité permanente de la chênaie pédonculée. Les espèces dominantes demeurent les mêmes et les espèces considérées comme spécifiques ne sont présentes qu'en petit nombre. Il semble que la chênaie-tillaie et la chênaie à noisetier ne représentent que de faibles variations de la chênaie-charmaie.

D. La chênaie à Molinie bleue (*Molinia caerulea*) : Habitat d'intérêt communautaire

C'est un faciès très humide sur sols acides pauvres en substances nutritives (sable des Landes), se plaçant, au niveau de sa position topographique, au dessus de l'aulnaie-frênaie plus engorgée. Dans les endroits les plus humides la molinie a tendance à former des touradons (grosses touffes). Le milieu reste très ouvert avec l'omniprésence du Chêne pédonculé quelques fois associé à l'Aulne, aux Bouleaux verruqueux (*Betula pendula*) et parfois pubescent (*B. pubescens*). Quelques arbustes occupent le sous-étage. Au sol, la molinie domine, accompagnée de quelques espèces. La flore est plutôt banale mais le milieu est important pour de nombreuses espèces animales (Vison d'Europe, batraciens...).

Arbres : Chêne pédonculé, Aulne glutineux, Bouleaux verruqueux et pubescent.

Arbustes : Bourdaine, Saule à oreillettes (*Salix aurita*).

Plantes : Molinie bleue, Chèvrefeuille des bois, Canche flexueuse.

Fougères et mousses : Fougère aigle, Polystic spinuleux (*Dryopteris carthusiana*), sphaignes (*Sphagnum* spp.), Leucobryum glauque (*Leucobryum glaucum*), Hylocomie brillante (*Hylocomium splendens*).

3.3.2 La végétation des gorges du Ciron

Des mesures de température et d'hygrométrie effectuées le même jour à la même heure montrent qu'il n'existe pas de différence significative des conditions mésoclimatiques entre les deux rives du Ciron et ce malgré la différence d'orientation. La température est plus fraîche et le degré hygrométrique plus important au niveau de la rivière qu'en haut de la gorge.

La topographie des gorges n'est pas constante. En effet, la gorge peut prendre la forme d'une pente abrupte entièrement boisée mais aussi de petites falaises, affleurements calcaires, surplombant des pentes plus douces boisées. Par endroit la pente est plus faible et le milieu, moins confiné, est plus chaud et accueille de ce fait des peuplements différents.

A. Les peuplements de Hêtres : Grand intérêt patrimonial régional

Une flore neutrophile composée d'espèces hygrophiles et mésophiles s'est installée sur les calcaires et grès des gorges du Ciron. Celle-ci contraste vivement avec la flore présente sur les secteurs amont et aval du Ciron. C'est dans ce secteur des gorges que les faciès à Charme, Noisetier et Tilleul de la chênaie, apparaissent.

A plusieurs points des gorges de petites formations de hêtres apparaissent (figure 3.5). Il est surprenant de les trouver dans ce contexte car le Hêtre est hors de son aire de répartition (figures 3.3 et 3.4), et une partie d'entre eux vivent les pieds dans l'eau, ce qu'ils ne tolèrent pas ailleurs. Ces formations à Hêtre, très dégradées, sont les reliques d'une extension plus importante du Hêtre au cours des périodes glaciaires lors desquelles le climat lui était plus favorable. Aujourd'hui, le climat frais et humide des gorges représente un refuge pour cette essence et lui permet de se maintenir pourtant loin de son aire normale de répartition.

Une étude conduite par le docteur Monika KONNERT (2004), généticienne au sein de l'équipe de l'ASP Teisendorf (Allemagne), a montré que cette population possède une diversité génétique parmi les plus élevées d'Europe. Ainsi, la Commission des Ressources Génétiques Forestières (CRGF) a retenu cette population comme prioritaire pour sa conservation.

Le plus bel exemple se situe en amont du hameau Les Gillets. Il se compose, rive droite, du Hêtre, du Tilleul à grandes feuilles (*Tilia platyphyllos*) et du Chêne pédonculé. Le Noisetier forme un taillis en partie haute de la gorge. La strate herbacée est représentée par le Brachypode des bois, le Lierre, la Mercuriale (*Mercurialis perennis*), la Garance voyageuse, l'Euphorbe des bois et la Prêle d'hiver, l'Aubépine, le Troène, le Fraisier des bois (*Fragaria vesca*), la Centaurée (*Centaurea* spp.), la Primevère acaule (*Primula vulgaris*), l'Orobranche (*Orobranche* spp.), le Muguet.

A mi-pente les plantes herbacées hygrophiles et mésophiles principalement neutrophiles sont bien représentées : la Salicaire (*Lythrum salicaria*), *Carex rostrata*, le Géranium sanguin (*Geranium sanguineum*), le Silène, la Valériane officinale (*Valeriana officinalis*), l'Epilobe (*Epilobium hirsutum*), la Saponaire (*Saponaria*

officinalis), le Plantain (*Plantago major*), la Campanule agglomérée (*Campanula glomerata*), le Houx, l'Orchis pyramidal (*Orchis pyramidalis*), la Grande lapsane (*Lapasana communis*), le Fragon, la Campanule à feuilles rondes (*Campanula rotundifolia*), le Dicrane en balai et *Neckera crispa* mousse rare, espèce compagne du Hêtre.

Au bord du ruisseau la flore est riche et composée de plantes hygrophiles et mésophiles. En plus des espèces rencontrées à mi-pente on trouvera : l'Angélique des bois (*Angelica sylvestris*), la Prêle des marais (*Equisetum palustre*), l'Iris faux-acore (*Iris pseudoacorus*), la Menthe aquatique (*Mentha aquatica*), la Valériane dioïque (*Valeriana dioica*), l'Agrostis commun, La Lysimaque, la Laïche digitée (*Carex digitata*) plante rare en Gironde présente le long des gorges.

Rive gauche, on retrouve les mêmes arbres et arbustes même si le Hêtre est moins abondant et remplacé par le Chêne pédonculé, le Noisetier et le Cornouiller. Le Tilleul est quasiment absent, remplacé par l'Érable champêtre. La Mercuriale domine la strate herbacée accompagnée du Houx, du Brachypode des bois et de la Garance voyageuse. La Clématite vigne blanche (*Clematis vitalba*), la Violette des bois, le Chèvrefeuille des bois et la Muguet sont plus abondants que sur la rive opposée.

Figure 3.6 : Aire naturelle du hêtre.
(Eric TEISSIER-DUCROS - INRA Avignon)

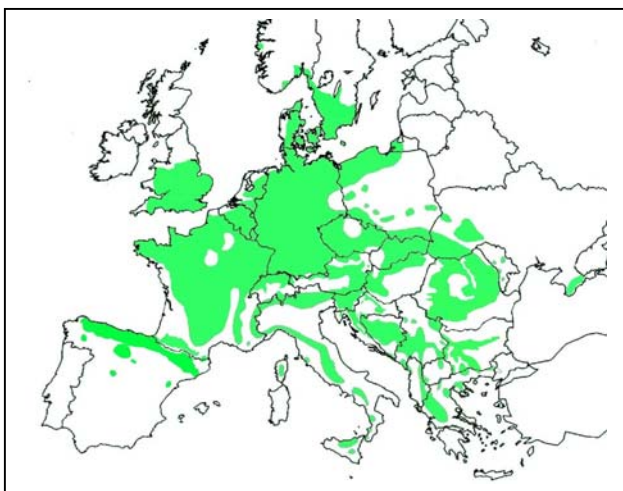


Figure 3.7 : Distribution du hêtre en France
(données IFN).

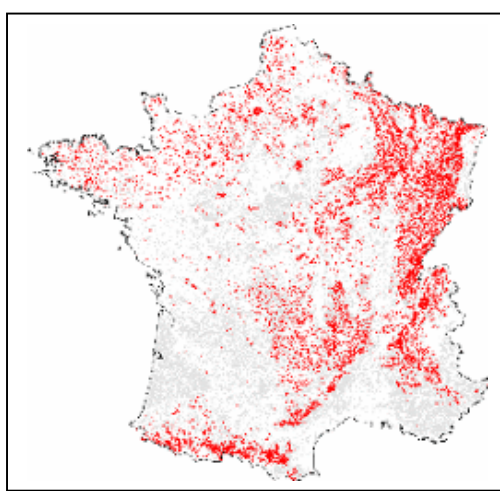
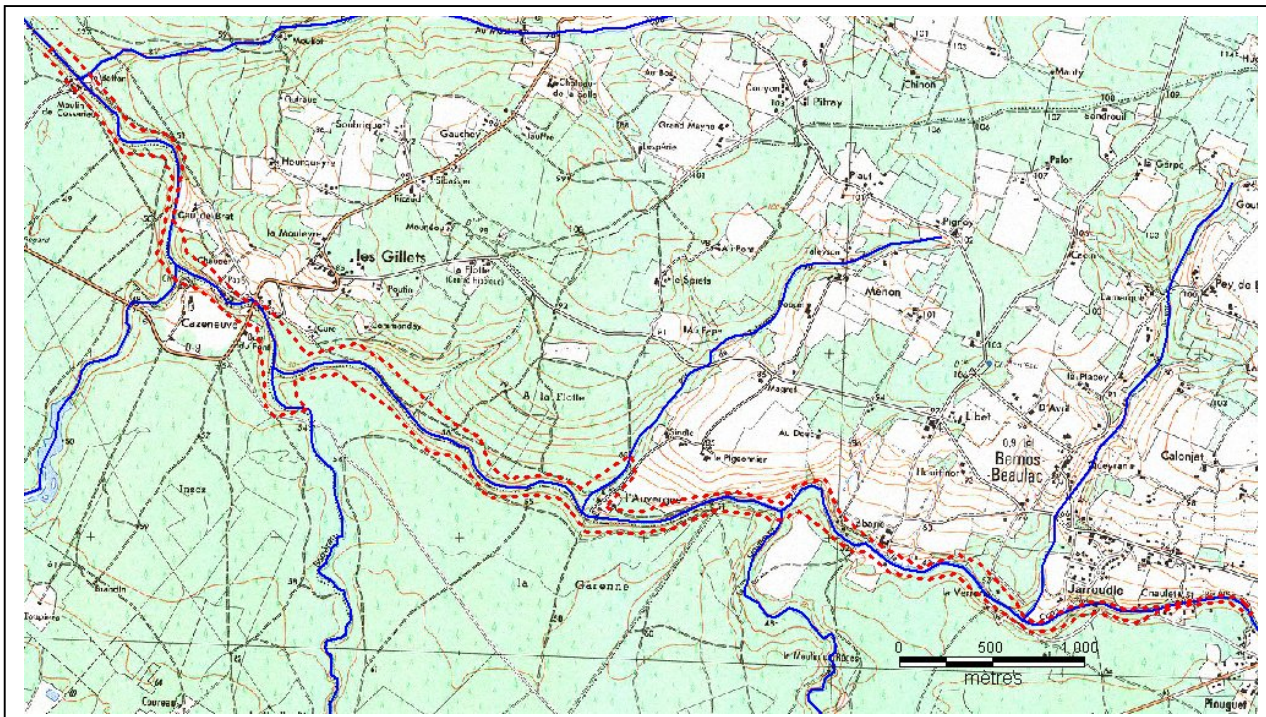


Figure 3.8 : Aire de répartition principale du Hêtre dans la vallée du Ciron en 2005.



En outre, la présence du hêtre à basse altitude, sous climat landais peu favorable à cette essence ombrophile et sur sables calcarifères, est unique et apporte un cortège d'espèces fongiques tout à fait remarquable. Au sein de ce cortège de champignons très diversifiés, GUINBERTEAU cite quelques exemples parmi les plus remarquables notamment les mycorhiziens fageticoles et calcicoles. Il s'agit de champignons qui vivent en symbiose obligatoire avec leur hôte, le hêtre (GUINBERTEAU).

De fréquentes prospections effectuées depuis plusieurs années, notamment par Mr. J. GUINBERTEAU, ont révélé la présence de nombreux cortinaires, inocybes, lactaires, russules et amanites. Parmi ces espèces, quelques-unes sont remarquables ou rares dans la région, même très rares au plan national :

- ❑ des agarics : l'*Agaricus parvitigrinus* (découvert à l'origine dans la vallée du Ciron) et l'*A. phaeolepidotus* qui aime bien les ripisylves et taillis de feuillus mélangés, notamment avec les robiniers (*Robinia pseudoacacia*) ;
- ❑ des amanites : l'*Amanita echinocephala* et l'*A. Pantherina* ;
- ❑ des bolets : le *Boletus depilatus* découvert très récemment, le *B. erythropus* qui fréquente plutôt les vieilles chênaies acidiphiles ou les petites forêts galeries à base de feuillus mélangés, le *B. pulverulentus*, le *B. rhodoxanthus* qui privilégie les terrasses bien exposées de la vallée du Ciron, *Xerocomus armeniacus*, *Phylloporus pelletieri* (ou *P. rhodoxanthus*) ;
- ❑ des coprins : *Coprinus disseminatus*, *C. picaceus* qui est typiquement fageticole ;
- ❑ des cortinaires : *Cortinarius delibutus* des forêts hydromorphes inondables ou marécageuses et associé au bouleau, *C. sodagnitus* sur les sols argilo-calcaires de fond de ravin ;
- ❑ des crépidotes : *Crepidotus crocophyllus*, *C. mollis*,
- ❑ des lactaires : *Lactarius lilacinus* inféodé exclusivement à l'aulne, *L. luridus* ;
- ❑ des lépiotes : *Lepiota cristata*, fréquente dans les lisières forestières neutrophiles, *L. fulvella*, fidèle des taillis nitrophiles (robiniers), *L. selinolens*, *Leucoagaricus pilatianus* que l'on rencontre en sous-bois frais, humides et riches en matière organique, *L. croceovelutinus* qui devient rare avec la suppression des très vieux robiniers qui lui offrent le substratum nourricier préférentiel, *L. gauguei* peu commun mais bien représenté sur le Ciron grâce aux nombreux robiniers présents, *L. ionidicolor*, espèce remarquable de la vallée du Ciron car extrêmement rare, *L. jubilaie*, *L. purpureorimosus* peu répandu mais fidèlement présent dans les forêts du bassin du Ciron, *Leucocoprinus brebissonii*, *Macrolepiota procera* présente dans les milieux herbeux assez ouverts, lisières et clairières forestières, *Melanophyllum haematospermum* ;
- ❑ des plutées : *Pluteus phlebophorus* relativement courant, *P. poliocnemis* espèce rare présente dans la hêtraie du Ciron ;
- ❑ et également des tricholomes comme *Rugosomyces ionides*, fréquemment rencontrée dans les ripisylves du Ciron ; des inocybes tel que *Inocybe grammata*, peu commun et pourtant fidèle à la vallée du Ciron, sur sol calcaire ; ou encore *Hohenbuehelia geogenia*, peu fréquent mais privilégiant les vieilles futaies de hêtres, de charmes ou tilleuls, peut se maintenir dans les écosystèmes forestiers du Ciron.

Ce n'est pas en tant qu'habitat que la hêtraie du Ciron est exceptionnelle, mais ce qui est remarquable et qui en fait l'intérêt patrimonial, c'est sa marginalité écologique et phytogéographique. D'ailleurs, la diversité de son cortège fongique en fragile équilibre avec son hôte, le hêtre, et la présence d'espèces de champignon rares ou à haute valeur patrimoniale, sont des arguments complémentaires en faveur de sa protection, vu son intérêt avant tout régional. La hêtraie des gorges du Ciron se rapproche des forêts de ravin à tilleul et à érables dite du *Tilio Acerion*, formation retenue comme prioritaire par la directive européenne Natura 2000.

Le taillis de Charme

Il existe des taillis de charmes hébergeant le Sureau noir (*Sambucus nigra*), l'Alisier torminal (*Sorbus torminalis*), le Noisetier, le Chèvrefeuille des bois, le Populage des marais (*Caltha palustris*), la Cardamine impatiente (*Cardamine impatiens*), l'Iris faux-acore, la Ficaire fausse-renoncule (*Ficaria ranunculoïdes*), la Mercuriale...

B. La flore variée des affleurements calcaires

Au moulin de Cossarieu, comme ailleurs dans les gorges, des affleurements de calcaires et grès sont visibles. Des falaises surplombent la rivière. Le Hêtre est plus rare qu'au niveau du hameau Les Gillets. Le Chêne pédonculé, l'Orme champêtre, l'Érable champêtre, le Noisetier, le Tilleul à grandes feuilles et le Cornouiller sanguin sont présents. Les plantes neutrophiles sont bien représentées. La flore est assez banale

et seule la présence du Hêtre, de *Neckera crispa* et de la Brome (*Bromus spp.*) indique une légère tendance évolutive vers la hêtraie mais le groupement est trop dégradé pour parler de véritable faciès à Hêtre.

La végétation des blocs de grès, périodiquement immergés, est dominée par les bryophytes : la Scolopendre, *Fegatella conica*, *Eurynchium striatum*, *Thamnium alopecurum*, *Cratoneuron commutatum*, *Mnium undulatum*, *Brachytecium albicans*, *Fissidens*, *Thuidium tamariscinum*, *Asplenium trichomanes*, *Adiantum capillus-veneris*, *Neckera crispa*, *Hypnum triquetum*, *Hypnum purum*, *Mnium horum*, *Hypnum cuspidatum*, *Anomodon viticulosus*, *Hypnum dendroides*. On trouve aussi le Houx, la Campanule à feuilles rondes, la Mélisse uniflore...

C. La forêt de pente à scolopendre (*Scolopendrium vulgare*)

Une station se situe en aval du pont de la Trave, rive gauche. Exposée nord-est, la berge est beaucoup plus fraîche que sur la rive droite exposée sud-ouest. Les rives sont plus dégagées qu'à Cossarieu et Les Gillets. Cinq essences sont présentes : l'Aulne glutineux, le Chêne pédonculé, le Noisetier, le Robinier faux-acacia et l'Orme champêtre.

La Fougère scolopendre colonise tous les supports. La strate herbacée est composée de : l'Hellébore fétide, la Violette des bois, la Clandestine (*Lathraea clandestina*), l'Alliaire (*Alliaria officinalis*), la Scrofulaire aquatique (*Scrofularia umbrosa*), la Moehringie à trois nervures (*Moehringia trinerva*), la Valériane dioïque, la Circée de Paris (*Circaea lutetiana*), le Geranium herbe à robert, le Gaillet mollugine (*Galium mollugo*), la Cardamine impatiente, la Campanule gantelée (*Campanula trachelium*), la Laïche espacée (*Carex remota*), la Brome rude (*Bromus asper*), le Lamier jaune (*Lamium galeobdolon*), la Dorine à feuilles opposées (*Chrysosplenium oppositifolium*).

En rive droite, le Chêne pédonculé domine cette partie des gorges accompagné, en bord de rivière et en plus des essences vues sur la rive gauche, de l'Érable champêtre, du Cornouiller mâle (*Cornus mas*) et du Chèvrefeuille des bois. Le milieu est dominé par les plantes neutrophiles.

Près de l'eau, on rencontre un mélange d'espèces hygrophiles et de plantes caractéristiques des chênaies-hêtraies (*Querco-Fagetea*) : la Laïche digitée, la Prêle d'hiver, la Laïche espacée (*Carex remota*), la Laïche hérissée (*Carex hirta*) et l'Euphorbe douce (*Euphorbia dulcis*).

En arrière de la rive, les espèces des chênaies-hêtraies (*Querco-Fagetea*) deviennent dominantes : Mélisse uniflore, Bétoine officinale, Sabline des montagnes, Houblon (*Humulus lupulus*), Pulmonaire tubéreuse (*Pulmonaria montana*), Dompte-venin (*Vincetoxicum officinale*), la Baldingère (*Phalaris arundinacea*), la Consoude tubéreuse (*Symphytum tuberosum*), la Campanule étalée (*Campanula patula*), la Primevère acaule (*Primula vulgaris*), la Raiponce en épi (*Phyteuma spicatum*), le Géranium sanguin, la Mercuriale pérenne...

3.3.3 Les groupements des milieux humides

L'Aulne est présent quasiment tout le long des berges du Ciron et de ses affluents sous forme d'une bande discontinue qui peut aller d'une simple rangée de bord de berge (cordon riverain) à des peuplements s'étalant sur plusieurs centaines de mètres de part et d'autre des rives. Les aulnes de bord de berge, souvent courbés au dessus du cours d'eau forment une galerie forestière ombragée.

A. Les aulnaies marécageuses

Les aulnaies marécageuses, souvent placées dans des cuvettes en arrière du bourrelet alluvial ou dans les bras morts du cours d'eau, se trouvent en eau pendant une grande partie de l'année. Elles ne font pas partie des habitats d'intérêt communautaire malgré la décroissance des surfaces occupées et leur fort intérêt patrimonial régional, voire national.

L'aulnaie marécageuse est très souvent imbriquée en mosaïque avec les autres types d'aulnaies sur sols moins engorgés, qui font elles partie des habitats d'intérêt communautaire prioritaires. Étant donné les surfaces importantes couvertes par les aulnaies sur la zone d'étude ainsi que les difficultés constantes

d'identification des groupements, les problèmes de déplacement liés à l'humidité du milieu et à son enchevêtrement, additionnés aux contraintes de temps et d'argent, il n'a pas été possible de distinguer les groupements les uns des autres dans le cadre de cette étude.

B. L'aulnaie-frênaie – Habitat d'intérêt communautaire prioritaire

L'aulnaie comprend plusieurs groupements dont certains sont inscrits à l'annexe I de la directive « Habitats » sous le nom de Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (*Alno-Padion*, *Alnion incanae*, *Salicion albae*), code Natura 2000 : 91E0, code Corine : 44.3.

L'Aulne forme des taillis, parfois sous futaie de chênes pédonculés, où le Frêne et les Saules roux (*Salix atrocinerea*) et marsault (*S. caprea*) l'accompagnent souvent. La strate arbustive est généralement peu fournie. L'Aubépine monogyne est l'arbuste le plus fréquent, accompagnée à l'état très dispersé de la Bourdaine, du Cornouiller sanguin, de l'Orme champêtre, de la Viorne obier (*Viburnum opulus*), du Frêne commun, de l'Aulne, de l'Alisier torminal, du Prunellier...

La strate herbacée est très recouvrante et comprend l'Eupatoire chanvrine (*Eupatorium cannabinum*), le Brachypode des bois, la Lycople d'Europe, le Fraisier sauvage, la Germandrée scorodaine (*Teucrium scorodonia*), la Bugle rampante (*Ajuga reptans*), la Garance voyageuse.

Des espèces hygrophiles ou mésophiles individualisent ces aulnaies de la chênaie typique. Les plus abondantes sont le Gaillet des marais (*Galium palustre*), la Brome rude (*Bromus asper*), la Listère ovale (*Listera ovata*), la Menthe aquatique (*Mentha aquatica*), le Myosotis des marais (*Myosotis scorpioides*), la Laïche des bois (*Carex sylvatica*), la Laïche pendante (*Carex pendula*), l'Hydrocotyle (*Hydrocotyle vulgaris*), le Populaire des marais (*Caltha palustris*).

En moins grande abondance on trouvera : la Renoncule rampante (*Ranunculus repens*), la Douce-Amère (*Solanum dulcamara*), l'Iris faux-acore, le Phragmite (*Phragmites australis*), la Laïche faux-souchet (*Carex pseudo-cyperus*), le Galé odorant (*Myrica gale*), l'Osmonde royale (*Osmunda regalis*), le Jonc épars (*Juncus effusus*).

Dans la partie aval du Ciron, sur sables des Landes, l'Aulnaie se caractérise par l'abondance de Molinie bleue et de Galé odorant (*Myrica gale*).

C. La végétation hygrophile des berges immédiates

Le Ciron présente sur la plus grande partie de son cours des berges sableuses relativement riches en espèces. La végétation de bord de berge est quasiment identique tout au long du Ciron, sa densité et sa composition variant en fonction de l'exposition, de la topographie et des phénomènes d'érosion en cours.

Elle comprend : le Gaillet des marais, la Menthe aquatique, la Lycople d'Europe, l'Hydrocotyle, la Bugle rampante, le Jonc épars, le Jonc couché, le Lotier des fanges (*Lotus uliginosus*), la Wahlenbergie (*Whalenbergia hederacea*), des Saules (*Salix spp.*), l'Iris faux-acore, l'Osmonde royale, l'Agrostide vulgaire (*Agrostis capillaris*), la Lysimaque commune (*Lysimachia vulgaris*)...

3.3.4 Les milieux ouverts

A. La lande humide à Bruyère ciliée et Bruyère à quatre angles – Habitat d'intérêt communautaire prioritaire

Ce type de lande est inscrit à l'annexe I de la directive « Habitats » sous le nom de Landes humides atlantiques tempérées à *Erica tetralix* et *Erica ciliaris*, code Natura 2000 : 4020, code Corine : 31.12.

Autrefois très présente dans le paysage, celle-ci n'occupe plus aujourd'hui que de faibles surfaces souvent en phase de colonisation ligneuse. La zone d'étude « Vallée du Ciron » n'en comprend qu'une très faible surface. Elle se situe généralement dans des dépressions en marge du cours d'eau, au milieu de la pinède cultivée, certainement d'anciennes lagunes asséchées par drainage. Elle occupe aussi parfois la marge des peuplements de Pin maritime sur landes à molinie.

Quelques bouleaux (*Betula spp.*) et Aulnes de petite taille peuvent être présents, ils sont accompagnés, dans les zones plus drainées, de fourrés de Galé odorant et de Bourdaine.

La strate herbacée est très recouvrante et comprend la Bruyère à quatre angles (*Erica tetralix*), la Bruyère ciliée (*Erica ciliaris*), le Phragmite, la Molinie, la Bruyère à balais (*Erica scoparia*), la Callune (*Calluna vulgaris*)...

B. Friches arbustives et autres milieux ouverts

Souvent liées au phénomène de déprise agricole, des zones de friche sont souvent envahies par les ronces, des taillis de Prunellier et d'Aubépine.

Les parcs et jardins, les prés pâturés et d'autres milieux ouverts, telles les coupes rases, se placent en mosaïque dans le paysage très forestier, et donc à tendance fermée, de la vallée du Ciron. L'imbrication de ces deux tissus offre une diversité de conditions intéressante pour de nombreuses espèces animales (gibier, oiseaux, chauves-souris...).

Dans l'état actuel des connaissances, le site du Ciron ne possède pas de tourbières proprement dites, mais présente par endroits des taches disséminées de milieux tourbeux.

3.3.5 La forêt cultivée

A. Les plantations de Pin maritime

Le Pin maritime est omniprésent dans le cours supérieur et moyen du Ciron (cf chapitre 2.3.2). Les forêts de Pin maritime bordent le lit majeur du Ciron et de ses affluents, notable par la présence de la forêt alluviale, d'Allons jusqu'aux environs de Noaillan. La pinède fait aussi quelques incursions dans le lit majeur.

Il s'agit de peuplements issus de régénération naturelle, de semis ou de plantations, installés sur des sols sableux, filtrants et acides. Le pin maritime est la seule espèce qui permet de valoriser ces terrains très pauvres, après assainissement, la récolte intervenant 45 à 60 ans après la reconstitution du peuplement.

Sur le plan écologique on distingue schématiquement, en fonction du régime hydrique du sol et des espèces sociales qui s'y développent : les landes humides, les landes mésophiles et les landes sèches.

Les landes humides sont localisées sur les points les plus hauts. La nappe est proche de la surface, sature les sols en eau et rend les terrains particulièrement fertiles. Elles accueillent une végétation appréciant les conditions hygrophiles : la molinie (*Molinia caerulea*) y est abondante et peut être accompagnée de l'ajonc nain (*Ulex minor*), de l'osmonde royale (*Osmunda regalis*), du gaillet des marais (*Galium palustre*), du myosotis, de la bruyère à quatre angles (*Erica tetralix*), de la bruyère à ciliée (*Erica ciliaris*)...

Les landes mésophiles ne sont ni trop sèches, ni trop humides. La nappe située entre 0,5 m et 2 m de profondeur permet le développement d'une végétation plus variée : fougère aigle (dominante), molinie, brande (*Erica scoparia*), ajonc d'Europe (*Ulex europaeus*), selon un gradient d'humidité décroissant. Elles sont considérées traditionnellement comme les stations offrant les meilleures potentialités sylvicoles.

Les landes sèches sont naturellement mieux drainées que les précédentes du fait de la présence de la nappe à plus de 2 m de profondeur. Le potentiel de croissance des arbres y est réduit et s'y développent une végétation de type hélianthème (*Halimium alyssoides*), bruyère cendrée (*Erica cinerea*), callune (*Calluna vulgaris*).

La forêt de pins assure quatre fonctions essentielles :

- une bonne protection contre l'érosion grâce à la présence des arbres sur un sol sableux ;
 - la présence d'un microclimat grâce aux échanges d'eau et de gaz (O₂ et CO₂) entre l'atmosphère et l'arbre et entre l'arbre et le sol ;
 - un rôle épurateur de la nappe phréatique ;
 - un abri pour la mammofaune : les vastes surfaces du plateau landais abritent d'importantes populations de cervidés et sangliers notamment,
- auxquelles s'ajoutent les fonctions classiques de production et sociale.

Cependant, cet espace est fragile. Outre l'action des phénomènes naturels (feu, gel, sécheresse, tempêtes, parasites...), la forêt subit une pression sociale de plus en plus importante, qui se traduit par une fréquentation accrue (nonobstant le droit de propriété) et par des défrichements.

B. Les peuplements de Robinier faux-acacia

Les parcelles de Robinier sont nombreuses dans la zone d'étude sur le Ciron, particulièrement au nord-est. Le Robinier apparaît dans le cours moyen du Ciron sur les communes de Lerm-et-Musset et Escaudes pour laisser place au Peuplier (cultivars) dans la partie amont aux environs de Budos et Sauternes. Ce sont les communes de Préchac, Uzeste et Villandraut qui possèdent les plus grandes surfaces plantées en Robinier. Le Robinier est aussi très présent sur la Hure au niveau des communes de Saint-Symphorien et Saint-Léger-de-Balson.

Le Robinier est une essence d'Amérique du Nord introduite au début du XVII^{ème} siècle. Ses racines et nodosités renferment des bactéries fixatrices de l'azote atmosphérique : il a donc la faculté d'enrichir les sols. Cette essence de lumière peut se montrer extrêmement envahissante et incontrôlable sur les sols lui convenant. C'est donc à la suite de coupes rases que peuvent se poser le plus de problèmes. De plus, le Robinier drageonne et rejette abondamment, rendant son contrôle difficile. En zone boisée, il n'est présent qu'en mélange et souvent en faible proportion, variant en fonction de l'ouverture du milieu.

C. Les plantations de peupliers

Ce sont des cultivars de peupliers hybrides issus de croisements entre *Populus nigra*, *Populus deltoides*, *Populus trichocarpa*. Ces plantations se situent dans la plaine alluviale sur des sols bien alimentés en eau. Sur le Ciron, la zone de populiculture est concentrée dans la partie aval, principalement sur les communes de Barsac et Preignac et sur de plus faibles surfaces dans les communes de Pujols-sur-Ciron, Bommès, Budos et Sauternes.

Avant de planter du peuplier, il est nécessaire de vérifier que le sol est favorable et le cas échéant bien choisir le(s) cultivar(s) adapté(s) afin de ne pas rater son implantation. De mauvais choix peuvent conduire à de lourdes pertes au niveau financier, ainsi qu'à la transformation inutile de milieux en place. Les conseillers de la forêt privée¹³ peuvent réaliser ce diagnostic gratuitement ; celui-ci permettant aussi une évaluation des travaux et dépenses à prévoir tout au long de la vie de la peupleraie. La DDA subventionne l'implantation de peupliers lorsque le résultat du diagnostic appuie ce choix.

D. Autres cas

Le bambou est ponctuellement présent sur le Ciron ou ses affluents. Installé sur des zones humides, il forme des bamboueraies compactes, plutôt impénétrables, très sombres et sans sous-étage. L'extension des bamboueraies observées sur le Ciron semble s'être limitée naturellement. Les surfaces concernées sont infimes par rapport à l'étendue de la zone d'étude.



L'Érable negundo (*Acer negundo*), espèce d'origine nord-américaine introduite au XVIII^{ème} siècle, est présente ponctuellement sur le Ciron. Il forme rarement des peuplements mais reste à surveiller car c'est une essence envahissante qui peut prendre la place d'autres essences plus intéressantes, tant au niveau biologique qu'au niveau de la capacité de maintien des berges offert par le système racinaire, assez médiocre chez l'Érable negundo.

Le Cerisier tardif (*Prunus serotina*), introduit d'Amérique du Nord au XIX^{ème} siècle et le Merisier (*Prunus avium*) sont ponctuellement présents sur les secteurs moyen et aval de la vallée. Ces deux essences sont intéressantes pour l'avifaune et la production de bois d'œuvre.

L'expansion de ces trois essences exotiques envahissantes doit être contenue et l'éradication envisagée dès que possible.

Il est à noter également que quelques vieux platanes (*Platanus hybrida*) signalent l'emplacement des fermes d'autrefois.

¹³ Contacter le GIPA (Groupe Interprofessionnel des Peupliers d'Aquitaine)

3.3.6 Conclusions

La diversité des milieux est la caractéristique essentielle qui ressort de l'ensemble de l'étude écologique de la vallée du Ciron. Liée à l'hétérogénéité géologique, topographique et climatique du site, elle offre des habitats dont certains possèdent une grande valeur patrimoniale.

Le Chêne pédonculé est l'espèce dominante de la zone d'étude. Accompagné de l'Aulne, ils forment une galerie forestière d'abord large de quelques dizaines de mètres dans le secteur amont, puis la chênaie atteint son extension maximale dans le secteur moyen et s'efface progressivement près de l'embouchure.

La chênaie à Chêne tauzin est surtout localisée dans la partie amont sur les sols sableux drainant, tandis que les faciès plus frais de la chênaie pédonculée se situent dans les gorges.

Quelques stations à Hêtre subsistent grâce au mésoclimat particulier et aux conditions de drainage satisfaisantes assurées par les calcaires et grès des gorges. Le plus beau peuplement se situe au hameau Les Gillets. A l'état relictuel dans la vallée du Ciron, le Hêtre mérite un effort de conservation particulier.

Quant aux espèces exotiques, il y en a peu dans la vallée du Ciron. Cependant il faut veiller à ne pas encourager leur développement.

Parmi toutes les espèces végétales aperçues lors des études, certaines présentent un caractère patrimonial fort du fait de leur rareté tant aux niveaux régional et national qu'à l'échelle communautaire. Elles ne font, pourtant, pas l'objet de réglementations particulières. Le tableau suivant en dresse la liste non exhaustive.

Tableau 3.1 : Espèces végétales intéressantes présentes sur le Ciron.

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Remarques
<i>Adiantum capillus-veneris</i>	Capillaire de Montpellier	Peu commune.
<i>Cardamine impatiens</i>	Cardamine impatiente	Peu commune.
<i>Carex digitata</i>	Laîche digitée	Très rare. Rencontrée le long des gorges.
<i>Drosera intermedia</i>	Droséra intermédiaire	Rare.
<i>Drosera rotundifolia</i>	Droséra à feuilles rondes	Peu commune.
<i>Equisetum hyemale</i> (<i>X moorei</i> ?)	Prêle d'hiver	Peu commune.
<i>Geranium sanguineum</i>	Géranium sanguin	Rare. Rencontré en haut des gorges, le long du chemin.
<i>Halimium umbellatum</i>	Hélianthème en ombelle	Peu commune.
<i>Hypericum montanum</i>	Millepertuis des montagnes	Rare.
<i>Neottia nidus-avis</i>	Néottie nid-d'oiseau	Rare.
<i>Noccaea caerulea</i> <i>ssp. occitanum</i>	Tabouret d'Occitanie	Rare.
<i>Phleum phleoides</i>	-	Rare.
<i>Phyteuma spicatum</i>	Raiponse en épi	Peu commune.
<i>Vallisneria spiralis</i> (?)	Vallisnérie en spirale	Très rare.
<i>Epipactis palustris</i>	Epipactis des marais	-
<i>Samolus valerandi</i>	Mouron d'eau	-

3.4 La faune et les habitats d'espèces

Les espèces animales fréquentent les habitats naturels, voire sont inféodées à des habitats précis. Certaines de ces espèces sont considérées remarquables parce qu'elles sont rares, vulnérables, endémiques, ou en position marginale par rapport à leurs aires de répartition (marginalité chorologique), ou vis-à-vis de leur écologie générale (marginalité écologique).

L'annexe II de la directive « Habitats » liste des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles il est indispensable de protéger l'habitat. On parlera d'habitats d'espèces, formés de divers habitats naturels élémentaires. Certaines de ces espèces sont classées prioritaires car menacées de disparition. La Communauté Européenne porte une responsabilité particulière pour leur conservation.

Sur le Ciron et ses affluents un certain nombre d'espèces animales coexistent:

3.4.1 Les chauves-souris

Le formulaire standard de données indique la présence sur le Ciron de deux espèces de chauves-souris : le Petit rhinolophe et le Grand rhinolophe.

Les chauves-souris, ou chiroptères, occupent différents milieux en fonction de la saison. De ce fait, l'étude des chauves-souris de la vallée du Ciron a été faite en plusieurs étapes. On distingue les gîtes d'hiver utilisés pour l'hibernation, des gîtes de reproduction, enfin des territoires de chasse.

A. Étude des gîtes d'hiver

Tous les chiroptères européens hibernent pendant la mauvaise saison. En automne, lors de la baisse des températures moyennes journalières, elles rejoignent parois et fissures de grottes, falaises, carrières, caves, trous d'arbres, ruines... Les chauves-souris choisissent leurs gîtes d'hiver en fonction de plusieurs critères : une humidité constante entre 80% et 100%, des températures relativement constantes (souvent entre 4 et 11°C), l'absence de lumière et la tranquillité.

Durant son hibernation, la chauve-souris ne s'alimente plus et se sert des réserves de graisse emmagasinées durant l'automne pour survivre. Les fonctions métaboliques sont diminuées, les rythmes cardiaques et respiratoires diminuent et la température du corps s'équilibre avec celle du gîte. En cas de baisse de température trop importante l'animal se réveille et cherche un autre abri. L'hibernation, de novembre à mars, est entrecoupée de réveils qui permettent à la chauve-souris de boire, manger, uriner ou déféquer (Plan de restauration des chiroptères, 1999).

Dans le cadre du document d'objectifs, l'étude des gîtes d'hiver vise à vérifier la présence des espèces citées dans le formulaire standard de données, la présence éventuelle d'autres chauves-souris et la localisation des gîtes d'hiver potentiels. Ceux ci peuvent être situés dans des cavités naturelles ou dans des cavités artificielles. L'étude a été menée de manière ponctuelle avec visite des sites les plus favorables potentiellement à la présence hivernale des chauve-souris.

En ce qui concerne les cavités naturelles, la partie la plus propice à l'hivernage des chiroptères est la zone des gorges qui s'étend de Villandraut à Bernos-Beaulac. Là où le substrat est principalement constitué de calcaire gréseux, les surfaces sont souvent dénuées de fissures et n'ont donc que de faibles potentialités d'accueil. Lorsque le calcaire domine, les anfractuosités et fissures sont plus nombreuses. Celles-ci présentent différentes configurations plus ou moins favorables aux chauves-souris. Les trous de faible diamètre, peu profonds, en contact direct avec l'extérieur sont nombreux mais peu favorables. Les abris sous roche, moins nombreux, par les fissures et les trous présents sous le surplomb, offrent des gîtes plus

favorables. Quelques petites grottes offrent des potentialités d'accueil intéressantes pour l'hibernation des chauve-souris.

Figure 3.9 : Deux types d'abris favorables aux chauves-souris (Photos Ciron Nature)



Abri sous roche (Préchac)



Trou en surplomb

Les cavités artificielles visitées lors de l'étude se trouvent principalement dans le Sauternais, dans d'anciennes carrières de pierres. Les ruines et vieux bâtiments sont aussi propices à l'hibernation des chiroptères.

Le mode d'hibernation à l'intérieur du gîte dépend de l'espèce. Les Rhinolophes se pendent par les pattes arrières aux aspérités rocheuses et autres supports, tandis que les Murins se fauillent à l'intérieur de fissures ne dépassant parfois pas 2 ou 3 cm de large. L'étude des gîtes d'hiver menée sur le Ciron a permis de confirmer la présence des deux espèces de Rhinolophes : le Petit rhinolophe (*Rhinolophus hipposideros*) et le Grand rhinolophe (*Rhinolophus ferrumequinum*), citées dans le formulaire standard de données, ainsi que deux Murins : le Murin de Bechstein (*Myotis bechsteinii*) et le Murin de Natterer (*Myotis nattereri*).

Le tableau ci-dessous synthétise les résultats du travail de terrain.

Tableau 3.2 : Résultats de l'étude sur les chiroptères pour le site Natura 2000 « Vallée du Ciron ».

Espèce	Nombre	Type de gîte
Petit rhinolophe	12	1 individu trouvé dans la grotte de la reine au château de Cazeneuve 11 individus trouvés dans les anciennes carrières
Grand rhinolophe	?	Tas de guano confirmant leur présence dans une ancienne carrière transformée en cave à vin
Murin de Bechstein	6	Fissures dans les surplombs rocheux
Murin de Natterer	1	Fissure dans le surplomb d'une grotte
Murin sp.	1	Ruines de la Trave

Toutes ces espèces sont protégées au niveau national, figurent sur les listes rouges de la France et du Monde, sont inscrites à l'annexe II des conventions de Bonn ainsi qu'aux annexes II et III de la convention de Berne. Toutes les espèces sont inscrites aux annexes II et IV de la directive « Habitats » hormis le Murin de Natterer qui n'est inscrit qu'à l'annexe IV.

La comparaison des données acquises sur le Ciron avec celles figurant dans l'étude sur l'état zéro des connaissances sur 12 espèces de chiroptères offre des perspectives intéressantes.

Tableau 3.3 : Nombre d'individus connus en Aquitaine et sur le Ciron.

Espèce	Population hibernante connue en Aquitaine en 1999 (nombre de sites)	Données Ciron (nombre de sites)
Petit rhinolophe	114 (26)	12 (4)
Grand rhinolophe	954 (32)	? (1)
Murin de Bechstein	3 (2)	7 (4)
Murin de Natterer	Pas de données	1 (1)

On constate que le Ciron abrite une population de Murins de Bechstein deux fois supérieure à la population totale connue en Aquitaine. Ce chiffre est peut être un artéfact car il n'y a eu que peu d'études sur cette espèce et les données des naturalistes ne sont peut-être pas toutes remontées à la source de l'étude de référence. De plus, le Murin de Natterer est difficile à trouver dans ses quartiers d'hiver car il peut s'enfoncer profondément dans les fissures et occupe des sites difficile d'accès. Cependant on constate que cette espèce est bien présente : sur 7 sites de cavités naturelles à priori favorables, 4 hébergeaient effectivement l'espèce.

Un réseau souterrain d'anciennes carrières de pierres du Sauternais n'a pas été visité mais offre à priori des potentialités très intéressantes. En effet, vu les volumes offerts, il est probable que des populations importantes de Petit et Grand rhinolophes s'y soient installées pour hiberner (voir figure 3.5).

Ces chiffres ne donnent qu'une idée approximative des populations de chiroptères du Ciron car l'étude n'a pas été menée de manière exhaustive (nombre d'individus hibernent dans des arbres creux). Une étude exhaustive serait à mener si l'on souhaitait chiffrer les populations de manière plus exacte. Ceci ne paraît pas utile dans un premier temps car les menaces qui pèsent sur les gîtes d'hiver semblent, dans le cas de la vallée du Ciron, peu nombreuses. La connaissance des espèces présentes peut suffire à déterminer les mesures de gestion adaptées à leur maintien.

Figure 3.10 : Trois espèces de chauves-souris rencontrées dans la vallées du Ciron (Photos Ciron Nature).



Murin de Bechstein



Murin de Natterer



Petit rhinolophe

Figure 3.11 :
Gîtes d'hiver
des
chiroptères
sur le Ciron.

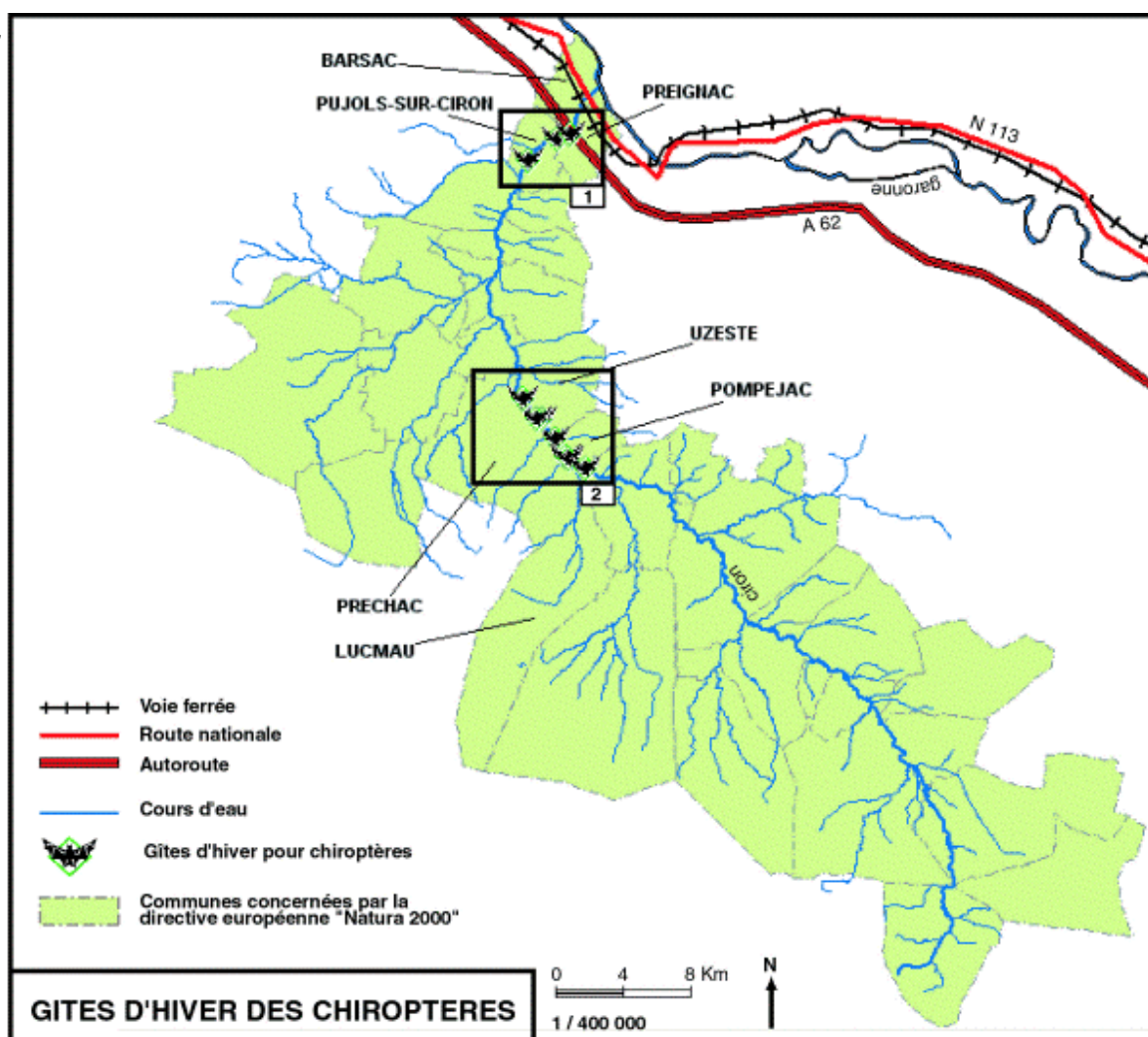


Figure 3.11
(section 1) :
Gîtes d'hiver
des
chiroptères
sur le Ciron.

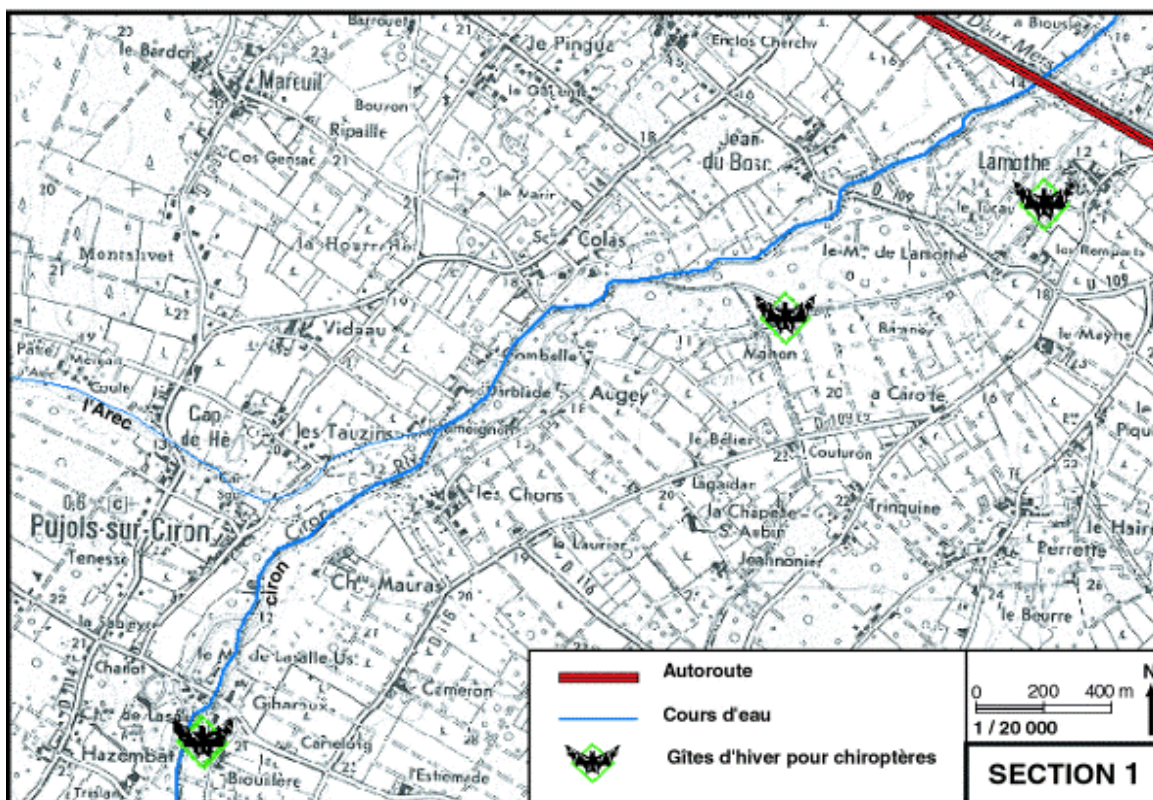
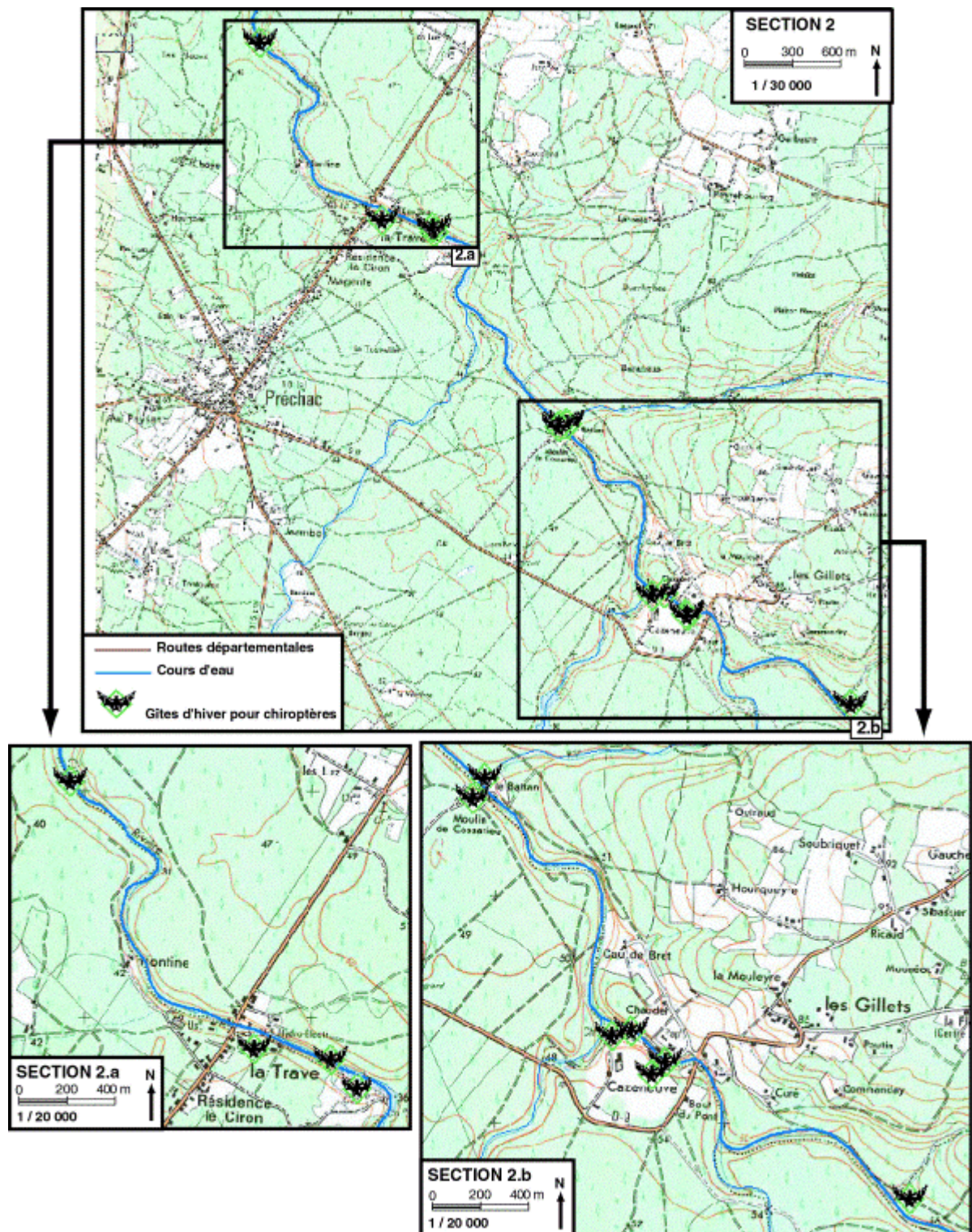


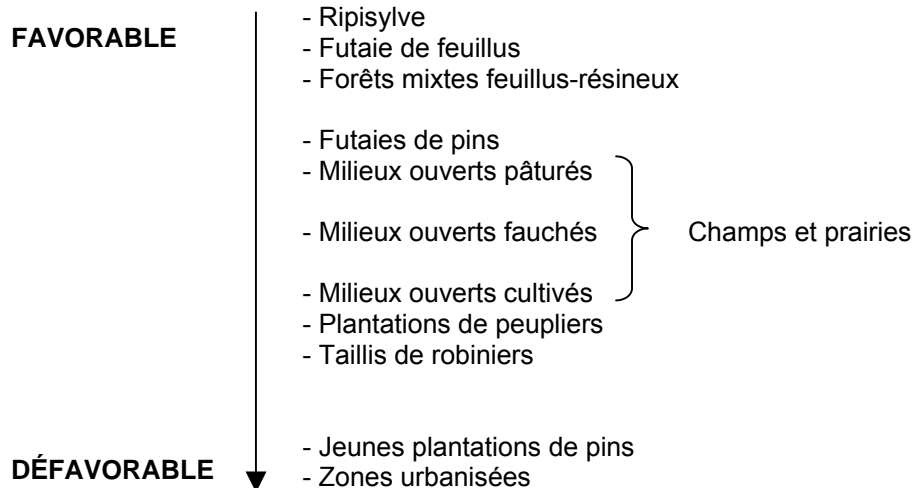
Figure 3.11 (section 2) : Gîtes d'hiver des chiroptères sur le Ciron.



B. Étude des territoires de chasse

Les milieux de chasse les plus favorables pour les chauves-souris peuvent être repérés sur les photographies aériennes. Ces milieux sont soit contigus soit en mosaïque, reliés entre eux par de minces couloirs de végétation appelés corridors (allées boisées, haies arbustives....). Un ensemble de parcelles formant un grand espace ouvert forme une barrière au passage des chauves-souris. De même, un milieu forestier trop fermé n'est pas des plus favorables à leur circulation, mais la présence de clairières, de pistes ou d'allées rend le milieu plus pénétrable et exploitable par les rhinolophes. En revanche, la forêt alluviale est un milieu particulièrement favorable.

D'une manière générale, on peut hiérarchiser comme suit les habitats des chiroptères, du plus favorable au moins favorable :



3.4.2 Les insectes

Aucune étude actuelle ne permet de connaître les espèces d'insectes présentes sur le Ciron. Cependant, quatre espèces sont citées dans le formulaire standard de données :

- le Fadet des laïches (*Coenonympha oedippus*) ;
- le Cuivré des marais (*Lycaena dispar*) ;
- le Grand capricorne (*Cerambyx cerdo*) ;
- le Lucane cerf-volant (*Lucanus cervus*) ;

3.4.3 La faune aquatique et semi-aquatique

A. Les invertébrés

En 1985, une étude des invertébrés (indices biotiques généralisés : IBG) montre que beaucoup d'espèces étaient présentes (entre 16 et 36, moyenne de 26,25). Ces résultats indiquent une qualité des eaux très satisfaisante : les indices biotiques varient entre 14 et 19 sachant que le maximum est de 20. Les indices biotiques tiennent compte de la variabilité des zones d'études (de 15 m à quelques centaines de mètres).

Mais depuis 1985, beaucoup de choses ont pu changer, des sources de pollution ont pu disparaître ou apparaître. L'absence de certaines espèces est souvent due à un substrat mal approprié plutôt qu'à une pollution importante.

Les habitats favorables pour les invertébrés sont :

- les blocs calcaires recouverts de Bryophytes,

- les racines d'aulnes immergés,
- les végétaux aquatiques.

Sur le cours du Ciron, il apparaît que le substrat est peu diversifié. Il est composé à près de 80% par du sable. Cela ne permet pas une colonisation du Ciron par ces espèces. Sur les affluents le constat ne diffère pas beaucoup, seule la nature du substrat change. 40% du substrat se composent de feuilles en décomposition, qui en pourrissant empêchent le développement de la faune. En aval des piscicultures, l'indice biotique a tendance à se dégrader. On ne retrouvait en effet que la moitié des espèces situées en amont.

B. Les poissons

En 1984, le CEMAGREF a réalisé une pêche électrique sur 6 points de prélèvements : Saint-Michel-de-Castelnau, Bernos, Les Gillets, Villandraut, Noaillan, Bommès. Les surfaces prospectées sont d'environ 300 m² (Elles varient de 150 m² à 500 m²). Les espèces pêchées étaient: la Truite fario, le Chevaine, la Vandoise, le Vairon, le Goujon, le Gardon, le Brochet, l'Anguille, la Lamproie de rivière, la Lamproie de Planer.

Sur toutes ces espèces, seuls la Truite fario, la Vandoise et le Chevaine étaient absents sur au moins un quart des sites d'étude. Toutes les autres étaient représentées par au moins un individu. La Truite, le Goujon, le Vairon, le Chevaine et la Vandoise sont des poissons d'eaux vives, alors que le Brochet et le Gardon sont des espèces des eaux plus calmes : ils ont besoin de la végétation aquatique pour se cacher.

En juin 2003, nous avons pu observer en différents endroits toutes les espèces déjà présentes en 1984, sauf la Lamproie de rivière. D'autres espèces se rajoutent à la liste : le Saumon de fontaine, la Loche (espèce à déterminer) et la Perche arc-en-ciel. Les poissons les plus courants sont les Vairons et les Gardons avec une population très dense en aval de la pisciculture d'Allons.

Une pêche réalisée en 1974 avait mis en évidence la présence du Chabot (*Cottus gobio*) tandis que l'étude de 1985 ne mentionnait plus sa présence. Aujourd'hui, sa présence est confirmée sur le Thus, le Giscos et dans le Ciron en aval de Saint-Michel-de-Castelnau (le reste du cours d'eau est à vérifier), ce résultat est très positif puisque le Chabot est le témoin d'une qualité physico-chimique de l'eau très satisfaisante.

C. Les crustacés

On note la présence très ponctuelle de l'Écrevisse à pattes blanches (*Austropotamobius pallipes*), espèce d'intérêt communautaire, inscrite aux annexes II et V de la directive « Habitats », et espèce d'écrevisse autochtone protégée (art. 1^{er}) dont il est interdit d'altérer et de dégrader sciemment les milieux particuliers. C'est une espèce aux exigences très élevées pour ce qui concerne la qualité physico-chimique des eaux. Son optimum correspond aux « eaux à truites » et témoigne donc d'eaux claires, très oxygénées, à la température relativement constante, avec une bonne teneur en calcium (nécessaire à la mue). L'Écrevisse à pattes blanches apprécie les milieux riches en abris comme les réseaux racinaires des arbres, dont celui particulièrement dense de l'Aulne.

D. Les reptiles

Aucune étude n'a été menée par Ciron Nature sur les reptiles. Des observations ponctuelles de naturalistes locaux ainsi que des observations faites par Ciron Nature ont permis d'établir la liste établie dans le tableau 3.4.

La Cistude, petite tortue d'eau douce, est présente en de nombreux points du réseau hydrographique. La Cistude habite généralement les zones humides ; on la trouve de préférence sur le cours d'eau, dans les étangs et les mares. Elle affectionne les fonds vaseux où elle trouve refuge en cas de danger ou pendant l'hivernation et l'estivation. La présence d'une bordure plus ou moins étendue de roseaux (*Phragmites australis*) ou de joncs (*Juncus spp.*), de végétation aquatique flottante est de même recherchée. Elle apprécie les endroits calmes et ensoleillés, à l'abri des activités humaines, en particulier la roselière jeune où elle peut se chauffer sans avoir à se réfugier dans l'eau constamment.

Aucune recherche systématique n'a été effectuée mais la cartographie des habitats permet de définir les zones favorables. Des observations ponctuelles ont permis de vérifier sa présence sur le site.

Tableau 3.4 : Reptiles rencontrés dans la vallée du Ciron.

TORTUES	Nom scientifique	Rareté sur le site	Habitats	Tendance évolutive sur le site
Cistude d'Europe	<i>Emys orbicularis</i>	Peu commune à assez rare. Espèce de la directive	Marécages, bras morts du Ciron et de ses affluents	?
Tortue de Floride	<i>Trachemys scripta elegans</i>	Commune (?)	Ciron et forêts	Peste animale en pleine expansion à détruire et à ne pas lâcher dans le milieu

LEZARDS				
Lézard ocellé	<i>Lacerta lepida</i>	Rare	Terrain sec, bois, friche, rocaille. Présence dans la prairie devant le château Lasalle et aux Gillets à proximité de Préchac	?
Lézard vert	<i>Lacerta viridis</i>	Peu commun	Buisson, bois clair, haie, site ensoleillé	En régression
Lézard des souches	<i>Lacerta agilis</i>	Peu commun	Prairie, haie, jardin,	En régression
Lézard vivipare	<i>Lacerta vivipara</i>	Peu commun	Prairie, jardin, bois clair	En régression
Lézard des murailles	<i>Lacerta muralis</i>	Commun	Muraille, paroi rocheuse	En régression
Orvet	<i>Anguis fragilis</i>	Peu commun	Prairie, clairière, broussaille, bruyère	En régression

SERPENTS				
Couleuvre verte et jaune (liron)	<i>Coluber viridiflavus</i>	Très commune	Haie, lisière de bois, forêt claire, jardin, ruine,...	?
Couleuvre à collier	<i>Natrix natrix</i>	Commune	Prairies, bois et haies humides	En régression
Couleuvre vipérine	<i>Natrix maura</i>	Peu commun	Toujours dans ou à proximité de l'eau	En régression
Coronelle bordelaise	<i>Coronella girondica</i>	Peu commun	Bois clair, haie, tas de pierre	En régression
Vipère aspic	<i>Vipera aspis</i>	Peu commune	Endroit sec	En régression

Espèces potentielles à rechercher : la Coronelle (*Coronella austriaca*), la couleuvre d'Esculape, Le Scinque (peu probable, observation douteuse).

E. Les amphibiens

Aucune étude particulière n'a été menée sur les amphibiens mais des données naturalistes permettent de dresser une liste des espèces présentes (tableau 3.5).

Tableau 3.5 : Amphibiens répertoriés dans la vallée du Ciron.

SALAMANDRES	Nom scientifique	Effectifs	Habitats	Remarques
Salamandre commune	<i>Salamandra salamandra</i>	Peu commun	Forêt de feuillus, proximité des zones humides	En forte régression

TRITONS				
Triton marbré	<i>Triturus marmoratus</i>	Peu commun	Souvent aquatique, bocage, bois sec, lande à bruyère	En régression
Triton palmé	<i>Triturus helveticus</i>	Commun	Mare, eau calme, bocage, forêt	En régression

CRAPAUDS				
Crapaud accoucheur	<i>Alytes obstetricans</i>	Peu commun	Jardin, mur de pierre sèche, bâtiment, falaise, éboulis,...	En forte régression
Pélodyte ponctué	<i>Pelodytes punctatus</i>	Rare	Buissons, petit ruisseau	Espèce potentielle à rechercher
Crapaud commun	<i>Bufo bufo</i>	Commun	Très variés	En régression
Crapaud calamite	<i>Bufo calamita</i>	Peu commun	Zone sablonneuse à végétation clairsemée avec dépression humide	En forte régression

GRENOUILLES				
Rainette verte	<i>Hyla arborea</i>	Peu commune	Roseau, buisson à proximité de l'eau	En forte régression (probablement disparue)
Rainette méridionale	<i>Hyla meridionalis</i>	Peu commune	Roseau, buisson à proximité de l'eau	En forte régression, a peut-être disparue de la vallée depuis 3-4 ans
Grenouille agile	<i>Rana dalmatina</i>	Commune	Prairie humide	En régression
Grenouille rieuse	<i>Rana ridibunda</i>	Commune	Ruisseau, mare, fossé	En régression
Grenouille verte	<i>Rana esculenta</i> , <i>R. lessonae</i> ,...	Commune à rare	Ruisseau, mare, fossé	En régression

Espèces potentielles à rechercher : le Sonneur à ventre jaune, le Pélobate (peu probable).

F. Les mammifères semi-aquatiques

La présence de la Loutre (*Lutra lutra*) est avérée par de nombreuses empreintes et épreintes (fécès), sur tout le cours du Ciron et de ses affluents. De plus, dans le cadre des études menées par la mission Vison d'Europe, il est possible de confirmer la présence du Vison d'Europe sur tout le réseau hydrographique du bassin versant du Ciron. En effet, même s'ils sont peu nombreux, ces mammifères occupent des territoires vitaux très vastes. La Loutre occupe des tronçons pouvant atteindre plus de 30 Km, comprenant le cours d'eau principal et tous les affluents présents. Ces deux espèces sont rares et sont inscrites à l'annexe II de la directive « Habitats ».

L'étude réalisée dans le cadre du document d'objectifs n'approfondira pas les données sur la présence d'autres mammifères aquatiques. La présence de la Loutre et du Vison d'Europe, deux mammifères placés en haut de la chaîne alimentaire, témoignent de la qualité globalement satisfaisante des eaux du Ciron.

G. Les espèces exotiques, cas particulier du Ragondin (*myocastor coypus*)

Introduit en France à la fin du XIX^{ème} siècle pour sa fourrure, le ragondin a colonisé les milieux humides. Il s'y reproduit abondamment et l'importance de ses populations cause des dégradations majeures. Les ragondins s'attaquent aux cultures et leur infligent des dommages importants. Ils creusent leurs terriers dans les berges et provoquent des ruptures de digues, des fuites et comblements de fossés, des déchaussements d'ouvrages d'art, des effondrements de berges.

Sur le Ciron, les populations de ragondins ne semblent pas être importantes sauf dans les zones de culture de maïs qui offrent une ressource alimentaire abondante et permettent donc un accroissement des populations.

La prolifération du Ragondin et d'autres rongeurs ennemis des cultures (rat musqué, campagnol) est ou était contrôlée chimiquement par la bromadiolone (ou le chlorophacinone), un produit toxique anticoagulant et non sélectif utilisé sous forme d'appâts empoisonnés (carottes, blé). Après ingestion, l'animal meurt d'hémorragie dans les quatre à dix jours qui suivent.

L'utilisation de la bromadiolone pose cependant de sérieux problèmes car elle induit des réactions en chaîne dues à la consommation des cadavres par la faune sauvage.

Des animaux protégés comme les rapaces (Buse variable, Milans, Faucons crécerelles, Éperviers...) ou le Vison d'Europe, ou le gibier (Sanglier, Chevreuil, Lièvre, Lapins...) et autres espèces sont régulièrement victimes de la bromadiolone soit par ingestion directe soit par intoxication indirecte (ingestion du foie d'animaux empoisonnés). La décomposition de cadavres d'animaux empoisonnés près des captages d'eau potable peut poser des problèmes sur la santé humaine en favorisant le botulisme, intoxication alimentaire grave pouvant provoquer des paralysies. La consommation par l'homme de gibier empoisonné peut aussi poser des problèmes. Dans un avis du 25 juillet 2001, l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Aliments recommandait justement « *d'éviter, par précaution, la consommation notamment de foie de sanglier dans les secteurs traités (par la bromadiolone) pour prévenir un risque d'exposition* ».

Sur le Ciron, la survie du Vison d'Europe est un enjeu majeur. La bromadiolone serait responsable de 5% à 30% de la mortalité des carnivores aquatiques (Mission Vison d'Europe). L'utilisation de la bromadiolone était autorisée jusqu'en décembre 2005, en Gironde. Depuis janvier 2006, cet anticoagulant est encore utilisé dans un petit nombre de communes girondines mais aucune d'entre elles n'est en rapport avec le Ciron.

Solutions

Le piégeage par cages pièges permet la capture sélective d'animaux vivants. C'est une alternative intéressante puisqu'elle ne comporte pas les risques épidémiologiques inhérents à l'emploi des anticoagulants. C'est une technique néanmoins plus lourde à mettre en place au niveau humain puisqu'elle suppose un piégeage au quotidien.

Une étude réalisée par l'EID¹⁴ Méditerranée montre que la lutte par piégeage avec des pièges-cages permet une lutte ciblée efficace. Au démarrage les pièges doivent être placés dans les zones sources : c'est à dire les zones où les populations de ragondins sont les plus denses. Le niveau de piégeage est ensuite réduit au niveau nécessaire de régulation des populations empêchant ainsi la recolonisation. Les ragondins sont tués en étant assommés puis incinérés. Les animaux non ciblés sont relâchés. En quatre ans, les indices de présence (les coulées) ont diminué de 85% et les acteurs locaux sont satisfaits des résultats. La cartographie des milieux fréquentés par le Ragondin, l'étude des effectifs et l'étude des données de piégeage à l'aide d'un SIG¹⁵ est au cœur du dispositif. Pour 55 Km de lignes de piégeage et 150 pièges cages, quatre piégeurs ont été nécessaires pendant les trois premières années. Depuis, deux piégeurs suffisent pour assurer la régulation des populations. (GINDRE, 2003).

3.5 Fiches de synthèses

¹⁴ : Entente Interdépartementale de Démoustication.

¹⁵ : Système d'Information Géographique.

Tableau 3.6

Fiche Habitat n° 1

Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior*
(*Alnion glutinosae-incanae*, *Salicion albae*)

Code Natura 2000

91E0*

Habitat prioritaire

Physionomie de l'habitat

Forêts situées dans le lit majeur des cours d'eau, sur des alluvions. Elles sont dominées par les essences feuillues, notamment l'aulne glutineux (*Alnus glutinosa*), le frêne commun (*Fraxinus excelsior*), les saules (*Salix spp.*), voire le chêne pédonculé (*Quercus robur*). Ces boisements forment souvent un cordon étroit le long de la berge, mais pouvant s'élargir en certains endroits.

La végétation herbacée est en général luxuriante, de par la richesse chimique et la bonne alimentation en eau du sol.

Caractéristiques écologiques

Sols lourds (généralement riches en matière organique) périodiquement et temporairement inondés, bien drainés et aérés en basses eaux.

Espèces indicatrices

- Aulne glutineux (*A. glutinosa*), frêne commun (*F. excelsior*), bouleau pubescent (*Betula pubescens*), tremble (*Populus tremula*), chêne pédonculé (*Q. robur*) ;
- Laîche pendante (*Carex pendula*), laîche espacée (*C. remota*), circée de Paris (*Circaea lutetiana*), prêle très élevée (*Equisetum telmateia*), reine-des-prés (*Filipendula ulmaria*).

Correspondance phytosociologique

Alliance : *Alno-padion*.

Associations : *Carici-Alnetum* et *Filipendulo-Alnetum*



Aulnaie-frênaie (photo Ciron Nature)

Valeur écologique et biologique

- Rôle fondamental dans la fixation des berges, dans l'épuration des eaux et dans la régulation des crues.
- Habitat refuge de nombreuses espèces animales et végétales, pour certaines protégées (vison d'Europe, loutre...).
- Intérêt patrimonial de cet habitat sur le plan paysager.

Dynamique de végétation

Évolution naturelle à partir de prairies à hautes herbes, en passant par la saulaie ; peut aussi dériver de l'assèchement d'aulnaies marécageuses. L'aulne, essence pionnière, subsiste seul dans les stations les plus humides. Le chêne intervient plus rarement, à partir des semences des chênaies voisines.

Localisation sur le site

Habitat présent entre Villandraut et Barsac, à l'embouchure. Pas de grand massif continu : en mosaïque, mélangé à des secteurs plus humides de saulaies et d'aulnaies marécageuses.

Surface concernée

115 ha environ sur le site « Vallée du Ciron ».

Sensibilité de l'habitat sur le site

- Aménagements hydrauliques, drainages.
- Déforestation à des fins agricoles, voire "urbaines". Coupes rases lors de l'exploitation de la pinède adjacente.
- Endiguement du cours d'eau et entretien drastique des berges.
- Substitution par des plantations de peupliers dans la zone aval.

Fiche Habitat n° 2

Vieilles chênaies acidophiles des plaines sablonneuses à *Quercus robur* Chênaies pédonculées à Molinie bleue

Code Natura 2000
9190

Physionomie de l'habitat

Habitat très humide, installé topographiquement au-dessus de l'aulnaie-frênaie. Dans les endroits les plus humides la molinie a tendance à former des touradons (grosses touffes). Le milieu reste très ouvert avec l'omniprésence du chêne pédonculé, quelques fois associé à l'aulne, aux bouleaux verruqueux et parfois pubescent.

Caractéristiques écologiques

Sols très engorgés dès la surface, acides (pH : 4,5-5) et pauvres en substances nutritives, développés sur limons très dégradés, sables et altérites siliceuses. Sécheresse estivale.

Espèces indicatrices

- Chêne pédonculé (*Q. robur*), aulne glutineux (*Alnus glutinosa*), bouleau verruqueux (*Betula pendula*) et pubescent (*B. pubescens*) ;
- Bourdaie (*Frangula alnus*), saule à oreillettes (*Salix aurita*) ;
- Molinie bleue (*Molinia caerulea*), chèvrefeuille des bois (*Lonicera periclymenum*), canche flexueuse (*Deschampsia flexuosa*) ;
- Fougère aigle (*Pteridium aquilinum*), polystic spinuleux (*Dryopteris carthusiana*), sphaignes (*Sphagnum* spp.).

Correspondance phytosociologique

Association : *Molinio caeruleae-Quercetum roboris*

Valeur écologique et biologique

- Habitat faiblement étendu (grande valeur patrimoniale).
- Flore relativement banale mais pouvant héberger des fougères rares, des sites de reproduction pour les batraciens.
- Chênaies très appréciées par la faune : vison d'Europe, chauves souris, nombreux oiseaux (geai des chênes, bondrée apivore, pic épeichette, sitelle torchepot, faucon hobereau...), zone de souille pour certains grands mammifères.



Chênaie à Molinie bleue (photo Ciron Nature)

Dynamique de végétation

Habitat provenant de la colonisation naturelle et progressive de landes ou de dépressions engorgées par les ligneux pionniers puis par le chêne pédonculé. Évolution très lente.

Localisation sur le site

Essentiellement dans la partie amont. Pas de grand massif. En lisière de la pinède et de la chênaie mélangée.

Surface concernée

70 ha environ dans l'enveloppe de référence.

Sensibilité de l'habitat sur le site

- Surfaces réduites mais stables.
- Enrésinement avec pin maritime.
- Drainage, enfouissement du lit du cours d'eau, abaissement de la nappe.
- Après coupes rases, le sous-étage peut prendre le dessus et empêcher la régénération du chêne.

Fiche Habitat n° 3

Chênaies galicio-portugaises à *Quercus robur* et *Quercus pyrenaica* Chênaies mélangées du massif landais

Code Natura 2000
9230

Physionomie de l'habitat

Strate arborescente pauvre en espèces ; sous-bois dense, fougère aigle parfois dominante ; bouleau verruqueux (*Betula pendula*) présent dans les habitats jeunes.

Faciès différents selon la maturité et l'humidité : faciès mûr à fragon, faciès sec à callune.

Peuplements généralement très modifiés par l'homme, permettant sa conservation sur le site (palombières).

Caractéristiques écologiques

Sur sables plus ou moins grossiers ou graves, sol pauvre en matière organique et très acide.

Espèces indicatrices

- Chêne tauzin (*Q. pyrenaica*), chêne pédonculé (*Q. robur*), pin maritime (*Pinus pinaster*), bouleau verruqueux (*B. pendula*), châtaignier (*Castanea sativa*) ;
- Brande (*Erica scoparia*), ajonc nain (*Ulex minor*), néflier (*Mespilus germanica*), fragon (*Ruscus aculeatus*) ;
- Callune (*Calluna vulgaris*), avoine de Thore (*Pseudarrhenatherum longifolium*), laïche des sables (*Carex arenaria*), asphodèle blanche (*Asphodelus albus*), sabline des montagnes (*Arenaria montana*), potentille des montagnes (*Potentilla montana*), siméthris à feuilles planes (*Simethis planifolia*), fougère aigle (*Pteridium aquilinum*), canche flexueuse (*Deschampsia flexuosa*), tamier commun (*Tamus communis*), laïche à racines nombreuses (*C. umbrosa*), pulmonaire à longues feuilles (*Pulmonaria longifolia*).

Correspondance phytosociologique

Association : *Pino pinastri-Quercetum robori-pyrenaicae*

Valeur écologique et biologique

Flore banale pour la région.

Protection contre le feu.

Chênaies abritant oiseaux, chauves-souris, reptiles et insectes, notamment prédateurs d'insectes nuisibles aux pins.

Dynamique de végétation

Évolution lente vers une chênaie pédonculée ou sessiliflore. Evolution dans l'espace.

Localisation sur le site

Dans la zone des gorges et la partie landaise, sur le plateau ou dans la pente vers le ruisseau, en lisière de la pinède.

Surface concernée

100 ha environ, disséminés en petites unités d'1,5 ha en moyenne.

Sensibilité de l'habitat sur le site

- Essence pionnière héliophile, type d'habitat fugace dans le temps.
- Sensibilité du chêne tauzin à l'oïdium.
- Substitution par des plantations de pin maritime.



Chêne tauzin – Bois de la Cave (photo Ciron Nature)



Chêne tauzin – feuilles et gland (photo Ciron Nature)

Fiche Habitat n° 4

Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin

Code Natura 2000
6430

Physionomie de l'habitat

Formations végétales luxuriantes de hautes herbes occupant des surfaces variables : linéaire étroit plus ou moins discontinu en lisière de forêt ou de chemin, ou taches plus ou moins étendues (déprise agropastorale, coupes rases).

Caractéristiques écologiques

Sols riches en matière organique et bien alimentés en eau, très fertiles et donc à forte dynamique de végétation

Espèces indicatrices

Reine-des-prés (*Filipendula ulmaria*), angélique sauvage (*Angelica sylvestris*), salicaire (*Lythrum salicaria*), Eupatoire chanvrine (*Eupatorium cannabinum*), ortie dioïque (*Urtica dioica*), baldingère (*Phalaris arundinacea*), gaillet croisettes (*Cruciata laevipes*), gaillet gratteron (*Galium aparine*), géraniums (*Geranium spp.*) épilobes (*Epilobium spp.*)...



Mégaphorbiaie à reine-des-prés (photo Ciron Nature)

Correspondances phytosociologiques

Mégaphorbiaies mésotrophes collinéenne : alliance du *Thalictro flavi-Filipendulion ulmariae*.

Mégaphorbiaies eutrophes des eaux douces : alliance du *Convolvulion sepium* (liseron des haies).

Lisières forestières nitrophiles, hygrocènes, héliophiles à semi-héliophiles : alliance du *Aegopodion podagrariae*.

Lisières forestières nitrophiles, hygrocènes, semi-sciaphiles à sciaphiles : alliance du *Galio aparines-Alliarion petiolatae*.

Valeur écologique et biologique

- Flore banale pouvant héberger cependant des espèces rares.
- Refuges et lieux de nourrissage pour de nombreuses espèces d'insectes (cuivré des marais), milieux fréquentés par le vison d'Europe et la loutre.
- Rôle au niveau de l'épuration des eaux (pièges à nitrates...)

Dynamique de végétation

Vers le stade forestier : saulaie, forêt alluviale, aulnaie-frênaie.

Localisation sur le site

Habitat très peu présent sur le site, rencontré en lisière de forêt ou de prairies pâturées ou de champs cultivés.

Surface concernée

Surfaces très réduites et dispersées, non estimées. Elles peuvent être conséquentes dans les coupes rases.

Sensibilité de l'habitat sur le site

- Aménagement hydraulique (drainage, curage, empierrement des rives...) et dégradation de la qualité des eaux.
- Abandon conduisant à une fermeture du milieu.
- Passage à la prairie de fauche avec fertilisation ou à la prairie pâturée.
- Sylviculture : plantation de peupliers (sous certaines conditions, l'habitat peut se maintenir en sous-bois), dépôts de bois.
- Risque d'envahissement par des espèces exotiques (renouées).

Fiche Habitat n° 5

Landes humides atlantiques tempérées à *Erica ciliaris* et *Erica tetralix*

Code Natura 2000

4020*

Habitat prioritaire

Physionomie de l'habitat

Landes hygrophiles caractérisées par la présence simultanée de la bruyère ciliée et de la bruyère à quatre angles. Molinie toujours présente conférant une physionomie herbeuse.

Landes basses voire rases, plus hautes dans les vieilles landes colonisées par la callune ou par la brande.

Caractéristiques stationnelles

Sols pauvres très acides ($\text{pH} \leq 4,5$) développés sur matériaux sableux ou altérites issus de roches siliceuses. Sol surmonté d'une couche de matière organique plus ou moins épaisse parfois tourbeuse.

Nappe permanente ou temporaire fluctuant entre phases d'inondation et phases d'assèchement et de minéralisation superficiels.

Espèces indicatrices

Bruyère à quatre angles (*E. tetralix*), bruyère ciliée (*E. ciliaris*), molinie bleue (*Molinia caerulea*), bruyère à balai (*E. scoparia*), ajonc nain (*Ulex minor*), callune (*Calluna vulgaris*), sphaignes (*Sphagnum spp.*).



Lande humide à Bruyère à quatre angles et bruyère ciliée moyennement embroussaillée en bordure de pinède (Ciron Nature).

Correspondance phytosociologique

Alliance de l'*Ulicion minoris*

Valeur écologique et biologique

Habitat localement abondant mais peu commun à l'échelle nationale et européenne.

- Hébergement de communautés végétales et animales rares et menacées, spécialisées et adaptées (oligotrophie, acidité, humidité élevée contrastant avec des phases de sécheresse).
- Milieux fréquentés par le Vison d'Europe et la Loutre.
- Rôle important de zone-tampon entre les tourbières et les milieux environnants, au point de vue hydrique.

Evolution naturelle

Vers des landes mésophiles ou vers des fourrés préforestiers.

Localisation sur le site

Très peu présente. Très faible surface dans les coupes rases, en lisière des peuplements forestiers, en bord de piste, où l'habitat est maintenu grâce aux débroussaillages réalisés.

Surface concernée

Très faibles surfaces en phase de colonisation ligneuse.

Sensibilité de l'habitat sur le site

- Drainage.
- Abandon conduisant à une fermeture du milieu.
- Exploitation forestière.
- Incendies (développement de la molinie au détriment des éricacées).



Bruyère à quatre angles (Ciron Nature).

Fiche Habitat n° 6

Grottes non exploitées par le tourisme

Code Natura 2000
8310

Physionomie de l'habitat

Cavités souterraines naturelles rencontrées dans les roches calcaires dissoutes par les eaux d'infiltration, ou artificielles creusées pour l'exploitation des carrières de pierre. Le réseau des cavités peut être vaste et seules de petites parties sont accessibles à l'homme.

La végétation (algues et mousses) se cantonne à l'entrée des grottes où arrive un peu de lumière.



Zone des gorges du Ciron
(photo Ciron Nature)

Caractéristiques écologiques

- Absence totale de lumière et de végétation.
- Forte et constante humidité atmosphérique.
- Constance des températures tout au long de l'année.
- Chaîne alimentaire spécifique (bactéries, espèces se nourrissant des guano des chiroptères, araignées...)

Espèces indicatrices rencontrées

Sans objet.

Correspondance phytosociologique

Sans objet.



Petite cavité naturelle dans le zone des gorges du Ciron (photo Ciron Nature)

Valeur écologique et biologique

- Zones refuges d'espèces cavernicoles très spécialisées, souvent derniers représentants de taxons anciens par ailleurs totalement éteints (arthropodes, mollusques, amphibiens).
- Quartiers d'hivernage, de transit, voire de reproduction de la plupart de nos espèces de chauves-souris.

Évolution naturelle

Habitat stable : pas d'évolution naturelle.

Localisation sur le site

- En aval, anciennes carrières de pierre du Bazadais, parfois reconverties en caves à vin dans le Sauternais.
- Petites cavités naturelles dans la zone des gorges du Ciron.

Nombre de grottes concernées

15 carrières souterraines sont recensées sur Barsac, Bommes, Preignac et Pujols-sur-Ciron, dont 3 sont comprises dans l'enveloppe de référence « Vallée du Ciron ». 7 sites dans les gorges.

Sensibilité de l'habitat sur le site

- Fréquentation humaine non contrôlée (dérangement des chauves-souris)
- Fermeture des ouvertures des carrières abandonnées (entrave à la circulation des chiroptères).
- Comblement par des dépôts sauvages ?

Fiche Espèce n° 1 **Vison d'Europe* – *Mustela lutreola* (L., 1761)**

Code Natura 2000

1356*

Espèce prioritaire

Systematique

Mammifères – Carnivores – Mustélidés.

Répartition nationale

Confiné à seulement sept départements de la façade atlantique : Charente, Charente-Maritime, Dordogne, Gironde, Lot-et-Garonne, Landes, Pyrénées-Atlantiques.

Statuts juridiques

Protection nationale - Annexes II et IV de la directive « Habitats » - Annexe II de la Convention de Berne - Liste rouge UICN mondiale : menacé d'extinction, liste rouge française : en danger.

Identification

Mustélide au pelage brun foncé nuancé plus clair sur le ventre, présentant une tache blanche au niveau des lèvres et du menton. Confusions possibles : putois et vison d'Amérique.

Régime alimentaire

Prédateur opportuniste et généraliste : amphibiens, petits mammifères (mulots, campagnols, souris, rats, petits ragondins...), poissons, oiseaux, reptiles et insectes.



Vison d'Europe (Pascal FOURNIER - GREGE)

Reproduction

Le rut surviendrait dans nos régions entre janvier et février. Les naissances auraient lieu en mai-juin. Les femelles mettent au monde de 2 à 7 jeunes dont le taux de mortalité est estimé à 25%. La maturité sexuelle intervient à 1 an.

Habitats

Strictement inféodé aux milieux humides, le vison d'Europe vit dans les habitats hygrophiles des lits majeurs des rivières. Le territoire varie de 2 km à plus d'une quinzaine de kilomètres de rivière pour les mâles. Les femelles ont généralement un domaine vital linéaire moins étendu.

Milieux concernés sur le site

Mares - Etangs - Cours d'eau - Moliniaies - Mégaphorbiaies - Aulnaies-frênaies - Aulnaies marécageuses - Roselières - Magnocariçaies - Zones marécageuses diversifiées - Peupleraies.

Observations sur le site

Un mâle et une femelle capturés respectivement 4 et 1 fois en 2001, sur la Hure entre St-Symphorien et Balizac.
« Étude de la répartition du vison d'Europe en France. Bilan au 31 décembre 2001. Perspectives pour 2002 »

Sensibilité de l'espèce

- Collisions routières.
- Destructons par le piégeage (pièges tuants, erreurs d'identification, pièges non relevés pendant plusieurs jours...).
- Compétition par le vison d'Amérique.
- Destruction des milieux humides (drainages, mises en cultures...).
- Entretien drastique des berges et des cours d'eau privant ces animaux de refuges et de gîtes.
- Dégradation de la qualité des eaux.
- Consommation de cadavres empoisonnés (Ragondins), tant que la bromadiolone était utilisée (jusqu'à janvier 2006).
- Destructons par l'utilisation d'engins lourds lors de travaux de restauration de rivières.
- Prédation due aux chiens errants.

**Le vison d'Europe est une des espèces de mammifères carnivores les plus menacées au monde.
Il constitue sans aucun doute l'enjeu majeur du site Natura 2000 « Vallée du Ciron ».**

Fiche Espèce n° 2

Loutre d'Europe – *Lutra lutra* (L., 1758)

Code Natura 2000
1355

Systématique

Mammifères – Carnivores – Mustélidés.

Répartition nationale

Surtout présente sur la façade atlantique et dans le Massif Central. Dans les autres régions, absente ou ne subsiste plus qu'en populations fragmentées.

Statuts juridiques

Protection nationale - Annexes II et IV de la directive « Habitats » - Annexe II de la Convention de Berne - Annexe I de la Convention de Washington - Liste rouge UICN mondiale : menacé d'extinction, liste rouge française : en danger.



Loutre (F. BEUDOT)

Identification

Mustélide solitaire au pelage brun à marron avec des zones gris clair au niveau de la gorge, la poitrine et le ventre. Laissees verdâtres (fraîches) ou noires (sèches) dégageant une odeur de poisson mêlée de miel. Empreintes de 4 à 5 doigts avec griffes.

Régime alimentaire

Essentiellement piscivore, mais complète son menu par d'autres types de proies : amphibiens, crustacés, mollusques, ragondins, oiseaux, insectes, couleuvres...



Empreinte de loutre (photo Ciron Nature)

Reproduction

Fin avril à fin juillet, dans notre région. Accouplement dans l'eau. Gestation de 60-62 jours. Mise bas dans un terrier ou sur une couche à l'air libre. Portée de 2 à 4 loutrons. Maturité sexuelle des mâles à 2-3 ans et à 3-4 ans pour les femelles. L'espérance de vie des loutres en pleine nature n'excède pas les 5 ans.

Habitats

Milieus aquatiques et palustres variés, riches en proies disponibles toute l'année. Habitats rivulaires calmes et abrités par la végétation pour son repos quotidien et l'élevage de sa portée. Le territoire est d'environ 15 Km de rivière par individu.

Milieus concernés sur le site

Cours d'eau - Mares - Etangs - Mégaphorbiaies - Saulaies marécageuses - Aulnaies marécageuses, notamment à grands carex - Aulnaies-frênaies – Cariçaies.

Observations sur le site

Epreintes de pas et fèces observées en plusieurs endroits et à plusieurs reprises sur tout le site.

Sensibilité de l'espèce

- Destruction des milieux humides.
- Entretien drastique des berges et des cours d'eau privant ces animaux de refuges et de gîtes.
- Collisions routières.
- Dégradation de la qualité des eaux : la Loutre, maillon terminal de chaîne alimentaire, concentre les polluants des eaux.
- Destructions par l'utilisation d'engins lourds lors de travaux de restauration de rivières.
- Consommation de cadavres empoisonnés (ragondins), tant que la bromadiolone était utilisée (jusqu'à janvier 2006).
- Destructions par le piégeage du fait de l'utilisation de pièges tuants, non sélectifs.
- Dérangements dus aux loisirs nautiques.
- Prédation due aux chiens errants.

Fiche Espèce n° 3

Grand rhinolophe – *Rhinolophus ferrumequinum* (Schreber, 1774)

Code Natura 2000
1304

Systématique

Mammifères – Chiroptères – Rhinolophidés.

Répartition nationale

Présence dans toutes les régions de France.

Statuts juridiques

Protection nationale - Annexes II et IV de la Directive « Habitats » - Annexe II de la Convention de Bonn - Annexe II de la Convention de Berne - Liste rouge UICN mondiale : faible risque (dépendant de mesures de conservation), liste rouge française : vulnérable.

Identification

Longueur tête + corps : 5,7-7,1 cm.
Envergure : 35-40 cm. Au repos, s'enveloppe dans ses ailes, suspendu à la paroi.
Oreilles : 2-2,6 cm.
Pelage dorsal gris brun ou fumé plus ou moins teinté de roux, ventral gris-blanc à blanc-jaunâtre.

Régime alimentaire

Insectivore.

Reproduction

Maturité sexuelle des femelles à 2-3 ans et à 2 ans pour les mâles. Rut en automne et au printemps. Naissances de mi-juin à fin juillet. Un seul petit par femelle. Longévité : 30 ans.



Grands rhinolophes dans une cavité souterraine (photo : ENA)

Types d'habitats

- Territoires de chasse : 4 ha pour 1 à 4 individus. Corridors boisés. En été et en automne, milieux semi-ouverts (prairies pâturées, coupes, lisière de bois ou haies). Au printemps, milieux forestiers caducifoliés où les insectes sont présents.
- Gîte estival : Grottes ou greniers. Les colonies pratiquent la thermorégulation pour élever les jeunes dans les grottes. La température du gîte ne doit pas être inférieure à 25°C. Dans le cas contraire elles utilisent les greniers peu volumineux et compartimentés. Les grands rhinolophes sont extrêmement sensibles aux dérangements.
- Gîte hivernal : Cavités naturelles ou artificielles, souvent souterraines, d'obscurité totale, d'hygrométrie supérieure à 96%, proches d'une végétation importante leur permettant de chasser ponctuellement pendant les périodes de redoux.

Localisation des gîtes sur le site et ses abords

Anfractuosités naturelles dans la paroi des gorges - Caves et anciennes carrières de pierre en Sauternais et Bazadais - Églises - Châteaux - Greniers - Vieux moulins.

Sensibilité de l'espèce

Sur les gîtes :

- Disparition (condamnation des entrées de carrières, obturation des ouvertures dans les clochers...) et artificialisation des gîtes (développement des éclairages des édifices publics, changement de toiture, traitement toxique des charpentes...).
- Dérangement ; destruction involontaire ou volontaire par ignorance, superstition ou malveillance.

Sur les territoires de chasse :

- Banalisation des paysages, homogénéisation des habitats (conversion de forêts en plantations résineuses monospécifiques, retournement de prairies...), destruction des corridors boisés (haies, ripisylves...).
- Abandon du pâturage.
- Utilisation de pesticides, de vermifuges toxiques pour l'entomofaune coprophage (ivermectine).

Fiche Espèce n° 4

Petit rhinolophe – *Rhinolophus hipposideros* (Bechstein, 1800)

Code Natura 2000
1303

Systématique

Mammifères – Chiroptères – Rhinolophidés.

Répartition nationale

Présence dans presque toutes les régions de France, en plaine et en montagne. Absence en Nord-Pas-de-Calais.

Statuts juridiques

Protection nationale - Annexes II et IV de la directive « Habitats » - Annexe II de la Convention de Bonn - Annexe II de la Convention de Berne - Liste rouge UICN mondiale : vulnérable, liste rouge française : vulnérable.

Identification

Longueur tête + corps : 3,7-4,5 cm. Envergure : 19,2-25,4 cm. Au repos et en hibernation, se suspend en s'enveloppant dans ses ailes. Oreilles : 1,5-1,9 cm. Pelage dorsal gris-brun sans teinte rousse, ventral gris à gris blanc.



Régime alimentaire

Insectes et araignées.

*Petits rhinolophes dans une cave viticole
(photos Ciron Nature)*

Reproduction

Maturité sexuelle des femelles probablement à 1 an. Rut en automne et au printemps. Naissance d'un seul petit par femelle entre mi-juin et mi-juillet. Longévité 21 ans ; âge moyen : 3-4 ans.

Types d'habitats

- Territoires de chasse : Milieux semi-ouverts, avec ruisseaux et plans d'eau, où alternent bocages et forêts (feuillues ou résineuses avec un sous-étage feuillu) reliés par des corridors boisés.
- Gîte estival : Bâtiments (combles) et cavités naturelles. Cohabite parfois avec d'autres espèces de chiroptères.
- Gîte hivernal : Cavités naturelles ou artificielles, souvent souterraines, d'obscurité totale, d'hygrométrie forte (60-70% minimum), de température constante (4°C à 16°C), pourvue d'une large ouverture vers l'extérieur et de tranquillité absolue.



Localisation des gîtes sur le site et sur ses abords

Anfractuosités naturelles dans la paroi des gorges - Caves à vin et anciennes carrières de pierre en Sauternais et Bazadais - Églises - Châteaux - Greniers - Vieux moulins.

Sensibilité de l'espèce

Sur les gîtes :

- Disparition (condamnation des entrées de carrières, obturation des ouvertures dans les clochers...) et artificialisation des gîtes (développement des éclairages des édifices publics, changement de toiture, traitement toxique des charpentes...).
- Dérangement ; destruction involontaire ou volontaire par ignorance, superstition ou malveillance.

Sur les territoires de chasse :

- Banalisation des paysages, homogénéisation des habitats (conversion de forêts en plantations résineuses monospécifiques, retournement de prairies...), destruction des corridors boisés (haies, ripisylves...).
- Abandon du pâturage.
- Utilisation de pesticides, de vermifuges toxiques pour l'entomofaune coprophage (ivermectine).

Fiche Espèce n° 5

Murin (ou Vespertilion) de Bechstein – *Myotis bechsteini* (Kuhl, 1818)

Code Natura 2000
1323

Systématique

Mammifères – Chiroptères – Vespertilionidés.

Répartition nationale

Présente dans la plupart des départements. Effectifs importants en Bretagne, Pays-de-la-Loire et région Centre. Rare en bordure méditerranéenne et en Corse.

Statuts juridiques

Protection nationale - Annexes II et IV de la directive « Habitats » - Annexe II de la Convention de Bonn - Annexe II de la Convention de Berne - Liste rouge UICN mondiale : vulnérable, liste rouge française : vulnérable.

Identification

Longueur tête + corps : 4,5-5,5 cm. Envergure : 25-30 cm.
Oreilles très longues et assez larges.
Pelage : dos brun clair à roussâtre, ventre blanc, museau rose.

Régime alimentaire

Insectes, araignées, chilopodes.

Reproduction

Âge de la maturité sexuelle inconnu. Rut en octobre-novembre et au printemps, accouplement en hibernation.
Naissance d'un petit par femelle fin juin-début juillet.
Longévité maximale : 21 ans.



Types d'habitats

Murins de Bechstein (photos Ciron Nature)

- Territoires de chasse : Forêts feuillues âgées (100-120 ans) à sous-bois dense agrémentées de ruisseaux, mares et étangs, ainsi que des milieux forestiers ouverts (clairières, régénérations, prairies proches). Dégustation des proies dans les cavités naturelles des arbres. 15 à 30 ha par individu.
- Gîte estival : Arbres essentiellement, mais aussi nichoirs plats, bâtiments, trous de rochers.
- Gîte hivernal : Cavités avec une température comprise entre 3°C et 12°C et une hygrométrie supérieure à 98%. Parfois dans les arbres creux.

Localisation des gîtes sur le site et ses abords

Vieux arbres - Anfractuosités naturelles dans la paroi des gorges - Caves et anciennes carrières - Églises - Châteaux - Greniers - Vieux moulins.

Sensibilité de l'espèce

Sur les gîtes :

- Disparition (abattage des vieux arbres, condamnation des entrées de carrières, obturation des ouvertures dans les clochers...) et artificialisation des gîtes (développement des éclairages des édifices publics, changement de toiture, traitement toxique des charpentes...).
- Dérangement ; destruction involontaire ou volontaire par ignorance, superstition ou malveillance.

Sur les territoires de chasse :

- Banalisation des paysages, homogénéisation des habitats (plantations résineuses monospécifiques sans sous-bois, rotations plus courtes...), destruction des corridors boisés (haies, ripisylves...).
- Abandon du pâturage.
- Utilisation de pesticides, de vermifuges toxiques pour l'entomofaune coprophage (ivermectine).



Fiche Espèce n° 6

Cistude d'Europe – *Emys orbicularis* (L., 1758)

Code Natura 2000
1220

Systématique

Reptiles – Chéloniens – Emydides.

Répartition nationale

Populations isolées que l'on rencontre au sud d'un arc joignant Rochefort, la Brenne, l'Allier et la région lyonnaise.

Statuts juridiques

Protection nationale - Annexes II et IV de la directive « Habitats » - Annexe II de la Convention de Berne - Liste rouge UICN mondiale : faible risque (quasi menacé), liste rouge française : vulnérable.

Identification

Tête, cou et pattes gris-brun foncé plus ou moins mouchetés de jaune. Carapace de même couleur.

Ne pas confondre avec la tortue de Floride (lignes jaunes continues, taches rouges sur les tempes).



Cistude d'Europe (photos Ciron Nature)

Régime alimentaire

Carnivore. Elle se nourrit, dans l'eau, principalement d'insectes, de mollusques aquatiques, de crustacés et leurs larves ; occasionnellement de poissons morts ou malades, d'œufs de poisson et de batraciens, de têtards, de sangsues, etc. ; exceptionnellement d'oisillons ou de petits rongeurs qu'elle noie.



Reproduction

La maturité sexuelle est atteinte entre 8 et 15 ans chez les mâles, entre 10 et 18 ans chez les femelles. L'accouplement s'effectue principalement en avril-mai. La ponte (3 à 13 œufs) s'étend de mai à juillet sur des sols chauds non inondables, sableux ou sablo-limoneux, bien exposés à la chaleur, à plusieurs centaines de mètres du point d'eau. L'éclosion a lieu 2 à 4 mois plus tard. On estime que les jeunes ont 1% de chance d'atteindre l'âge adulte. L'espérance de vie de la cistude est de 40 à 60 ans, voire plus de 100 ans en captivité.

Habitats

Zones humides, étangs (préférentiellement), lacs, marais, mares, cours d'eau à faible courant, canaux et fossés enherbés... La cistude d'Europe affectionne les fonds vaseux des eaux calmes et dormantes, dans lesquels elle se réfugie pour l'hivernation et l'estivation, ainsi qu'en cas de danger. Elle recherche également les endroits calmes et ensoleillés (roselières) favorables à la thermorégulation.

Milieux concernés sur le site

Mares - Etangs - Cours d'eau - Pâtures mésophiles (ponte) - Roselières - Cariçaies - Zones marécageuses.

Observations sur le site

Plusieurs individus observés en de nombreux endroits sur le site.

Sensibilité de l'espèce

- Réduction des zones humides - Dégradation de la qualité des eaux.
- Destruction des pontes lors du travail du sol.
- Curage des fossés.
- Limitation de la végétation aquatique et des roselières (ragondin).
- Compétition avec la tortue de Floride.



Tortue de Floride (photo Ciron Nature)

Fiche Espèce n° 7

Lamproie de Planer – *Lampetra planeri* (Bloch, 1784)

Code Natura 2000
1096

Systématique

Poissons – Pétromyzoniformes – Pétromyzontidés

Répartition nationale

Présente dans les rivières du nord et de l'est de la France, en Normandie, en Bretagne, en Loire, en Charente, en Dordogne, Garonne, dans l'Adour et certains affluents du Rhône.

Statuts juridiques

Protection nationale - Annexe II de la directive « Habitats » - Annexe III de la Convention de Berne - Liste rouge UICN mondiale : faible risque (quasi menacé).

Identification

Corps anguilliforme, peau lisse sécrétant un abondant mucus. La bouche est en forme de ventouse. Ressemble beaucoup à la Lamproie de rivière (*Lampetra fluviatilis*), mais en plus petit.

9 à 15 cm pour 2-5 g (jusqu'à 19 cm) ; les femelles sont plus petites que les mâles.

Les yeux sont bien développés. Larves aveugles.

Régime alimentaire

Non parasite. Les larves se nourrissent de micro-organismes, en filtrant la vase. Les adultes ne se nourrissent plus.



Lamproie de Planer (Parc Naturel Régional des Vosges du Nord)

Reproduction

La reproduction a lieu d'avril à mai sur un substrat de graviers et de sables. Les adultes meurent après la ponte. La fécondité est élevée. Les larves restent enfouies dans les sédiments pendant 5,5 à 6,5 ans avant de se métamorphoser et d'acquérir la maturité sexuelle (taille : 9 à 15 cm).

Habitats

Partie amont des cours d'eau, dans la zone à truites : la lamproie de Planer occupe des aires de reproduction en commun avec la Truite fario (*Salmo trutta fario*), mais à une époque différente. Les larves vivent enfouies dans la vase. Les adultes vivent en pleine eau.

Milieux concernés sur le site

Cours d'eau (zones à truites).

Observations sur le site

Capturée en 1984 par le Cemagref (pêche électrique en 6 points de prélèvement). Observée de nouveau en juin 2003.

Sensibilité de l'espèce

- Dégradation de la qualité des eaux (larves très sensibles aux polluants qui s'accumulent dans les sédiments et dans les micro-organismes dont elles se nourrissent).
- Dégradation des zones de frayère : envasement des fonds graveleux - curage du fond de la rivière - seuils et retenues gênant l'accès aux frayères.

Fiche Espèce n° 8

Chabot – *Cottus gobio* (L., 1758)

Code Natura 2000
1163

Systématique

Poissons – Scorpaéniformes – Cottidés.

Répartition nationale

Très vaste répartition en France, en plaine et en montagne. Sa distribution est néanmoins très discontinue, notamment dans le midi.

Statuts juridiques

Annexe II de la directive « Habitats ».

Identification

Petit poisson au corps épais en avant, tête large et aplatie. Deux nageoires dorsales contiguës, la première épineuse.

Régime alimentaire

Carnassier vorace qui chasse à l'affût, tôt le matin ou en soirée. Se nourrit d'insectes et autres organismes vivant sur les fonds des cours d'eau, ainsi que d'œufs frais et alevins de poissons (truite de rivière – *Salmo trutta*). Parfois même ses propres œufs.

Reproduction

Une ponte en mars et avril. Les œufs visqueux sont déposés en grappe sous des pierres et gardés par le mâle pendant toute l'incubation qui dure 1 mois (à 11°C). Longévité : 4 à 6 ans.

Habitats

Rivières, fleuves et lacs à fond rocaillieux. Plus commun dans les petits cours d'eau. Substrat ouvert et grossier indispensable au bon développement des populations, de même que les cours d'eau à forte dynamique. Vit sous les pierres et est actif la nuit. Espèce d'accompagnement de la truite.

Milieux concernés sur le site

Cours d'eau (zone à truite).

Observations sur le site

Présence confirmée sur le Thus, le Giscos et dans le Ciron en aval de St-Michel-de-Castelnau (le reste du cours d'eau est à vérifier).

Sensibilité de l'espèce

- Dégradation de la qualité des eaux. Les pratiques agricoles (herbicides, pesticides...) et industrielles notamment, entraînent des accumulations de polluants, provoquant baisse de fécondité, stérilité et mort d'individus.
- Modification des paramètres du milieu, notamment envasement des fonds et création de seuils abaissant la vitesse du courant et augmentant la lame d'eau.



Chabot (photos Ciron Nature)



Fiche Espèce n° 9

Écrevisse à pattes blanches – *Austropotamobius pallipes* (Lereboullet, 1858)Code Natura 2000
1092

Systématique

Crustacés – Décapodes – Astacidés.

Répartition nationale

Présente, en plaine et en montagne, dans la moitié sud de la France, en abondance mais dans des zones restreintes. Introduite en Corse (bassin du Fium Alto) en 1920.

Statuts juridiques

Annexes II et V de la directive « Habitats » - Annexe III de la Convention de Berne - Liste rouge UICN mondiale : vulnérable, liste rouge française : vulnérable.

Identification

Aspect rappelant celui d'un petit homard. Longueur du corps : 80-90 mm (jusqu'à 120 mm). Généralement vert bronze à brun sombre (et plus rarement bleutée ou orangée), face ventrale pâle. Les mâles ont des pinces plus grandes et un abdomen plus étroit que les femelles.

Régime alimentaire

Régime alimentaire varié : petits invertébrés (vers mollusques, phryganes, chironomes), larves, têtards de grenouilles et petits poissons. Chasse la nuit.

Reproduction

Accouplement en automne. Les femelles portent les œufs et les incubent pendant 6 à 9 mois. Éclosion au printemps. Fécondité faible, pourcentage d'éclosion faible accentué par le cannibalisme des adultes. Croissance lente. Maturité sexuelle à 2 - 3 ans (50 mm de long). Longévité : environ 12 ans.



Écrevisse à pattes blanches (photo Ciron Nature)



Écrevisse à pattes blanches - face ventrale (photo Ciron Nature)

Habitats

Exigeante vis à vis de la qualité physico-chimique des eaux, son optimum correspond aux "eaux à truite" : eau claire et peu profonde, d'excellente qualité, très bien oxygénée, neutre à alcaline, de température relativement constante et ne dépassant pas 21°C en été.

Fonds caillouteux, graveleux ou pourvus de blocs, sous-berges avec racines, chevelu racinaire et cavités, herbiers aquatiques ou bois morts pour se protéger des prédateurs.

En hiver, elle vit dans des terriers creusés dans les berges meubles.

Milieux concernés sur le site

Cours d'eau (zone à truites), plans d'eau. Individus observés sur le site en juin 2003

Sensibilité de l'espèce

- Altération physique du biotope par ensablement du cours d'eau, destruction des berges, rectification des cours.
- Dégradation de la qualité des eaux par les rejets urbains et industriels (métaux lourds, agents phytocides, substances eutrophisantes), l'utilisation de fongicides et d'herbicides agricoles et forestiers.
- Introduction d'espèces exogènes (écrevisses, rat musqué), lâchers de poissons en densité trop importante.

Fiche Espèce n° 10

Grand capricorne – *Cerambyx cerdo* (L., 1758)

Code Natura 2000
1088

Systématique

Insectes – Coléoptères – Cérambycides.

Répartition nationale

Espèce très commune dans le sud de la France. Elle se raréfie au fur et à mesure que l'on remonte vers le nord où elle subsiste dans quelques forêts anciennes, dans des sites à activité sylvopastorale, dans de vieux réseaux bocagers contenant des arbres taillés en têtards ou émondés.

Statuts juridiques

Protection nationale - Annexes II et IV de la directive « Habitats » - Annexe II de la Convention de Berne - Liste rouge UICN mondiale : vulnérable.



Grand capricorne - mâle (Magyar Könyvklub)

Identification

- L'adulte a un corps noir brillant, avec l'extrémité des élytres brun-rouge. Il possède 2 antennes, plus longues que le corps chez le mâle, pas plus grande que le corps chez la femelle. La taille varie entre 24 et 55 mm.
- Œufs blancs et presque cylindriques.
- Larves blanches mesurant entre 6,5 et 9 cm de long au dernier stade.
- Nymphes blanchâtres noircissant au cours de la métamorphose.
- Galeries larvaires profondes, larges et sinueuses ; trous d'éclosion des adultes ovales (3 cm de long pour 1,5 cm de large).

Régime alimentaire

Les larves xylophages se développent sur les chênes pédonculés, sessiles, pubescents, chênes verts et chênes liège, sénescents et déperissants.
Les adultes se nourrissent de sève au niveau des blessures fraîches et de fruits mûrs.

Cycle biologique

Le grand capricorne se développe sur 3 ans.
Accouplement et ponte entre juin et début septembre, les œufs sont déposés individuellement dans les blessures et anfractuosités des arbres. Éclosion peu de jours après. Les larves se développent pendant 31 mois, sous l'écorce pendant la 1^{ère} année, dans le bois la 2^{ème} année (galeries profondes et sinueuses). La métamorphose se déroule dans une loge nymphale, à la fin de l'été pendant 5 à 6 semaines. Les adultes, abrités l'hiver dans la loge nymphale, sortent pour s'accoupler entre juin et septembre.

Habitats

Tous types de milieux comportant des chênes relativement âgés : milieux forestiers, arbres isolés même en milieux très anthropisés (parcs, airiaux, alignements de bord de route).

Milieux concernés sur le site

Toutes les chênaies et les chênes isolés du site.

Menaces potentielles en France et sur le site

- Régression des populations dans le nord de la France liée à la disparition des milieux forestiers.
- Sur le site, cette espèce très commune est peu menacée.

Fiche Espèce n° 11

Lucane cerf-volant – *Lucanus cervus* (L., 1758)

Code Natura 2000
1083

Systématique

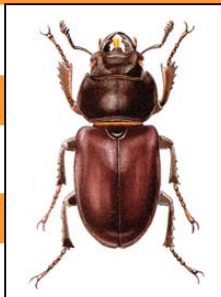
Insectes – Coléoptères – Lucanides.

Répartition nationale

Présente dans toute la France.

Statuts juridiques

Annexe II de la directive « Habitats » -
Annexe III de la Convention de Berne.



femelle



Lucane cerf-volant - mâle (J. HLASEK)

Identification

- L'adulte a un corps noir ou brun-noir, avec des élytres parfois bruns. Chez le mâle, la tête est large et pourvue de mandibules brun-rouge rappelant les bois des cerfs, alors que chez la femelle la tête est petite et les mandibules sont courtes. La taille varie entre 20 et 50 mm pour les femelles et entre 35 et 85 mm pour les mâles.

- Larves blanches pouvant mesurer jusqu'à 10 cm (20-30 g) au dernier stade.

- Vol lourd et bruyant, qui se fait en position verticale.



Lucane cerf-volant - larve (F. BOURGEOT)

Régime alimentaire

Les larves saproxylophages consomment le bois mort : souches et systèmes racinaires de chêne, châtaignier, cerisier, frêne, peuplier, aulne, tilleul, saule, pin et thuya.

Cycle biologique

Le grand capricorne se développe sur 5 à 6 ans, voire plus.

Accouplement entre mai et juillet et ponte jusqu'en août, dans le sud (dans le nord : entre août et septembre) ; les œufs sont déposés près des racines au niveau des souches ou de vieux arbres. Les larves se développent en migrant vers les racines. La métamorphose se déroule en automne et dans le sol, dans une coque nymphale constituée soit de fragments de bois agglomérés avec de la terre soit de terre simplement. Les adultes, abrités l'hiver dans cette coque nymphale, sortent et s'envolent pour 1 mois seulement à partir de mai afin de s'accoupler.

Habitats

Systèmes racinaires des souches ou d'arbres dépérissants.

Milieus concernés sur le site

Tout habitat, forestier ou non, possédant des souches ou des arbres dépérissants.

Menaces potentielles en France et sur le site

- Régression des populations dans le nord de l'Europe, du fait de l'élimination des haies arborées en zone agricole peu forestière.

- Sur le site du Ciron et en France, cette espèce très commune est peu menacée.

3.6 Habitats d'espèces, interactions et impacts des pratiques de gestion

Les figures 3.7 à 3.9 synthétisent les interactions existant entre les différents habitats rencontrés sur la vallée du Ciron (habitats d'intérêt communautaire, habitats d'espèces) ainsi que l'impact des modes de gestion, voire la non gestion, qui sont pratiqués sur ces milieux.

Fig 3.7 :DYNAMIQUE SANS FLECHE

Fig 3.8 : DYNAMIQUE AVEC FLECHES

Fig 3.9 : DYNAMIQUE EAU

4. ENTITÉS ET ENJEUX DE CONSERVATION

4.1 Entités géographiques de conservation

4.1.1 Le Ciron : Trois ensembles écologiques

L'étude des caractéristiques physiques du Ciron a fait apparaître une hétérogénéité dans la nature des sols (géologie et pédologie) et le relief de la vallée. Il existe une relation étroite entre ces paramètres et la nature de la végétation, il semble donc intéressant de scinder la zone d'étude en trois unités écologiques (cf. figure 1.9).

1^{er} secteur: le haut Ciron

La haute vallée du Ciron désigne le secteur landais qui, en amont, s'étire entre la source, sur la commune de Lubbon, et Saint-Michel-de-Castelnau. Sur ce tronçon, le Ciron coule dans les Landes et le Lot-et-Garonne dont les influences et les caractéristiques sont prédominantes.

Ce secteur est dominé par la chênaie à Molinie bleue formant une galerie forestière, peu large, encadrée la plupart du temps par de la pinède (coupes et peuplements de tous les âges). L'aulnaie marécageuse et les aulnaies-frênaies sont ponctuellement présentes, ainsi que la chênaie acidiphile qui remplace parfois la pinède (figures 4.1)

Figure 4.1 A : Coupe transversale dans le haut Ciron. Chênaie à Molinie bleue.

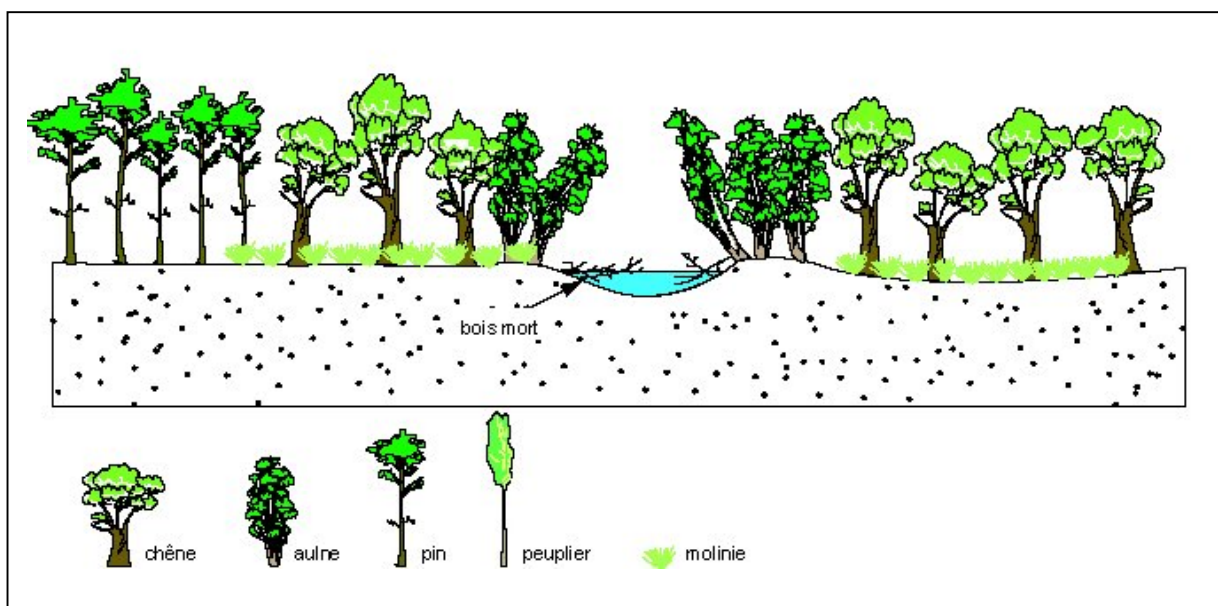
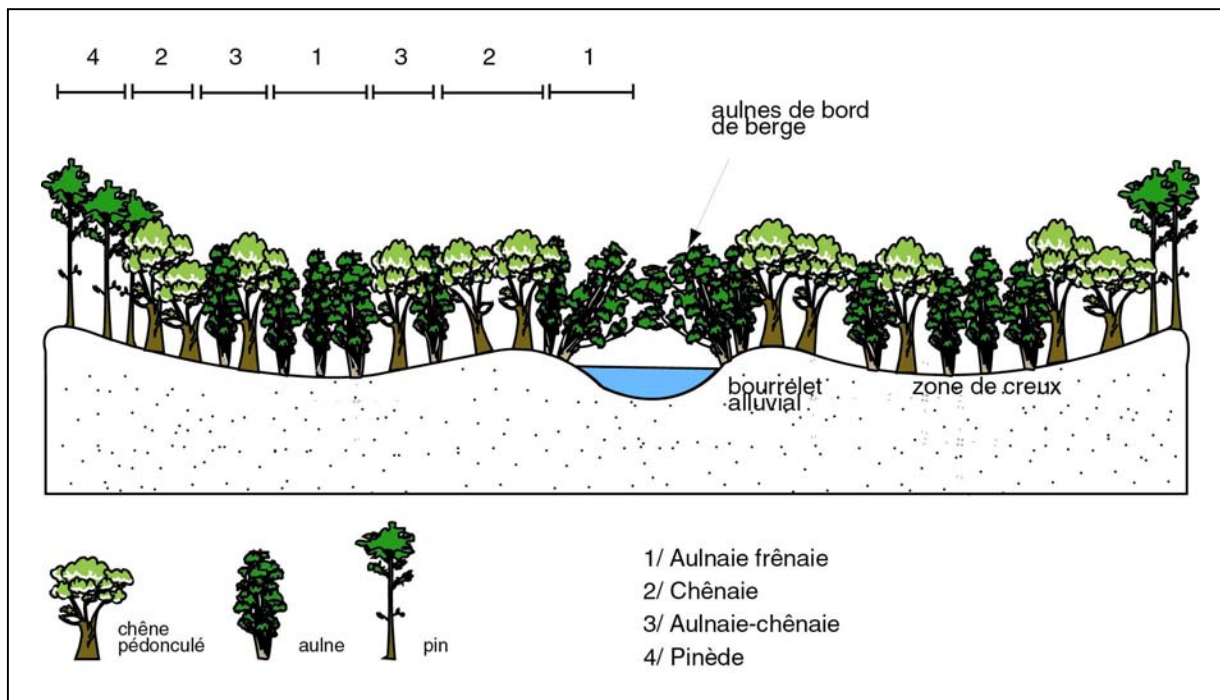


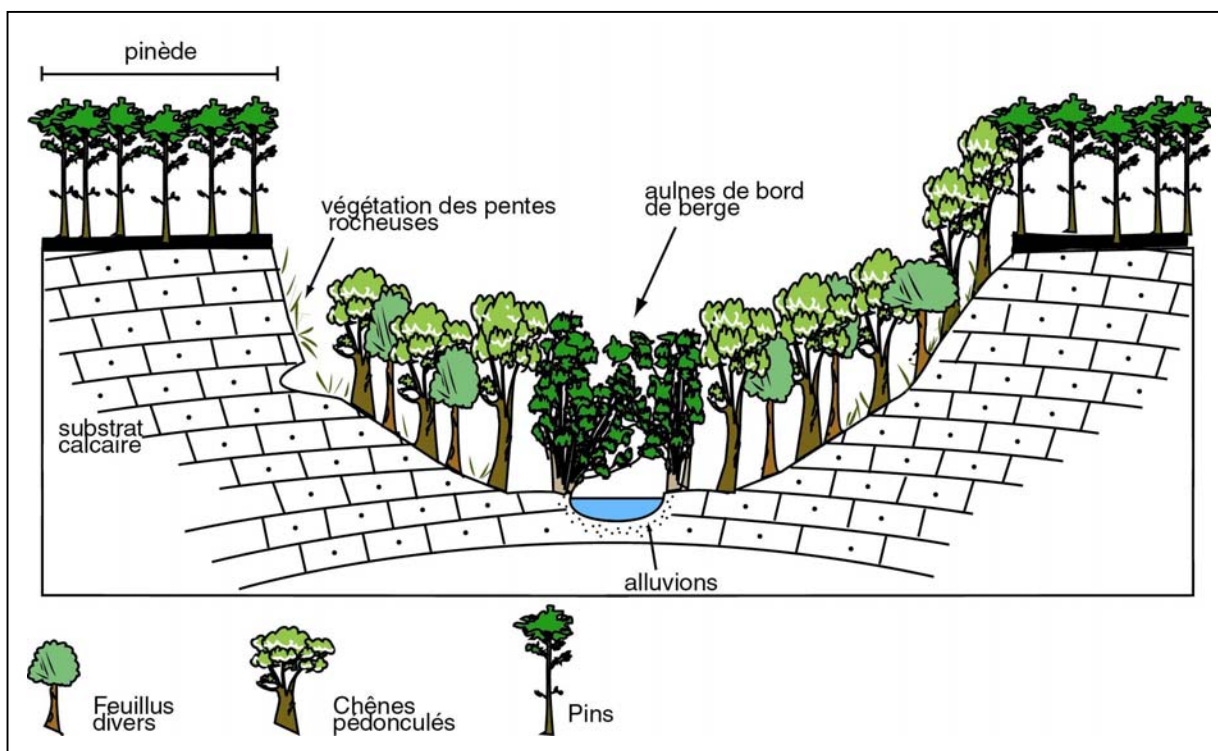
Figure 4.1 B : Coupe transversale dans le haut Ciron. Chênaie à chêne tauzin.



2^{ème} secteur: les gorges du Ciron

Depuis Saint-Michel-de-Castelnau, jusqu'à Villandraut, le Ciron coule sur des affleurements calcaires qu'il a par endroits creusé en gorges et où l'on rencontre des grottes peu profondes (figure 4.2). Les pentes sont occupées par de la chênaie pédonculée, voire de la tillaie, et tillaie-hêtraie de ravin. Le haut du plateau est majoritairement occupé par de la pinède (sylviculture du pin maritime), parfois par de la chênaie acidiphile.

Figure 4.2 : Coupe transversale dans les gorges du Ciron.



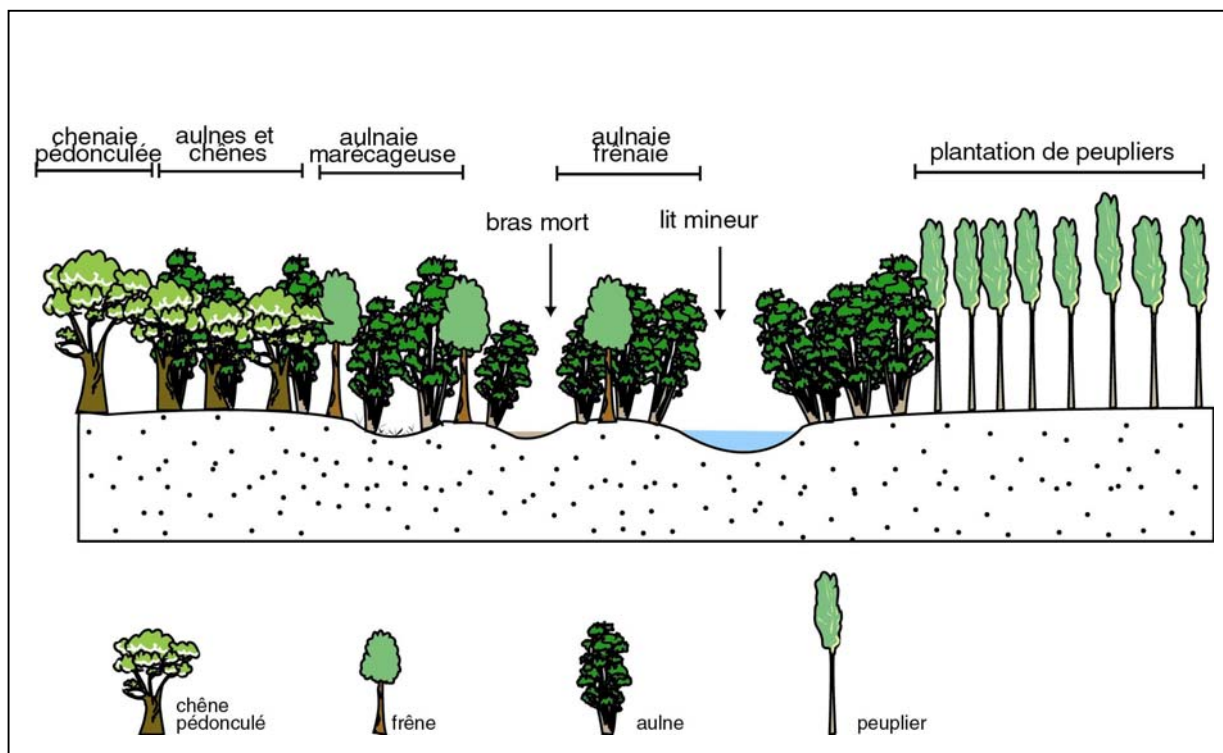
A l'intérieur de cet ensemble écologique, les gorges proprement dites sont entrecoupées de zones moins escarpées où l'on retrouve les chênaies à chêne tauzin décrites dans la haute vallée du Ciron (figure 4.1 B).

Les plantations de Robinier faux-acacia remplacent souvent la chênaie à partir de Préchac.

3^{ème} secteur: la basse vallée du Ciron

En aval de Villandraut, jusqu'à l'embouchure, le Ciron devient une vallée alluviale de largeur variable comportant des zones marécageuses. Le substrat calcaire, qui est proche, influence la végétation. C'est le secteur des aulnaies, dont bon nombre sont marécageuses. La chênaie pédonculée occupe les parties les mieux drainées. Lorsqu'on s'approche de la Garonne, les plantations de Robinier faux-acacia sont progressivement remplacées par de nombreuses plantations de Peupliers et les forêts de Pin maritime se font rares. La vigne est souvent proche des berges.

Figure 4.3 : Coupe transversale dans la basse vallée du Ciron.



Les types d'habitats varient selon les secteurs, en fonction de la topographie et des conditions du milieu. Les coupes transversales schématisées permettent de mieux comprendre la physionomie de la vallée en différents secteurs.

4.1.2 Les foyers de biodiversité

Les foyers de biodiversité peuvent être définis comme des **espaces particulièrement riches du point de vue biologique et écologique**, du fait de la présence :

- d'espèces d'intérêt communautaire et/ou remarquables,
- d'habitats d'intérêt communautaire et/ou remarquables (zones marécageuses...),
- d'habitats d'espèces d'intérêt communautaire.

La structure, la répartition et l'abondance des divers milieux naturels présents aujourd'hui dans la vallée du Ciron sont liés à l'histoire locale. Aujourd'hui, l'intérêt biologique majeur du cours d'eau réside dans la présence de milieux ouverts, de secteurs humides et de gorges calcaires.

Les cours d'eau et leurs berges

Ils abritent de nombreux habitats, inscrits à l'annexe I de la directive « Habitats » (aulnaies-frênaies, mégaphorbiaies) et habitats d'espèces d'intérêt communautaire ou remarquables. Le lit mineur du Ciron héberge ainsi la Lamproie de Planer, le Chabot et l'Écrevisse à pattes blanches. Il forme également le principal habitat de la Loutre d'Europe, qui utilise aussi les habitats rivulaires où elle peut assurer à la fois son repos quotidien et assurer l'élevage de sa portée. De la même façon, la Cistude utilise les secteurs de cours d'eau, riches en végétation, avec des berges ensoleillées pour sa thermorégulation¹⁶. Le Vison d'Europe fréquente quant à lui plus particulièrement les berges des cours d'eau, notamment ses habitats remarquables comme les aulnaies-frênaies, les saulaies et les mégaphorbiaies.

Ils constituent une sorte de « colonne vertébrale », un axe privilégié sur lequel et autour duquel vivent et transitent (corridor biologique) la grande majorité des espèces animales du site, inscrites à l'annexe II de la directive « Habitats ».

De leur bon fonctionnement, dépendent donc la bonne santé écologique et la conservation des zones humides de l'ensemble du site.

La zone des méandres, les forêts marécageuses et l'étang de la Ferrière

Ces zones humides, dont la régression est liée à l'évolution des structures de vie agricole et forestière, hébergent une faune et une flore particulières avec de nombreuses espèces peu courantes ou rares, elles aussi en régression. Les fonctions de ces milieux humides (alimentation et reproduction de nombreuses espèces animales (batraciens, poissons)) sont donc aussi menacées. Les forêts inondables, prairies humides et marais ont une valeur de patrimoine biologique.

La plus grande diversité a été relevée dans les méandres du Ciron localisés sur la commune de Saint-Michel-de-Castelnau, ainsi qu'à la confluence du Ciron et du Barthos. L'étang de la Ferrière et les forêts marécageuses des communes du haut Ciron (Bommes, Budos, Pujols-sur-Ciron, Sauternes) présentent eux aussi une très riche biodiversité.

Les gorges calcaires

Les gorges calcaires constituent une autre originalité du Ciron. Ces affleurements entaillés par l'eau présentent un certain intérêt paysager doublé d'un grand intérêt écologique. En effet, le relief et la présence de la galerie forestière créent un microclimat frais et humide. Ces conditions ajoutées à la nature calcaire du substrat ont permis le maintien, depuis les dernières glaciations du Quaternaire, du hêtre et de son cortège floristique, végétation inhabituelle dans la région du Ciron et des landes. Bien que n'étant pas annexée à la directive Habitats, cette hêtraie mérite une attention particulière.

D'autre part, les nombreuses anfractuosités présentes dans les parois calcaires, notamment en surplomb, offrent autant de possibilités de gîtes aux chiroptères, qu'il s'agisse de gîtes temporaires pour le repos nocturne pendant la chasse que de gîtes d'hivernage.

4.1.3 Enveloppe et zonage

La délimitation de la zone Natura 2000 initiale a été revue lors de la réalisation du présent document. En effet, à partir de l'enveloppe de référence (3 637 ha), établie à l'origine au 1/100 000 pour identifier le site en vue de sa reconnaissance européenne, un travail de reconnaissance a été fait en s'appuyant sur des travaux déjà effectués et des visites de terrain susceptibles de confirmer les orientations de départ. L'urgence a souvent présidé à cette délimitation dont on s'aperçoit à l'usage qu'elle ne correspond pas toujours à un réel habitat et même qu'elle n'est plus en phase avec le Ciron lui-même qui tend à quelques déplacements de son lit mineur.

Ainsi, le travail scientifique d'investigation sur le terrain effectué dans le cadre du Docob a révélé une zone d'habitats de 3 378 ha. A été respectée une continuité le long du Ciron et des affluents significatifs, afin de préserver la réalité d'un réseau d'habitats préconisé par la directive « Natura 2000 », même si par endroits la

¹⁶ Comportement qui vise à réguler la température du corps. La température du corps des reptiles étant variable en fonction de la température du milieu ambiant, ces animaux sont obligés de prendre des « bains de soleil » afin d'élever la température de leur corps et d'être en activité.

qualité de l'habitat n'apparaît pas évidente. Nous avons pris soin cependant de respecter les cheminements indispensables des habitats d'espèces.

Notice sur la cartographie

Le travail de cartographie de l'occupation du sol et des habitats de la Directive Natura 2000 a été réalisé selon la méthodologie suivante :

Une campagne de terrain a été menée durant l'été 2002 et 2003 sur la quasi-totalité des 3 640 ha de l'enveloppe de référence originelle avec pour document de travail une sortie papier couleur des orthophotoplans au 1/5 000. L'utilisation du GPS en forêt n'a pas été possible faute de matériel approprié à la densité de la couverture végétale. Le travail de terrain a été digitalisé à l'aide du logiciel MapInfo 6.5 et complété grâce à la photo-interprétation des images aériennes.

Étant donné la taille du site à étudier, il n'a pas été possible d'effectuer des relevés floristiques systématiques. Chaque grand type d'habitat naturel présent sur le site a fait l'objet de relevés qui ont permis d'établir une « norme » pour la suite du travail de terrain. Les habitats de la directive ont fait l'objet d'une attention plus particulière, il sera cependant nécessaire de confirmer l'étude lors d'une contractualisation éventuelle par la réalisation d'un diagnostic particulier.

La reconnaissance de l'habitat 91E0, Aulnaies riveraines, n'a été que partielle étant donné les difficultés d'identification et le manque de méthodologies éprouvées disponibles. C'est pourquoi la représentation cartographique des habitats de la directive comprend aussi l'ensemble des aulnaies. Une étude supplémentaire, au-delà des moyens financiers qui nous ont été attribués, aurait été nécessaire pour distinguer les aulnaies de la directive des aulnaies communes. C'est donc un point qu'il sera obligatoire de vérifier lors de la mise en œuvre du document d'objectifs.

La retouche de l'enveloppe de référence a été effectuée selon les règles suivantes :

- 1- Suppression du mitage au sein de l'enveloppe du FSD.
- 2- Suppression de tous les îlots non contigus à l'enveloppe du FSD.
- 3- Redéfinition de l'enveloppe en excluant les zones d'habitation et les zones sans intérêt écologique vis à vis des habitats et des espèces de la directive européenne (cas des plantations de pins, de certaines robineraies).
- 4- D'autre part, afin d'avoir des repères nets sur le terrain, la limite de l'enveloppe a été parfois tracée au plus près du relief, ce qui peut conduire à la marge à retrancher ou ajouter certaines surfaces d'habitats d'espèce, sachant qu'au total, la superficie d'habitats d'espèces présente dans le périmètre proposé est supérieure à celle figurant dans le périmètre initial. Ainsi, bien que nous ayons retranché du périmètre initial 18,23 ha de chênaies et 5,12 ha de mélanges feuillus nous y en avons intégré respectivement 104,74 ha et 15,68 ha.

Il en résulte une nouvelle enveloppe de 3 378 ha certes plus restreinte que celle d'origine présentée dans le Formulaire Standard de Données (FSD) plus cohérente et qualitativement plus intéressante.

4.2 Enjeux de conservation

Les tableaux 4.1 et 4.2 visent à apprécier l'importance des différents habitats et espèces d'intérêt communautaire en les hiérarchisant. Cette analyse qualitative s'appuie sur les recommandations des cahiers d'habitats et sur des discussions auprès d'experts scientifiques locaux au cours du travail de rédaction. Elle intègre de façon empirique des paramètres de rareté et de vulnérabilité des habitats et espèces ainsi que leurs facultés de régénération sur le site d'une part et à des échelles plus larges d'autre part.

4.2.1 Hiérarchisation de la valeur écologique des habitats

Tableau 4.1 : Evaluation de la valeur écologique des habitats inscrits à l'annexe I de la directive « Habitats »

Code Natura 2000	Intitulé de l'habitat	Valeur écologique (sur le site)
4020*	Landes humides atlantiques tempérées à <i>Erica ciliaris</i> et <i>Erica tetralix</i>	Très forte
6430	Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin	Très forte
91E0*	Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (<i>Alnion glutinosae-incanae</i> , <i>Salicion albae</i>)	Forte
9190	Vieilles chênaies acidophiles des plaines sablonneuses à <i>Quercus robur</i>	Moyenne
9230	Chênaies galicio-portugaises à <i>Quercus robur</i> et <i>Quercus pyrenaica</i>	Moyenne
8310	Grottes non exploitées par le tourisme	Moyenne

Les habitats d'intérêt communautaire à très forte valeur écologique sont à considérer comme prioritaires en termes de conservation et de gestion.

4.2.2 Hiérarchisation de la valeur écologique des espèces

Tableau 4-3 : Évaluation de la valeur écologique des espèces inscrites à l'annexe II de la directive « Habitats »

Code Natura 2000	Espèces	Nom français	Valeur écologique
1356*	<i>Mustela lutreola</i>	Vison d'Europe	Exceptionnelle
1092	<i>Austropotamobius pallipes</i>	Écrevisse à pattes blanches	Exceptionnelle
1304	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	Grand rhinolophe	Très forte
1303	<i>Rhinolophus hipposideros</i>	Petit rhinolophe	Très forte
1323	<i>Myotis bechsteini</i>	Murin de Bechstein	Très forte
1355	<i>Lutra lutra</i>	Loutre d'Europe	Forte
1220	<i>Emys orbicularis</i>	Cistude d'Europe	Forte
1096	<i>Lampetra planeri</i>	Lamproie de Planer	Forte
1163	<i>Cottus gobio</i>	Chabot	Forte
1088	<i>Cerambyx cerdo</i>	Grand capricorne	Moyennement forte
1083	<i>Lucanus cervus</i>	Lucane cerf-volant	Moyennement forte

Les espèces d'intérêt communautaire à très forte valeur écologique et exceptionnelle (notamment le Vison d'Europe) sont à considérer comme prioritaires en termes de conservation et de gestion.

5. OBJECTIFS, ORIENTATIONS ET ACTIONS DE GESTION

Un document d'objectifs a pour objet de « *définir les orientations de gestion et de conservation, les modalités de leur mise en œuvre et les dispositions financières d'accompagnement* » pour assurer le maintien ou le rétablissement des habitats et espèces dans un état de conservation favorable (Art. L414-2 du Code de l'environnement).

Les chapitres précédents ont permis de dresser les problématiques et les enjeux qui ressortaient principalement dans la vallée du Ciron. Nous avons pu en dégager les objectifs à atteindre pendant l'animation future du document d'objectifs et par quels moyens y parvenir (« Orientations de gestion »).

Nous avons constaté :

- L'état de conservation raisonnable du milieu, tant en ce qui concerne le Ciron, pris dans sa globalité fonctionnelle, que les habitats et espèces retenus dans la directive dite Natura 2000 et propres à ce site du Ciron.
- L'absence de facteurs lourds qui seraient cause de dégradations irréversibles de ces habitats ou espèces.
- L'existence potentielle d'actions perturbatrices de différentes natures qui peuvent cependant se décomposer en :
 - **Actions volontaires**, relativement rares. Nous pourrions y classer des coupes de bois sans discernement et de surface importante affectant un habitat ou encore un dragage par travail d'engins dans le lit mineur lui-même. Ce genre d'actions semble soit avoir été abandonné, soit réduit à quelques propriétaires sans pouvoir porter atteinte à la qualité d'ensemble du site. Nous retiendrons à cet endroit des orientations propres à sensibiliser tous ceux qui ont, à un titre quelconque, à intervenir sur ce site.
 - **Actions involontaires**, beaucoup plus importantes et pour certaines ayant conduit à des situations dont la réversibilité peut être considérée, soit comme d'un coût-avantage négatif, soit comme susceptible d'être encore l'objet d'actions qui ne peuvent être que lentes et tenaces. Nous pouvons citer la reprise de prairies humides, abandonnées lors de la déprise agricole ou encore le vieillissement de la ripisylve par absence de coupes, la formation d'embacles dans le lit et la déstabilisation des berges, l'envahissement du milieu par des essences dominantes de peu d'intérêt au sens de la directive Natura 2000.

Des fiches feront le point des itinéraires techniques nécessaires et des moyens financiers à mettre en place.

Remarquons enfin que le bon état de préservation du Ciron, en particulier de la partie ripisylve et gorges, vient à la fois de l'environnement forestier du site qui n'a pas conduit à des actions violentes sur le milieu (drainage important, apports de fertilisants, pompage pour irrigation), et qui a maintenu une culture forestière dont le milieu a pu profiter, mais aussi de l'absence de valorisation des bois existants sur le lit mineur et ses alentours immédiats, surtout au regard de la valorisation économique de la forêt de pin maritime. Les bois de la ripisylve ne peuvent être utiles qu'à du bois de feu, et encore dans des conditions d'exploitation fort onéreuses sans proportion avec la valeur finale de ces bois. Nous n'oublierons pas la chasse qui, par les palombières qui parsèment le cours du Ciron, a contribué au maintien et à l'entretien de la ripisylve.

En conséquence, les actions proposées doivent être réalisées avec discernement, voire discrétion. Nous pourrions écrire, bien que ce terme ne figure pas encore dans la phraséologie écologique, qu'elles doivent être homéopathiques.

Les fiches de travaux proposées s'inscrivent dans la volonté de l'Union Européenne de contractualiser la protection du milieu avec les propriétaires, plutôt que d'imposer des mesures réglementaires qui pourraient conduire dans le meilleur des cas à une bonne conscience administrative pas forcément suivie d'effet, et dans le pire des cas à des actions préventives des propriétaires susceptibles de porter atteinte aux habitats et espèces.

L'article 8-II de l'Ordonnance du 11 avril 2001, maintenant repris à l'article L.414-3 du Code de l'environnement, prévoit que l'application du document d'objectifs, vis-à-vis des titulaires de droit réel et personnel portant sur les terrains inclus dans le site, peut se traduire par des contrats avec l'autorité administrative.

Déjà, la circulaire du 3 mai 2002 du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, remplacée par celle du 24 décembre 2004, prévoyait que cette contractualisation devait démontrer que Natura 2000 pouvait contribuer à donner de la cohérence au développement durable des territoires. « *Les responsables et gestionnaires des espaces concernés pourront ainsi s'en approprier les objectifs. Je vous demande dès à présent d'engager ce partenariat et de mobiliser les crédits mis à votre disposition sur tous les sites disposant d'un document d'objectifs que vous jugerez opérationnel, en application de la circulaire technique interministérielle du 3 mai 2002, relative à la gestion contractuelle des sites.* » Dans les limites déterminées par les textes et en distinguant les agriculteurs susceptibles d'émarger aux Contrats d'Agriculture Durable et les sylviculteurs qui ne peuvent bénéficier que du Fonds de Gestion des Milieux Naturels, des actions sont recensées dans chaque fiche qui sont ouvertes ainsi aux propriétaires s'ils désirent poursuivre dans des aménagements affectant le milieu du Ciron.

5.1 Objectifs et orientations de gestion

5.1.1 Objectifs et orientations de gestion par habitat

Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (91E0*)

Les aulnaies-frênaies sont, de manière générale, très peu menacées actuellement. Il s'agira essentiellement de maintenir la gestion telle qu'elle a été appliquée jusqu'à aujourd'hui.

Tableau 5.1 : Objectifs et orientations de gestion de l'habitat « Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (*Alnion glutinosae*, *Salicion albae*) », *habitat prioritaire*.

Rang	Menaces		Objectifs	Orientation de mise en œuvre de la conservation
	réelles	potentielles		
1	déforestation aux fins agricoles (secteur amont)		Maintien ou mise en place d'une gestion adaptée	Maintien ou restauration du mélange et du développement des essences spontanées.
1	Substitution de la ripisylve au profit d'essences productives (secteur amont)			
1	Substitution par des plantations de peupliers (en aval, zone à peupliers)			Encourager le maintien d'une bande de végétation naturelle en bordure de cours d'eau.

2		Déforestation des bords de cours d'eau par "souci de propreté"		Maintien et entretien des cépées, gestion par bouquet, coupe inférieure au tiers du couvert.
2		Drainage		Drainage proscrit.
2		Assèchement du milieu Aménagements hydrauliques	Conservation ou amélioration de la gestion quantitative de l'eau	Limitation des curages et interdiction des opérations de recalibrages des cours d'eau. Gestion douce des berges de cours d'eau et de fossés. Entretien régulier des retenues d'eau.

Chênaies pédonculées à Molinie bleue (9190) et Chênaies mélangées du massif landais (9230)

Différents types de chênaies sont présents sur la zone d'étude. Le type de chênaie le plus représenté est la chênaie pédonculée pure. La chênaie à Chêne tauzin est de même bien représentée.

Les peuplements de Chêne tauzin possèdent une importance patrimoniale car cette essence est difficile à conserver dans le temps.

Certaines menaces pèsent sur ces habitats, mais comme précédemment pour les aulnaies-frênaies le maintien, voire le rétablissement s'il est nécessaire, d'une gestion ancestrale (cas des palombières) seront les vecteurs privilégiés de leur conservation.

Tableau 5.2 : Objectifs et orientations de gestion de l'habitat « Vieilles chênaies acidophiles des plaines sablonneuses à Quercus robur – Chênaies pédonculées à Molinie bleue ».

Rang	Menaces		Objectifs	Orientation de mise en œuvre de la conservation
	réelles	potentielles		
1	Remplacement par des plantations de pin maritime		Maintien ou mise en place d'une gestion adaptée	Restauration et entretien des chênaies.
2		Drainage		Renouvellement par petites unités.
2		Envahissement par le charme ou le robinier		Favoriser les semis de chêne par un léger travail du sol, en été, à l'approche d'une glandée.
3		Dégradation du sol		N'utiliser les engins mécaniques lourds qu'en période sèche.
1	Feux de forêt		Prévention contre les incendies	Entretien et création d'ouvrages de DFCI. Limiter l'utilisation d'engins motorisés étrangers à la gestion du milieu.
2		Assèchement du milieu Aménagements hydrauliques	Conservation ou amélioration de la gestion quantitative de l'eau	Limitation des curages et interdiction des opérations de recalibrages des cours d'eau. Entretien régulier des retenues d'eau.

Tableau 5.3 : Objectifs et orientations de gestion de l'habitat « Chênaies galicio-portugaises à *Quercus robur* et *Quercus pyrenaica* – Chênaies mélangées du massif landais ».

Rang	Menaces		Objectifs	Orientation de mise en œuvre de la conservation
	réelles	potentielles		
1	Remplacement par des plantations de pin maritime		Maintien ou mise en place d'une gestion adaptée	Restauration et entretien des chênaies à chêne tauzin. Maintien des lisières et îlots feuillus dans la pinède. Conservation des vieux chênes (semenciers).
1	Feux de forêt		Prévention contre les incendies	Entretien et création d'ouvrages de DFCI. Limiter l'utilisation d'engins motorisés étrangers à la gestion du milieu.

Les mégaphorbiaies hydrophiles (6430)

Les mégaphorbiaies sont peu présentes sur le site « Vallée du Ciron » qui est essentiellement forestier. Actuellement, il y a peu de menaces sur cet habitat, si ce n'est la fermeture du milieu liée à la déprise agricole, ainsi que la plantation de peupliers dans la partie aval du Ciron.

Concernant les mégaphorbiaies riveraines de cours d'eau (mégaphorbiaies eutrophes et méso-eutrophes), la gestion idéale consiste à laisser agir la dynamique alluviale. Les mégaphorbiaies sont alors linéaires et s'installent dans les trouées occasionnées par les chablis ou les perturbations (crues).

Tableau 5.4 : Objectifs et orientations de gestion de l'habitat « Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin ».

Rang	Menaces		Objectifs	Orientation de mise en œuvre de la conservation
	réelles	potentielles		
1	Abandon		Maintien ou mise en place d'une gestion adaptée	Fauche, mise en place de parcours pastoraux.
2		Drainage		
1	Plantation de peupliers dans la basse vallée			Incitation à la conservation des mégaphorbiaies en sous-bois sous certaines conditions.
2		Passage à la prairie de fauche avec fertilisation ou à la prairie pâturée		Restauration et entretien des mégaphorbiaies.
2		Mise en culture		
2		Assèchement du milieu	Conservation ou amélioration de la gestion quantitative de l'eau	Limitation des curages et interdiction des opérations de recalibrage des cours d'eau. Gestion douce des berges de cours d'eau et de fossés. Rehausser localement les niveaux d'eau (si nécessaire).

3		Pollution des eaux	Conservation ou amélioration de la qualité des eaux	Veiller à appliquer la réglementation.
				Maintenir la végétation entre les cultures et les cours d'eau et les fossés.
				Sensibilisation à l'usage de bonnes pratiques (fertilisation, désherbages, traitements phytosanitaires raisonnés...).

Landes humides à Bruyère cendrée et Bruyère à quatre angles (4020*)

Autrefois très présente dans le paysage, celle-ci n'occupe plus aujourd'hui que de faibles surfaces souvent en phase de colonisation ligneuse. La zone d'étude « Vallée du Ciron » n'en comprend qu'une très faible surface. Elle se situe généralement dans des dépressions en marge du cours d'eau, au milieu de la pinède cultivée. Elle occupe aussi parfois la marge des peuplements de Pin maritime sur landes à molinie.

Tableau 5.5 : Objectifs et orientations de gestion de l'habitat « Landes humides atlantiques tempérées à *Erica ciliaris* et *Erica tetralix* » (habitat prioritaire).

Rang	Menaces		Objectifs	Orientation de mise en œuvre de la conservation
	réelles	potentielles		
1	Abandon		Maintien ou mise en place d'une gestion adaptée	Restauration et entretien des landes humides par fauche ou pâturage.
2		Drainage		
2		Exploitation forestière		N'utiliser les engins mécaniques lourds qu'en période sèche.
3		Dégradation du sol		Entretien et création d'ouvrages de DFCI.
1	Feux de forêt		Prévention contre les incendies	Limiter l'utilisation d'engins motorisés étrangers à la gestion du milieu.

Grottes non exploitées par le tourisme (8310)

Dans la zone des gorges, quelques petites grottes offrent des potentialités d'accueil intéressantes pour l'hibernation des chauve-souris. Il y a peu de menaces sur cet habitat car les grottes naturelles sont de très petite taille, il est impossible d'y circuler.

Ce sont aussi les anciennes carrières de pierre et champignonnières, que l'on rencontre dans le Sauternais et qui sont parfois transformées en caves à vin. Dans ce dernier cas, il faudra être attentif à ne pas condamner les ouvertures et veiller à ne pas causer trop de dérangements.

Tableau 5.6 : Objectifs et orientations de gestion de l'habitat « Grottes non exploitées par le tourisme ».

Rang	Menaces		Objectifs	Orientation de mise en œuvre de la conservation
	réelles	potentielles		
1	Fermeture des entrées des anciennes carrières de pierre, des champignonnières et des caves à vin (dans la partie aval)		Maintenir la liberté de circulation des chiroptères	Aménager des ouvertures dans les emmurements.

2		Fréquentation humaine non contrôlée, dérangement des chauves-souris (caves à vin)	Protection des grottes contre le dérangement	Pose de grillages autour des cavités.
2		Comblement par des dépôts sauvages		Mise en place d'actions de sensibilisation et d'information.

La hêtraie des gorges du Ciron

Cet habitat ne figure pas dans la directive « Habitats », bien qu'il pourrait se rapprocher des forêts de ravin (code Natura 2000 : 9180). Ce qui est remarquable et qui en fait l'intérêt patrimonial, c'est sa marginalité écologique et phytogéographique, énigme pour les scientifiques. L'intérêt est donc avant tout régional. Les gorges du Ciron sont d'ailleurs classées en ZNIEFF (chapitre 1.3.1).

Les stations à hêtre étant "relativement" nombreuses dans l'Entre-deux-mers, il n'a pas été possible d'inscrire l'espèce dans la liste des espèces à protéger en Aquitaine. Le présent document d'objectifs et la campagne de presse organisée par Mr A. DUCOUSSO (INRA), en mai 2005, sont les seules opportunités pour garantir le maintien de cette population.

Deux solutions sont envisageables (TEISSIER DU CROS, 2002) :

- **Préservation *in situ* dynamique au profit de semis naturels.** La conservation n'est pas une mise sous cloche. Au contraire, une gestion active est nécessaire et favorable, d'où le qualificatif "dynamique". Le stade crucial est la régénération car la génération suivante doit représenter la totalité de la diversité génétique de la génération précédente et rester adaptée au milieu et à son évolution possible à court et long terme (approvisionnement en eau par les sources ou la rivière, évolution du climat). La protection consisterait, les années de bonne fainée, à crocheter légèrement le sol en septembre à proximité des individus fructifères et à dégager les semis vis à vis de la végétation concurrente, herbacée et arborée, jusqu'à leur plein essor. L'idéal serait que les arbres à préserver soient au nombre de 500, ce qui pourrait nécessiter, à raison d'un hêtre tous les 20 m en moyenne, 10 Km de berge ou 5 Km de rivière en comptant les deux berges.

- **Préservation *ex situ* dynamique par plantation.** Cette mesure consiste à planter des descendants d'au moins 20 arbres espacés de 50 m minimum en un site unique le long du Ciron. L'objectif serait d'installer au moins 60 plants pour chacune des 20 descendances pour qu'à la régénération (environ 80 ans après installation, mortalité et éclaircie) au moins 500 arbres s'interfécondent. Le terrain à trouver devrait couvrir 5 à 6 ha, éventuellement dans le domaine public.

Le Conseil Général jouissant d'un droit de préemption sur les ventes de terrain, dans certains secteurs au titre des ZPENS (chapitre 1.3.4), une telle solution pourrait être envisagée.

Signalons que des faines ont été récoltées en 2004 par l'INRA et envoyées dans une pépinière expérimentale à Guéméné-Penfao (Pays-de-la-Loire). 1 500 à 2 000 hêtres indigènes pourraient être plantés dès l'automne 2005 pour commencer à renforcer la hêtraie du Ciron.

Tableau 5.7 : Objectifs et orientations de gestion pour la hêtraie du Ciron.

Rang	Menaces		Objectifs	Orientation de mise en œuvre de la conservation
	réelles	potentielles		
1	Utilisation en bois de chauffage		Conservation ou restauration de la hêtraie	Information et sensibilisation des propriétaires.
1	Problèmes de régénération			Empêcher l'étouffement des jeunes hêtres.
				Protection des semis.
				Plantation de jeunes plants de hêtres d'origine locale.

1	Mise en lumière brutale lors de coupes rases			
2		Déforestation des bords de cours d'eau par "souci de propreté"		Maintenir le couvert végétal à proximité des hêtres.

5.1.2 Objectifs et orientations de gestion par espèces

Les mammifères semi-aquatiques : Vison d'Europe, Loutre

La présence de la Loutre et du Vison d'Europe, deux mammifères placés en haut de la chaîne alimentaire, témoigne de la qualité globalement satisfaisante des eaux du Ciron qu'il conviendra de maintenir, voire d'améliorer.

La régression générale du Vison d'Europe a fait l'objet de plusieurs analyses mais, à ce jour, il n'a pas pu être mis en évidence une cause unique pouvant expliquer à elle seule le déclin de l'espèce. Il s'agit sans doute de la conjonction de plusieurs facteurs souvent évoqués : les destructions directes, la destruction des zones humides et la compétition avec le Vison d'Amérique.

Les loutres ont été activement piégées durant l'entre-deux-guerres, puis elles ont été classées « espèce protégée » en 1972. Les loutres des Landes de Gascogne ont alors pu reconstituer une partie de leurs effectifs grâce à la bonne qualité des cours d'eau, mais dans la limite de faibles possibilités alimentaires et par la destruction des zones humides où elles recherchent le calme pour l'élevage des portées.

Tableau 5.7 : Objectifs et orientations de gestion du Vison d'Europe* (espèce prioritaire).

Rang	Menaces		Objectifs	Orientation de mise en œuvre de la conservation
	réelles	potentielles		
1	Mortalité par collision routière		Réduction des causes de mortalité directe	Aménagement des ouvrages de franchissement et des tronçons routiers traversés par le vison.
1	Mortalité due aux pièges tuants non sélectifs			Interdiction des pièges tuants non sélectifs.
3		Mortalité due au non relevé des pièges		Utilisation de pièges équipé de "trous à vison".
				Application de la réglementation en vigueur.
3		Mortalité par confusion avec d'autres espèces lors des piégeages		Formation des piégeurs à la reconnaissance du vison.
3		Mortalité par consommation de cadavres empoisonnés		Interdiction de la lutte chimique (bromadiolone) contre ragondin et rat musqué.
				Planification de piégeages généralisés et coordonnés des rongeurs aquatiques allochtones.
4		Mortalité par écrasement lors		Gestion douce des cours d'eau et des berges.

		des travaux sur berges		Utiliser à titre exceptionnel et justifié les engins mécaniques lourds.
4		Prédation par les chiens errants		Sensibilisation et prévention.
1	Compétition avec le vison d'Amérique		Contrôle des populations de vison d'Amérique	Mise en place ou renforcement d'un réseau de contrôle du vison d'Amérique.
2	Destruction des zones humides (secteurs moyen et aval)		Conservation et restauration des habitats	<i>Voir les orientations de mise en œuvre de la conservation des habitats concernés.</i>
				Acquisition des zones humides les plus remarquables par un organisme habilité ou une collectivité.
2	Entretien drastique des berges de cours d'eau (recalibrage, dévégétalisation, entretien mécanique, enrochements...)			Gestion douce des berges en maintenant les lieux de refuge et des ripisylves peu entretenues.
3		Pollution des eaux	Conservation ou amélioration de la qualité des eaux	Application de la réglementation.
				Maintien de la végétation entre les cultures et les cours d'eau et les fossés.
				Sensibilisation à l'usage de bonnes pratiques (fertilisation, désherbages, traitements phytosanitaires raisonnés...).

Tableau 5.8 : Objectifs et orientations de gestion de la Loutre d'Europe.

Rang	Menaces		Objectifs	Orientation de mise en œuvre de la conservation
	réelles	potentielles		
1	Destruction des zones humides uniformisation des habitats secteurs moyen et aval		Conservation et restauration de ses habitats	<i>Voir les orientations de mise en œuvre de la conservation des habitats concernés.</i>
2	Entretien drastique des berges de cours d'eau (recalibrage, dévégétalisation, entretien mécanique, enrochements...)			Gestion douce des berges en maintenant les lieux de refuge et des ripisylves peu entretenues.
1	Mortalité par collision routière		Réduction des causes de mortalité directe	Aménagement des ouvrages de franchissement et des tronçons routiers traversés par la loutre.
3		Mortalité par écrasement lors des travaux sur berges		Gestion douce des cours d'eau et des berges.
				Utiliser à titre exceptionnel et justifié les engins mécaniques lourds.

4		Mortalité due aux pièges tuants non sélectifs		Interdiction des pièges tuants non sélectifs.
4		Prédation par les chiens		Sensibilisation et prévention.
3		Pollution des eaux	Conservation ou amélioration de la qualité des eaux	Application de la réglementation.
				Maintenir la végétation entre les cultures et les cours d'eau et les fossés.
				Sensibilisation à l'usage de bonnes pratiques (fertilisation, désherbages, traitements phytosanitaires raisonnés...).

Les chauves-souris : Grand rhinolophe, Petit rhinolophe, Murin de Bechstein

Les menaces qui pèsent sur les gîtes d'hiver semblent, dans le cas de la Vallée du Ciron, peu nombreuses. La connaissance des espèces présentes peut suffire à déterminer les mesures de gestion adaptées à leur maintien : laisser libre les accès aux gîtes en évitant toute exploitation touristique non contrôlée, maintenir ou restaurer la mosaïque des habitats principalement.

Tableau 5.9 : Objectifs et orientations de gestion des chauves-souris d'intérêt communautaire : Grand rhinolophe, Petit rhinolophe, Murin de Bechstein.

Rang	Menaces		Objectifs	Orientation de mise en œuvre de la conservation
	réelles	potentielles		
1	Disparition et modification des gîtes Fréquentation humaine		Conservation des gîtes	Prise en compte des gîtes existants lors de restaurations (greniers, clochers, vieux moulins, éclairage public...).
				Conservation de vieux arbres et d'arbres creux.
			Maintien de l'accès aux gîtes	Aménagement d'ouvertures lors des fermetures de grottes et de caves à vin.
				Sensibilisation des propriétaires de gîtes à la préservation des chiroptères.
1	Modification des paysages Uniformisation des milieux		Conservation ou restauration de la mosaïque des habitats	<i>Voir les orientations de mise en œuvre de la conservation des habitats de la directive.</i>
				Conservation d'un corridor boisé continu.
2		Dérangements (caves)	Préservation de la tranquillité des chiroptères	Sensibilisation des propriétaires des caves (viticulteurs).
				Limitation de l'accès aux cavités souterraines non touristiques par la pose de grillage à leur entrée.
3		Diminution du nombre de proies Contamination	Promotion de pratiques agricoles et vétérinaires compatibles	Information et sensibilisation des agriculteurs et vétérinaires sur l'impact des produits antiparasitaires (remplacement de l'ivermectine par moxidectine, fenbendazole ou oxi-bendazole; mélange animaux vermifugés et non vermifugés...).

3		Élimination par ignorance, superstition ou malveillance (faible)	Changement des comportements.	Information et sensibilisation des acteurs locaux.
---	--	--	-------------------------------	--

La Cistude d'Europe

Aucune étude systématique n'a été réalisée par Ciron Nature pour inventorier les populations de Cistude d'Europe sur le site du Ciron. Cependant, la présence de cette espèce sur le site est confirmée par des données sporadiques.

L'espèce trouve des zones de quiétude dans les zones humides, affectionnant les fonds vaseux des eaux calmes et dormantes. Des zones ensoleillées lui sont néanmoins nécessaires pour sa thermorégulation.

La destruction des zones humides apparaît de fait comme une menace sérieuse, sans pour autant que l'espèce soit gravement menacée.

Tableau 5-10 : Objectifs et orientations de gestion de la Cistude d'Europe.

Rang	Menaces		Objectifs	Orientation de mise en œuvre de la conservation
	Réelles	potentielles		
1	Destruction des zones humides		Conservation et restauration de ses habitats	Maintien des berges en pente douce (accès facilité).
				Les curages autorisés devront se faire pendant la période d'activité des tortues (avril-octobre).
2	Entretien drastique des berges et des fossés			Gestion douce et adaptée des berges et fossés.
3	Compétition avec la tortue de Floride		Contrôle des populations	Localisation et limitation (si nécessaire) des tortues de Floride.
				Suivi des cistudes d'Europe.
3		Pollution des eaux (non quantifiée)	Conservation ou amélioration de la qualité des eaux	Application de la réglementation.
				Maintenir la végétation entre les cultures et les cours d'eau et les fossés.
				Sensibilisation à l'usage de bonnes pratiques (fertilisation, désherbages, traitements phytosanitaires raisonnés...).
4		Impact négatif du ragondin sur la végétation aquatique	Conservation de la végétation aquatique	Planification de piégeages généralisés et coordonnés des rongeurs aquatiques allochtones.
4		Mortalité par consommation de cadavres empoisonnés	Réduction des causes de mortalité directe	Interdiction de la lutte chimique (bromadiolone) contre ragondin et rat musqué.
4		Mortalité par écrasement lors des travaux sur berges		Gestion douce des cours d'eau, des berges et sélective des embâcles.
				Utiliser à titre exceptionnel et justifié les engins mécaniques lourds.

Les Poissons et l'Écrevisse à pattes blanches

Le retour marqué du Chabot dans des endroits où il était absent en 1985 et la présence très ponctuelle pour l'Écrevisse à pattes blanches, exigeante vis à vis de la qualité physico-chimique des eaux, témoignent d'une bonne qualité de l'eau. Appréciant également les milieux riches en abris, la conservation de ces espèces passe par le maintien de la qualité de l'eau et par la gestion douce des cours d'eau et de leurs berges.

Pour de meilleures conditions de reproduction, la circulation des poissons devrait être améliorée parallèlement au maintien des zones de frayères.

Tableau 5-11 : Objectifs et orientations de gestion de la Lamproie de Planer et du Chabot.

Rang	Menaces		Objectifs	Orientation de mise en œuvre de la conservation
	Réelles	potentielles		
1	Modification des paramètres du milieu		Réduction de la mortalité directe	Limitation des curages et interdiction des opérations de recalibrage des cours d'eau.
1	Pollution des eaux Colmatage du lit		Conservation ou amélioration de la qualité des eaux	Éviter le boisement en résineux sur les berges (ensablement des frayères).
				Application de la réglementation.
				Maintenir la végétation entre les cultures et les cours d'eau et les fossés.
				Sensibilisation à l'usage de bonnes pratiques (traitements phytosanitaires, désherbages, fertilisation raisonnés...).
1	Création de seuils et retenues gênant l'accès aux frayères situées en amont		Amélioration de la circulation des poissons	Aménagement de passes.
				Entretien régulier des retenues existantes.
				Éviter la création de nouveaux seuils.

Tableau 5.12 : Objectifs et orientations de gestion pour l'Écrevisse à pattes blanches.

Rang	Menaces		Objectifs	Orientation de mise en œuvre de la conservation
	réelles	potentielles		
1	Modification des paramètres du milieu		Réduction de la mortalité directe	Limitation des curages et interdiction des opérations de recalibrage des cours d'eau.
1	Pollution des eaux colmatage du lit		Conservation ou amélioration de la qualité des eaux	Application de la réglementation.
				Maintenir la végétation entre les cultures et les cours d'eau et les fossés.
				Sensibilisation à l'usage de bonnes pratiques (traitements phytosanitaires, désherbages, fertilisation raisonnés...).
1	Compétition avec les écrevisses américaines		Contrôle et élimination des populations d'écrevisses américaines	Suivi des peuplements.
				Information et sensibilisation des acteurs locaux.
				Respect de la législation sur le commerce et le transport des écrevisses.

Les insectes : papillons et coléoptères inscrits au FSD

En ce qui concerne les papillons inscrits au FSD, le cuivré des marais et le fadet des laïches, ils n'ont pas été observés, et par voie de conséquence n'ont pu être étudiés. Cela pourrait être une des missions à réaliser lors de l'animation du document d'objectifs.

Quant au Lucane cerf-volant et au Grand capricorne, ils ne sont pas menacés sur le site où ils sont d'ailleurs en abondance.

Tableau 5.13 : Objectifs et orientations de gestion pour le Lucane cerf-volant et le Grand capricorne.

Rang	Menace		Objectifs	Orientation de mise en œuvre de la conservation
	Réelle	potentielle		
4		Régression de l'habitat	Conservation ou amélioration des habitats	Maintien de vieux chênes sénescents et de lisières feuillues.

5.2 Actions de gestion à mettre en œuvre

Natura 2000 vise la conservation ou la restauration des habitats naturels ou d'espèces :

- **Conservation** signifie maintenir en état de fonctionnement sur une longue durée. L'habitat ou l'espèce doivent d'abord être en état d'exister et ensuite ne pas être confrontés à des facteurs externes qui viendraient à le perturber voire à le déranger, contribuant à sa disparition potentielle.

Les habitats et espèces remarquables sur le Ciron existent pour la plupart depuis des temps immémoriaux et ne sont pas en voie de disparition : il en est ainsi des chênaies à molinie, des chênaies mélangées à chêne tauzin, des aulnaies-frênaies, des landes humides à bruyère cendrée et bruyère à quatre angles, pour les habitats, de la Cistude d'Europe, du Grand Capricorne, du Lucane Cerf-volant, du Chabot, des chauves-souris pour les espèces par exemple.

L'action essentielle vis-à-vis de ces habitats et espèces consiste surtout à laisser les choses en l'état, à n'intervenir que de façon très ponctuelle et légère, suivant des modes traditionnels qui ont été mis au point très anciennement. Toute information doit être fournie au propriétaire, pour souvent qu'il n'intervienne pas ou encore qu'il se garde de toute action intempestive. Ceci n'empêche pas la recherche d'adaptations techniques douces pour permettre de pérenniser la gestion en cours avec des moyens compatibles avec des coûts acceptables.

Par exemple, le curage des fossés ne peut plus se faire à la main mais la pelle mécanique devra respecter le principe du « vieux fonds, vieux bords ».

- **Restauration.** L'action consiste en une réhabilitation ou restructuration. La restauration a pour but d'accompagner le plus naturellement possible le milieu ou l'espèce vers une situation souhaitée. La restauration vise également à remettre en état un milieu partiellement dégradé par des actions humaines. Une action volontaire est préconisée, entreprise et aidée. Le Ciron comporte quelques sites ou équipements dont la restauration est utile voire nécessaire.

Pour exemples : les prairies humides abandonnées du fait de la déprise agricole liée à la raréfaction de l'élevage, les barrages qui, certes ne constituent pas un habitat en soi, mais dont la disparition par vétusté causerait des pertes considérables sur les habitats et espèces communautaires.

La conservation et la restauration des habitats naturels et d'espèces d'intérêt majeur nécessitent plusieurs types d'actions. Ainsi, on peut distinguer 5 grandes orientations dans lesquelles se retrouvent les objectifs cités précédemment :

- Mesures contractuelles : CTRT

En s'appuyant sur les propriétaires et gestionnaires de site, il peut être prévu des aides de l'État en contrepartie d'engagements conformes aux orientations définies dans le docob.

Un diagnostic sur les sites contractualisés est nécessaire en amont de la contractualisation afin d'établir des mesures de gestion adaptées à chaque cas.

- Préconisations de gestion : PREC / CHARTE N2000

Des actions de gestion sont parfois déjà en application sur le site. De même, un bilan des pratiques existantes, voire passées, permet de constater que certaines sont favorables à la conservation des habitats. Il suffit alors de rappeler des éléments techniques à préconiser afin de les généraliser et d'encadrer les actions néfastes exceptionnelles.

Ces préconisations de gestion, non rémunérées, peuvent prendre la forme de chartes : Charte Natura 2000.

- Amélioration des connaissances et suivi : INV

Afin d'évaluer l'efficacité des actions de gestion mises en œuvre sur le site, il est nécessaire de développer des outils de description et de suivi de l'état de conservation des habitats naturels et d'espèces.

- Information, valorisation de sites et communication autour du docob : INFO

La réalisation du docob a déjà permis une appropriation locale des problématiques évoquées à travers les représentants de propriétaires et d'usagers du site. La prochaine étape doit prévoir une large diffusion de l'information auprès des acteurs de terrain qui permettent de gérer le site.

- Mise en cohérence des politiques publiques et application des réglementations existantes : RGLT

Il incombe aux services de l'État, aux collectivités et aux établissements publics d'assurer une cohérence entre les différents documents de planification et réglementations existantes avec les orientations de gestion préconisées dans le docob.

En ce qui concerne les mesures de restauration et de conservation, les opérations proposées seront basées sur des estimations et du cas par cas. Cette approche est liée au manque de connaissances écologiques de certains milieux et même si des typologies ont été réalisées, il reste à les appliquer sur chaque site. Aussi, des diagnostics systématiques seront réalisés avant chaque action de gestion contractuelle et valideront ou non leur mise en œuvre. Cette démarche est indispensable à la réussite du programme.

Remarque quant aux moyens retenus :

« Pour l'application du document d'objectifs, les titulaires de droits réels et personnels portant sur les terrains inclus dans le site peuvent conclure avec l'autorité administrative des contrats dénommés **contrats Natura 2000** » (Art. L414-3 du Code de l'environnement).

Ces contrats définissent les engagements, rémunérés ou non, et les modalités de rémunération du propriétaire ou du gestionnaire.

⇒ **Pour les parcelles agricoles** (parcelles situées sur la S.A.U.¹⁷), les contrats Natura 2000 prennent actuellement la forme de **C.A.D.**¹⁸ (regroupés dans les synthèses régionales agro-environnementales, élaborés en collaboration avec la profession agricole) signés pour une période de cinq ans renouvelables. La rémunération est majorée de 20% du fait de la spécificité des sites Natura 2000, dans la limite des seuils d'aide.

⇒ **Sur les parcelles situées hors S.A.U.**, les contrats Natura 2000 relèvent de financements du **F.G.M.N.**¹⁹ et sont signés pour une période minimale de cinq ans. Pour la forêt, il existe également des possibilités de financement MAAPAR.

Ne sont pas finançables sous la forme de contrats Natura 2000, les actions qui ne relèvent pas de la gestion de l'espace (action d'animation, d'inventaires et suivis...).

Remarque quant aux chartes Natura 2000 :

Le même article L414-3 du Code de l'environnement est complété comme suit afin de prendre en compte des engagements pour lesquels aucune disposition financière n'est prévue :

« Les titulaires de droits réels et personnels portant sur les terrains inclus dans le site peuvent adhérer à une charte Natura 2000. La charte Natura 2000 comporte un ensemble d'engagements définis par le document d'objectifs et pour lesquels le document d'objectifs ne prévoit aucune disposition financière d'accompagnement. ».

Cette charte a 3 objectifs :

- exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties,
- obtention d'aides publiques (notamment forêt et éventuellement CAD),
- reconnaissance des bonnes pratiques en usage sur le site.

¹⁷ Surface Agricole Utile.

¹⁸ Contrat d'Agriculture Durable.

¹⁹ Fonds de Gestion des Milieux Naturels.

Cependant, les diverses actions proposées ci-après ne revêtent pas le même ordre d'importance. Ainsi, 3 degrés de priorités sont identifiés dans le coin supérieur droit de fiche action :

- **Priorité 1** : Ce sont les actions jugées importantes pour encourager un maintien ou un retour de la gestion passée sur le site du Ciron (ex : lutte contre la fermeture du milieu). Dans la mesure du possible, la structure animatrice essaiera de les mettre en place dès les deux premières années d'animation du document d'objectifs.
- **Priorité 2** : Ces actions sont également importantes pour la gestion du site, mais dans un degré moindre par rapport aux précédentes. Elles feront l'objet de démarches essentiellement à partir de la troisième année d'animation du document d'objectifs.
- **Priorité 3** : Les actions ainsi classées ne sont pas primordiales à la conservation des espèces ou l'amélioration des habitats de la directive du site soit qu'elles n'ont pas d'effet direct, soit parce que les habitats ou les espèces concernées sont dans un bon état de conservation. Elles ne seront pas l'objet de démarches particulières mais seront entreprises en fonction des opportunités qui se présenteraient éventuellement.

Cette classification est susceptible d'être réévaluée au cours de l'animation du document d'objectifs en fonction de l'évolution du site ou des demandes et suggestions des riverains, lesquels sont partie prenante de la rédaction du présent document.

De la même manière, les surfaces estimées dans les fiches actions (surfaces concernées et surfaces contractualisables), mais aussi les actions qui ne correspondraient pas aux objectifs attendus, pourront être modifiées face aux réalités de gestion du site.

Enfin ne peuvent être concernées que les parcelles incluses en totalité ou partiellement dans la nouvelle enveloppe d'habitats déterminée grâce aux investigations menées sur le terrain. Les parcelles ou fractions de parcelles localisées à l'extérieur de la zone Natura 2000 ne peuvent se voir imposer les mêmes contraintes puisque bien souvent dénuées de tout intérêt scientifique au regard des habitats de la directive européenne. En particulier la notion de coupe jardinée ne s'impose pas, la coupe rase étant susceptible de continuer à s'appliquer sous réserve de ne pas nuire à l'habitat voisin. Les préconisations de gestion restent à leur égard de l'ordre du « tenir compte » dans la mesure du possible ou du souhaitable.

5.2.1 Conserver et restaurer les milieux ouverts

Les prés et prairies

Le Ciron et ses affluents possèdent par endroits, de petites vallées à fond plat autrefois aménagées en prairies par les agriculteurs, ainsi qu'un chemin de halage sur les berges du cours d'eau. L'abandon de l'exploitation de ces milieux, dès le début du XX^{ème} siècle, conduit les prairies évoluées vers des formations ligneuses.

Les prairies encore entretenues sont rares sur l'ensemble du site Natura 2000. Si l'on considère leur caractère exceptionnel de par leur rareté et leur inondation temporaire, il semble nécessaire de les préserver. Cependant, l'avenir de ces prairies encore utilisées est parfois compromis notamment par le manque de rentabilité de l'élevage et la disparition de la polyculture locale. Les prairies ouvertes doivent donc continuer à bénéficier de l'entretien dont elles font l'objet, afin de créer des unités écologiques conséquentes, avec un coût d'entretien moindre avec des agriculteurs déjà en place.

De plus, il est possible d'envisager la réouverture d'anciennes prairies les plus récemment abandonnées ou colonisées par des ligneuses invasives. Enfin, il est possible de prévoir une reconversion des zones de culture en prairies avec un entretien systématique de ces milieux.

Les objectifs pour les prairies existantes et celles qui seront rouvertes sont de mettre en place une gestion conservatoire basée sur un entretien extensif (action 2). Cet entretien est destiné à préserver l'intérêt biologique du milieu plutôt qu'à fournir un revenu conséquent. Il peut se concevoir selon deux pratiques à ajuster aux caractéristiques de la prairie :

- l'entretien par le pâturage extensif :

Cette méthode est applicable à des surfaces relativement grandes, car elle nécessite l'installation d'une clôture (si elle n'existe pas), la mise en place temporaire d'animaux domestiques et la mobilisation de moyens humains pour en assurer le suivi.

- l'entretien par fauche tardive :

Il peut être appliqué à des surfaces relativement petites, et doit généralement être précédé d'une action de débroussaillage au moins la première année, afin d'éliminer les rejets d'espèces ligneuses. Par la suite, une fauche tardive (après la floraison de l'essentiel des herbacées, soit en fin d'été ou d'automne) sera mise en place, tous les ans. Dans tous les cas, la matière organique devra être exportée afin de conserver le caractère oligotrophe de ces milieux.

Actions envisagées :

Action n°1 : Ouverture de parcelles embroussaillées

4 contrats proposés afin d'atteindre cet objectif :

- Ouverture d'une parcelle fortement embroussaillée en S.A.U. (CAD)
- Ouverture d'une parcelle moyennement embroussaillée en S.A.U. (CAD)
- Ouverture d'une parcelle fortement embroussaillée hors S.A.U., sans bûcheronnage (N2000)
- Ouverture d'une parcelle fortement embroussaillée hors S.A.U., avec bûcheronnage (N2000)

Action n°2 : Gestion extensive de la prairie par fauche et/ou pâturage

4 contrats proposés afin d'atteindre cet objectif :

- Gestion extensive de la prairie par la fauche et/ou pâturage. Gestion extensive des surfaces en prairie. Préservation des prairies humides (CAD)
- Gestion extensive de la prairie par la fauche (N2000)
- Gestion extensive de la prairie par le pâturage (N2000)
- Gestion extensive mixte de la prairie par la fauche et le pâturage (N2000)

Habitats concernés :

Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (6430).

Landes humides atlantiques méridionales à bruyère ciliée et bruyère à quatre angles (4020*).

Espèces concernées :

Vison d'Europe (1356*),
Cistude d'Europe (1220),
Petit rhinolophe (1303),

Loutre d'Europe (1355),
Grand rhinolophe (1304),
Murin de Bechstein (1323).

Entité de gestion	Codification de la mesure	Référence
Prés et prairies	ACTION 1 : (Ré)Ouverture d'anciennes prairies humides	
	Contrat CAD : CTRT 1901A-00 Ouverture d'une parcelle fortement embroussaillée en SAU	Page 150
	Contrat CAD : CTRT 1902A-00 Ouverture d'une parcelle moyennement embroussaillée en SAU	Page 152
	Contrat N2000 : CTRT 693VC-1.3 – mesure A FH 005 Ouverture d'une parcelle fortement embroussaillée hors S.A.U, sans bûcheronnage	Page 154
	Contrat N2000 : CTRT 693VC-1.4 – mesure A FH 005 Ouverture d'une parcelle fortement embroussaillée hors S.A.U, avec bûcheronnage	Page 156
	ACTION 2 : Maintien de l'ouverture des prés et prairies	
	Contrat CAD : CTRT 2001A-01 (contrat 3) Gestion extensive de la prairie par la fauche et/ou pâturage. Gestion extensive des surfaces en prairie. Préservation des prairies humides	Page 158
	Contrat N2000 : CTRT 693VC-2.2 – mesure A FH 004 Gestion extensive de la prairie par la fauche	Page 160
	Contrat N2000 : CTRT 693VC-2.3 – mesure A FH 004 Gestion extensive de la prairie par le pâturage	Page 162
	Contrat N2000 : CTRT 693VC-2.4 – mesure A FH 004 Gestion extensive mixte de la prairie par la fauche et le pâturage	Page 164
	ACTION 5 : Entretien des haies	
	Contrat CAD : CTRT 0602A-00 Entretien des haies	Page 177
Mégaphorbiaies	ACTION 9 : Réduction de l'impact de la démoustication	
	Hors contrat : PREC 693VC-9 Adaptation de la démoustication sur les rives du Ciron et de ses affluents	Page 196
Le réseau hydraulique	ACTION 10 : Entretien des mégaphorbiaies	
	Contrat N2000 : CTRT 693VC-10.1L et 10.1NL – mesure A HE 005 Entretien des mégaphorbiaies	Page 198
	ACTION 6 : Maintien, amélioration de la qualité de l'eau	
	Hors contrat : RGLT 693VC-6.3 Réglementation et préconisations pour le curage et l'entretien des cours d'eau naturels	Page 184
	ACTION 7 : Gestion douce des berges de cours d'eau naturel	
Le réseau hydraulique	Contrat N2000 : CTRT 693VC-7.1 – mesure A HF 005 Gestion douce des berges de cours d'eau en bordure de prairies, hors SAU	Page 186
	ACTION 8 : Gestion douce des fossés	
	Contrat CAD : CTRT 0603C-01 (2 côtés) CTRT 0603C-02 (1 côté) Gestion douce des berges de fossés et de leurs abords : prairies	Page 190

ACTION N°1 : (RÉ)OUVERTURE DE PARCELLES EMBROUSSAILLÉES

Fiche action 1.1	FR7200693 VALLÉE DU CIRON		Priorité 1
CTRT : 1901A-00	Ouverture d'une parcelle fortement embroussaillée en S.A.U.		Contrat CAD
Montant retenu	301,85 € HT/ha/an.	Mesure fixe.	
Périmètre d'application concerné	Parcelles en friche, prairies de fauche ou de pâture abandonnées.		
Habitats et espèces concernés	Habitats : Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (6430). Landes humides atlantiques tempérées à bruyère ciliée et bruyère à quatre angles (4020*). Habitats d'espèces : friches agricoles, anciens prés et prairies de fauche abandonnés. Espèces : vison d'Europe, loutre d'Europe, cistude d'Europe, grand et petit rhinolophes, murin de Bechstein.		
Surface et propriétaires concernés	40 ha. Surface en SAU du site potentiellement concerné par ces habitats.		
Surface contractualisable sur 5 ans	4 ha contractualisables sur 5 ans.		
Objectifs visés à moyen terme	Contenir la fermeture du milieu. Conserver les habitats naturels d'intérêt majeur. Conserver les habitats d'espèces d'intérêt majeur. Contenir, voire éradiquer les essences envahissantes (<i>Acer negundo</i> , <i>Prunus serotina</i> , <i>Robinia pseudoacacia</i> dans certains secteurs). Diminuer les risques d'incendies.		
Conditions d'éligibilité	Mesure applicable uniquement aux parcelles non classées en bois au 31/12/1991. Recouvrement ligneux initial des parcelles doit être supérieur à 30%. Agrément des parcelles proposées après visite préalable lors du diagnostic CAD. Ces parcelles doivent nécessiter d'un dessouchage.		
Engagements	<p><u>Rappel</u> : les Bonnes Pratiques Agricoles Habituelles, définies dans la notice explicative des CAD, doivent être respectées sur l'ensemble de l'exploitation.</p> <p>Sur les parcelles engagées :</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Arrachage des arbustes ou coupe, tronçonnage, dessouchage et enlèvement des souches hors de la parcelle (intervention hivernale).<input type="checkbox"/> Broyage au sol.<input type="checkbox"/> Traitement chimique localisé autorisé en année 1 et interdit les années suivantes.<input checked="" type="checkbox"/> Fertilisation interdite.<input type="checkbox"/> Régénération de la parcelle par implantation d'une prairie si nécessaire après le débroussaillage (2 semis en 1^{ère} et 2^{ème} années) en utilisant éventuellement sur sol ingrat la technique de cultures de graminées et céréales en associées.<input type="checkbox"/> Entretien mécanique par broyage ou fauche (exportation des produits en cas de fauche) ou entretien par pâturage raisonné (chargement instantané fort et limité dans le temps, à adapter à la nature de la parcelle) avec élimination des refus.<input type="checkbox"/> L'écobuage et le brûlis sont interdits sauf autorisation contraire du Comité technique.<input type="checkbox"/> Tenue du cahier d'enregistrement des pratiques agricoles sur les parcelles engagées obligatoire.	<p>Classement principal : P, secondaire : S, complémentaire : C.</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>S</p> <p>P</p> <p>C</p> <p>P</p> <p>C</p> <p>P</p>	

Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Conservez les déclarations PAC depuis l'année précédant le début de l'engagement, accompagnées du tableau de localisation des engagements agro-environnementaux et du plan de localisation (orthophotographies, ou planche cadastrale au format A3 ou A4, ou plan dont l'échelle est comprise entre 1/5 000 et 1/25 000). • Factures détaillées si travaux réalisés par une entreprise. • Une photographie initiale des parcelles engagées avant mise en place de la mesure est conseillée.
Cumul d'actions	Non cumulable avec les actions 0101 (Reconversion des terres arables en herbages extensifs) et 2001 (Gestion de la prairie extensive par la fauche et/ou pâturage).
Contrôles	<p>Tous les ans, un contrôle administratif effectué en DDAF porte sur la déclaration annuelle de respect des engagements CAD, sur la déclaration de surfaces et sur le contrat CAD. L'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus, depuis la souscription de l'action agroenvironnementale, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements. Ce contrôle requiert la présence de l'exploitant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Il inclut une visite partielle ou totale de l'exploitation.</p>
Sanctions	<p>Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée (se référer à la notice explicative CAD pour plus de précisions).</p> <p>Le respect de la surface engagée est un engagement de rang principal.</p>
Opérateur(s) potentiel(s)	Exploitants.
Ressources financières	Contrat CAD. Fonds FEOGA + fonds CAD.
Coût estimé sur 5 ans	<p>301,85 € HT/ha/an × 4 ha = 1207,40 € HT/an.</p> <p><u>TOTAL sur 5 ans : 6 037 € HT</u></p>
Indicateurs de suivis	<p>A l'échelle du site : - nombre de parcelles engagées ; - superficies des terrains concernés par la mesure.</p> <p>A l'échelle de la parcelle : descriptif simplifié des terrains concernés, en première et en dernière années de contrat.</p>

Fiche action 1.2	FR7200693 VALLÉE DU CIRON		Priorité 1
CTRT : 1902A-00	Ouverture d'une parcelle moyennement embroussaillée en S.A.U.		Contrat CAD
Montant retenu	146,35 € HT/ha/an.	Mesure fixe.	
Périmètre d'application concerné	Parcelles en friche ; prairies de fauche ou de pâture abandonnées.		
Habitats et espèces concernés	Habitats : Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (6430). Landes humides atlantiques méridionales à bruyère ciliée et bruyère à quatre angles (4020*). Habitats d'espèces : friches agricoles, anciens prés et prairies de fauche abandonnés. Espèces : vison d'Europe, loutre d'Europe, cistude d'Europe, grand et petit rhinolophes, murin de Bechstein.		
Surface et propriétaires concernés	40 ha. Surface en SAU du site potentiellement concerné par ces habitats.		
Surface contractualisable sur 5 ans	4 ha contractualisables sur 5 ans.		
Objectifs visés à moyen terme	Contenir la fermeture du milieu. Conserver les habitats naturels d'intérêt majeur. Conserver les habitats d'espèces d'intérêt majeur. Contenir, voire éradiquer les essences envahissantes (<i>Acer negundo</i> , <i>Robinia pseudoacacia</i> dans certains secteurs, <i>Prunus serotina</i>). Diminuer les risques d'incendies.		
Conditions d'éligibilité	Mesure applicable uniquement aux parcelles non classées en bois au 31/12/1991. Agrément des parcelles proposées après visite préalable lors du diagnostic CAD.		
Engagements	<p>Rappel : les Bonnes Pratiques Agricoles Habituelles, définies dans la notice explicative des CAD, doivent être respectées sur l'ensemble de l'exploitation.</p> <p>Sur les parcelles engagées :</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Débroussaillage d'ouverture la 1ère année.<input type="checkbox"/> Traitement chimique localisé autorisé en année 1 et interdit les années suivantes.<input type="checkbox"/> Régénération de la parcelle par implantation d'une prairie si nécessaire après le débroussaillage (2 semis en 1ère et 2ème années).<input checked="" type="checkbox"/> Fertilisation interdite.<input type="checkbox"/> Entretien mécanique par broyage ou fauche (exportation des produits en cas de fauche) ou entretien par pâturage raisonné (chargement instantané fort et limité dans le temps, à adapter à la nature de la parcelle) avec élimination des refus.<input type="checkbox"/> L'écobuage et le brûlis sont interdits sauf autorisation contraire de la CDOA.<input type="checkbox"/> Cahier d'enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées obligatoire.	<p>Classement Principal : P, secondaire : S, complémentaire : C.</p> <p>P</p> <p>S</p> <p>C</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>C</p> <p>P</p>	
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none">Conservez les déclarations PAC depuis l'année précédant le début de l'engagement, accompagnées du tableau de localisation des engagements agro-environnementaux et du plan de localisation (orthophotographies, ou planche cadastrale au format A3 ou A4, ou plan dont l'échelle est comprise entre 1/5 000 et 1/25 000).Factures détaillées si travaux réalisés par une entreprise.Une photographie initiale des parcelles engagées avant mise en place de la mesure est conseillée.		
Cumul d'actions	Non cumulable avec les actions 0101 (Reconversion des terres arables en herbages extensifs) et 2001 (Gestion de la prairie extensive par la fauche et/ou pâturage).		

Contrôles	<p>Tous les ans, un contrôle administratif effectué en DDAF porte sur la déclaration annuelle de respect des engagements CAD, sur la déclaration de surfaces et sur le contrat CAD. L'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus, depuis la souscription de l'action agroenvironnementale, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements. Ce contrôle requiert la présence de l'exploitant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Il inclut une visite partielle ou totale de l'exploitation.</p>
Sanctions	<p>Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée (se référer à la notice explicative CAD pour plus de précisions).</p> <p>Le respect de la surface engagée est un engagement de rang principal.</p>
Opérateur(s) potentiel(s)	Exploitants.
Ressources financières	Contrat CAD. Fonds FEOPA + fonds CAD.
Coût estimé sur 5 ans	<p>146,35 € HT/ha/an × 4 ha = 585,4 € HT/an.</p> <p><u>TOTAL sur 5 ans : 2 927 € HT</u></p>
Indicateurs de suivis	<p>A l'échelle du site : - nombre de parcelles engagées ; - superficies des terrains concernés par la mesure.</p> <p>A l'échelle de la parcelle : descriptif simplifié des terrains concernés, en première et en dernière années de contrat.</p>

Fiche action 1.3	FR7200693 VALLÉE DU CIRON		Priorité 1
CTRT : 693VC-1.3 Mesure A FH 005	Ouverture d'une parcelle fortement embroussaillée hors S.A.U., sans bûcheronnage		Contrat FG MN
Montant retenu	1426,97 € HT/ha.		
Périmètre d'application concerné	Parcelles en friche ; prairies de fauche ou de pâture abandonnées.		
Habitats et espèces concernés	Habitats : Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (6430). Landes humides atlantiques méridionales à bruyère ciliée et bruyère à quatre angles (4020*). Habitats d'espèces : friches agricoles, anciens prés et prairies de fauche abandonnés. Espèces : vison d'Europe, loutre d'Europe, cistude d'Europe, grand et petit rhinolophes, murin de Bechstein.		
Surface et propriétaires concernés	40 ha. Surface hors SAU du site potentiellement concerné par ces habitats.		
Surface contractualisable sur 5 ans	4 ha contractualisables sur 5 ans.		
Objectifs visés à moyen terme	Contenir la fermeture du milieu. Conserver les habitats naturels d'intérêt majeur. Conserver les habitats d'espèces d'intérêt majeur. Contenir, voire éradiquer les essences envahissantes (<i>Acer negundo</i> , <i>Robinia pseudoacacia</i> dans certains secteurs, <i>Prunus serotina</i>). Diminuer les risques d'incendies.		
Conditions d'éligibilité	Agrément des parcelles soumis à un diagnostic préalable et avis, le cas échéant, du Comité de Pilotage Local ou de son émanation technique. Le recouvrement ligneux initial des parcelles doit être supérieur à 30%. Compléter par un contrat d'entretien des prairies : fauche, pâturage ou mixte.		
Engagements Un cahier des charges est composé de plusieurs engagements, la totalité des engagements doit être respectée. Chaque engagement est classé dans une catégorie qui conditionne le niveau de la sanction.	<u>Ouverture des parcelles engagées :</u> <u>Engagement rémunéré : mesure A FH 005</u> <input type="checkbox"/> Girobroyage avec exportation (techniques favorables à la préservation de la faune). <u>Engagements non rémunérés</u> <input type="checkbox"/> Travaux interdits entre le 1 ^{er} février et le 15 septembre. <input type="checkbox"/> Traitement chimique interdit. <input type="checkbox"/> Fertilisation azotée interdite. <input type="checkbox"/> Régénération naturelle de la prairie. <input type="checkbox"/> Écobuage et brûlis sont interdits sauf avis de la commission technique de suivi du docob. <input type="checkbox"/> Cahier d'enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées obligatoire.	Classement principal : P, secondaire : S, complémentaire : C. P P P P P P	
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none">Plan de localisation (orthophotographies, ou planche cadastrale au format A3 ou A4, ou plan dont l'échelle est comprise entre 1/5 000 et 1/25 000).Factures détaillées si travaux réalisés par une entreprise ou pièce justificative équivalente dans le cas de travaux réalisés par le bénéficiaire.Une photographie initiale des parcelles engagées avant mise en place de la mesure est conseillée.		
Cumul d'actions	Cumulable avec une des actions d'entretien des prairies : fauche, pâturage ou mixte (693VC-2.2 ou -2.3 ou -2.4).		
Contrôles	En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur la validité des critères d'éligibilité et sur le respect des engagements souscrits. Ce contrôle requiert la présence du bénéficiaire ou celle de son représentant qui doit mettre à disposition du contrôleur les documents de suivi mentionnés ci-dessus.		

Sanctions	Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée. Le respect de la surface engagée est un engagement de rang principal.
Opérateur(s) potentiel(s)	Propriétaires, exploitants, collectivités.
Ressources financières	Contrat FGMN. Mesure A FH 005 (travaux de lutte contre la fermeture du milieu par recouvrement d'espèces envahissantes (ligneux, callune, molinie...)).
Calcul du coût	<p><u>Réouverture du milieu :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Débroussaillage en plein au girobroyeur / andainage : 951,97 € HT/ha. - Ramassage : 475 € HT/ha. <p>4 ha × 1 426,97 = 5 707,88 € HT.</p> <p><u>TOTAL sur 5 ans : 5 707,88 € HT.</u></p>
Indicateurs de suivis	<p>A l'échelle du site : - nombre de parcelles engagées ; - superficies des terrains concernés par la mesure.</p> <p>A l'échelle de la parcelle : descriptif simplifié des terrains concernés, en première et en dernière années de contrat.</p>

Fiche action 1.4	FR7200693 VALLÉE DU CIRON		Priorité 1
CTRT : 693VC-1.4 Mesure A FH 005	Ouverture d'une parcelle fortement embroussaillée hors S.A.U., avec bûcheronnage		Contrat FGMN
Montant retenu	2 159,41 €/ha.		
Périmètre d'application concerné	Parcelles en friche ; prairies de fauche ou de pâture récemment abandonnées et envahies par des ligneux.		
Habitats et espèces concernés	<p>Habitats : Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (6430). Landes humides atlantiques méridionales à bruyère ciliée et bruyère à quatre angles (4020*).</p> <p>Habitats d'espèces : friches agricoles, anciens prés et prairies de fauche abandonnés.</p> <p>Espèces : vison d'Europe, loutre d'Europe, cistude d'Europe, grand et petit rhinolophes, murin de Bechstein.</p>		
Surface et propriétaires concernés	200 ha entre Villandraut et St-Michel-de-Castelnau. Surface hors SAU du site potentiellement concerné par ces habitats.		
Surface contractualisable sur 5 ans	10 ha contractualisables sur 5 ans.		
Objectifs visés à moyen terme	<p>Rouvrir des milieux récemment fermés et envahis par des essences envahissantes (<i>Acer negundo</i>, <i>Robinia pseudoacacia</i> dans certains secteurs, <i>Prunus serotina</i>).</p> <p>Conserver les habitats naturels d'intérêt majeur.</p> <p>Conserver les habitats d'espèces d'intérêt majeur.</p> <p>Diminuer les risques d'incendies.</p>		
Conditions d'éligibilité	<p>Agrément des parcelles soumis à un diagnostic préalable et avis, le cas échéant, du Comité de Pilotage Local ou de son émanation technique.</p> <p>Le recouvrement ligneux initial des parcelles doit être supérieur à 30%.</p> <p>Compléter par un contrat d'entretien des prairies : fauche, pâturage ou mixte.</p>		
Engagements	<p><u>Ouverture des parcelles engagées :</u></p> <p><u>Engagements rémunérés – Mesure A FH 005 :</u></p> <p><input type="checkbox"/> Bûcheronnage.</p> <p><input type="checkbox"/> Girobroyage avec exportation.</p> <p><u>Engagements non rémunérés :</u></p> <p><input type="checkbox"/> Travaux interdits entre le 1^{er} février et le 15 septembre.</p> <p><input type="checkbox"/> Traitement chimique interdit.</p> <p><input type="checkbox"/> Fertilisation azotée interdite.</p> <p><input type="checkbox"/> Régénération naturelle de la prairie.</p> <p><input type="checkbox"/> Écobuage et brûlis sont interdits sauf avis de la commission technique de suivi du docob.</p> <p><input type="checkbox"/> Cahier d'enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées obligatoire.</p>	<p>Classement principal : P, secondaire : S, complémentaire : C.</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p>	
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none">Plan de localisation (orthophotographies, ou planche cadastrale au format A3 ou A4, ou plan dont l'échelle est comprise entre 1/5 000 et 1/25 000).Factures détaillées si travaux réalisés par une entreprise ou pièce justificative équivalente dans le cas de travaux réalisés par le bénéficiaire.Une photographie initiale des parcelles engagées avant mise en place de la mesure est conseillée.		
Cumul d'actions	Cumulable avec une des actions d'entretien des prairies : fauche, pâturage ou mixte (693VC-2.2 ou -2.3 ou -2.4).		

Contrôles	En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur la validité des critères d'éligibilité et sur le respect des engagements souscrits. Ce contrôle requiert la présence du bénéficiaire ou celle de son représentant qui doit mettre à disposition du contrôleur les documents de suivi mentionnés ci-dessus.
Sanctions	Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée. Le respect de la surface engagée est un engagement de rang principal.
Opérateur(s) potentiel(s)	Propriétaires, exploitants, collectivités.
Ressources financières	Contrat FGMM. Mesure A FH 005 (travaux de lutte contre la fermeture du milieu par recouvrement d'espèces envahissantes (ligneux, callune, molinie...)).
Calcul du coût	<p><u>Réouverture du milieu :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Bûcheronnage : 732,44 € HT/ha. - Débroussaillage en plein au girobroyeur / andainage : 951,97 € HT/ha. - Ramassage : 475 € HT/ha. <p>10 ha × 2159,41 € = 21 594,10 € HT.</p> <p><u>TOTAL sur 5 ans : 21 594,10 € HT.</u></p>
Indicateurs de suivis	<p>A l'échelle du site : - nombre de parcelles engagées ; - superficies des terrains concernés par la mesure.</p> <p>A l'échelle de la parcelle : descriptif simplifié des terrains concernés, en première et en dernière années de contrat.</p>

ACTION N°2 : GESTION EXTENSIVE DES PRAIRIES PAR FAUCHE ET/OU PATURAGE

Fiche action 2.1	FR7200693 VALLÉE DU CIRON		Priorité 1
CTRT : 2001A-01 (contrat 3)	Gestion extensive de la prairie par la fauche et/ou pâturage. Gestion extensive des surfaces en prairie. Préservation des prairies humides		Contrat CAD
Montant retenu	384,17 € HT/ha/an.	mesure mixte.	
Périmètre d'application concerné	Prés et prairies inondables existantes ou rouvertes le long du Ciron et de ses affluents. Zone forestière.		
Habitats et espèces concernés	Habitats : Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (6430). Landes humides atlantiques méridionales à bruyère ciliée et bruyère à quatre angles (4020*). Habitats d'espèces : friches agricoles, anciens prés et prairies de fauche abandonnés. Espèces : vison d'Europe, loutre d'Europe, cistude d'Europe, grand et petit rhinolophes, murin de Bechstein.		
Surface et propriétaires concernés	70 ha de prés existants (et 40 ha de friches). Surface en SAU du site potentiellement concerné par ces habitats.		
Surface contractualisable sur 5 ans	7 ha contractualisables sur 5 ans.		
Objectifs visés à moyen terme	Favoriser et conserver les habitats naturels d'intérêt majeur. Favoriser et conserver les habitats d'espèces d'intérêt majeur. Contenir la fermeture du milieu.		
Conditions d'éligibilité	Agrément des parcelles soumis à un diagnostic préalable et avis, le cas échéant, du Comité de Pilotage Local ou de son émanation technique.		
Engagements	<p><u>Rappel</u> : les Bonnes Pratiques Agricoles Habituelles, définies dans la notice explicative des CAD, doivent être respectées sur l'ensemble de l'exploitation.</p> <p>Contrat 3 : fauche après le 15 août, pas de fertilisation minérale azotée.</p> <p>Sur les parcelles engagées :</p> <p>Le diagnostic d'exploitation doit s'assurer du caractère régulier des inondations de la parcelle (inondations hivernales ou printanières), lié à la proximité d'un cours d'eau, et de la situation dans le lit majeur.</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Drainage interdit, pas de boisement.<input type="checkbox"/> Aucun retournement de la prairie pendant 5 ans.<input type="checkbox"/> Entretien par pâturage ou par fauche. Pas de pâture en période de sol peu portant. Pas d'apport de complément fourrager.<input type="checkbox"/> Conservation des haies, entretien des fossés.<input type="checkbox"/> Traitement phytosanitaire interdit.<input type="checkbox"/> Pas d'amendement calcique.<input type="checkbox"/> Tenue du cahier d'enregistrement des pratiques agricoles sur les parcelles engagées obligatoire.<input type="checkbox"/> Tenue du cahier d'enregistrement de la fertilisation sur l'ensemble de l'exploitation obligatoire : date, quantité et nature de l'apport. <p>NB : Les bonnes pratiques habituelles locales, en matière de fertilisation, consistent en un apport d'éléments fertilisants minéraux de 120 unités N, 60 de P et 60 de K permettant une production de 7,5 tonnes de MS /ha.</p>		<p>Classement principal : P, secondaire : S, complémentaire : C.</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p>

Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> Conservez les déclarations PAC depuis l'année précédant le début de l'engagement, accompagnées du tableau de localisation des engagements agro-environnementaux et du plan de localisation (orthophotographies, ou planche cadastrale au format A3 ou A4, ou plan dont l'échelle est comprise entre 1/5 000 et 1/25 000). Cahier de pâturage : identifiant de la parcelle culturale, date d'entrée, date de sortie, nombre d'animaux par catégorie avec suivi obligatoire pour les parcelles engagées. Factures détaillées si travaux réalisés par une entreprise.
Cumul d'actions	Interdiction de cumul avec les actions 1901, 1902 (Ouverture d'une parcelle fortement/moyennement embroussaillée) et 0102 (Reconvertir les terres arables en prairies temporaires).
Contrôles	<p>Tous les ans, un contrôle administratif effectué en DDAF porte sur la déclaration annuelle de respect des engagements CAD, sur la déclaration de surfaces et sur le contrat CAD. L'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus, depuis la souscription de l'action agroenvironnementale, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements. Ce contrôle requiert la présence de l'exploitant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Il inclut une visite partielle ou totale de l'exploitation.</p>
Sanctions	<p>Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée (se référer à la notice explicative CAD pour plus de précisions).</p> <p>Le respect de la surface engagée est un engagement de rang principal.</p>
Opérateur(s) potentiel(s)	Exploitants.
Ressources financières	Contrat CAD.
Coût estimé sur 5 ans	<p>Montant retenu : 384,17 € HT × 7 ha × 5 ans</p> <p>·</p> <p>Coût de l'opération : 13 445,95 € HT.</p>
Indicateurs de suivis	<p>A l'échelle du site : - nombre de parcelles engagées ; - superficies des terrains concernés par la mesure.</p> <p>A l'échelle de la parcelle : descriptif simplifié des terrains concernés, en première et en dernière années de contrat.</p>

Fiche action 2.2	FR7200693 VALLÉE DU CIRON	Priorité 1
CTRT : 693VC-2.2 Mesure A FH 004	Gestion extensive de la prairie par la fauche	Contrat FG MN
Montant retenu	1 809 € HT/ha	
Périmètre d'application concerné	Prés et prairies inondables existantes ou rouvertes le long du Ciron et de ses affluents.	
Habitats et espèces concernés	Habitats : Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (6430). Landes humides atlantiques méridionales à bruyère ciliée et bruyère à quatre angles (4020*). Habitats d'espèces : friches agricoles, anciens prés et prairies de fauche abandonnés. Espèces : vison d'Europe, loutre d'Europe, cistude d'Europe, grand et petit rhinolophes, murin de Bechstein.	
Surface et propriétaires concernés	70 ha de prés existants (et 40 ha de friches). Surface hors SAU du site potentiellement concerné par ces habitats.	
Surface contractualisable sur 5 ans	5 ha contractualisables sur 5 ans.	
Objectifs visés à moyen terme	Favoriser et conserver les habitats naturels d'intérêt majeur. Favoriser et conserver les habitats d'espèces d'intérêt majeur. Contenir la fermeture du milieu.	
Conditions d'éligibilité	Agrément des parcelles soumis à un diagnostic préalable et avis, le cas échéant, du Comité de Pilotage Local ou de son émanation technique.	
Engagements	<p><u>Sur les parcelles engagées</u>, le diagnostic d'exploitation doit s'assurer du caractère régulier des inondations de la parcelle (inondations hivernales ou printanières), lié à la proximité d'un cours d'eau, et de la situation dans le lit majeur.</p> <p><u>Engagements rémunérés</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Fauche avec exportation entre le 15 juin et le 30 août suivant les préconisations du cahier des charges. Mesure A FH 004. <p><u>Engagements non rémunérés</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Drainage interdit, pas de boisement.<input type="checkbox"/> Aucun retournement de la prairie pendant 5 ans.<input type="checkbox"/> Garder les variations de micro-topographie (ne pas combler, pas d'apport extérieur).<input type="checkbox"/> Ne pas abandonner les parcelles plus d'un an.<input type="checkbox"/> Pas de traitement phytosanitaire.<input type="checkbox"/> Pas de fertilisation.<input type="checkbox"/> Pas d'amendement calcique.<input type="checkbox"/> Tenue du cahier d'enregistrement des pratiques agricoles sur les parcelles engagées obligatoire.	<p>Classement principal : P, secondaire : S, complémentaire : C.</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p>
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none">Plan de localisation (orthophotographies, ou planche cadastrale au format A3 ou A4, ou plan dont l'échelle est comprise entre 1/5 000 et 1/25 000).Cahier de pâturage : identifiant de la parcelle culturale, date d'entrée, date de sortie, nombre d'animaux par catégorie avec suivi obligatoire pour les parcelles engagées.Factures détaillées si travaux réalisés par une entreprise.Photos avant et après travaux.Diagnostic écologique préalable.	

Cumul d'actions	Cumulable avec les actions d'ouverture de parcelles embroussaillées hors SAU (693VC-1.3 et 693VC-1.4) de conservation des haies (cf action 5) et de gestion douce des fossés (cf action 8).
Contrôles	Un contrôle administratif est effectué en DDAF. Il porte sur la déclaration annuelle de respect des engagements inscrits au cahier des charges, en référence au contrat Natura 2000 établi pour 5 ans. En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur la validité des critères d'éligibilité et sur le respect des engagements souscrits. Ce contrôle requiert la présence du bénéficiaire ou celle de son représentant qui doit mettre à disposition du contrôleur les documents de suivi mentionnés ci-dessus.
Sanctions	Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée. Le respect de la surface engagée est un engagement de rang principal.
Opérateur(s) potentiel(s)	Propriétaires, exploitants. Collectivités.
Ressources financières	Contrat FGMN. Mesure A FH 004 (maintien de l'ouverture en vue de la restauration d'habitats ouverts indispensables au maintien d'espèces et d'habitats d'intérêt communautaire).
Calcul du coût	Fauche avec évacuation 361,80 € HT/ha/an. 361,80 € HT/ha/an × 5 ha × 5 ans = 9 045 € HT. <u>Coût de l'opération : 9 045 € HT.</u>
Indicateurs de suivis	A l'échelle du site : - nombre de parcelles engagées ; - superficies des terrains concernés par la mesure. A l'échelle de la parcelle : descriptif simplifié des terrains concernés, en première et en dernière années de contrat.

Fiche action 2.3	FR7200693 VALLÉE DU CIRON		Priorité 2
CTRT : 693VC-2.3 Mesure A FH 004	Gestion extensive de la prairie par le pâturage		Contrat FGMN
Montant retenu	1 614 € HT/ha		
Périmètre d'application concerné	Prés et prairies inondables existantes ou rouvertes le long du Ciron et de ses affluents.		
Habitats et espèces concernés	Habitats : Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (6430). Landes humides atlantiques méridionales à bruyère ciliée et bruyère à quatre angles (4020*). Habitats d'espèces : friches agricoles, anciens prés et prairies de fauche abandonnés. Espèces : vison d'Europe, loutre d'Europe, cistude d'Europe, grand et petit rhinolophes, murin de Bechstein.		
Surface et propriétaires concernés	70 ha de prés existants (et 40 ha de friches). Surface hors SAU du site potentiellement concerné par ces habitats.		
Surface contractualisable sur 5 ans	5 ha contractualisables sur 5 ans.		
Objectifs visés à moyen terme	Favoriser et conserver les habitats naturels d'intérêt majeur. Favoriser et conserver les habitats d'espèces d'intérêt majeur. Contenir la fermeture du milieu.		
Conditions d'éligibilité	Agrément des parcelles soumis à un diagnostic préalable et avis, le cas échéant, du Comité de Pilotage Local ou de son émanation technique.		
Engagements Un cahier des charges est composé de plusieurs engagements, la totalité des engagements doit être respectée. Chaque engagement est classé dans une catégorie qui conditionne le niveau de la sanction.	<p><u>Sur les parcelles engagées</u>, le diagnostic d'exploitation doit s'assurer du caractère régulier des inondations de la parcelle (inondations hivernales ou printanières), lié à la proximité d'un cours d'eau, et de la situation dans le lit majeur.</p> <p><u>Engagements rémunérés</u> :</p> <p><input type="checkbox"/> Pâturage extensif : de 0,5 à 1 UGB/ha. Mesure A FH 004.</p> <p><u>Engagements non rémunérés</u> :</p> <p><input type="checkbox"/> Drainage interdit, pas de boisement.</p> <p><input type="checkbox"/> Aucun retournement de la prairie.</p> <p><input type="checkbox"/> Garder les variations de micro-topographie (ne pas combler, pas d'apport extérieur).</p> <p><input type="checkbox"/> Pas de pâture en période de sol peu portant. Pas d'apport de complément fourrager.</p> <p><input type="checkbox"/> Ne pas abandonner les parcelles plus d'un an.</p> <p><input type="checkbox"/> Pas de traitement phytosanitaire.</p> <p><input type="checkbox"/> Pas de fertilisation.</p> <p><input type="checkbox"/> Pas d'amendement calcique.</p> <p><input type="checkbox"/> Tenue du cahier d'enregistrement des pratiques agricoles sur les parcelles engagées obligatoire.</p>	<p>Classement principal : P, secondaire : S, complémentaire : C.</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p>	
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none">• Plan de localisation (orthophotographies, ou planche cadastrale au format A3 ou A4, ou plan dont l'échelle est comprise entre 1/5 000 et 1/25 000).• Cahier d'enregistrement des travaux (dates...).• Factures détaillées si travaux réalisés par une entreprise.• Photos avant et après travaux.• Diagnostic écologique préalable.		
Cumul d'actions	Cumulable avec les actions d'ouverture de parcelles embroussaillées hors SAU (693VC-1.3 et 693VC-1.4), de conservation des haies (cf. action 5) et de gestion douce des fossés (cf. action 8).		

Contrôles	<p>Un contrôle administratif est effectué en DDAF. Il porte sur la déclaration annuelle de respect des engagements inscrits au cahier des charges, en référence au contrat Natura 2000 établi pour 5 ans.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur la validité des critères d'éligibilité et sur le respect des engagements souscrits.</p> <p>Ce contrôle requiert la présence du bénéficiaire ou celle de son représentant qui doit mettre à disposition du contrôleur les documents de suivi mentionnés ci-dessus.</p>
Sanctions	<p>Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée. Le respect de la surface engagée est un engagement de rang principal.</p>
Opérateur(s) potentiel(s)	Propriétaires, exploitants. Collectivités.
Ressources financières	Contrat FGMN. Mesure A FH 004 (maintien de l'ouverture en vue de la restauration d'habitats ouverts indispensables au maintien d'espèces et d'habitats d'intérêt communautaire).
Calcul du coût	<ul style="list-style-type: none"> - Entretien et fauche de refus : 45 € /ha/an. - Suivi des animaux : 30 €/ha/an. - Pose de clôtures (plafond de 200 ml/ha) : piquets, grillage URSUS, pose : 5,34 €/ml. - Entretien des clôtures : 3 h à 11,40 € = 34,30 €/ha/an. <p><u>Montant retenu</u> : 247,90 € HT/ha/an 1 614 € HT × 5 ha .</p> <p><u>TOTAL : 8 070 €</u></p>
Indicateurs de suivis	<p>A l'échelle du site : - nombre de parcelles engagées ; - superficies des terrains concernés par la mesure.</p> <p>A l'échelle de la parcelle : descriptif simplifié des terrains concernés, en première et en dernière années de contrat.</p>

Fiche action 2.4	FR7200693 VALLÉE DU CIRON		Priorité 2
CTRT : 693VC-2.4 Mesure A FH 004	Gestion extensive mixte de la prairie par le pâturage et la fauche		Contrat FG MN
Montant retenu	1 809 € HT/ha		
Périmètre d'application concerné	Prés et prairies inondables existantes ou rouvertes le long du Ciron et de ses affluents.		
Habitats et espèces concernés	<p>Habitats : Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (6430). Landes humides atlantiques méridionales à bruyère ciliée et bruyère à quatre angles (4020*).</p> <p>Habitats d'espèces : friches agricoles, anciens prés et prairies de fauche abandonnés.</p> <p>Espèces : vison d'Europe, loutre d'Europe, cistude d'Europe, grand et petit rhinolophes, murin de Bechstein.</p>		
Surface et propriétaires concernés	70 ha de prés existants + 40 ha de friches. Surface hors SAU du site potentiellement concerné par ces habitats.		
Surface contractualisable sur 5 ans	5 ha contractualisables sur 5 ans.		
Objectifs visés à moyen terme	Favoriser et conserver les habitats naturels d'intérêt majeur. Favoriser et conserver les habitats d'espèces d'intérêt majeur. Contenir la fermeture du milieu.		
Conditions d'éligibilité	Agrément des parcelles soumis à un diagnostic préalable et avis, le cas échéant, du Comité de Pilotage Local ou de son émanation technique.		
Engagements	<p>Sur les parcelles engagées, le diagnostic d'exploitation doit s'assurer du caractère régulier des inondations de la parcelle (inondations hivernales ou printanières), lié à la proximité d'un cours d'eau, et de la situation dans le lit majeur.</p> <p><u>Engagements rémunérés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Fauche après le 15 août, pas de fertilisation minérale azotée. Mesure A FH 004. <input type="checkbox"/> Pâturage extensif : de 0,5 à 1 UGB/ha et/ou fauche tardive. Mesure A FH 004. <p><u>Engagements non rémunérés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Drainage interdit, pas de boisement. <input type="checkbox"/> Aucun retournement de la prairie. <input type="checkbox"/> Garder les variations de micro-topographie (ne pas combler, pas d'apport extérieur). <input type="checkbox"/> Entretien par pâturage ou par fauche. Pas de pâture en période de sol peu portant. Pas d'apport de complément fourrager. <input type="checkbox"/> Ne pas abandonner les parcelles plus d'un an. <input type="checkbox"/> Pas de traitement phytosanitaire. <input type="checkbox"/> Pas de fertilisation. <input type="checkbox"/> Pas d'amendement calcique. <input type="checkbox"/> Tenue du cahier d'enregistrement des pratiques agricoles sur les parcelles engagées obligatoire. 		<p>Classement principal : P, secondaire : S, complémentaire : C.</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p>

Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> Plan de localisation (orthophotographies, ou planche cadastrale au format A3 ou A4, ou plan dont l'échelle est comprise entre 1/5 000 et 1/25 000). Cahier de pâturage : identifiant de la parcelle culturale, date d'entrée, date de sortie, nombre d'animaux par catégorie avec suivi obligatoire pour les parcelles engagées. Factures détaillées si travaux réalisés par une entreprise. Photos avant et après travaux. Diagnostic écologique préalable.
Cumul d'actions	Cumulable avec les actions d'ouverture de parcelles embroussaillées hors SAU (693VC-1.3 et 693VC-1.4).
Contrôles	<p>Un contrôle administratif est effectué en DDAF. Il porte sur la déclaration annuelle de respect des engagements inscrits au cahier des charges, en référence au contrat Natura 2000 établi pour 5 ans.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur la validité des critères d'éligibilité et sur le respect des engagements souscrits.</p> <p>Ce contrôle requiert la présence du bénéficiaire ou celle de son représentant qui doit mettre à disposition du contrôleur les documents de suivi mentionnés ci-dessus.</p>
Sanctions	Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée. Le respect de la surface engagée est un engagement de rang principal.
Opérateur(s) potentiel(s)	Propriétaires, exploitants, collectivités.
Ressources financières	Contrat FGMN. Mesure A FH 004 (maintien de l'ouverture en vue de la restauration d'habitats ouverts indispensables au maintien d'espèces et d'habitats d'intérêt communautaire).
Calcul du coût	<ul style="list-style-type: none"> - Fauche avec évacuation 361 €/ha/an. - Entretien et fauche de refus : 45 €/ha/an. - Suivi des animaux : 30 €/ha/an. - Pose de clôtures (plafond de 200 ml/ha) : piquets, grillage URSUS, pose : 5,34 €/ml. - Entretien des clôtures : 3 h à 11,40 € = 34,30 €/ha/an. <p><u>Montant retenu</u> : 348,50 € HT/ha/an 348,50€ HT × 5 ha</p> <p><u>TOTAL : 9 045 € HT.</u></p>
Indicateurs de suivis	<p>A l'échelle du site : - nombre de parcelles engagées ; - superficies des terrains concernés par la mesure.</p> <p>A l'échelle de la parcelle : descriptif simplifié des terrains concernés, en première et en dernière années de contrat.</p>

5.2.2 Conservation et entretien du corridor feuillu

En amont de Noaillan principalement, la pinède est quasiment partout présente à proximité du Ciron. Lorsque la topographie est bien marquée, le site englobe le talus où l'on retrouve souvent des plantations de pins maritimes qui se prolongent depuis le plateau. Lorsqu'il n'y a pas de talus et donc que la vallée est plus large, les peuplements de pins peuvent se prolonger jusqu'à la rivière soit sous forme de plantations et semis artificiels, soit sous forme de futaie mélangée pins et chênes.

L'abandon des prairies inondables a conduit à la fermeture progressive de ces milieux par des peuplements feuillus. Aujourd'hui, bien que certains ont sans doute été exploités une fois, il y a une cinquantaine d'années, ces peuplements sont assez homogènes de par leur âge et leur structure en taillis. De fait, la dynamique de vieillissement et de régénération de ces peuplements est mal connue.

Au sein des zones ouvertes (prairies de fauche, prés, champs cultivés...) les haies permettent la continuité des territoires de chasse des chauves-souris et constituent des ensembles importants pour la faune en général et l'avifaune en particulier (protection, nidification, alimentation...). Il est donc vivement conseillé de prendre soin des linéaires existant.

Actions envisagées :

Action n°3 : Maintenir la gestion sylvicole pratiquée depuis des générations

2 chartes proposées afin d'atteindre cet objectif :

- Charte des bonnes pratiques dans la ripisylve et la forêt alluviale
- Charte de bonnes pratiques dans la peupleraie du Ciron

Action n°4 : Entretien des zones feuillues

3 contrats proposés afin d'atteindre cet objectif :

- Conversion des plantations de pin en forêts mélangées, après coupe rase (N2000)
- Pérennisation des aulnaies : accompagnement des taillis vers la futaie (N2000)
- Plantation de jeunes hêtres d'origine locale, entretien de la hêtraie du Ciron (hors contrat)

Action n°5 : Entretien des haies

1 contrat proposé dans ce but : Entretien de haies (CAD)

Habitats concernés :

Aulnaies-frênaies à hautes herbes (91E0*).

Chênaies pédonculées acidiphiles à molinie (9190).

Chênaies à chêne tauzin (9230).

Espèces concernées :

Vison d'Europe (1356*),

Loutre d'Europe (1355),

Cistude d'Europe (1220),

Grand rhinolophe (1304),

Petit rhinolophe (1303),

Murin de Bechstein (1323),

Grand capricorne (1088),

Lucane cerf-volant (1083).

Entité de gestion	Codification de la mesure	Référence
Corridor feuillu	ACTION 3 : Maintenir la gestion sylvicole pratiquée depuis des générations	
	Hors contrat : Charte 693VC-3.1 Charte des bonnes pratiques dans la ripisylve et la forêt alluviale	Page 168
	Hors contrat : Charte 693VC-3.2 Charte des bonnes pratiques populicoles pour le site « Vallée du Ciron »	Page 170
	ACTION 4 : Entretien des zones feuillues	
	Contrat N2000 : CTRT 693VC-4.1 – mesure F 27 006 Conversion des plantations de pin en forêts mélangées, après coupe rase	Page 172
	Contrat N2000 : CTRT 693VC-4.2 – mesure F 27 006 Pérennisation des aulnaies : accompagnement des taillis vers la futaie	Page 174
	Hors contrat : PREC 693VC-4.3 Plantation de jeunes plants de hêtres d'origine locale, entretien de la hêtraie du Ciron	Page 176
	ACTION 5 : Entretien des haies	
	Contrat CAD : CTRT 0602A-00 Entretien des haies	Page 177
Ripisylve et forêt alluviale	ACTION 6 : Maintien, amélioration de la qualité de l'eau	
	Hors contrat : RGLT 693VC-6.3 Réglementation et préconisations pour le curage et l'entretien des cours d'eau naturels	Page 184
	ACTION 7 : Gestion douce des berges de cours d'eau naturel	
	Contrat N2000 : CTRT 693VC-7.1 – mesure A HF 005 Gestion douce des berges de cours d'eau en bordure de prairies, hors SAU	Page 186
	Contrat CAD : CTRT 0604C-03 Gestion douce des berges de cours d'eau en bordure de cultures arables	Page 188
Peupleraies	ACTION 10 : Entretien des mégaphorbiaies	
	Contrat N2000 : CTRT 693VC-10.2 – mesure A HE 005 Entretien des mégaphorbiaies sous peupliers	Page 200

ACTION N°3 : MAINTENIR LA GESTION SYLVICOLE PRATIQUEE DEPUIS DES GENERATIONS

Fiche action 3.1 Charte 693VC-3.1	Charte des bonnes pratiques dans la ripisylve et la forêt alluviale	CHARTe N2000 Priorité 1
Montant retenu	0 €. NON rémunéré	
Périmètre d'application concerné	Corridor feuillu.	
Habitats et espèces concernés	<p>Habitats : Chênaies pédonculées acidiphiles à molinie (9190). Chênaies à chêne tauzin (9230). Aulnaies-frênaies (91EO*).</p> <p>Habitats d'espèces : Aulnaies marécageuses. Mélanges pins/feuillus. Mélanges feuillus.</p> <p>Espèces : vison d'Europe, loutre d'Europe, grand et petit rhinolophes, murin de Bechstein, cistude d'Europe, grand capricorne, lucane cerf-volant.</p>	
Surface et nombre de propriétaires concernés	1100 propriétaires.	
Surface contractualisable sur 5 ans	50% des propriétaires des berges de cours d'eau pourraient signer cette charte dans les 5 ans.	
Objectifs visés à moyen terme	<p>Favoriser le maintien de la gestion traditionnelle. Conserver les habitats naturels feuillus d'intérêt majeur (aulnaies-frênaies, chênaies) et d'intérêt patrimonial (saulaies...).</p> <p>Laisser vieillir quelques feuillus.</p>	
Modalités techniques	<p>Le propriétaire, l'exploitant forestier, l'entreprise de travaux sylvicoles s'engagent à :</p> <p>1. Favoriser les mélanges et les essences locales</p> <p>1. Favoriser les mélanges d'essences, au moins en sous-étage dans la mesure du possible ; 2. Favoriser la reconstitution par régénération naturelle des feuillus de la forêt alluviale, comme elle est pratiquée traditionnellement par les propriétaires riverains du Ciron ; 3. En cas de plantation, choisir des essences adaptées à la station et préférer celles autochtones et de provenance locale si possible. Elle pourra être précédée d'un très léger travail du sol. 4. Sur les grandes parcelles, préférer une exploitation par bouquets ou une exploitation du tiers du couvert pour les feuillus de la ripisylve et de la forêt alluviale. Étant lié au parcellaire et à la gestion traditionnellement pratiquée, ce point 4 sera discuté lors de la signature de la présente charte.</p> <p>2. Entretenir les parcelles en faveur de la biodiversité</p> <p>1. Conserver la diversité herbacée et arbustive présente dans les peuplements forestiers dans la mesure du possible et le cas où cela ne porte pas préjudice aux arbres d'avenir ; 2. Les coupes rases sont interdites sur de trop grandes surfaces ; 3. Maintenir dans la mesure du possible les haies existantes et les lisières étagées, le rôle de production de bois n'y est pas exclu ; 4. Poursuivre la gestion traditionnelle des fossés en évitant toutefois d'en créer de nouveaux et en limitant leur nettoyage à « vieux-fond vieux-bord ». 5. Privilégier, si possible, les interventions dans la période d'août à février pour limiter le dérangement de la faune ; 6. Ne pas favoriser intentionnellement le développement des espèces allochtones indésirables (<i>Acer negundo</i>, <i>Prunus cerotina</i> et, en amont de Préchac, <i>Robinia pseudoacacia</i> ...). ; 7. Veiller à ne pas répandre de lubrifiant ou de carburant, ni à laisser des débris après exploitation (bidons, pièces usagées...).</p> <p>8. Quand le propriétaire ne réalise pas lui-même les travaux forestiers : privilégier les entreprises ayant adhéré aux codes de pratique de gestion durable, sinon s'assurer qu'elles les respectent (PEFC).</p> <p>3. Maintenir du bois mort et du bois à cavité en forêt</p> <p>1. Préserver certains bois morts (2 à 3 m³/ha : chablis, volis, arbres morts sur pied, arbres foudroyés quel que soit leur état), ou présentant des cavités, des arbres têtards en tenant compte des contraintes de gestion et des exigences de sécurité.</p>	

	<p>4. Respecter les cours d'eau et zones humides</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Préserver au moins 6 m des berges de cours d'eau (zone de gîte du vison) sans passage d'engin ; 2. Eviter les traversées de cours d'eau de plus d'un mètre de largeur qui sont non aménagées pour le passage d'engins ; 3. Pratiquer l'abattage dirigé en bordure des cours d'eau et des mares, extraire les rémanents accidentels ; 4. En zones de berges inondables, démanteler les houppiers afin de limiter les risques dus aux embâcles; 5. Éviter absolument les traitements agropharmaceutiques en bordure de zones humides et de cours d'eau; 6. Privilégier l'exploitation en période sèche. Sinon, sur les sols fragiles ou de faible portance, utiliser des matériels adaptés (charges admissibles, pression de gonflage, profil de pneumatiques, etc.) de manière à limiter l'impact de l'activité d'exploitation forestière sur le milieu. Ne pas utiliser d'engins lourds susceptibles de tasser les sols et de créer des ornières, sauf exception nécessitée par l'exploitation. Limiter les itinéraires de sorties des bois et les zones de dépôts en évitant de blesser les arbres en place. 7. Entretenir les peuplements sur berge (le rôle de production de bois n'est pas exclu) et ne pas dessoucher les arbres.
Modalités de contrôle	<p>Un contrôle administratif est effectué en DDAF. Il porte sur la déclaration annuelle de respect des engagements inscrits au cahier des charges, en référence à la charte Natura 2000 établie pour 5 ans.</p> <p>Pendant la période d'application de la charte, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur la validité des critères d'éligibilité et sur le respect des engagements souscrits.</p> <p>Ce contrôle requiert la présence du bénéficiaire ou celle de son représentant.</p>
Opérateur(s) potentiel(s)	Propriétaires, exploitants, entrepreneurs
Ressources financières	<p>Aucune.</p> <p>Exonération de la Taxe Foncière sur le Non Bâti (TFNB), obtention d'aides publiques.</p>
Indicateurs de suivis	<p>A l'échelle du site : - nombre de chartes signées ; - surfaces engagées.</p> <p>A l'échelle de la parcelle : - descriptif simplifié de la ripisylve, en première et en dernière années.</p>

Fiche action 3.2 Charte 693VC-3.2	Charte des bonnes pratiques populi- colles pour le site « Vallée du Ciron »	CHARTe N2000 Priorité 1
Montant retenu	0 €. NON rémunéré	
Périmètre d'application concerné	Parcelles de peupliers.	
Habitats et espèces concernés	Habitats : Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (6430). Espèces : vison d'Europe, loutre d'Europe, grand et petit rhinolophes, murin de Bechstein, cistude d'Europe, chabot, lamproie de Planer, écrevisses à pattes blanches.	
Surface et nombre de propriétaires concernés	65 ha environ, dont la majorité se trouve dans le secteur aval.	
Surface contractualisable sur 5 ans	100% des propriétaires de peupleraies pourraient signer cette charte dans les 5 ans.	
Objectifs visés à moyen terme	Maîtriser la surface couverte par les peupliers. Utiliser des pratiques de cultures douces pour le milieu (lisières, densités de plantation, entretiens du sol, traitements phytosanitaires...). Favoriser et conserver les habitats naturels d'intérêt majeur. Favoriser et conserver les habitats d'espèces d'intérêt majeur. Maintenir la qualité de l'eau par une maîtrise douce de la végétation. Réduire l'érosion et les transports de sable.	
Modalités techniques	<p>Le propriétaire, l'exploitant forestier, l'entreprise de travaux sylvicoles s'engagent à :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- Avant toute plantation de peupliers, un diagnostic préalable* est nécessaire afin de vérifier que le terrain soit favorable et d'y planter les cultivars les mieux adaptés. C'est une garantie de réussite de la plantation tant au niveau de la production que de la protection de l'environnement. À titre indicatif, les cultivars Dorskamp et Blanc du Poitou semblent actuellement les plus appropriés à la vallée du Ciron : ils sont adaptés aux milieux bien humides et leur rusticité ne nécessite que peu d'entretien. Le cultivar I-45/51 apparaît également assez bien adapté aux enjeux écologiques du site. 2- Le drainage est interdit. Il n'est d'ailleurs pas nécessaire si le cultivar est adapté à la station. 3- Face aux problèmes sanitaires (maladies, insectes, climat), la prévention passe par la diversification des variétés et des classes d'âges : des unités de gestion comprises entre 3 ha et 5 ha au sein d'un grand massif populi- colle sont ainsi favorables à la biodiversité et au bon état sanitaire des peuplements. 4- Lors de la plantation conserver voire restaurer la ripisylve et les haies qui ont des rôles de brise-vent, de maintien des berges et favorisent la diversité biologique (essences variées, abris pour la faune). La production de bois (chauffage, bois d'œuvre) n'est pas exclue. Le maintien des souches d'arbres coupés en bordure de cours d'eau est une précaution contre la déstabilisation des berges. 5- Prévoir une bande de 7-8 m entre la berge du cours d'eau ou du fossé et la première ligne de plantation (5 mètres préservés + la bande d'entretien). 6- Dans le but de favoriser le développement de mégaphorbiaies, diminuer les densités à 120-150 tiges/ha en fonction de la superficie de la parcelle à planter (150 tiges/ha minimum pour bénéficier éventuellement d'aides de l'Etat). 7- Limiter les traitements chimiques et les fertilisants au strict nécessaire ; leur utilisation éventuelle et les modalités d'entretien du sol seront définies lors de la signature de la charte. <u>Par exemple</u>, une fauche annuelle complétée d'un traitement chimique localisé au pied des arbres ou un labour en bande avant plantation complété d'une fauche annuelle pendant les 4 premières années de la plantation, puis une fauche de la strate herbacée tous les 2-3 ans (protection et entretien des mégaphorbiaies). Les traitements curatifs fongicides (rouilles) ou insecticides (puceron lanigère), s'ils sont nécessaires, seront réservés aux peuplements d'avenir et réalisés dès le début de l'attaque des ravageurs concernés. 8- Éventuellement, enlever les protections individuelles contre les dégâts de rongeurs et de grands gibiers, quand les arbres ont atteint 30-40 cm de circonférence à 1,30 m de hauteur (au bout de 3-5 ans). 9- En zones inondables, broyer les rémanents d'égavage et de coupe afin de limiter les risques dus aux embâcles. 10- Limiter la circulation des engins lourds dans les parcelles, notamment lors de l'exploitation des peupliers, la 	

	<p>proscrire si le sol est détrempé (cette prescription peut figurer au contrat passé avec l'acheteur).</p> <p>11- Le propriétaire, en le spécifiant dans le contrat, peut engager l'entrepreneur, l'exploitant ou l'acheteur à prendre toutes les dispositions pour que ce dernier récupère les emballages vides (carburants, lubrifiants et autres produits d'entretien) et les déchets non organiques (batteries, flexibles, pièces usagées, chaînes, etc.) afin de les évacuer en dehors du site des travaux en se soumettant aux dispositions applicables pour leur recyclage ou leur élimination, et en conservant les preuves documentaires afférentes.</p>
Modalités de contrôle	<p>Un contrôle administratif est effectué en DDAF. Il porte sur la déclaration annuelle de respect des engagements inscrits au cahier des charges, en référence à la charte Natura 2000 établie pour 5 ans.</p> <p>Pendant la période d'application de la charte, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur la validité des critères d'éligibilité et sur le respect des engagements souscrits.</p> <p>Ce contrôle requiert la présence du bénéficiaire ou celle de son représentant.</p>
Opérateur(s) potentiel(s)	Propriétaires, exploitants, entrepreneurs
Ressources financières	<p>Aucune.</p> <p>Exonération de la Taxe Foncière sur le Non Bâti (TFNB), obtention d'aides publiques.</p>
Indicateurs de suivis	<p>A l'échelle du site : - nombre de chartes signées ; - surfaces engagées.</p> <p>A l'échelle de la parcelle : - descriptif simplifié de la ripisylve, en première et en dernière années, - état d'entretien de la parcelle.</p>

* Pour réaliser ce diagnostic, le propriétaire pourra contacter son conseiller forestier.

ACTION N°4 : ENTRETIEN DES ZONES FEUILLUES

Fiche action 4.1	FR7200693 VALLÉE DU CIRON		Priorité 2
CTRT : 693VC-4.1 Mesure F 27 006	Conversion des plantations de pin en forêts mélangées, après coupe rase		Contrat FGMM
Montant retenu	482,40 € HT/ha/passage.		
Périmètre d'application concerné	Les plantations et semis artificiels de pins dans le corridor feuillu.		
Habitats et espèces concernés	<p>Habitats : Aulnaies-frênaies à hautes herbes (91E0*).</p> <p>Chênaies pédonculées acidiphiles à molinie (9190).</p> <p>Chênaies à chêne tauzin (9230).</p> <p>Habitats d'espèces : Mélanges pins/feuillus.</p> <p>Mélanges feuillus.</p> <p>Espèces : <u>vison d'Europe</u>, loutre d'Europe, grand et <u>petit rhinolophes</u>, <u>murin de Bechstein</u>, grand capricorne, lucane cerf-volant.</p>		
Surface et propriétaires concernés	<p>Tout le site en général ; 2 320 ha en particulier.</p> <p>Surface hors SAU du site potentiellement concerné par ces habitats.</p>		
Surface contractualisable sur 5 ans	5% de cette superficie pourront être contractualisés d'ici 5 ans : 116 Ha.		
Objectifs visés à moyen terme	<p>Reconvertir en feuillus les plantations et semis artificiels de pins qui se prolongent jusqu'au cours d'eau.</p> <p>Conserver les habitats d'espèces d'intérêt majeur.</p> <p>Conserver les espèces d'intérêt majeur.</p> <p>Le contrat pourra être renouvelé pour atteindre la densité minimale objectif à 15 ans par îlot de 200 arbres feuillus vigoureux par hectare bien répartis.</p>		
Conditions d'éligibilité	<p>Agrément des parcelles soumis à un diagnostic préalable et avis, le cas échéant, du Comité de Pilotage Local ou de son émanation technique.</p> <p>La surface minimale d'un projet est de 1 hectare, et le projet peut être constitué de plusieurs îlots d'une surface unitaire minimale de 20 ares.</p>		
Engagements	<p>L'objectif est de réduire l'emprise de la pinède pure sur la forêt alluviale et de restaurer ainsi la continuité du corridor feuillu en favorisant la régénération de feuillus après l'exploitation des pins.</p> <p><u>Engagements rémunérés – Mesure F 27 006 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> L'opération consiste, pour chaque passage, en : <ul style="list-style-type: none"> - un dégagement des taches de semis ; - un détournement des tiges individualisées ; - élimination des accrus d'espèces exogènes envahissantes ; <input type="checkbox"/> Plantation <u>éventuelle</u> d'essences à définir lors de la contractualisation en fonction de la station et des essences présentes dans le recru avec protection contre les rongeurs – Mesure F 27 006. <p><u>Engagements non rémunérés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Conserver les accrus de feuillus pendant l'exploitation des ligneux dans la mesure du possible et surtout dans le respect des conditions de sécurité. <input type="checkbox"/> Les essences travaillées doivent être conformes à la station ; elles seront définies lors de l'élaboration du contrat en fonction de la station et des essences présentes dans le recru. 		<p>Classement principal : P, secondaire : S, complémentaire : C.</p> <p>P P P</p> <p>S</p> <p>P</p> <p>P</p>

Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> Plan de localisation des parcelles avec mention de la surface de chaque îlot (orthophotographies, ou planche cadastrale au format A3 ou A4, ou plan dont l'échelle est comprise entre 1/5 000 et 1/25 000). Facture ou mémoire détaillé des travaux réalisés (pièce justificative équivalente dans le cas de travaux réalisés par le bénéficiaire). Photos avant et après travaux. Tenue d'un cahier d'enregistrement des travaux effectués
Cumul d'actions	Aucune interdiction de cumul.
Contrôles	<p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui portera sur le respect du nombre de tiges détournées et le respect des essences et les densités ; sont prises en compte pour le calcul de la densité :</p> <ul style="list-style-type: none"> les tiges de plus de 3 mètres de hauteur et situées à plus de 7 mètres l'une de l'autre, les tâches de semis sont comptabilisées par un équivalent de 1 tige par tranche de 25 m². <p>Ce contrôle requiert la présence du bénéficiaire ou celle de son représentant qui doit mettre à disposition du contrôleur les documents de suivi mentionnés ci-dessus.</p>
Sanctions	<p>Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée. Le respect de la surface engagée est un engagement de rang principal.</p>
Opérateur(s) potentiel(s)	Propriétaires, collectivités.
Ressources financières	Contrat FGMN. Mesures F 27 006 (Investissements pour la réhabilitation ou la recréation de ripisylves).
Calcul du coût	<p>Le coût de l'opération est de 482,40 € HT par hectare et par passage sur la base d'1 passage sur une durée de 5 ans.</p> <p>Sur 5 ans : 1 passage = 116 ha × 482,40 € HT.</p> <p><u>Coût de l'opération sur 5 ans : 55 958,40 € HT.</u></p>
Indicateurs de suivis	<p>A l'échelle du site : - nombre de parcelles engagées; - superficies des terrains concernés par la mesure.</p> <p>A l'échelle de la parcelle : descriptif simplifié des forêts concernées, en première et en dernière années de contrat.</p>

Fiche action 4.2	FR7200693 VALLÉE DU CIRON		Priorité 3
CTRT : 693VC-4.2 Mesure F 27 006	Pérennisation des aulnaies : accompagnement des taillis vers la futaie.		Contrat FG MN
Montant retenu	1 070 € HT/ha.		
Périmètre d'application concerné	Aulnaies comprises dans l'enveloppe de référence du site « Vallée du Ciron ».		
Habitats et espèces concernés	Habitats : Aulnaies-frênaies (91E0*). Espèces : vison d'Europe, loutre d'Europe, grand et petit rhinolophes, murin de Bechstein, cistude d'Europe, grand capricorne, lucane cerf-volant.		
Surface et propriétaires concernés	Tout le site en général ; 2 800 ha en particulier. Surface hors SAU du site potentiellement concerné par ces habitats.		
Surface contractualisable sur 5 ans	Surface contractualisable dans le cadre du docob : 10 ha .		
Objectifs visés à moyen terme	Conserver les habitats naturels feuillus d'intérêt majeur (aulnaies , chênaies, bétulaies). La coupe sélective d'aulnes permet de maintenir la capacité de régénération des souches et par voie de conséquence de renforcer le maintien des berges des cours d'eau.		
Conditions d'éligibilité	Agrément des parcelles soumis à un diagnostic préalable et avis, le cas échéant, du Comité de Pilotage Local ou de son émanation technique. Le diagnostic permettra d'une part d'identifier les travaux sylvicoles nécessaires à la conversion et la régénération de ces peuplements et sera d'autre part la base du contrat passé avec le(s) propriétaire(s) volontaire(s). La surface minimale d'un projet est de 0,5 hectare, et le projet peut être constitué de plusieurs îlots. L'opération doit être effectuée dans des taillis de hauteur dominante inférieure à 12 mètres.		
Engagements Un cahier des charges est composé de plusieurs engagements, la totalité des engagements doit être respectée. Chaque engagement est classé dans une catégorie qui conditionne le niveau de la sanction.	L'objectif est ici de favoriser la dynamique de renouvellement de la futaie pour permettre une meilleure régénération naturelle et favoriser la biodiversité. Un suivi systématique de la conversion et de la régénération des peuplements sera réalisé selon un protocole défini le cas échéant en concertation avec le Comité de Pilotage Local ou son émanation technique. Les travaux sylvicoles seront basés sur des actions de balivage par détournage dans les taillis de feuillus avec abandon des arbres exploités (sauf danger).		Classement principal : P, secondaire : S, complémentaire : C.
	<u>Engagements rémunérés – Mesure F 27 006 :</u> <input type="checkbox"/> Expertise écologique préalable à toute contractualisation.		P
	<input type="checkbox"/> L'opération consiste en : <u>1^{ère} intervention :</u> - Désigner 70 à 100 tiges d'avenir par hectare en privilégiant les essences propres aux habitats naturels annexés à la directive Habitats, une diversité maximale de ces essences et éliminer les essences exogènes envahissantes (<i>Acer negundo</i> , <i>Prunus serotina</i> , <i>Robinia pseudo-acacia</i> dans certains secteurs). - Détourner les tiges désignées par l'enlèvement de quelques tiges codominantes à proximité, c'est-à-dire en laissant le houppier libre de toute concurrence (à titre indicatif, enlèvement de 1 à 3 tiges par arbre désigné). - Les bois ne doivent en aucun cas être vendus. Cependant, s'ils ne peuvent être abandonnés sur place (éventuellement dans leur grande longueur), au risque d'être emportés lors de crues, il peut être toléré de les utiliser en autoconsommation (bois de chauffage).		P
	<u>Autres interventions :</u> Les actions de détournage devront être renouvelées 1 à 2 fois au cours des 15 ans. A l'occasion de ces interventions, il sera nécessaire de prévoir une gestion opportuniste des régénérations.		C
	<input type="checkbox"/> Conserver quelques tiges désignées au delà d'un cycle d'exploitation (50 ans pour des aulnes, 80 ans pour les frênes et 100 ans pour des chênes).		P
	<u>Engagements non rémunérés – Mesure F 27 006 :</u> <input type="checkbox"/> La surface minimale d'un projet est de 0,5 ha et le projet peut être constitué de plusieurs îlots.		S
	<input type="checkbox"/> L'opération doit être effectuée dans des taillis de hauteur dominante inférieure à 12 mètres.		P

	<input type="checkbox"/> Conserver la capacité de rejet des souches.	P
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> Plan de localisation des parcelles avec mention de la surface de chaque îlot (orthophotographies, ou planche cadastrale au format A3 ou A4, ou plan dont l'échelle est comprise entre 1/5 000 et 1/25 000). Facture ou mémoire détaillé des travaux réalisés (pièce justificative équivalente dans le cas de travaux réalisés par le bénéficiaire). Photos avant et après exécution des travaux. Tenue d'un cahier d'enregistrement des travaux effectués. 	
Cumul d'actions	Aucune interdiction de cumul.	
Contrôles	<p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur la validité des critères d'éligibilité et sur le respect des engagements souscrits.</p> <p>Ce contrôle requiert la présence du bénéficiaire ou celle de son représentant qui doit mettre à disposition du contrôleur les documents de suivi mentionnés ci-dessus.</p>	
Sanctions	<p>Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée. Le respect de la surface engagée est un engagement de rang principal.</p>	
Opérateur(s) potentiel(s)	Collectivités, propriétaires.	
Ressources financières	<p>Contrat FGMN. Mesure F 27 006 (Investissement pour la réhabilitation ou la création de ripisylves).</p> <p>Participation éventuelle des collectivités territoriales, du CRPF.</p>	
Calcul du coût	<p>- Désignation : 1 jour expert/ha = 380 € /ha. - 1 détournage : 3 jours ouvrier/ha = 690 € /ha.</p> <p>Coût global des interventions sur 5 ans : 1 070 € /ha.</p> <p><u>TOTAL sur 5 ans : 10 700 € HT.</u></p>	
Indicateurs de suivis	<p>A l'échelle du site : - nombre de parcelles engagées; - superficies des terrains concernés par la mesure.</p> <p>A l'échelle de la parcelle : descriptif simplifié de l'aulnaie concernée, en première et en dernière années de contrat.</p>	

Fiche action 4.3 PREC 693VC-4.3	Plantation de jeunes plants de hêtres d'origine locale, Entretien de la hêtraie du Ciron.	Priorité 1 MAAPAR
Montant retenu	2 000 €.	
Périmètre d'application concerné	Gorges du Ciron, entre St-Michel-de-Castelnau et Pujols-sur-Ciron.	
Habitats et espèces concernés	Les hêtres du Ciron.	
Objectifs visés à moyen terme	Garantir le maintien de cette population de hêtres d'intérêt régional fort. Obtenir dans 80 ans environ (après installation, mortalité et éclaircie) au moins 500 arbres qui s'interfécondent.	
Conditions d'éligibilité	Agrément des parcelles soumis à un diagnostic préalable et avis, le cas échéant, du Comité de Pilotage Local ou de son émanation technique.	
Modalités techniques	<p>Il s'agit d'une part de maintenir l'existant, et d'autre part de reconstituer des petits îlots de régénération à l'aide de plants d'origine locale tout en maintenant un couvert forestier assez dense indispensable au développement du hêtre.</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Crochetage manuel du sol en septembre autour des arbres fructifères. <input type="checkbox"/> Dégagement des taches de semis. <input type="checkbox"/> Lutte contre les espèces herbacées et arbustives concurrentes jusqu'au plein essor des semis. <input type="checkbox"/> Mise en défens de la régénération acquise par protection individuelle ou par clôture autour des taches de régénération. <input type="checkbox"/> Plantation ou enrichissement avec les plants indigènes issus de la pépinière expérimentale de Guéméné Penfao. <input type="checkbox"/> Empêcher la prolifération d'espèces exogènes envahissantes (<i>Acer negundo</i>, <i>Prunus serotina</i>, <i>Robinia pseudo-acacia</i> dans certains secteurs). <p>L'idéal est d'avoir 1 hêtre pour 20 m de berges, ou de planter 1 200 arbres en un site unique de 5 à 6 ha.</p>	
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Plan de localisation des parcelles avec mention de la surface de chaque îlot (orthophotographies, ou planche cadastrale au format A3 ou A4, ou plan dont l'échelle est comprise entre 1/5 000 et 1/25 000). • Facture ou mémoire détaillé des travaux réalisés. • Photos avant et après exécution des travaux. 	
Cumul d'actions	Aucune interdiction de cumul.	
Contrôles	<p>Un contrôle administratif est effectué en DDAF. Il porte sur la déclaration annuelle de respect des engagements inscrits au cahier des charges, en référence au contrat Natura 2000 établi pour 5 ans.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur la validité des critères d'éligibilité et sur le respect des engagements souscrits.</p> <p>Ce contrôle requiert la présence du bénéficiaire ou celle de son représentant qui doit mettre à disposition du contrôleur les documents de suivi mentionnés ci-dessus.</p>	
Opérateur(s) potentiel(s)	Collectivités, propriétaires avec aide technique (CRPF, ONF, INRA...).	
Ressources financières potentielles	FEOGA-G : PDRN (mesures i.2) Protection et restauration de la biodiversité DIREN. Conseil Général de la Gironde, Conseil Régional, associations naturalistes...	
Surface concernée	Environ 50 Km de rives entre St-Michel-de-Castelnau à Pujols-sur-Ciron. Environ 6 Km sur la Hure.	
Calcul du coût	Frais de pépinière : 1 500 €. Transport de 2 000 plants : 500 € . <u>TOTAL : 2 000 €</u>	

ACTION N°5 : ENTRETIEN DE HAIES

Fiche action 5	FR7200693 VALLÉE DU CIRON		Priorité 3
CTRT : 0602A-00	Entretien de haies		Contrat CAD
Montant retenu	0,91 € HT/ml. Avec plafond de 200 ml/ha.	Mesure fixe.	
Périmètre d'application concerné	Dans la partie aval, moins forestière, haies présentant un intérêt pour les chiroptères.		
Espèces concernées	Habitats d'espèces : haies. Espèces : grand et petit rhinolophes, murin de Bechstein, lucane cerf-volant, grand capricorne.		
Surface et propriétaires concernés	20 000 ml. Surface en SAU du site potentiellement concerné par ces habitats.		
Surface contractualisable sur 5 ans	1 000 ml contractualisables.		
Objectifs visés à moyen terme	Conserver la continuité des territoires de chasse des chiroptères. Conserver des sites importants pour l'avifaune.		
Conditions d'éligibilité	Haies présentant un intérêt pour ces objectifs. Agrément des parcelles soumis à un diagnostic préalable et avis, le cas échéant, du Comité de Pilotage Local ou de son émanation technique.		
Engagements Un cahier des charges est composé de plusieurs engagements, la totalité des engagements doit être respectée. Chaque engagement est classé dans une catégorie qui conditionne le niveau de la sanction.	<u>Rappel</u> : les Bonnes Pratiques Agricoles Habituelles, définies dans la notice explicative des CAD, doivent être respectées sur l'ensemble de l'exploitation .		Classement principal : P, secondaire : S, complémentaire : C.
	Sur les linéaires engagés :		
	<input type="checkbox"/> Taille en hauteur et en épaisseur 3 fois en 5 ans, manuelle ou avec un outil porté à lame circulaire.		P
	<input type="checkbox"/> Limiter l'expansion des ronciers sur les parcelles contiguës une fois par an au minimum, sans faire de trouée dans la haie.		S
	<input type="checkbox"/> Coupe sélective des arbres arrivés à maturité ou dépérissant.		S
	<input type="checkbox"/> En cas d'arbres morts, il en sera conservé un tous les 100 ml.		S
	<input type="checkbox"/> Replantation dans les travées avec des plants d'arbres ou d'arbustes protégés (manchons,...) et d'espèces locales.		P
	<input type="checkbox"/> Les 2 faces de la haie devront être entretenues.		P
	<input checked="" type="checkbox"/> Entretien chimique interdit, pour tous les types d'entretien, sauf avis du Comité technique.		P
	<input type="checkbox"/> Tenue du cahier d'enregistrement obligatoire sur les linéaires engagés.		P
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none">• Conservez les déclarations PAC depuis l'année précédant le début de l'engagement, accompagnées du tableau de localisation des engagements agro-environnementaux et du plan de localisation (orthophotographies, ou planche cadastrale au format A3 ou A4, ou plan dont l'échelle est comprise entre 1/5 000 et 1/25 000).• Factures détaillées si travaux réalisés par une entreprise.• Une photographie initiale des parcelles engagées avant mise en place de la mesure est conseillée.		
Cumul d'actions	Sur le même linéaire, le cumul n'est pas autorisé avec les actions 0601A (Réhabilitation des haies) et 0501A (Plantation et Entretien des haies).		

Contrôles	<p>Tous les ans, un contrôle administratif effectué en DDAF porte sur la déclaration annuelle de respect des engagements CAD, sur la déclaration de surfaces et sur le contrat CAD. L'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus, depuis la souscription de l'action agroenvironnementale, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements. Ce contrôle requiert la présence de l'exploitant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Il inclut une visite partielle ou totale de l'exploitation.</p>
Sanctions	<p>Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée (se référer à la notice explicative CAD pour plus de précisions).</p> <p>Le respect de la surface engagée est un engagement de rang principal.</p>
Opérateur(s) potentiel(s)	Exploitants.
Ressources financières	Contrat CAD.
Coût estimé sur 5 ans	<p>0,91 € HT/ml × 1000 ml = 910 €.</p> <p><u>Coût de l'opération : 910 €HT.</u></p>
Indicateurs de suivis	<p>A l'échelle du site : - nombre de haies engagées; - linéaires concernés par la mesure.</p> <p>A l'échelle de la parcelle : descriptif simplifié de la haie concernée, en première et en dernière années de contrat.</p>

5.2.3 Conserver et améliorer la qualité du réseau hydraulique

La préservation durable des habitats naturels de la vallée du Ciron ne peut s'envisager qu'avec un respect du fonctionnement de l'hydrosystème. Aussi, il est impératif que des préconisations poussées aboutissent dans le cadre de la concertation sur l'usage de l'eau qui sera projetée dans le cadre du futur Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau actuellement en cours d'étude de faisabilité.

Ces préconisations, voire réglementations devront porter sur le respect des caractéristiques naturelles du Ciron et de ses affluents :

- maintien de la qualité de l'eau et de son caractère oligotrophe,
- maintien du fonctionnement hydraulique actuel en favorisant la libre circulation.

Maintien de la qualité de l'eau

Le Ciron est caractérisé par une température basse et des eaux oligotrophes. Ceci ne permet qu'une activité biologique réduite. En revanche, ces caractéristiques conditionnent le fonctionnement écologique de la rivière et le dynamisme des habitats naturels de la vallée (caractéristique de la nappe phréatique).

La conservation de certains habitats et espèces d'intérêt communautaire dépend donc de la préservation de cette oligotrophie qu'il convient de maintenir.

L'entretien des cours d'eau et de leurs berges

Avec la disparition de la gestion économique pratiquée autrefois sur les cours d'eau de la vallée du Ciron (flottage du bois, moulins, prairies...), l'entretien manuel et régulier des cours d'eau n'a plus été assuré et des problèmes d'encombrement du lit et de dégradation de l'état des berges sont apparus et perdurent. Ces encombrements constituent aujourd'hui une des raisons des phénomènes d'érosion observés (berges irrégulières, pentues et approfondies). Ces érosions, associées au vieillissement de la végétation rivulaire, engendrent irrémédiablement la chute d'autres arbres en cascade et en partie l'élargissement du lit, la sédimentation du sable et la stérilisation homogène du fond. En outre, ces événements rendent dangereux la pratique d'activités de découverte et de loisirs et tendent à appauvrir globalement le milieu.

Cependant, les moyens utilisés aujourd'hui pour gérer le milieu sont des engins mécaniques lourds qui sont souvent inadaptés aux besoins d'entretien et à la sensibilité du milieu. Il paraît donc nécessaire, pour répondre aux objectifs de préservation des habitats naturels et des espèces, de rappeler des préconisations ainsi que la réglementation relative à certaines pratiques concernant les curages et l'entretien des cours d'eau, et de les appliquer.

Le problème de l'ensablement

Du point de vue hydraulique, la vallée du Ciron est caractérisée par un ensablement résultant de phénomènes naturels liés à l'érosion mais également de certaines activités humaines.

Le Ciron est une rivière jeune et, traversant dans le secteur amont un substrat sableux facilement affouillable, il est en perpétuelle évolution.

D'autre part, le Ciron a été utilisé depuis le Moyen-Âge comme source d'énergie par l'industrie (moulins, forges, papeteries...) et comme voie navigable (flottage des bois). Des barrages ont donc été construits pour réguler son niveau et pour canaliser l'énergie de l'écoulement de l'eau. Puis cette utilisation industrielle du Ciron a été peu à peu abandonnée depuis la fin du XIX^{ème} – début du XX^{ème} siècles et la plupart des barrages, devenus inutiles, ont été délaissés.

Le Ciron n'étant plus régulé, le niveau de l'eau a donc beaucoup baissé par endroits : la dégradation des berges, qui se sont effondrées, a entraîné un exhaussement du lit. En outre, les barrages, n'ayant plus fonctionné pendant 20 ans, n'ont plus rempli leur rôle de chasse, et du sable s'est donc déposé dans le lit du Ciron. Pour y remédier, le Syndicat mixte d'aménagement du bassin versant du Ciron a restauré quelques uns d'entre eux, mais les lâchers, non coordonnés, sont peu efficaces et le sable déposé au fond de la rivière n'est pas chassé suffisamment. Il en résulte une uniformisation du lit du cours d'eau.

De fait, certains usagers de la rivière subissent quelques désagréments. Les pisciculteurs ont parfois dû s'équiper de systèmes piégeant le sable, les agriculteurs préfèrent irriguer à partir de forages plutôt que de prélever l'eau dans le lit (pour éviter l'ensablement des pompes), l'apport de sable recouvrant les frayères lors des crues perturbe la reproduction des poissons et, par la même, la pêche...

La gestion des fossés

Les fossés drainent les prairies et donc permettent d'une part de les maintenir ouvertes par fauche ou pâturage et d'autre part de gérer le niveau de l'eau indispensable pour diminuer les surfaces traitées pour la démoustication.

Cependant, les fossés ne doivent pas être récurés mais gérés de façon douce afin de ne pas avoir d'effets négatifs sur les habitats et les espèces associés. Ceci implique qu'il faille utiliser un matériel adapté entraînant, de fait, un surcoût de gestion.

Actions envisagées :

Action n°6 : Maintien, amélioration de la qualité de l'eau

3 fiches présentant quelques préconisations à respecter du mieux possible et rappelant la réglementation en vigueur le cas échéant :

- Maintien, amélioration de la qualité de l'eau (hors contrat)
- Gestion des retenues sur le Ciron et ses affluents. Réduction de l'ensablement (hors contrat)
- Réglementation et préconisations : curages et entretiens des cours d'eau (hors contrat)

Action n°7 : Gestion douce des berges de cours d'eau

3 contrats proposés afin d'atteindre cet objectif :

- Gestion douce des berges de cours d'eau en bordure de prairie hors SAU (N2000)
- Gestion douce des berges de cours d'eau en bordure de cultures arables (CAD)

Action n°8 : Gestion douce des fossés

3 contrats proposés afin d'atteindre cet objectif :

- Gestion douce des berges de fossés et de leurs abords : prairies (N2000)
- Gestion douce des berges de fossés et de leurs abords : cultures arables (CAD)
- Réhabilitation des fossés, gestion douce du lit des fossés : surveillance et entretien manuel du lit des fossés (CAD)

Habitats concernés :

Aulnaies-frênaies (91E0*).

Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (6430).

Landes humides atlantiques méridionales à bruyère ciliée et bruyère à quatre angles (4020*).

Chênaies pédonculées acidiphiles à molinie (9190).

Espèces :

Vison d'Europe (1356*),

Loutre d'Europe (1355),

Cistude d'Europe (1220),

Grand rhinolophe (1304),

Petit rhinolophe (1303),

Murin de Bechstein (1323),

Lamproie de Planer (1096),

Chabot (1163),

Écrevisses à pattes blanches (1092),

Grand capricorne (1088),

Lucane cerf-volant (1083).

Entité de gestion	Codification de la mesure	Référence
Qualité de l'eau	ACTION 6 : Maintien, amélioration de la qualité de l'eau	
	Hors contrat : PREC 693VC-6.1 Maintien, amélioration de la qualité de l'eau	Page 182
	Hors contrat : PREC 693VC-6.2 Gestion des retenues sur le Ciron et ses affluents. Réduction de l'ensablement	Page 183
	Hors contrat : RGLT 693VC-6.3 Réglementation et préconisations pour le curage et l'entretien des cours d'eau naturels	Page 184
	ACTION 2 : Maintien de l'ouverture des prés et prairies	
	Contrats CAD et N2000 : CTRT 2001A-01 (contrat 3) et CTRT 693VC-2.2-2.3-2.4 Gestion extensive de la prairie par la fauche et/ou pâturage	Pages 158 à 164
	ACTION 5 : Entretien des haies	
	Contrat CAD : CTRT 0602A-00 Entretien des haies	Page 177
	ACTION 9 : Réduction de l'impact de la démoüstication	
	Hors contrat : PREC 693VC-9 Adaptation de la démoüstication sur les rives du Ciron et de ses affluents	Page 196
	ACTION 10 : Entretien des mégaphorbiaies	
	Contrat N2000 : CTRT 693VC-10.1L et 10.1NL – mesure A HE 005 Entretien des mégaphorbiaies	Page 198
	Contrat N2000 : CTRT 693VC-10.2 – mesure A HE 005 Entretien de mégaphorbiaies sous peupliers	Page 200
Les cours d'eau	ACTION 7 : Gestion douce des berges de cours d'eau naturel	
	Contrat N2000 : CTRT 693VC-7.1 – mesure A HF 005 Gestion douce des berges de cours d'eau en bordure de prairies, hors SAU	Page 186
	Contrat CAD : CTRT 0604C-03 Gestion douce des berges de cours d'eau en bordure de cultures arables	Page 188
Les fossés	ACTION 8 : Gestion douce des fossés	
	Contrat CAD : CTRT 0603C-01 (2 côtés) CTR 0603C-02 (1 côté) Gestion douce des berges de fossés et de leurs abords : prairies	Page 190
	Contrat CAD : CTRT 0603C-05 (2 côtés) CTR 0603C-06 (1 côté) Gestion douce des berges de fossés et de leurs abords : cultures arables	Page 192
	Contrat CAD : CTRT 0603B-02 Réhabilitation des fossés, gestion douce du lit des fossés : surveillance et entretien manuel du lit des fossés	Page 194

ACTION N°6 : MAINTIEN, AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'EAU

Fiche action 6.1 PREC 693VC-6.1	Maintien, amélioration de la qualité de l'eau	Priorité 2 Hors Contrat
Montant retenu	0 €.	
Périmètre d'application concerné	Tout le site. 19 000 habitants + communes + industriels.	
Habitats et espèces concernés	<p>Habitats : Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (6430) ; Aulnaies-frênaies (91E0*).</p> <p>Habitats d'espèces : Aulnaies marécageuses. Mélanges feuillus des zones humides (frênaies, saulaies...).</p> <p>Espèces : vison d'Europe, loutre d'Europe, cistude d'Europe, lamproie de Planer, chabot, écrevisses à pattes blanches.</p>	
Objectifs visés à moyen terme	<p>Maintenir, voire améliorer la qualité de l'eau. Conserver les habitats naturels d'intérêt majeur. Conserver les habitats d'espèces d'intérêt majeur.</p>	
Conditions d'éligibilité	Autorisation soumise à avis de l'animateur et de la commission technique de suivi du docob.	
Modalités techniques	<p>Animation pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser agriculteurs, viticulteurs et sylviculteurs sur l'utilisation raisonnée des produits phytosanitaires, des fertilisants et des désherbants. Sensibiliser les éleveurs au traitement des effluents d'élevage. Réaliser un diagnostic des exploitations. Sensibiliser les collectivités sur l'utilisation raisonnée des désherbants dans les fossés, sur les ponts, en bordure de voirie... Intervenir auprès des industriels et des stations d'épuration pour optimiser l'assainissement des eaux usées (travailler avec la SPANC). Localiser les rejets non traités et inciter à l'installation d'un assainissement individuel (épuration et filtration) ou au raccord à un assainissement collectif. Inciter à l'entretien des systèmes d'assainissement individuels. Sensibiliser les usagers de l'impact des pompages dans le Ciron et la nappe phréatique. Sensibiliser les touristes de la fragilité du site <p>Rechercher les sources de financements pour aider à l'installation de systèmes de filtration des MES à la sortie des piscicultures sur volonté individuelle des pisciculteurs et rechercher les moyens de récupération et de recyclage des boues qui en sont issues.</p> <p>Synchroniser les chasses de barrage, les effectuer en période hivernale pour minimiser leur impact sur la faune et la flore aquatiques.</p> <p>Intégration à l'étude de faisabilité du futur SAGE.</p>	
Documents et enregistrements obligatoires	Factures.	
Cumul d'actions	Aucune interdiction de cumul.	
Opérateur(s) potentiel(s)	Structure animatrice du Docob, Syndicat mixte d'aménagement de la vallée du Ciron, collectivités	
Ressources financières potentielles	DIREN, Conseils généraux, Conseil Régional.	
Ressources financières	Aucune.	

Fiche action 6.2 PREC 693VC-6.2	Gestion des retenues sur le Ciron et ses affluents. Réduction de l'ensablement	Priorité 1 Hors contrat
Montant retenu	0 €.	
Périmètre d'application concerné	Tout le site.	
Espèces concernées	<p>Habitats : Aulnaies-frênaies à hautes herbes (91E0*).</p> <p>Chênaies pédonculées acidiphiles à molinie (9190).</p> <p>Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (6430).</p> <p>Landes humides atlantiques méridionales à bruyère ciliée et bruyère à quatre angles (4020*).</p> <p>Habitats d'espèces : Aulnaies marécageuses.</p> <p>Mélanges feuillus des zones humides (frênaies, saulaies...).</p> <p>Espèces : vison d'Europe, loutre d'Europe, cistude d'Europe, lamproie de Planer, chabot, écrevisses à pattes blanches.</p>	
Objectifs visés à moyen terme	<p>Stabiliser le profil « en escalier » de la rivière et la hauteur d'eau qui ont permis l'installation des habitats aujourd'hui recensés sur le site. Préserver le fonctionnement hydraulique actuel.</p> <p>Conserver les habitats naturels d'intérêt majeur.</p> <p>Conserver les habitats d'espèces d'intérêt majeur.</p> <p>Conserver les zones humides.</p> <p>Lutter contre l'ensablement du lit du Ciron.</p>	
Modalités techniques	<p>Natura 2000 n'a pas vocation à résoudre les problèmes liés à la gestion quantitative de l'eau et à la gestion des barrages, soulevés lors des groupes de travail. La solution réside en la mise en place d'un SAGE ou d'un contrat de rivière qui pourrait entreprendre les études nécessaires afin de proposer les mesures adéquates.</p> <p><u>Sur la colonne d'eau</u></p> <p>Mettre en place une structure indépendante afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> respecter le niveau de l'eau et les débits (débit minimal, débit réservé) ; <input type="checkbox"/> coordonner les chasses pour favoriser les transports solides (sables) ; <input type="checkbox"/> effectuer une étude hydraulique globale sur les barrages et les transports de sable dans le but de déterminer les sources de ce sable ; <input type="checkbox"/> effectuer un diagnostic pour chaque retenue (volume d'eau retenu, épaisseur des sédiments, état du barrage, température de l'eau...) ; <input type="checkbox"/> grâce aux deux points précédents, établir une clef de décision pour chaque retenue (chasse, curage, élimination). <input type="checkbox"/> Prévenir les pisciculteurs avant toute chasse de barrage (la qualité de l'eau en est momentanément perturbée et peut être dangereuse pour la vie des poissons) <p><u>Sur le bâti</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Faire un inventaire précis de toutes les retenues d'eau (barrages, seuils) présents sur le Ciron et ses affluents. <input type="checkbox"/> Quant aux ouvrages privés, trouver une solution idéale pour la gestion de l'ensemble des ouvrages (par exemple : convention de gestion ou d'achat des barrages passés entre le Syndicat d'aménagement du Ciron et leur propriétaire). <input type="checkbox"/> Améliorer la circulation des poissons migrateurs au niveau des passes après étude de potentialité d'accueil des migrateurs et tout en respectant la réglementation sanitaire européenne en vigueur sur les sites d'élevages. <p>En attendant la mise en place d'une telle structure, il peut être préconisé éventuellement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Stabiliser le réseau de drainage en évitant de créer de nouveaux fossés, en évitant de recalibrer et reprofiler les cours d'eau et les fossés et en procédant à leur entretien en période de basses eaux. • Généraliser la « Charte de bonnes pratiques du défrichement dans les Landes de Gascogne ». <ul style="list-style-type: none"> → <u>Article 3</u> Gestion de l'assainissement : <ul style="list-style-type: none"> - entretien des fossés à vieux bords et vieux fonds en maintenant l'enherbement des berges ; - élaboration de fiches techniques à destination des conducteurs de pelle hydraulique ; - installation de seuils (avec bacs dessableurs et écrêteurs) et fossés de tranquillisation pour limiter l'érosion régressive. 	
Opérateur(s) potentiel(s)	Structure animatrice du Docob, Syndicat mixte d'aménagement du Bassin Versant du Ciron.	
Ressources financières potentielles	DIREN, SAGE, collectivités locales.	

Fiche action 6.3 RGLT : 693VC-6.3	Réglementation et préconisations pour le curage et l'entretien des cours d'eau naturels	Priorité 3 Hors Contrat
Montant retenu	1 208,40 € HT.	
Périmètre d'application concerné	1 100 propriétaires riverains du cours d'eau. Les fossés d'assainissement de DFCI ne sont pas concernés.	
Habitats et espèces concernés	<p>Habitats : Chênaies pédonculées acidiphiles à molinie (9190). Aulnaies-frênaies (91E0*).</p> <p>Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (6430). Landes humides atlantiques tempérées à bruyère ciliée et bruyère à quatre angles (4020*).</p> <p>Habitats d'espèces : Aulnaies marécageuses. Mélanges feuillus des zones humides (frênaies, saulaies...).</p> <p>Espèces : vison d'Europe, loutre d'Europe, cistude d'Europe, lamproie de Planer, chabot, écrevisses à pattes blanches.</p>	
Objectifs visés à moyen terme	<p>Maintien de la qualité de l'eau. Préserver le fonctionnement hydraulique actuel. Conserver les habitats naturels d'intérêt majeur. Conserver les habitats d'espèces d'intérêt majeur. Conserver les zones humides.</p>	
Réglementation en vigueur	<p>Livre II Chapitre 5 du Code de l'environnement, SECTION 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Les articles L 215-14 à L 215-20 :</u> Prévoient des curages pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles avec un respect de la flore et de la faune. • <u>Article L. 215-14 :</u> « [...] les propriétaires riverains des cours d'eau non domaniaux sont soumis à des obligations d'entretien régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, par élagage et recépage de la végétation arborée des rives, et à l'enlèvement des embâcles et débris, flottant ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux et d'assurer la bonne tenue des berges et de préserver la faune et la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques. » • <u>Art. L 215-15 :</u> référence aux usages locaux. La référence sur « Les usages locaux à caractère agricole du département de la Gironde » (Chambre d'Agriculture de la Gironde, 1988) stipule que « l'entretien des cours d'eau est qualifié le plus communément de curage, c'est-à-dire d'un simple rétablissement du cours d'eau dans ses dimensions primitives (il appartient à l'autorité administrative de fixer ces dimensions) non d'une amélioration de son lit. » Dans ce cas, contacter la DDAF, la garderie du CSP, ou l'association Ciron Nature qui pourront apporter un cadre de travail et autres précisions (servitude de passages, financements...). • <u>Art. L215-20 :</u> Rappelle l'existence des procédures d'autorisation ou de déclaration prévues par les articles L 214-1 à L214-9 suivant les travaux réalisés. Ces procédures sont précisées dans une nomenclature : Décret n° 93-743 du 29 mars 1993. Voir procédures dans : Décret n° 93-742 du 29 mars 1993. Concerne le recalibrage, le reprofilage, les seuils, la consolidation des berges, etc. <p>Livre IV Chapitre 2 du Code de l'environnement, SECTION 2 : Concerne les travaux soumis à autorisation mais pas aux procédures prévues par la loi sur l'eau.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Art. 432-3 :</u> vis-à-vis des travaux pouvant aller à l'encontre de la protection de la faune aquatique et de son habitat. Les travaux sont soumis à autorisation, avec possibilité de mesures compensatoires. Cela peut concerner l'entretien d'un cours d'eau avec enlèvement des embâcles. <p>Livre IV Chapitre 2 du Code de l'environnement, SECTION 3 : Obligations relatives aux ouvrages : art. L. 432-5 à L. 432-9 <u>Art. 432-9 :</u> prévoit une autorisation pour les vidanges de plans d'eau.</p> <p>Récapitulatif du cadre réglementaire applicable selon la nature des travaux <u>Travaux ne nécessitant aucune procédure réglementaire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Elagage et recépage de la végétation arborée des rives avec conservation de la végétation arborée. • Enlèvement des embâcles et des débris. <p><u>Demande d'autorisation au titre de la police de la Pêche :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Arasement d'atterrissement dans le lit mineur. • Arrachages de souche dans le lit mineur. • Création de passages busés ne modifiant pas la section d'écoulement (de même diamètre que les ouvrages 	

	<p>amont et aval) et de longueur inférieure à 10 m. Construction de ponts en bois (type plateau) de longueur inférieure à 10 m.</p>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> • Avant toute intervention en ripisylve, il peut être utile de faire réaliser un diagnostic des besoins d'entretien et par la garderie du CSP, par le technicien rivière du Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin Versant du Ciron ou par un représentant de la police de l'eau (DDAF) ou de la Cellule d'Assistance Technique à l'Entretien des Rivières (CATER) des conseils généraux . • Réaliser les opérations d'entretien pendant la période d'étiage. • Autres préconisations à prendre en compte au cas par cas : <ul style="list-style-type: none"> - Enlever <u>certaines embâcles importants</u> en évitant d'abîmer la ripisylve et conserver des embâcles pour maintenir une diversification des habitats. La gestion actuellement pratiquée sur le Ciron, notamment grâce aux clubs de canoës, est à poursuivre. - Localiser les embâcles et n'accéder qu'à ces endroits précis. - Bûcheronner et évacuer manuellement ou par treuillage, ou bûcheronner en grande longueur et abandonner les bois. - Laisser les souches. - Selon la taille de la parcelle, ne pas réaliser de coupe rase de la ripisylve. - Conserver les mélanges d'essences existants (conserver les semenciers des essences minoritaires et préserver les arbustes du sous-bois). - Ne pas favoriser les essences exogènes envahissantes (<i>Acer negundo</i>, <i>Robinia pseudoacacia</i> dans certains secteurs, <i>Prunus serotina</i>). - Ne pas utiliser de produits phytocides, fertilisants et phytopharmaceutiques (sauf traitement collectif consécutif à une infestation déclarée par les Autorités). - Ne pas recalibrer, ni reprofiler les cours d'eau. <p>Respecter l'état et la qualité des cours d'eau et en y évitant tous rejets ou comblement et en utilisant les techniques de franchissement adaptées (pas de passage d'engins ou de bois débordés dans le lit mineur des cours d'eau).</p> <p>Respecter les zones sensibles ou à protéger (notamment les zones humides) dont le propriétaire communique la localisation aux entreprises, préalablement à tous travaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à ne pas répandre de lubrifiant ou de carburant, ni à laisser des débris après exploitation (bidons, pièces usagées...).
Opérateur(s) potentiel(s)	Structure animatrice du Docob, DDAF, CSP, Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin Versant du Ciron, collectivités.
Ressources financières potentielles	DIREN, Participation éventuelle des collectivités territoriales, de l'Agence de l'Eau...
Calcul du coût	<p>Plaquettes d'information pour rappeler la réglementation et faire des préconisations : 1100 exemplaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> - conception : 482,4 € HT. - édition : 1100 X 0,32 € HT = 352 € HT. - envoi : 1100 ex. X 0,34 = 374 €. <p><u>TOTAL : 1 208,40 € HT.</u></p>
Documents et enregistrements obligatoires	Factures des travaux.

ACTION N°7 : GESTION DOUCE DES BERGES DE COURS D'EAU NATUREL

Fiche action 7.1	FR7200693 VALLÉE DU CIRON		Priorité 1
CTRT : 693VC-7.1 Mesure A FH 005	Gestion douce des berges de cours d'eau en bordure de prairie hors SAU		Contrat FGMM
Montant retenu	2,42 € HT/ml Avec plafond à 200 ml/ha.		
Périmètre d'application concerné	Dans tout le site : prairies bordant le Ciron, en amont de Préchac, et bordant les affluents.		
Habitats et espèces concernés	<p>Habitats : Aulnaies-frênaies (91E0*).</p> <p>Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (6430).</p> <p>Landes humides atlantiques méridionales à bruyère ciliée et bruyère à quatre angles (4020*).</p> <p>Chênaies pédonculées acidiphiles à molinie (9190).</p> <p>Habitats d'espèces : Aulnaies marécageuses.</p> <p>Mélanges feuillus des zones humides (frênaies, saulaies...).</p> <p>Espèces : vison d'Europe, loutre d'Europe, cistude d'Europe, grand et petit rhinolophes, murin de Bechstein, lamproie de Planer, chabot, écrevisses à pattes blanches, lucane cerf-volant, grand capricorne.</p>		
Surface et propriétaires concernés	7 900 m linéaires de prairies et friches en bordure de cours d'eau. Surface hors SAU du site potentiellement concerné par ces habitats.		
Surface contractualisable Sur 5 ans	10% (790 ml) contractualisables en 5 ans.		
Objectifs visés à moyen terme	<p>Favoriser et conserver les habitats naturels d'intérêt majeur et le corridor feuillu.</p> <p>Favoriser et conserver les habitats d'espèces d'intérêt majeur.</p> <p>Maintenir la qualité de l'eau par une maîtrise douce de la végétation.</p> <p>Réduire l'érosion et les transports de sable.</p>		
Conditions d'éligibilité	<p>Agrément des parcelles soumis à un diagnostic préalable et avis, le cas échéant, du Comité de Pilotage Local ou de son émanation technique.</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Respect de la loi sur l'eau. <input type="checkbox"/> Coordination nécessaire avec les collectivités ayant engagé un programme global et pluriannuel de restauration et d'entretien des berges. 		
Engagements	<p><u>Engagements rémunérés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Entretien pour contenir la végétation de la bande contractualisée (lamiers) : coupe latérale de la lisière de la bande (côté parcelle, deux fois sur la période des cinq ans) – Mesure A FH 005. <p><u>Engagements non rémunérés :</u></p> <p>Sur le lit du cours d'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Pas d'intervention en lit mineur (sauf en cas de menace grave, et après avis de la DDAF). <input type="checkbox"/> Pas de reprofilage (sauf en cas de menace grave). <p>Sur les linéaires engagés, contractualisation sur une bande de 3 mètres de large de part et d'autre du cours d'eau.</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Maintien des éléments fixes (boisements inondés, arbres isolés, bosquets, ronciers, strates herbacées). <input type="checkbox"/> Fertilisation interdite. <input type="checkbox"/> Traitements phytosanitaires interdits. <input type="checkbox"/> Interventions limitées entre le 1^{er} septembre et le 31 janvier (pas d'intervention pendant les périodes de nidification). 		<p>Classement principal : P, secondaire : S, complémentaire : C.</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p>

	<p>Sur au minimum 30% de la bande contractualisée, favoriser le développement de la végétation (boisements inondés, bosquets, ronciers, strates arbustives) :</p> <p><input type="checkbox"/> Maintien des arbres morts sur pied ou tombés (élimination en cas de danger uniquement).</p> <p><input type="checkbox"/> Tenue du cahier d'enregistrement obligatoire sur les linéaires engagés.</p>	<p>S</p> <p>P</p>
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> Plan de localisation (orthophotographies, ou planche cadastrale au format A3 ou A4, ou plan dont l'échelle est comprise entre 1/5 000 et 1/25 000). Factures détaillées si travaux réalisés par une entreprise. Photos avant et après travaux. 	
Cumul d'actions	Aucune interdiction de cumul.	
Contrôles	<p>Un contrôle administratif est effectué en DDAF. Il porte sur la déclaration annuelle de respect des engagements inscrits au cahier des charges, en référence au contrat Natura 2000 établi pour 5 ans.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur la validité des critères d'éligibilité et sur le respect des engagements souscrits.</p> <p>Ce contrôle requiert la présence du bénéficiaire ou celle de son représentant qui doit mettre à disposition du contrôleur les documents de suivi mentionnés ci-dessus.</p>	
Sanctions	<p>Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée. Le respect de la surface engagée est un engagement de rang principal.</p>	
Opérateur(s) potentiel(s)	Propriétaires, exploitants, collectivités.	
Ressources financières	<p>Contrat FGMM. Mesure A FH 005 ((travaux de lutte contre la fermeture du milieu par recouvrement d'espèces envahissantes (ligneux, callune, molinie...)).</p>	
Calcul du coût	<p>2,42 € HT/ml 2,42 € HT/ml × 790 ml.</p> <p><u>TOTAL : 1 911,80 € HT.</u></p>	
Indicateurs de suivis	<p>A l'échelle du site : - nombre de parcelles engagées; - linéaires concernés par la mesure.</p> <p>A l'échelle de la parcelle : descriptif simplifié de la ripisylve, en première et en dernière années de contrat.</p>	

Fiche action 7.2	FR7200693 VALLÉE DU CIRON	Priorité 1
CTRT : 0604C-03	Gestion douce des berges de cours d'eau en bordure de cultures arables	Contrat CAD
Montant retenu	1,21 € HT/ml/an. Avec plafond à 200 ml/ha.	Mesure fixe
Périmètre d'application concerné	Cultures bordant le cours d'eau (Ciron et affluents).	
Habitats et espèces concernés	Habitats : Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (6430). Landes humides atlantiques méridionales à bruyère ciliée et bruyère à quatre angles (4020*). Aulnaies-frênaies (91E0*). Chênaies pédonculées acidiphiles à molinie (9190). Habitats d'espèces : Aulnaies marécageuses. Mélanges feuillus des zones humides (frênaies, saulaies...). Espèces : vison d'Europe, loutre d'Europe, cistude d'Europe, grand et petit rhinolophes, murin de Bechstein, lamproie de Planer, chabot, écrevisses à pattes blanches, lucane cerf-volant, grand capricorne.	
Surface et propriétaires concernés	4 600 m linéaires de cultures en bordure de cours d'eau. Surface en SAU du site potentiellement concerné par ces habitats.	
Surface contractualisable Sur 5 ans	10% (460 ml) contractualisables en 5 ans.	
Objectifs visés à moyen terme	Favoriser et conserver les habitats naturels d'intérêt majeur et le corridor feuillu. Favoriser et conserver les habitats d'espèces d'intérêt majeur. Maintenir la qualité de l'eau par une maîtrise douce de la végétation. Réduire l'érosion et les transports de sable.	
Conditions d'éligibilité	Agrément des parcelles soumis à un diagnostic préalable et avis, le cas échéant, du Comité de Pilotage Local ou de son émanation technique. La CDOA veillera à l'éligibilité des berges proposées à cette action : <input type="checkbox"/> Respect de la loi sur l'eau. <input type="checkbox"/> Coordination nécessaire avec les collectivités ayant engagé un programme global et pluriannuel de restauration et d'entretien des berges.	
Engagements	<p><u>Rappel</u> : les Bonnes Pratiques Agricoles Habituelles, définies dans la notice explicative des CAD, doivent être respectées sur l'ensemble de l'exploitation.</p> <p>Sur le lit de cours d'eau :</p> <p><input type="checkbox"/> Pas d'intervention en lit mineur (sauf en cas de menace grave et après avis de la DDAF).</p> <p><input type="checkbox"/> Pas de reprofilage (sauf en cas de menace grave).</p> <p>Sur les linéaires engagés :</p> <p>De part et d'autre du fossé, contractualisation sur l'ensemble du réseau concerné d'une bande de 3 mètres de large à partir du haut de berge :</p> <p><input type="checkbox"/> Maintien d'éléments fixes (boisements inondés, arbres isolés, bosquets, ronciers).</p> <p><input type="checkbox"/> Implantation de zones tampon entre cultures arables et bande de 3 mètres ou implantation de dispositifs enherbés sur une bande au moins égale à 5 mètres (cf. variantes 0401A 00 et 0401A 01).</p> <p><input type="checkbox"/> Fertilisation interdite sur la bande des trois mètres.</p> <p><input type="checkbox"/> Traitements phytosanitaires interdits sur la bande des trois mètres.</p> <p><input type="checkbox"/> Interventions limitées entre le 1er septembre et le 31 janvier (pas d'intervention pendant les périodes de nidification).</p> <p>Sur au minimum 30% de la bande contractualisée, favoriser le développement de la végétation (boisements inondés, bosquets, ronciers, strates arbustives) :</p>	<p>Classement principal : P, secondaire : S, complémentaire : C.</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>S</p> <p>P</p> <p>C</p>

	<input type="checkbox"/> Maintien des arbres morts sur pied ou tombés (élimination en cas de danger uniquement).	P
	<input type="checkbox"/> Entretien pour contenir la végétation de la bande (lamiers) : coupe latérale de la lisière de la bande (côté parcelle, deux fois sur la période des cinq ans).	P
	Sur le reste de la bande , maintien et entretien du couvert végétal naturel :	
	<input type="checkbox"/> Entretien manuel automnal une fois tous les deux ans (deux fois en cinq ans). <input type="checkbox"/> Tenue du cahier d'enregistrement obligatoire sur les linéaires engagés.	P P
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Conservez les déclarations PAC depuis l'année précédant le début de l'engagement, accompagnées du tableau de localisation des engagements agro-environnementaux et du plan de localisation (orthophotographies, ou planche cadastrale au format A3 ou A4, ou plan dont l'échelle est comprise entre 1/5 000 et 1/25 000). • Factures détaillées si travaux réalisés par une entreprise. • Une photographie initiale des parcelles engagées avant mise en place de la mesure est conseillée. 	
Cumul d'actions	Aucune interdiction de cumul.	
Contrôles	<p>Tous les ans, un contrôle administratif effectué en DDAF porte sur la déclaration annuelle de respect des engagements CAD, sur la déclaration de surfaces et sur le contrat CAD. L'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus, depuis la souscription de l'action agroenvironnementale, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements. Ce contrôle requiert la présence de l'exploitant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Il inclut une visite partielle ou totale de l'exploitation.</p>	
Sanctions	<p>Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée (se référer à la notice explicative CAD pour plus de précisions).</p> <p>Le respect de la surface engagée est un engagement de rang principal.</p>	
Opérateur(s) potentiel(s)	Exploitants.	
Ressources financières	Contrat CAD.	
Coût estimé sur 5 ans	<p>1.21 € HT/ml/an. 1,21 € HT/ml/an × 460 ml × 5 ans.</p> <p><u>TOTAL : 2 783 € HT.</u></p>	
Indicateurs de suivis	<p>A l'échelle du site : - nombre de parcelles engagées; - linéaires concernés par la mesure.</p> <p>A l'échelle de la parcelle : descriptif simplifié de la ripisylve, en première et en dernière années de contrat.</p>	

ACTION N°8 : GESTION DOUCE DES FOSSES

Fiche action 8.1	FR7200693 VALLÉE DU CIRON		Priorité 2
CTRT : 0603C-01 (2 côtés) CTRT : 0603C-02 (1 côté)	Gestion douce des berges de fossés et de leurs abords : prairies		Contrat CAD
Montant retenu	Variante 0603C 01 (2 côtés) : 1,01 € HT/ml/an. Variante 0603C 02 (1 côté) : 0,50 € HT/ml/an. Plafond à 200 ml/ha.		Mesure fixe.
Périmètre d'application concerné	Fossés bordant les prés et prairies humides.		
Habitats et espèces concernés	Habitats : Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (6430). Landes humides atlantiques méridionales à bruyère ciliée et bruyère à quatre angles (4020*). Espèces : vison d'Europe, loutre d'Europe, cistude d'Europe, grand et petit rhinolophes, murin de Bechstein.		
Surface et propriétaires concernés	30 000 m linéaires de fossés en bordure de prairies et friches. Surface en SAU du site potentiellement concerné par ces habitats.		
Surface contractualisable Sur 5 ans	10% (3 000 ml) contractualisables en 5 ans.		
Objectifs visés à moyen terme	Favoriser et conserver les habitats naturels d'intérêt majeur. Favoriser et conserver les habitats d'espèces d'intérêt majeur. Maintenir la qualité de l'eau par une maîtrise douce de la végétation. Réduire l'érosion et les transports de sable.		
Conditions d'éligibilité	Agrément des parcelles soumis à un diagnostic préalable et avis, le cas échéant, du Comité de Pilotage Local ou de son émanation technique. La CDOA veillera à l'éligibilité des fossés proposés à cette action.		
Engagements Un cahier des charges est composé de plusieurs engagements, la totalité des engagements doit être respectée. Chaque engagement est classé dans une catégorie qui conditionne le niveau de la sanction.	<p>Rappel : les Bonnes Pratiques Agricoles Habituelles, définies dans la notice explicative des CAD, doivent être respectées sur l'ensemble de l'exploitation.</p> <p>Sur les linéaires engagés : Contractualisation sur une bande de 3 mètres de large de part et d'autre du fossé.</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Maintien des éléments fixes (boisements inondés, arbres isolés, bosquets, ronciers, strates herbacées). <input type="checkbox"/> Fertilisation interdite à moins de 20 mètres à partir du haut de berge. <input type="checkbox"/> Traitements phytosanitaires interdits à moins de 20 mètres à partir du haut de berge. <input type="checkbox"/> Interventions limitées entre le 1^{er} septembre et le 31 janvier (pas d'intervention pendant les périodes de nidification : voir les services compétents départementaux). <p>Sur au moins 30% de la bande contractualisée, favoriser le développement de la végétation (boisements inondés, bosquets, ronciers, strates arbustives) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Maintien des arbres morts sur pied ou tombés (élimination en cas de danger uniquement). <input type="checkbox"/> Entretien pour contenir la végétation de la bande contractualisée (lamiers) : coupe latérale de la lisière de la bande (côté parcelle, deux fois sur la période des 5 ans). <input type="checkbox"/> Mise en défens (sauf cas exceptionnel). <input type="checkbox"/> Tenue du cahier d'enregistrement obligatoire sur les linéaires engagés. 		<p>Classement Principal : P, secondaire : S, complémentaire : C.</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>C</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>S</p> <p>P</p>

Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Conservez les déclarations PAC depuis l'année précédant le début de l'engagement, accompagnées du tableau de localisation des engagements agro-environnementaux et du plan de localisation (orthophotographies, ou planche cadastrale au format A3 ou A4, ou plan dont l'échelle est comprise entre 1/5 000 et 1/25 000). • Factures détaillées si travaux réalisés par une entreprise. • Une photographie initiale des parcelles engagées avant mise en place de la mesure est conseillée.
Cumul d'actions	Aucune interdiction de cumul.
Contrôles	<p>Tous les ans, un contrôle administratif effectué en DDAF porte sur la déclaration annuelle de respect des engagements CAD, sur la déclaration de surfaces et sur le contrat CAD. L'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus, depuis la souscription de l'action agroenvironnementale, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements. Ce contrôle requiert la présence de l'exploitant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Il inclut une visite partielle ou totale de l'exploitation.</p>
Sanctions	<p>Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée (se référer à la notice explicative CAD pour plus de précisions).</p> <p>Le respect de la surface engagée est un engagement de rang principal.</p>
Opérateur(s) potentiel(s)	Exploitants.
Ressources financières	Contrat CAD.
Coût estimé sur 5 ans	<p>Variante 0603C 01 (2 côtés) : 1,01 € HT/ml/an × 3 000 ml = 3 030 € HT/an.</p> <p>Variante 0603C 02 (1 côté) : 0,50 € HT/ml/an × 3 000 ml = 1 500 € HT/an.</p> <p><u>TOTAL sur 5 ans : entre 7 500 € HT et 15 150 € HT</u> selon la variante retenue.</p>
Indicateurs de suivis	<p>A l'échelle du site : - nombre de parcelles engagées; - linéaires concernés par la mesure.</p> <p>A l'échelle de la parcelle : descriptif simplifié du linéaire, en première et en dernière années de contrat.</p>

Fiche action 8.2	FR7200693 VALLÉE DU CIRON	Priorité 2
CTRT : 0603C-05 (2 côtés) CTRT : 0603C-06 (1 côté)	Gestion douce des berges de fossés et de leurs abords : cultures arables	Contrat CAD
Montant retenu	Variante 0603C 05 (2 côtés) : 1,21 € HT/ml/an. Variante 0603C 06 (1 côté) : 0,60 € HT/ml/an. Plafond à 200 ml/ha.	Mesure fixe.
Périmètre d'application concerné	Fossés bordant les champs cultivés.	
Habitats et espèces concernés	Habitats : Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (6430). Landes humides atlantiques méridionales à bruyère ciliée et bruyère à quatre angles (4020*). Espèces : vison d'Europe, loutre d'Europe, cistude d'Europe, grand et petit rhinolophes, murin de Bechstein.	
Surface et propriétaires concernés	30 000 m linéaires de fossés en bordure des champs cultivés. Surface en SAU du site potentiellement concerné par ces habitats.	
Surface contractualisable sur 5 ans	10% (3 000 ml) contractualisables en 5 ans.	
Objectifs visés à moyen terme	Favoriser et conserver les habitats naturels d'intérêt majeur. Favoriser et conserver les habitats d'espèces d'intérêt majeur. Maintenir la qualité de l'eau par une maîtrise douce de la végétation. Réduire l'érosion et les transports de sable.	
Conditions d'éligibilité	Agrément des parcelles soumis à un diagnostic préalable et avis, le cas échéant, du Comité de Pilotage Local ou de son émanation technique. La CDOA veillera à l'éligibilité des fossés proposés à cette action.	
Engagements	<p><u>Rappel</u> : les Bonnes Pratiques Agricoles Habituelles, définies dans la notice explicative des CAD, doivent être respectées sur l'ensemble de l'exploitation.</p> <p>Sur les linéaires engagés : De part et d'autre du fossé, contractualisation sur l'ensemble du réseau concerné d'une bande de 3 mètres de large à partir du haut de berge :</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Maintien des éléments fixes (boisements inondés, arbres isolés, bosquets, ronciers).<input type="checkbox"/> Implantation de zones tampon entre cultures arables et bande de 3 mètres ou implantation de dispositifs enherbés sur une bande au moins égale à 5 mètres.<input type="checkbox"/> Fertilisation interdite sur la bande des 3 mètres.<input type="checkbox"/> Traitements phytosanitaires interdits sur la bande des 3 mètres.<input type="checkbox"/> Interventions limitées entre le 1^{er} septembre et le 31 janvier (pas d'intervention pendant les périodes de nidification). <p>Sur au moins 30% de la bande contractualisée, favoriser le développement de la végétation (boisements inondés, bosquets, ronciers, strates arbustives) :</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Maintien des arbres morts sur pied ou tombés (élimination en cas de danger uniquement).<input type="checkbox"/> Entretien pour contenir la végétation de la bande contractualisée (lamiers) : coupe latérale de la lisière de la bande (côté parcelle, deux fois sur la période des 5 ans). <p>Sur le reste de la bande, maintien et entretien du couvert végétal naturel :</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Entretien manuel automnal une fois tous les 2 ans (2 fois en 5 ans).<input type="checkbox"/> Tenue du cahier d'enregistrement obligatoire sur les linéaires engagés.	<p>Classement Principal : P, Secondaire : S, Complémentaire : C.</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>C</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p>

Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Conservez les déclarations PAC depuis l'année précédant le début de l'engagement, accompagnées du tableau de localisation des engagements agro-environnementaux et du plan de localisation (orthophotographies, ou planche cadastrale au format A3 ou A4, ou plan dont l'échelle est comprise entre 1/5 000 et 1/25 000). • Factures détaillées si travaux réalisés par une entreprise. • Une photographie initiale des parcelles engagées avant mise en place de la mesure est conseillée.
Cumul d'actions	Aucune interdiction de cumul.
Contrôles	<p>Tous les ans, un contrôle administratif effectué en DDAF porte sur la déclaration annuelle de respect des engagements CAD, sur la déclaration de surfaces et sur le contrat CAD. L'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus, depuis la souscription de l'action agroenvironnementale, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements. Ce contrôle requiert la présence de l'exploitant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Il inclut une visite partielle ou totale de l'exploitation.</p>
Sanctions	<p>Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée (se référer à la notice explicative CAD pour plus de précisions).</p> <p>Le respect de la surface engagée est un engagement de rang principal.</p>
Opérateur(s) potentiel(s)	Exploitants.
Ressources financières	Contrat CAD.
Coût estimé sur 5 ans	<p><u>Variante 0603C 05 (2 côtés)</u> : 1,21 € HT/ml/an × 3 000 ml = 3 630 € HT/an.</p> <p><u>Variante 0603C 06 (1 côté)</u> : 0,60 € HT/ml/an × 3 000 ml = 1 800 € HT/an.</p> <p>TOTAL sur 5 ans : entre 9 000 € HT et 18 150 € HT selon la variante retenue.</p>
Indicateurs de suivis	<p>A l'échelle du site : - nombre de parcelles engagées; - linéaires concernés par la mesure.</p> <p>A l'échelle de la parcelle : descriptif simplifié du linéaire, en première et en dernière années de contrat.</p>

Fiche action 8.3	FR7200693 VALLÉE DU CIRON		Priorité 2
CTRT : 0603B-02	Réhabilitation des fossés, gestion douce du lit des fossés : surveillance et entretien manuel du lit des fossés + curage mécanique		Contrat CAD
Montant retenu	2,03 € HT/ml/an. Plafond à 200 ml/ha.	Mesure fixe.	
Périmètre d'application concerné	Fossés dégradés ou déconnectés du réseau par manque d'entretien.		
Habitats et espèces concernés	Habitats : Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (6430). Landes humides atlantiques méridionales à bruyère ciliée et bruyère à quatre angles (4020*). Espèces : vison d'Europe, loutre d'Europe, cistude d'Europe, grand et petit rhinolophes, murin de Bechstein.		
Surface et propriétaires concernés	60 000 m linéaires de fossés en bordure de champs cultivés, prés/prairies et friches. Surface en SAU du site potentiellement concerné par ces habitats.		
Surface contractualisable sur 5 ans	10% (6 000 ml) contractualisables en 5 ans.		
Objectifs visés à moyen terme	Favoriser et conserver les habitats naturels d'intérêt majeur. Favoriser et conserver les habitats d'espèces d'intérêt majeur. Maintenir la qualité de l'eau par une maîtrise douce de la végétation. Réduire l'érosion et les transports de sable.		
Conditions d'éligibilité	Agrément des parcelles soumis à un diagnostic préalable et avis, le cas échéant, du Comité de Pilotage Local ou de son émanation technique.		
Engagements	<p>Rappel : les Bonnes Pratiques Agricoles Habituelles, définies dans la notice explicative des CAD, doivent être respectées sur l'ensemble de l'exploitation.</p> <p>Sur les linéaires engagés :</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Interventions limitées entre le 1^{er} septembre et le 31 janvier.<input type="checkbox"/> L'ensemble du réseau hydrographique de l'exploitation doit être contractualisé, dans la limite de 200 ml/ha.<input type="checkbox"/> En cas de lutte collective contre des plantes envahissantes, arrachage manuel ou avec un matériel adapté.<input type="checkbox"/> Traitements phytosanitaires interdits.<input type="checkbox"/> Curage mécanique. En cas de nécessité absolue et après avis du comité technique, possibilité de curage mécanique sur une partie du réseau hydrographique contractualisé.<input type="checkbox"/> Surveillance et entretien manuel régulier sur l'ensemble du réseau contractualisé (conserver vieux fond et vieux bord).<input type="checkbox"/> En priorité : enlèvement des bouchons vaseux.<input type="checkbox"/> Curage avant intervention taille douce permettant le passage des engins.<input type="checkbox"/> Une intervention en 5 ans sur la partie de réseau identifiée par le comité technique avec un engin adapté aux conditions du cahier des charges.<input type="checkbox"/> Les produits de curage doivent être déposés hors des abords de fossés et des zones sensibles.<input type="checkbox"/> Tenue du cahier d'enregistrement obligatoire sur les linéaires engagés.	<p>Classement Principal : P, Secondaire : S, Complémentaire : C.</p> <p>C</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>S</p> <p>P</p>	
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none">• Conservez les déclarations PAC depuis l'année précédant le début de l'engagement, accompagnées du tableau de localisation des engagements agro-environnementaux et du plan de localisation (orthophotographies, ou planche cadastrale au format A3 ou A4, ou plan dont l'échelle est comprise entre 1/5 000 et 1/25 000).• Factures détaillées si travaux réalisés par une entreprise.• Une photographie initiale des parcelles engagées avant mise en place de la mesure est conseillée.		

Cumul d'actions	Aucune interdiction de cumul.
Contrôles	<p>Tous les ans, un contrôle administratif effectué en DDAF porte sur la déclaration annuelle de respect des engagements CAD, sur la déclaration de surfaces et sur le contrat CAD. L'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus, depuis la souscription de l'action agroenvironnementale, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements. Ce contrôle requiert la présence de l'exploitant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Il inclut une visite partielle ou totale de l'exploitation.</p>
Sanctions	<p>Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée (se référer à la notice explicative CAD pour plus de précisions).</p> <p>Le respect de la surface engagée est un engagement de rang principal.</p>
Opérateur(s) potentiel(s)	Exploitants.
Ressources financières	Contrat CAD.
Coût estimé sur 5 ans	<p>2,03 € HT/ml/an × 6 000 ml = 12 180 € HT/an.</p> <p><u>TOTAL sur 5 ans : 60 900 € HT.</u></p>
Indicateurs de suivis	<p>A l'échelle du site : - nombre de parcelles engagées; - linéaires concernés par la mesure.</p> <p>A l'échelle de la parcelle : descriptif simplifié du linéaire, en première et en dernière années de contrat.</p>

ACTION N°9 : REDUCTION DE L'IMPACT DE LA DEMOUSTICATION

La politique d'intervention de l'Entente Interdépartementale pour la Démoustication du Littoral Atlantique est basée sur la lutte anti-larvaire.

Les impacts des insecticides utilisés sur la faune et la flore suscitent quelques interrogations de la part de certains usagers du site, propriétaires, naturalistes, collectivités... et une étude de toxicité correspond à une demande récurrente. Ainsi, le Conseil Général avait pris contact avec l'Université Bordeaux I et son laboratoire d'écotoxicologie afin de réaliser une étude en 2004. Cependant, pour l'heure, aucune étude n'a été entreprise dans ce sens.

Par ailleurs, dans le cadre de Natura 2000, pour limiter le plus possible les impacts de cette activité, il apparaît nécessaire de prendre en compte les facteurs influant sur l'intensité de la nuisance et le développement des gîtes larvaires.

<i>Fiche action 9 PREC 693VC-9</i>	Adaptation de la démoustication sur les rives du Ciron et de ses affluents	Priorité 3 Hors contrat
Périmètre d'application concerné	30 Km de rives du Ciron et de ses affluents. Particulièrement les chênaies à molinie et les aulnaies à carex.	
Habitats et espèces concernés	Habitats : Aulnaies-frênaies (91E0*). Chênaies pédonculées acidiphiles à molinie (9190). Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (6430). Landes humides atlantiques tempérées à bruyère ciliée et bruyère à quatre angles (4020*). Habitats d'espèces : Aulnaies marécageuses. Mélanges feuillus des zones humides (frênaies, saulaies...). Espèces : vison d'Europe, loutre d'Europe, cistude d'Europe, grand et petit rhinolophes, murin de Bechstein, lamproie de Planer, chabot, écrevisse à pattes blanches.	
Surfaces concernées	120 ha traités en moyenne par an sur les communes de Noaillan, Léogeats, Sauternes, Budos, Bommès et Pujols-sur-Ciron.	
Objectifs visés à moyen terme	Éviter l'expansion de ces traitements. Appréhender l'impact de ces traitements sur la faune non ciblée.	
Conditions d'éligibilité	Localisation et autorisation soumise à avis préfectoral (Comité Départemental d'Hygiène).	
Modalités techniques	<ul style="list-style-type: none"> Proposer des contrats aux propriétaires des zones humides situées en aval de Noaillan pour : <ul style="list-style-type: none"> Contenir la fermeture du milieu afin de favoriser l'accessibilité et donc l'efficacité des traitements des gîtes larvaires. Entretien du réseau hydraulique (cf. fiches action 17 à 21). S'accorder avec EID pour : <ul style="list-style-type: none"> Maintenir le traitement antilarvaire par pulvérisateurs à dos au sein même du gîte larvaire. Développer l'emploi du <i>Bacillus thuringiensis</i> (Bt) plutôt que celui du Temephos (le Temephos, composé organophosphoré, et le Bt sont les substances actives des larvicides). 	
Opérateur(s) potentiel(s)	EID, technicien (SIVOM, EID, Conseil Général...), association Ciron Nature, Syndicat mixte d'aménagement du bassin versant du Ciron.	
Ressources financières	Ressources locales ou départementales.	
Surcoût financier	Les surcoûts liés au remplacement du traitement avec des larvicides de synthèse par un traitement avec un larvicide d'origine biologique sont principalement liés au temps de contrôle sur le terrain effectué nécessairement par un agent pour une bonne efficacité du produit. - 4 jours × 7 heures × 6 mois = 168 h. (Les espèces identifiées sont tributaires des eaux stagnantes et se manifestent de février à août.) - 168 heures à 13,5 €/heure = 2 268 €. Auxquels on ajoute 300 € de matériel. TOTAL : 2 568 €/an. Coût de l'opération sur 5 ans : 12 840 €	

5.2.4 Mesures spécifiques à certains habitats et/ou espèces d'intérêt majeur

Entité de gestion	Codification de la mesure	Référence
Mégaphorbiaies	ACTION 10 : Entretien des mégaphorbiaies	
	Contrat N2000 : CTRT 693VC-10.1L et 10.1NL – mesure A HE 005 Entretien des mégaphorbiaies	Page 198
	Contrat N2000 : CTRT 693VC-10.2 – mesure A HE 005 Entretien de mégaphorbiaies sous peupliers	Page 200
Réseau hydraulique	ACTION 2 : Maintien de l'ouverture des prés et prairies	
	Contrats CAD et N2000 : CTRT 2001A-01 (contrat 3) et CTRT 693VC-2.2-2.3-2.4 Gestion extensive de la prairie par la fauche et/ou pâturage	Pages 158 à 164
	ACTION 6 : Maintien, amélioration de la qualité de l'eau	
	Hors contrat : PREC 693VC-6.1 Maintien, amélioration de la qualité de l'eau	Page 182
	Hors contrat : RGLT 693VC-6.3 Réglementation et préconisations pour le curage et l'entretien des cours d'eau naturels	Page 184
	ACTION 7 : Gestion douce des berges de cours d'eau naturel	
	Contrat N2000 : CTRT 693VC-7.1 et Contrat CAD : CTRT 0604C-03 Gestion douce des berges de cours d'eau	Pages 186-188
	ACTION 8 : Gestion douce des fossés	
	Contrats CAD : CTRT 0603C-01, -02, -05 et -06 Gestion douce des berges de fossés et de leurs abords : prairies ou cultures arables	Pages 190-194
Tout le site	ACTION 16 : Suivi des habitats & populations d'espèces d'intérêt communautaire	
	Hors contrat : PREC 693VC-16 Suivi des habitats & des populations d'espèces d'intérêt communautaire	Page 214

A. Les mégaphorbiaies

Les mégaphorbiaies sont des habitats d'intérêt communautaire, qui constituent en outre des habitats d'espèces (Vison d'Europe, Cuivré des marais). Il importe donc de les conserver, voire de les restaurer dans certains cas. Sur le Ciron, bien qu'elles figurent au FSD, elles sont rares et ne constituent que des petites taches, en mosaïque parmi les autres habitats.

Les mégaphorbiaies riveraines de cours d'eau (mégaphorbiaies eutrophes et mésotrophes) s'installent dans les trouées occasionnées par les chablis ou les perturbations (crues). Les aménagements hydrauliques tendent parfois à réduire ou supprimer les inondations voire à abaisser le niveau de la nappe (effet drainant des curages) ce qui compromet à terme la « régénération naturelle » de ces milieux.

La gestion idéale de ces habitats consiste donc à laisser agir la dynamique alluviale et limiter les interventions sur le lit mineur, dans la limite des exigences relatives à la sécurité publique et à la conciliation des usages. L'importance de ces phénomènes écologiques pour la préservation des mégaphorbiaies doit être clairement prise en compte dans le cadre de travaux de restauration ou d'entretien des cours d'eau.

En l'absence d'entretien et dans un contexte d'assèchement des sols, la dynamique naturelle d'évolution vers une saulaie puis une forêt alluviale est fortement accélérée pouvant conduire à une régression importante puis une disparition des mégaphorbiaies.

Compte tenu des faibles potentialités de valorisation économique et des avantages fiscaux procurés par le boisement de ces espaces, les mégaphorbiaies font très souvent l'objet de plantations (notamment en peupliers) qui peuvent compromettre à terme la conservation de ces habitats d'intérêt européen (dégradation chimique des sols, assèchement, ombrage).

Cependant, les habitats de mégaphorbiaies peuvent se maintenir sous des peupleraies dans la mesure où la plantation est peu dense, réalisée sans drainage, sans travail du sol et sans utilisation de produits chimiques. La mise en place de mesures contractuelles de gestion des mégaphorbiaies sous les peupleraies peut permettre la conservation de ces habitats en sous-bois.

ACTION N°10 : ENTRETIEN DES MEGAPHORBIAIES

Fiche action 10.1	FR7200693 VALLÉE DU CIRON		Priorité 2
CTRT : 693VC-10.1 Mesure A HE 005	Entretien des mégaphorbiaies		Contrat FGMM
Montant retenu	Variante CTRT 693VC-10.1L (mégaphorbiaies linéaires) : 2,5 € HT/ml pour chaque côté du cours d'eau Variante CTRT 693VC-10.1NL (mégaphorbiaies non linéaires) : 240 € HT/ha		
Périmètre d'application concerné	Mégaphorbiaies en bordure de cours d'eau, fossés et lisières dans tout le site.		
Habitats et espèces concernés	Habitats : Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (6430). Espèces : vison d'Europe, cistude d'Europe, grand et petit rhinolophes, murin de Bechstein, lamproie de Planer, chabot, écrevisse à pattes blanches.		
Surface et propriétaires concernés	60 000 m linéaires de bordure de prairies, champs cultivés et friches. 50 ha de friches. Surface hors SAU du site potentiellement concerné par ces habitats.		
Surface contractualisable sur 5 ans	1 500 ml contractualisables et 10 ha contractualisables sur 5 ans.		
Objectifs visés à moyen terme	Favoriser et conserver les habitats naturels d'intérêt majeur. Favoriser et conserver les habitats d'espèces d'intérêt majeur. Maintenir la qualité de l'eau par une maîtrise douce de la végétation. Réduire l'érosion et les transports de sable.		
Conditions d'éligibilité	Agrément des parcelles soumis à un diagnostic préalable et avis, le cas échéant, du Comité de Pilotage Local ou de son émanation technique.		
Engagements Un cahier des charges est composé de plusieurs engagements, la totalité des engagements doit être respectée. Chaque engagement est classé dans une catégorie qui conditionne le niveau de la sanction.	<p><u>Engagements rémunérés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Entretien de la végétation par fauche deux fois en cinq ans. Le diagnostic fixe le calendrier de fauche, en concertation avec le contractant – Mesure A HE 005. <input type="checkbox"/> Limiter la prolifération des essences exogènes (<i>Acer negundo</i>, <i>Robinia pseudoacacia</i> dans certains secteurs, <i>Prunus serotina</i>) – Mesure A HE 005. <p><u>Engagements non rémunérés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Pas de fertilisation organique ou minérale. <input type="checkbox"/> Pas de traitements phytosanitaires. <input type="checkbox"/> Pas de drainage, pas de boisement. <input type="checkbox"/> Maintien de la ripisylve boisée. <input type="checkbox"/> Tenue du cahier d'enregistrement obligatoire sur les linéaires engagés. 		<p>Classement Principal : P, Secondaire : S, Complémentaire : C.</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p>
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Conservez un plan de localisation (orthophotographies, ou planche cadastrale au format A3 ou A4, ou plan dont l'échelle est comprise entre 1/5 000 et 1/25 000). • Factures détaillées si travaux réalisés par une entreprise. • Une photographie initiale des parcelles engagées avant mise en place de la mesure est conseillée. 		
Cumul d'actions	Aucune interdiction de cumul.		

Contrôles	<p>Un contrôle administratif est effectué en DDAF. Il porte sur la déclaration annuelle de respect des engagements inscrits au cahier des charges, en référence au contrat Natura 2000 établi pour 5 ans.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur la validité des critères d'éligibilité et sur le respect des engagements souscrits.</p> <p>Ce contrôle requiert la présence du bénéficiaire ou celle de son représentant qui doit mettre à disposition du contrôleur les documents de suivi mentionnés ci-dessus.</p>
Sanctions	<p>Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée.</p> <p>Le respect de la surface engagée est un engagement de rang principal.</p>
Opérateur(s) potentiel(s)	Propriétaires, exploitants, collectivités.
Ressources financières	<p>Contrat FG MN. Mesure A HE 005 (Lutte contre la fermeture du milieu par progression des ligneux, menaçant de supplanter des habitats ou habitats d'espèces d'intérêt communautaire).</p> <p>Participation éventuelle des collectivités territoriales.</p>
Calcul du coût	<p><u>Variante CT RT 693VC-10.1L</u> : 1,25 € HT/ml/passage. $1,25 \text{ € HT/ml/passage} \times 1\,500 \text{ ml} \times 2 \text{ passages} = 3\,750 \text{ € HT.}$ Justification de l'aide : entretien et maîtrise des ligneux (élagage, coupe sélective) = 250 €/100ml HT.</p> <p><u>Variante CT RT 693VC-10.1NL</u> : 240 € HT/ha $240 \text{ € HT/ha} \times 10 \text{ ha} = 2\,400 \text{ € HT.}$ Justification de l'aide : 2 fauches en 5 ans = 240 €/ha HT.</p> <p><u>TOTAL sur 5 ans : 6 150 € HT.</u></p>
Indicateurs de suivis	<p>A l'échelle du site : - nombre de parcelles engagées; - surfaces ou linéaires concernés par la mesure.</p> <p>A l'échelle de la parcelle : descriptif simplifié du terrain, en première et en dernière années de contrat.</p>

Fiche action 10.2	FR7200693 VALLÉE DU CIRON		Priorité 2
CTRT : 693VC-10.2 Mesure A HE 005	Entretien de mégaphorbiaies sous peupliers		Contrat FGMM
Montant retenu	240 € HT/ha		
Périmètre d'application concerné	Peupleraies dans la partie aval de la vallée du Ciron.		
Habitats et espèces concernés	Habitats : Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (6430). Espèces : vison d'Europe , loutre , cistude d'Europe, grand et petit rhinolophes , murin de Bechstein, lamproie de Planer, chabot, écrevisse à pattes blanches.		
Surface et propriétaires concernés	65 ha de peupliers. Surface hors SAU du site potentiellement concerné par ces habitats.		
Surface contractualisable sur 5 ans	20% (soient 13 ha) contractualisables sur 5 ans.		
Objectifs visés à moyen terme	Favoriser et conserver les habitats naturels d'intérêt majeur. Favoriser et conserver les habitats d'espèces d'intérêt majeur. Maintenir la qualité de l'eau par une maîtrise douce de la végétation. Réduire l'érosion et les transports de sable.		
Conditions d'éligibilité	Agrément des parcelles soumis à un diagnostic préalable et avis, le cas échéant, du Comité de Pilotage Local ou de son émanation technique. Parcelles plantées en peupliers avant la date d'entrée en application du présent document d'objectifs.		
Engagements Un cahier des charges est composé de plusieurs engagements, la totalité des engagements doit être respectée. Chaque engagement est classé dans une catégorie qui conditionne le niveau de la sanction.	<p><u>Engagements rémunérés – Mesure A HE 005 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Entretien de la strate végétale herbacée par fauche deux fois en 5 ans. <p><u>Engagements non rémunérés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Proscrire les traitements chimiques et les fertilisants au strict nécessaire (établi dans le diagnostic préalable de la parcelle). <input type="checkbox"/> Interdire le drainage (établi dans le diagnostic préalable de la parcelle). <input type="checkbox"/> Exploitation des bois hors des périodes humides. <input type="checkbox"/> Préservation de la ripisylve des bords de cours d'eau ou d'une bande herbacée sans peupliers ou plantation d'espèces adaptées (5 à 8 mètres). <input type="checkbox"/> Tenue d'un cahier d'enregistrement des pratiques. <input type="checkbox"/> Le diagnostic fixe le calendrier de fauche, en concertation avec le contractant. 		<p>Classement Principal : P, Secondaire : S, Complémentaire : C.</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p>
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Conservez un plan de localisation (orthophotographies, ou planche cadastrale au format A3 ou A4, ou plan dont l'échelle est comprise entre 1/5 000 et 1/25 000). • Factures détaillées si travaux réalisés par une entreprise. • Une photographie initiale des parcelles engagées avant mise en place de la mesure est conseillée. 		
Cumul d'actions	Aucun cumul possible.		
Contrôles	<p>Un contrôle administratif est effectué en DDAF. Il porte sur la déclaration annuelle de respect des engagements inscrits au cahier des charges, en référence au contrat Natura 2000 établi pour 5 ans.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur la validité des critères d'éligibilité et sur le respect des engagements souscrits.</p> <p>Ce contrôle requiert la présence du bénéficiaire ou celle de son représentant qui doit mettre à disposition du contrôleur les documents de suivi mentionnés ci-dessus.</p>		

Sanctions	<p>Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée.</p> <p>Le respect de la surface engagée est un engagement de rang principal.</p>
Opérateur(s) potentiel(s)	Propriétaires, exploitants, collectivités.
Ressources financières	<p>Contrat FGMN. Mesure A HE 005 (Lutte contre la fermeture du milieu par progression des ligneux, menaçant de supplanter des habitats ou habitats d'espèces d'intérêt communautaire).</p> <p>Participation éventuelle des collectivités territoriales.</p>
Calcul du coût	<p>Justification de l'aide : 2 fauches en 5 ans = 240 € /ha HT. 240 € HT/ha × 13 ha</p> <p><u>TOTAL sur 5 ans : 3 120 €HT.</u></p>
Indicateurs de suivis	<p>A l'échelle du site : - nombre de parcelles engagées; - surfaces concernées par la mesure.</p> <p>A l'échelle de la parcelle : - descriptif simplifié de la plantation, en première et en dernière années de contrat, - état d'entretien de la plantation.</p>

B. Lutte contre les causes de mortalité des espèces d'intérêt majeur : Vison d'Europe, Loutre

Les espèces d'intérêt majeur sont concernées par des protections strictes, ainsi que leurs habitats. Cependant, des menaces de destruction pèsent encore, le plus souvent accidentelles :

Objectifs	Codification de la mesure	Référence
Réduction des causes de mortalité directe	Vison d'Europe, Loutre, Cistude, Lamproie de Planer, Chabot, Écrevisse à pattes blanches	
	ACTION 6 : Maintien, amélioration de la qualité de l'eau	
	Hors contrat : PREC 693VC-6.1 Maintien, amélioration de la qualité de l'eau	Page 182
	Hors contrat : RGLT 693VC-6.3 Réglementation et préconisations pour le curage et l'entretien des cours d'eau naturels	Page 184
	ACTION 7 : Gestion douce des berges de cours d'eau naturel	
	Contrat N2000 : CTRT 693VC-7.1 et Contrat CAD : CTRT 0604C-03 Gestion douce des berges de cours d'eau	Pages 186-188
	ACTION 8 : Gestion douce des fossés	
	Contrats CAD : CTRT 0603C-01, -02, -05 et -06 Gestion douce des berges de fossés et de leurs abords : prairies ou cultures arables	Pages 190-194
	Vison d'Europe, Loutre	
	ACTION 11 : Lutter contre le Ragondin en minimisant l'impact sur le Vison d'Europe	
	Contrat N2000 : CTRT 693VC-11.2 – mesure A HE 007 Acquisition de pièges-cages adaptés au Vison d'Europe	Page 203
	ACTION 12 : Sécuriser les ponts et tronçons routiers à risques	
Réduction des causes de mortalité indirecte	Hors contrat : CTRT 693VC-28 Aménager les infrastructures routières	Page 206
	ACTION 14 : Informer le public fréquentant le Ciron et la forêt alentour	
	Hors contrat : INFO 693VC-14.3 Informar de l'impact des animaux domestiques errants	Page 212
	Vison d'Europe, Loutre, Cistude, Lamproie de Planer, Chabot, Écrevisse à pattes blanches	
	ACTION 6 : Maintien, amélioration de la qualité de l'eau	
	Hors contrat : PREC 693VC-6.1 Maintien, amélioration de la qualité de l'eau	Page 182
	Hors contrat : PREC 693VC-6.2 Gestion des retenues sur le Ciron et ses affluents. Réduction de l'ensablement	Page 183
	Vison d'Europe, Loutre	
	ACTION 13 : Renforcer le contrôle du Vison d'Amérique	
	Contrat N2000 : CTRT 693VC-13 – mesure A HE 007 Contrôle des populations du vison d'Amérique	Page 207
	Toutes les espèces annexées dans la directive « Habitats » présentes sur le site	
	ACTION 14 : Informer le public fréquentant le Ciron et la forêt alentour	
	Contrat N2000 : CTRT 693VC-14.1 Conception et pose de panneaux : informer les usagers de la forêt et des cours d'eau	Page 209
	ACTION 16 : Suivi des habitats & populations d'espèces d'intérêt communautaire	
	Hors contrat : INV 693VC-16 Suivi des habitats & des populations d'espèces d'intérêt communautaire	Page 214

ACTION N°11 : LUTTER CONTRE LE RAGONDIN EN MINIMISANT L'IMPACT SUR LE VISON D'EUROPE

Compte tenu des impacts du Ragondin et du Rat musqué, notamment sur le maintien des habitats et espèces d'intérêt communautaire, une lutte organisée et coordonnée de ces espèces doit être engagée. Dans un souci d'efficacité, cette action doit systématiquement s'inscrire dans la durée et dans un cadre collectif.

En outre, la présence du Vison, de la Loutre et de la Cistude impliquent fortement l'utilisation de moyens de lutte sélectifs (piégeage hors pièges tuants et/ou tir). « *Les pièges-cages permettent de relâcher tous les animaux dont la capture n'est pas souhaitée. Elles constituent toutefois un risque pour les visons pendant la période de mise bas et d'allaitement car les femelles capturées sont dans l'impossibilité d'allaiter leurs petits qui peuvent périr si elles ne sont pas relâchées rapidement* ». Il convient donc d'équiper systématiquement les pièges-cages de « trous à visons » (trou de 5 cm de côté sur une des faces latérales), de telle sorte que les visons d'Europe capturés puissent s'en échapper, sans aucune incidence sur le succès du piégeage du Ragondin (Document d'objectifs du site de la Nizonne, 2005).

Bien qu'il soit protégé depuis 1972, le vison d'Europe continue à être détruit par des actions involontaires, du fait de sa ressemblance avec le Vison d'Amérique ou le Putois. **Il convient donc de généraliser la formation des piégeurs qui interviennent sur le Ciron et ses affluents à une reconnaissance précise de ces espèces** et favoriser la diffusion des coordonnées d'experts pouvant valider les identifications.

Fiche action 11	FR7200693 VALLÉE DU CIRON		Priorité 1
CTRT : 693VC-11.2 Mesure A HE 007	Acquisition de pièges-cages adaptés au Vison d'Europe		Contrat FGMN
Montant retenu	32,16 € HT/cage dans la limite de 10 cages/piégeur mais sans limite pour les associations de piégeurs.		
Périmètre d'application concerné	L'ensemble du site « Vallée du Ciron » : Gironde, Landes et Lot-et-Garonne.		
Habitats et espèces concernés	Vison d'Europe, loutre d'Europe.		
Nombre de piégeurs concernés	En Gironde : environ 50 piégeurs agréés toujours en active. encore 12 pièges tuants en X utilisés par 4 piégeurs. Nombre de piégeurs concernés dans les Landes et le Lot-et-Garonne : non communiqué.		
Objectifs visés à moyen terme	Conserver les espèces d'intérêt majeur. Réduire les causes de mortalité directe pour le vison d'Europe et la loutre. Remplacer les pièges tuants par des pièges-cages avec "trous à visons". Mettre en place un piégeage généralisé et coordonné contre le ragondin et le rat musqué.		
Conditions d'éligibilité	Identifier les piégeurs utilisant de façon régulière des pièges tuants afin de les équiper de pièges-cage avec "trous à visons". Utilisation par un piégeur agréé		
Engagements	<p>Un cahier des charges est composé de plusieurs engagements, la totalité des engagements doit être respectée. Chaque engagement est classé dans une catégorie qui conditionne le niveau de la sanction.</p> <p><u>Engagements rémunérés – Mesure A HE 007 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Piégeage régulier avec des pièges-cages adaptés. <input type="checkbox"/> Abandon des pièges tuants. <p><u>Engagements non rémunérés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Éviter le piégeage sur le site entre mars et août inclus (mise bas et allaitement). <input type="checkbox"/> Tenue d'un carnet d'enregistrement des piégeages 		<p>Classement Principal : P, Secondaire : S, Complémentaire : C.</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p>

Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> Factures d'achat des pièges-cages. Localisation d'utilisation des pièges (orthophotographies, ou planche cadastrale au format A3 ou A4, ou plan dont l'échelle est comprise entre 1/5 000 et 1/25 000).
Cumul d'actions	Aucune interdiction de cumul.
Opérateur(s) potentiel(s)	Piégeurs agréés, associations de piégeurs.
Contrôles	En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur la validité des critères d'éligibilité et sur le respect des engagements souscrits. Ce contrôle requiert la présence du bénéficiaire ou celle de son représentant qui doit mettre à disposition du contrôleur les documents de suivi mentionnés ci-dessus.
Sanctions	Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé.
Ressources financières	Contrat FGMN. Mesure A HE 007 (Remplacer la lutte chimique contre les rongeurs nuisibles par le piégeage ou le tir).
Calcul du coût	40 pièges-cages avec "trous à visons" à 32,16 € HT. <u>COÛT TOTAL de la mesure sur 5 ans : 1 286,40 € HT.</u>
Indicateurs de suivis	A l'échelle du site : - nombre de piégeurs engagés; - nombre de pièges remplacés.

ACTION N°12 : SECURISER LES PONTS ET TRONÇONS ROUTIERS A RISQUES

▪ Vulnérabilité du Vison d'Europe aux collisions routières

« Bien qu'il soit qualifié d'animal semi-aquatique, le Vison d'Europe n'est pas un très bon nageur : il progresse dans l'eau par de simples battements des pattes alors que la Loutre, par exemple, effectue des ondulations du corps qui sont beaucoup plus efficaces. Il ne peut évoluer que dans des eaux relativement calmes et est incapable de nager contre le courant. Lorsqu'il remonte un cours d'eau, il est donc obligé de cheminer sur la berge. Si celle-ci est interrompue au niveau d'un ouvrage de franchissement d'une infrastructure routière (pont), il est obligé de grimper sur le talus et de traverser la chaussée », s'exposant à une collision avec un véhicule (GREGE, SFPEM, CONSEIL GENERAL DES LANDES, 2002).

A titre d'exemple, en Gironde, sur un tronçon de 2 Km, 3 individus ont été trouvés morts la même année. Les trois individus tués constituaient probablement une fraction importante des effectifs présents sur la zone et il est à craindre que ce noyau ne puisse se maintenir dans de telles conditions. Or, les populations de Vison d'Europe ne possèdent pas de réserves suffisantes pour compenser ces pertes.

Des situations de ce type existent probablement dans de nombreuses zones et passent généralement inaperçues, du fait de l'absence d'observateurs. « Les Visions victimes de collisions sont en effet difficilement repérables, car il s'agit d'animaux de petite taille qui une fois projetés dans l'herbe du bas-côté, deviennent pratiquement invisibles » (GREGE, SFPEM, CONSEIL GENERAL DES LANDES, 2002).

▪ Vulnérabilité de la Loutre d'Europe aux collisions routières

Les Loutres possèdent un vaste territoire d'activité (domaine vital). Les grands espaces naturels étant de plus en plus rares, l'espèce est confrontée au morcellement de son habitat, notamment par les routes et les zones urbanisées. L'hiver, lors de la montée du niveau d'eau, le franchissement de certains ouvrages hydrauliques (ponts, buses...) devient risqué. Si une partie de l'ouvrage ne présente pas un passage à l'air libre suffisant, les Loutres ne s'y engagent pas et traversent la chaussée, si bien que la mortalité routière constitue la première cause de mortalité directe des Loutres.

Outre la mortalité par collision avec des véhicules, les infrastructures de transport peuvent également dégrader les habitats de ces espèces (lors de la recoupe du réseau hydrographique par exemple) **et isoler des noyaux de populations** (appauvrissement génétique, résistance amoindrie par rapport aux événements défavorables affectant la population...).

L'importance de la préservation de ces espèces d'intérêt majeur sur le site, justifie que des mesures exceptionnelles soient prises au niveau des infrastructures de transport, aussi bien pour de nouveaux aménagements que pour le réseau existant.

Un diagnostic des ouvrages de franchissement a été réalisé sur le site à partir de l'analyse de différents critères : la largeur du lit, les habitats naturels, la transparence, le niveau de trafic et l'importance du cours d'eau.

51 ouvrages ont été inventoriés puis 35 situés sur le cours principal du Ciron et ses principaux affluents ont été hiérarchisés notamment en fonction de la transparence de l'ouvrage, de l'importance du trafic routier et de la présence ou non d'habitats du vison à proximité des ouvrages.

Ceci a permis de donner 3 niveaux de priorité d'action concernant la nécessité de réaménagement de ces franchissements.

- 8 sont en priorité 1 (fort risque de collision) ;
- 13 sont en priorité 2 (risque de collision moyen) ;
- 14 sont en priorité 3 (faible risque de collision).

Fiche action 12 INFO : 693VC-12	Aménager les infrastructures routières		Priorité 1 Hors Contrat																											
Montant retenu	0 €. Assistance technique et scientifique aux porteurs de projets																													
Périmètre d'application concerné	Ouvrages de franchissement existants prioritaires dans la vallée du Ciron.																													
Habitats et espèces concernés	Vison d'Europe, loutre.																													
Nombre d'infrastructures concernées	Existant : 21 ponts dont 8 à aménager dans les 5 ans.																													
Objectifs visés à moyen terme	Lutter contre la régression des populations du vison d'Europe. Réduire les causes de mortalité directe : collisions routières.																													
Conditions d'éligibilité	Localisation et autorisation soumise à avis de l'animateur et de la commission technique de suivi du docob au vu d'une expertise écologique préalable.																													
Modalités techniques	<ul style="list-style-type: none">• Dans le cadre d'infrastructures nouvelles : Prendre en compte la présence de ces espèces le plus en amont possible dans le projet en se rapprochant en particulier de la DIREN et de la Mission Vison d'Europe, en ce qui concerne les études préliminaires, les études d'avant-projet et les études d'incidences (prévues par l'article 12 de la directive Habitats).• Dans le cadre d'infrastructures existantes : ✓ 8 ouvrages se sont révélés à très fort risque et 13 autres à fort risque. Ces 21 ouvrages doivent rapidement faire l'objet d'une concertation et d'un diagnostic afin de définir les opérations nécessaires à mettre en œuvre pour limiter les risques de collision. L'animateur engagera une démarche active d'information des gestionnaires d'infrastructures (DDE, conseils généraux, communes,...) pour apporter des propositions d'aménagement sur les infrastructures existantes. ✓ Par ailleurs, lors des opérations de réfection ou d'élargissement des chaussées, l'animateur du docob devra se rapprocher des maîtres d'ouvrage afin d'évaluer l'opportunité de réaliser des travaux limitant ces risques de collisions. Il prendra connaissance des prévisions d'intervention sur ces ouvrages auprès des services techniques départementaux ✓ Les possibilités d'intervention techniques sont nombreuses et doivent être adaptées au cas par cas grâce à un diagnostic préalable : 3 niveaux d'intervention sont possibles :<ul style="list-style-type: none">- pose d'une barrière étanche (grillage, muret) ;- installation de buses sèches ;- réalisation de banquettes ou d'un encorbellement.																													
Opérateur(s) potentiel(s)	Conseils généraux, Direction Départementale de l'Équipement.																													
Coûts indicatifs	<table><tr><th>Aménagements des franchissements</th><th>Coûts</th><th>Références</th></tr><tr><td>Buse sèche = mise en place en éventrant la route : éventration de la route, pose de la buse, recouvrement</td><td>380 €/ml</td><td>Rosoux et De Bellefroid, 1999</td></tr><tr><td>Busage + installation d'une rampe</td><td>1 000 €</td><td>PNR de Brière</td></tr><tr><td>Aménagement d'une rampe d'accès au passage</td><td>990 €</td><td>Rosoux et De Bellefroid, 1999</td></tr><tr><td>Aménagement banquette dans un ouvrage</td><td>300 €/ml</td><td>Beaussillon <i>et al.</i>, 2001</td></tr><tr><td>Banquette en encorbellement (en équerre avec charnière + rampe bétonnée)</td><td></td><td>PNR de Brière</td></tr><tr><td>Palissade en bois (50 cm de haut)</td><td>550 €</td><td>PNR de Brière</td></tr><tr><td>Pose de grillage (type « crapal », enterré)</td><td>15 à 20 €/ml</td><td>Biotope, 2002</td></tr><tr><td>Buse en robinier</td><td></td><td>ARDFCI</td></tr></table>			Aménagements des franchissements	Coûts	Références	Buse sèche = mise en place en éventrant la route : éventration de la route, pose de la buse, recouvrement	380 €/ml	Rosoux et De Bellefroid, 1999	Busage + installation d'une rampe	1 000 €	PNR de Brière	Aménagement d'une rampe d'accès au passage	990 €	Rosoux et De Bellefroid, 1999	Aménagement banquette dans un ouvrage	300 €/ml	Beaussillon <i>et al.</i> , 2001	Banquette en encorbellement (en équerre avec charnière + rampe bétonnée)		PNR de Brière	Palissade en bois (50 cm de haut)	550 €	PNR de Brière	Pose de grillage (type « crapal », enterré)	15 à 20 €/ml	Biotope, 2002	Buse en robinier		ARDFCI
Aménagements des franchissements	Coûts	Références																												
Buse sèche = mise en place en éventrant la route : éventration de la route, pose de la buse, recouvrement	380 €/ml	Rosoux et De Bellefroid, 1999																												
Busage + installation d'une rampe	1 000 €	PNR de Brière																												
Aménagement d'une rampe d'accès au passage	990 €	Rosoux et De Bellefroid, 1999																												
Aménagement banquette dans un ouvrage	300 €/ml	Beaussillon <i>et al.</i> , 2001																												
Banquette en encorbellement (en équerre avec charnière + rampe bétonnée)		PNR de Brière																												
Palissade en bois (50 cm de haut)	550 €	PNR de Brière																												
Pose de grillage (type « crapal », enterré)	15 à 20 €/ml	Biotope, 2002																												
Buse en robinier		ARDFCI																												
Liste des ponts concernés et répartis dans les 3 classes de priorité	<p>→ Priorité 1 : ponts traversant le Ciron sur les communes de Barsac (N113), Preignac (D109), St Michel de Castelnau (D10), et Beaulac (D932), ainsi que les ponts enjambant la Nère à Balizac (D11), le Ballion à Villandraut (D110 et D3), la Clède à Uzeste (D222).</p> <p>→ Priorité 2 : ponts localisés à St Symphorien sur la D11 (La Hure), à Villandraut sur la D3 (Ciron), à Préchac sur la D114 (Taris et Homburans), à Lucmau sur la D114 (Lucmau et Bagera), à Castelnau sur la D10 (Le Goua Sec), à Goualade sur la D12 (Goualade), à Allons sur la D157 (Ciron) et sur la D433 (Allons), à Noaillan sur la D221 (Ciron), à Balizac sur la D110 (La Hure) et à Budos sur la D11 (Le Tursan).</p> <p>→ Priorité 3 : ponts situés à Pujols-sur-Ciron sur la D116 (Ciron, 2 ponts), à Noaillan sur la D114 (La Hure) et la D221 (Ciron), à St Léger de Balson sur la D222 (Ballion), à Bourideys sur la D115 (Ballion), à Lucmau sur la D115 (Lucmau), à Beaulac sur la D115 (La Gouaneyre), à Balizac sur la D110 (La Nère), à Préchac sur la D114 (Bardine), à Escaudes sur la D124 (Ciron), à Maillas sur la D10 (Thus), à Castelnau sur la D10 (Ciron), et à Allons (piste qui enjambe le Ciron).</p>																													

ACTION N°13 : RENFORCER LE CONTROLE DU VISON D'AMERIQUE

La structuration d'un réseau de piégeurs, formés à la reconnaissance des espèces et en relation avec des experts visons, doit également **contribuer à renforcer le réseau de contrôle du « vison d'Amérique »**. Cette espèce, importée en France pour sa fourrure, a colonisé les réseaux hydrographiques de nombreuses régions et notamment le bassin versant du Ciron. Il convient de rester vigilant quant à l'expansion de cette espèce qui :

- occupe la même niche écologique que le Vison d'Europe (compétition indirecte pour les gîtes, la nourriture...);
- véhicule des agents pathogènes susceptibles d'avoir des effets néfastes sur les Visons d'Europe ;
- peut s'accoupler avec les femelles de vison d'Europe. L'embryon avorte assez rapidement mais les femelles ne peuvent plus être fécondées avant l'année suivante.

<i>Fiche action 13 PREC 693VC-13</i>	Renforcement du contrôle des populations du vison d'Amérique	<i>Priorité 1 Hors Contrat</i>
Montant retenu	0 €. Mission Vison d'Europe	
Périmètre d'application concerné	L'ensemble du site « Vallée du Ciron ».	
Habitats et espèces concernés	Vison d'Europe.	
Surface et propriétaires concernés	97 Km de cours d'eau principal. 3 600 ha.	
Objectifs visés à moyen terme	Lutter contre la régression des populations du vison d'Europe. Mettre en place un piégeage généralisé et coordonné. Lutte contre l'expansion du vison d'Amérique.	
Conditions d'éligibilité	Localisation et autorisation soumise à avis de l'animateur et de la commission technique de suivi du docob au vu d'une expertise écologique préalable.	
Conseils pratiques	<p>✓ Créer un réseau de piégeurs spécialement formés et encadrés pour effectuer les opérations de capture sur les sites concernés.</p> <p>✓ Réaliser des opérations de piégeages régulières ciblant le vison d'Amérique selon un protocole bien établi.</p> <p>✓ Contrôler le renouvellement de la population par stérilisation des individus.</p> <p>➤ Campagnes de piégeages à réaliser : 3 campagnes par an de 10 pièges-cages pendant 10 jours seront effectuées sur chaque secteur de piégeage (tronçon de 10 Kml). Les 3 périodes seront calées sur le cycle biologique de l'espèce : août-septembre lors de la dispersion des jeunes, décembre-janvier, et mars-avril, période de reproduction.</p> <p>➤ Contrôle des pièges : Les pièges devront être relevés tous les matins pendant 10 jours consécutifs. Une fiche de contrôle des pièges devra être remplie chaque jour et sera accompagnée d'une carte au 1/25 000 faisant apparaître l'emplacement des pièges avec leur numéro.</p> <p>➤ Captures et manipulations : Les pièges et les appâts seront fournis aux piégeurs, il s'agit de pièges-cages à porte tombante. Chaque vison capturé sera acheminé chez un vétérinaire spécialisé qui effectuera les manipulations prévues : anesthésie, diagnostic de la maladie aléoutienne (animal détruit si porteur de la maladie), marquage à l'aide d'un transpondeur, stérilisation de l'animal. L'animal sera relâché sur son lieu de capture après quelques jours d'hospitalisation.</p> <p>➤ Réseau de piégeurs : Celui-ci repose sur la constitution d'un réseau de piégeurs bénévoles, chargés d'appliquer le protocole de piégeage sur les sites retenus. Ces piégeurs devront être préalablement sélectionnés sur des critères de motivation et de disponibilité. Ils seront formés et encadrés par un animateur participant au 2^{ème} plan de restauration du vison d'Europe.</p> <p>➤ Suivi de la population : A partir d'un marquage des individus et des recaptures effectuées, de la répétition des opérations sur l'ensemble des départements, sera conduit un suivi de la population des visons d'Amérique par le maître d'œuvre du 2^{ème} plan de restauration du vison d'Europe.</p>	
Opérateur(s) potentiel(s)	Plan de Restauration du Vison d'Europe	

5.2.5 Actions d'accompagnement : information, sensibilisation

La mise en œuvre effective de la plupart des actions préconisées dans ce document d'objectifs est conditionnée par l'adhésion individuelle des propriétaires et exploitants des biens situés dans le site.

L'information individuelle des propriétaires et le dialogue avec ces derniers conditionnent la réalisation d'un nombre important d'objectifs et d'actions, transversaux et territoriaux, relatifs à la gestion des habitats.

D'autre part et bien qu'encore peu connu mais proche de Bordeaux et Langon, le Ciron attire de plus en plus de touristes qui viennent rechercher le calme du site, découvrir la nature (Centre de découverte de la Trave), pratiquer des sports-loisir / sports-énergie : 4 centres de location de canoës-kayaks dont 2 clubs, VTT, équitation, randonnée pédestre...

Vecteur de développement et du maintien des populations locales (emplois, commerces...), cette fréquentation entraîne néanmoins une augmentation relative de la pression sur le milieu naturel, et des conflits entre usagers peuvent apparaître.

A double titre, l'information et la communication sont primordiales. Les différents outils de communication envisagés sont :

- les plaquettes d'information ;
- des panneaux d'information installés en des endroits stratégiques (haltes nautiques)
- les réunions d'information (communes, ...) ;
- les réunions thématiques avec des gestionnaires locaux ;
- journal d'information ;
- les articles de presse ;
- les bulletins municipaux.

Entité de gestion	Codification de la mesure	Référence
ACTION 9 : Réduction de l'impact de la démoüstication		
Zones humides	Hors contrat : PREC 693VC-9 Adaptation de la démoüstication sur les rives du Ciron et de ses affluents	Page 196
ACTION 14 : Informer le public fréquentant le Ciron et la forêt alentour		
Tout le site	Contrat N2000 : CTRT 693VC-14.1 – Mesure F 27 014 Conception et pose de panneaux : informer les usagers de la forêt et des cours d'eau	Page 209
	Contrat N2000 : CTRT 693VC-14.2 – Mesure F 27 014 Limiter l'utilisation d'engins motorisés : engins étrangers à la gestion du milieu	Page 211
	Hors contrat : INFO 693VC-14.3 Informer de l'impact des animaux domestiques errants	Page 212
	ACTION 15 : Prise en compte du docob dans les documents d'urbanisme et l'aménagement du territoire	
	Hors contrat : PREC 693VC-15 Mise en cohérence des politiques publiques	Page 213
	ACTION 16 : Suivi des populations d'espèces d'intérêt communautaire	
	Hors contrat : INV 693VC-16 Suivi des populations d'espèces d'intérêt communautaire	Page 214

ACTION N°14 : INFORMER LE PUBLIC FREQUENTANT LE CIRON ET LA FORET ALENTOUR

Fiche action 14.1	Conception et pose de panneaux : informer les usagers de la forêt et des cours d'eau.	Priorité 1
CTRT : 693VC-14.1 Mesure F 27 014		Contrat FGMN
Montant retenu	1 608 € HT/panneau.	
Périmètre d'application concerné	Ensemble du site Natura 2000 « Vallée du Ciron ».	
Habitats et espèces concernés	<p>Habitats : Aulnaies-frênaies (91E0). Chênaies pédonculées acidiphiles à molinie (9190). Chênaies à chêne tauzin (9230). Landes humides atlantiques tempérées à bruyère ciliée et bruyère à quatre angles (4020*). Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (6430).</p> <p>Habitats d'espèces : Aulnaies marécageuses. Mélanges pins/feuillus. Mélanges feuillus. Prairies humides.</p> <p>Espèces : vison d'Europe, loutre d'Europe, grand et petit rhinolophes, murin de Bechstein, cistude d'Europe, chabot, lamproie de Planer, écrevisses à pattes blanches.</p>	
Surface et propriétaires concernés	<p>Tout le long du Ciron.</p> <p>4 haltes nautiques et 10 embarcadères pour les canoës-kayaks sur le Ciron.</p>	
Objectifs visés à moyen terme	<p>Communiquer sur Natura 2000 dans la vallée du Ciron.</p> <p>Protéger les habitats naturels d'intérêt majeur (contre le piétinement, la cueillette sauvage...).</p> <p>Protéger les habitats d'espèces d'intérêt majeur (contre le dérangement).</p>	
Conditions d'éligibilité	Agrément des sites soumis à un diagnostic préalable et avis, le cas échéant, du Comité de Pilotage Local ou de son émanation technique.	
Modalités techniques	<p>Ces panneaux viseront à informer les usagers de la forêt afin de les inciter à limiter l'impact de leurs activités sur les habitats d'intérêt communautaire dont la structure est fragile, ou sur des espèces d'intérêt communautaires sensibles.</p> <p>Ils doivent être liés à la présence d'un habitat ou d'une espèce identifiés dans le docob.</p> <p><u>Engagements rémunérés – Mesure F 27 014 :</u></p> <p><input type="checkbox"/> Conception des panneaux.</p> <p><input type="checkbox"/> Impression et fabrication des supports.</p> <p><input type="checkbox"/> Pose, dépose saisonnière ou au terme du contrat.</p> <p><input type="checkbox"/> Rebouchage des trous après la dépose.</p> <p><input type="checkbox"/> Remplacement ou réparation des panneaux en cas de dégradation.</p> <p><input type="checkbox"/> Études et frais d'expert.</p> <p><u>Engagement non rémunéré :</u></p> <p><input type="checkbox"/> Si la structure porteuse est constituée de poteaux creux, ceux-ci doivent être obturés à leur extrémité supérieure.</p>	<p>Classement principal : P, secondaire : S, complémentaire : C.</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>S</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>C</p> <p>P</p>
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> Factures. Localisation des panneaux (orthophotographies, ou planche cadastrale au format A3 ou A4, ou plan dont l'échelle est comprise entre 1/5 000 et 1/25 000). 	
Cumul d'actions	Cette mesure doit être obligatoirement couplée à un autre contrat ou à une charte.	
Opérateur(s) potentiel(s)	Propriétaires, communes, conseils généraux, Conseil Régional, structure animatrice du docob, Syndicat mixte d'aménagement du bassin versant du Ciron...	

Contrôles	En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur la validité des critères d'éligibilité et sur le respect des engagements souscrits. Ce contrôle requiert la présence du bénéficiaire ou celle de son représentant qui doit mettre à disposition du contrôleur les documents de suivi mentionnés ci-dessus.
Sanctions	Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé.
Ressources financières	Contrat FGMN. Mesure F 27 014 (Investissement visant à informer les usagers de la forêt).
Calcul du coût	14 panneaux à 1 608 € HT/panneau. Réalisation de panneaux Réalisation du support bois Fixation Installation <u>COÛT TOTAL de la mesure sur 5 ans : 22 512 € HT.</u>
Indicateurs de suivis	A l'échelle du site : - nombre de panneaux installés; - nombre de sites engagés.

Les engins motorisés : 4X4, quads, motos vertes

Le problème d'accès dans la forêt reste la problématique principale étant donné que la plupart des chemins sont privés et que la majorité des propriétaires évoquent régulièrement leurs craintes concernant l'ouverture des chemins. Les éléments mis en avant sont le risque de feu et de dégradations ainsi que leur responsabilité en cas d'accidents.

D'autre part, il a été vérifié que la pratique de ces engins sur des milieux naturels sensibles pouvait avoir des impacts multiples et non négligeables sur ce milieu.

Pour prendre en compte ces différents intérêts, certains Parcs ont coordonné la mise en place d'actions de gestion de ces activités motorisées au sein de leur territoire.

Fiche action 14.2	Limiter l'utilisation d'engins motorisés : engins étrangers à la gestion du milieu	Priorité 2
CTRT 693VC-14.2 Mesure F 27 014		Contrat FGMN
Montant retenu	14 € HT/panneau (pose non comprise).	
Périmètre d'application concerné	L'ensemble du site « Vallée du Ciron ».	
Habitats et espèces concernés	Tous les habitats et espèces de la directive « Habitats » présents sur le site « Vallée du Ciron ».	
Engins concernés	4X4, quads, motos vertes.	
Objectifs visés à moyen terme	Préserver la tranquillité des habitats et des espèces d'intérêt majeur. Conserver les habitats naturels d'intérêt majeur. Conserver les habitats d'espèces d'intérêt majeur. Limiter les risques d'incendie. Limiter la dégradation des pistes.	
Conditions d'éligibilité	Agrément des sites soumis à un diagnostic préalable et avis, le cas échéant, du Comité de Pilotage Local ou de son émanation technique.	
Modalités techniques	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Inventorier les chemins d'accès aux espaces d'intérêt écologique majeur, leur état physique et leur utilisation. ✓ Inventorier les zones de pratique, leur fréquentation et les utilisateurs. ✓ Prévoir une assistance juridique pour les communes (établissement d'arrêtés municipaux pour les chemins repérés, conflits d'usages, riverains, conditions d'autorisation de manifestations...). ✓ Installer une signalisation sur le terrain Mesure F 27 014. ✓ Coordonner des réunions de concertation avec les prestataires, associations et individuels, puis avec propriétaires et autres usagers. ✓ Élaborer un code de bonne pratique pour les chemins hors espaces naturels d'intérêt majeur (validé par pratiquants, représentants des propriétaires et autres usagers, techniciens et élus du Parc) et le diffuser. 	
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Factures. • Localisation des panneaux (orthophotographies, ou planche cadastrale au format A3 ou A4, ou plan dont l'échelle est comprise entre 1/5 000 et 1/25 000). 	
Cumul d'actions	Cette mesure doit être obligatoirement couplée à un autre contrat ou à une charte.	
Opérateur(s) potentiel(s)	Collectivités locales concernées, structure animatrice du Docob.	
Ressources financières potentielles	Collectivités locales et territoriales.	
Contrôles	En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur la validité des critères d'éligibilité et sur le respect des engagements souscrits. Ce contrôle requiert la présence du bénéficiaire ou celle de son représentant qui doit mettre à disposition du contrôleur les documents de suivi mentionnés ci-dessus.	
Ressources financières	Contrat FGMN. Mesure F 27 014 (Investissement visant à informer les usagers de la forêt).	
Calcul du coût	1 panneau : 10 € HT le piquet (pin traité - L 2,50m - Ø 12cm) + 4 € HT le panneau bois = 14 € HT (sans la pose) 10 panneaux sur 16 communes prenant un arrêté de restriction de circulation d'engins motorisés. COÛT TOTAL de la mesure sur 5 ans : 2 240 € HT.	
Indicateurs de suivis	A l'échelle du site : - nombre de panneaux installés; - nombre de sites engagés.	

Les animaux domestiques

Les chiens et les chats errants, liés à la proximité des habitations et des centres bourgs, peuvent représenter une menace pour certaines espèces comme le Vison d'Europe et la loutre. Il conviendrait donc d'informer les propriétaires sur les éventuelles nuisances que les animaux domestiques errants peuvent occasionner sur la faune sauvage.

Fiche action 14.3 INFO : 693VC-14.3	Informé de l'impact des animaux domestiques errants	Priorité 3 Hors contrat
Montant retenu	16 542,40 € HT.	
Périmètre d'application concerné	Ensemble des 32 communes du bassin versant du Ciron.	
Habitats et espèces concernés	En particulier le vison d'Europe et la loutre, et les habitats qu'ils fréquentent.	
Surface et propriétaires concernés	19 000 habitants + touristes en villégiature sur le Ciron.	
Objectifs visés à moyen terme	Informé les propriétaires d'animaux domestiques errants des nuisances éventuelles que ceux-ci peuvent causer sur la faune sauvage.	
Conditions d'éligibilité	Autorisation soumise à avis de l'animateur et de la commission technique de suivi du docob.	
Modalités techniques	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Article de presse. ✓ Bulletins municipaux. 	
Documents et enregistrements obligatoires	Factures.	
Opérateur(s) potentiel(s)	Animateur du docob, associations naturalistes, collectivités locales...	
Ressources financières potentielles	DIREN, Conseils généraux, Conseil Régional.	
Modalités financières	Plaquettes d'information : 30 000 exemplaires. <ul style="list-style-type: none"> - conception : 482,40 € HT. - édition : 30 000 X 0,32 € HT = 9 600 € HT. - envoi : 19 000 ex. X 0,34 = 6 460 €. 	
	TOTAL : 16 542,40 € HT.	

ACTION N°15 : PRISE EN COMPTE DU DOCOB DANS LES DOCUMENTS D'URBANISME ET L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

L'application concrète de la directive « Habitats » et du document d'objectifs passe par la prise en compte des objectifs de maintien du patrimoine naturel dans les documents de planification existants (PLU, SCOT, cartes communales, chartes paysagères...) ou à venir sur ces espaces.

L'essentiel des superficies abritant des habitats naturels se trouvent en zone inondable et sont généralement déjà inscrits en zones « naturelles » dans les Plans d'Occupation des Sols.

Les collectivités et les services de l'État doivent veiller à la cohérence des politiques publiques mises en œuvre.

<i>Fiche action 15 PREC 693VC-15</i>	Mise en cohérence des politiques publiques	Priorité 1 Hors contrat
Montant retenu	0 €. Mission des collectivités et administrations.	
Périmètre d'application concerné	L'ensemble du site « Vallée du Ciron ».	
Habitats et espèces concernés	Tous les habitats et espèces de la directive « Habitats » présents sur le site « Vallée du Ciron ».	
Surface et propriétaires concernés	32 communes. 4000 ha.	
Objectifs visés à moyen terme	Prendre en compte les objectifs de maintien du patrimoine naturel dans les documents de planification existants (PLU, SCOT...) ou à venir sur ces surfaces tout en respectant les activités économiques existantes et en prenant en compte leur développement et leur souhait d'évolution. Veiller à la cohérence des politiques publiques mises en œuvre.	
Propositions techniques	<p>Afin de conserver et restaurer la transparence et la cohérence des milieux naturels, il est incontournable de maîtriser l'urbanisation dans le site. Pour cela, il convient de mener une politique d'harmonisation des documents d'urbanisme des différentes communes, au sujet notamment des classements des espaces naturels.</p> <p>Il convient dans les Plans Locaux d'Urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • De créer une zone Na dans laquelle serait classé le site Natura 2000 en y rappelant les enjeux de conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire. <p>Si une zone n'est pas classée Na, il convient dans le rapport de présentation d'un PLU, de réaliser une évaluation pour démontrer que le classement et les orientations prises pour la zone concernée ne remettent pas en question les objectifs du docob.</p> <ul style="list-style-type: none"> • De classer à bon escient les habitats forestiers d'intérêt communautaire en Espaces Boisés Classés. Il convient toutefois de ne pas abuser de ce classement pour les autres massifs boisés de la commune. • D'interdire la plantation d'essences invasives (Acer negundo, Prunus serotina, ...) dans les parcs et jardins. <p>Les maires des communes devront veiller à intégrer les recommandations relatives au docob et en informer les propriétaires lors de demandes d'autorisation ou de les mettre en relation avec l'animateur du docob.</p> <p>Par ailleurs, le site Natura 2000 sera pris en compte dans les autres documents de planification et de gestion existants ou à venir sur le site.</p> <p>Dès leur élaboration ou lors de leur révision, les documents de planification (SAGE, plan de gestion piscicole...) intégreront les principes de gestion durable des milieux naturels énoncés dans ce document d'objectifs.</p>	
Opérateur(s) potentiel(s)	Collectivités locales concernées, services administratifs chargés des documents d'urbanisme, structures chargées de l'élaboration et de la révision des documents de planification.	

ACTION N°16 : SUIVI DES HABITATS & POPULATIONS D'ESPECES D'INTERET COMMUNAUTAIRE

Dans l'objectif de mieux localiser les secteurs prioritaires pour la mise en œuvre de mesures contractuelles de gestion de l'espace, la mise en place d'un suivi scientifique de certaines espèces apparaît nécessaire, dès la première année d'animation du docob.

Ces prospections de terrain concernent les espèces :

- à faible domaine vital qui nécessitent la mise en place de mesures de gestion spécifiques et localisées ;
- dont la présence n'est décelable que durant une courte période de l'année.

D'autre part, un suivi des espèces d'intérêt communautaire est mis en place afin de disposer d'éléments d'évaluation du docob au terme des cinq ans.

<i>Fiche action 16 INV 693VC-16</i>	Suivi des habitats & des populations d'espèces d'intérêt communautaire	<i>Priorité 1 Hors contrat</i>
Montant retenu	17 114 € HT.	
Périmètre d'application concerné	L'ensemble du site « Vallée du Ciron ».	
Habitats et espèces concernés	<p>Habitats : Aulnaies-frênaies (91E0*).</p> <p>Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (6430).</p> <p>Landes humides atlantiques tempérées à bruyère ciliée et bruyère à quatre angles (4020*).</p> <p>Chênaies pédonculées acidiphiles à molinie (9190).</p> <p>Chênaies à chêne tauzin (9230).</p> <p>Espèces : Vison d'Europe, Loutre, Grand rhinolophe, Petit rhinolophe, Murin de Bechstein, Cistude d'Europe, Écrevisse à pattes blanches, Chabot, Lamproie de Planer.</p> <p>+ Fadet des laïches et Cuivré des marais non répertoriés mais inscrits au FSD.</p>	
Surface et propriétaires concernés	4000 ha.	
Objectifs visés à moyen terme	<p>Distinguer précisément les aulnaies à hautes herbes (prioritaires) des aulnaies marécageuses.</p> <p>Favoriser et conserver les espèces d'intérêt communautaire.</p> <p>Localiser les secteurs prioritaires afin d'optimiser les actions de gestion.</p> <p>Disposer d'éléments d'évaluation du document d'objectifs dans 5 ans.</p>	
Propositions techniques	<p><input type="checkbox"/> <u>Suivi des aulnaies à hautes herbes / aulnaies marécageuses (sur les 5 ans)</u></p> <p>- Études floristiques dans les aulnaies marécageuses (315 ha) : 30 journées (182 €/j HT)</p> <p><input type="checkbox"/> <u>Suivi des populations d'espèces en année 1</u></p> <p>- Fadet des Laïches (prospexion) : 6 journées (182 €/j HT)</p> <p>- Cuivré des Marais (prospexion) : 6 journées (182 €/j HT)</p> <p>- Cistude d'Europe : 3 journées (182 €/j HT)</p> <p>- Écrevisse à pattes blanches : 5 nuits (320 €/n HT)</p> <p><input type="checkbox"/> <u>Suivi des populations d'espèces (sur les 5 ans)</u></p> <p>- Fadet des Laïches : 10 journées (182 €/j)</p> <p>- Cuivré des Marais : 10 journées (182 €/j)</p> <p>- Cistude d'Europe : 6 journées (182 €/j)</p> <p>- Loutre d'Europe : 6 journées (182 €/j)</p> <p>- Vison d'Europe : suivi des captures accidentelles dans le cadre du piégeage ragondin.</p> <p>- Écrevisses à pattes blanches : 8 nuits (320 €/n)</p> <p>- Chabot/Lamproie de Planer : 5 journées (300 €/j)</p> <p>- Chauves-souris : 10 journées (350 €/j)</p>	
Opérateur(s) potentiel(s)	Structure animatrice du docob ; associations naturalistes.	
Ressources financières potentielles	FGMN, FEOGA, collectivités locales...	

5.3 Animation et mise en œuvre du Docob

Jusqu'à la loi du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, le préfet, responsable de la procédure Natura 2000 au niveau local, choisissait une « structure animatrice », pour assurer le suivi, l'animation et la mise en œuvre du document d'objectifs. Désormais, les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements désignent parmi eux le président du comité de pilotage Natura 2000 ainsi que la collectivité territoriale ou le groupement chargé de l'élaboration du document d'objectifs et du suivi de sa mise en œuvre. A défaut, la présidence du comité de pilotage Natura 2000 ainsi que l'élaboration du document d'objectifs et l'animation nécessaire à sa mise en œuvre sont assurées par l'autorité administrative.

Les missions d'animation nécessaires à la mise en place des actions ont été identifiées comme suit :

⇒ Assurer un rôle de relais local

La structure animatrice constitue le référent du site au niveau local pour répondre aux questionnements, aux demandes relatives à l'avancement des travaux, faire remonter les propositions et favoriser les échanges entre acteurs.

⇒ Mettre en œuvre les mesures contractuelles

Cette mission consiste à recenser les bénéficiaires potentiels de contrats Natura 2000 et à établir avec eux un projet de contrats conformément aux modalités de gestion des cahiers des charges types. Elle inclut le temps nécessaire au travail de concertation avec les contractants potentiels, la réalisation des diagnostics préalables, le montage et le suivi du dossier auprès des services chargés de leur instruction.

⇒ Initier, soutenir le montage des actions Hors Contrat

La structure animatrice n'a pas vocation à conduire l'ensemble des actions hors contrat identifiées dans le cadre du docob. Elle peut toutefois favoriser leur mise en place par un travail de coordination des acteurs locaux (organisation de réunions préalables, recherche de porteurs de projets ...) et d'aide au montage du projet (recherche de financements, apports techniques et scientifiques...).

⇒ Sensibiliser, conseiller

D'autre part, certaines orientations de mise en œuvre du docob n'ont pas été identifiées en tant qu'action (contrat ou hors contrat) car elles relèvent d'avantage d'un simple travail de sensibilisation, d'information, de conseils... auprès d'acteurs ciblés (propriétaires de gîtes à chauves-souris, propriétaires de barrages, vétérinaires pour l'usage d'antiparasitaires respectueux de l'entomofaune...).

⇒ Assistance technique et scientifique aux porteurs de projets – Accompagnement des programmes de travaux

La structure animatrice, qui dispose des données naturalistes sur le site, de la connaissance des objectifs du docob, des exigences de conservation des habitats et espèces, de la démarche Natura 2000... peut apporter son expertise aux différents maîtres d'ouvrages pour une prise en compte des objectifs de conservation du docob dans leur projet (cas du doublement du gazoduc). Elle peut également être amenée à apporter un accompagnement technique au cours des phases de travaux.

La prise en compte de cette assistance aux porteurs de projet, dans le cadre de la mission d'animation, concerne la transmission des données du docob. Toute autre prestation (expertise, accompagnement pendant les travaux) devra être rémunérée par le pétitionnaire dans le cadre de ses obligations réglementaires.

⇒ Favoriser la cohérence des politiques publiques avec le Docob

Cette mission consiste à faire valoir les objectifs du document d'objectifs dans le cadre de la définition de politiques publiques en cours ou à venir sur le territoire (documents d'urbanisme, systèmes d'aides publiques, Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux...)

⇒ Avis sur projet

A la demande des services de l'État en charge de l'instruction des dossiers, la structure animatrice peut-être amenée à se prononcer sur les projets ayant trait au site Natura 2000.

Coût de l'animation et de la mise en œuvre du Docob

Objectif : 2 contrats par mois.

Temps consacré : 1 semaine par mois pendant 2 ans puis 1 semaine tous les 2 mois pendant les 3 dernières années.

Salaire : 14 €/heure

Coût sur les 2 premières années :

Salaire : 14 €/h x 35 heures x 12 semaines x 2 ans = 11 760 €

Frais de déplacements : 1,35 €/Km x 3 000 Km/an x 2 ans = 8 100 €

Coût sur les 3 dernières années :

Salaire : 14 €/h x 35 heures x 6 semaines x 3 ans = 8 820 €

Frais de déplacements : 1,35 €/Km x 1 500 Km/an x 3 ans = 4 050 €

TOTAL sur 5 ans : 32 730 €

5.4 Synthèse des actions et maquettes financières

Tableau de synthèse des actions

Maquette actions

Budget prévisionnel

BIBLIOGRAPHIE

BARDOU P. et ROUDIÉ Ph., 2004. *Pays du Ciron*. Éditions de l'Entre-Deux-Mers, ISBN : 2-913568-32-7. 239 pp.

CEMAGREF BORDEAUX, Section Qualité des Eaux, Pêche et Pisciculture, 1985. *Etude hydrobiologique du Ciron (Gironde)*. Étude n°20. 72 pp. + annexes.

C.P.E.P.E.S.C. Franche-Comté et S.F.E.P.M., 1999. Plan de restauration des chiroptères 1999-2003. 34 pp. + annexes.

Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt, 2001. *Synthèse Agro-environnementale de la Région Aquitaine*. 35 pp. + annexes.

Site Internet de la Fédération de Pêche de Gironde : <http://www.federation-peche-gironde.com/1cat.html#bassins>

Fédération Régionale des Chasseurs d'Aquitaine, 2003. *L'activité cynégétique dans la vallée du Ciron*. 12 pp.

GDSAA, 1997. *Inventaire des points potentiels de pollution sur le bassin versant de la rivière Ciron (départements de la Gironde, du Lot-et-Garonne et des Landes)*. 72 pp.

GEREA, 1985. *La Vallée du Ciron, étude écologique. Intérêt faunistique et floristique*. Rapport de synthèse. 25 pp + annexes.

GINDRE D., 2003. *Ragondins ravageurs*. Espaces Naturels n° 3. pp 17-18.

GREGE, SFPEM, Conseil Général des Landes, 2002. *Aménagement et gestion des habitats du vison d'Europe. Recommandations techniques*. Document préliminaire de travail. 62 pp.

IEFC, 2002. *Insectes ravageurs et maladies des forêts du Sud de l'Europe*. Éditions IEFC. 61 fiches.

KONNERT M., 2004. *Genetic investigations on beech (Fagus sylvatica L.) population from France as a decision factor in selecting gene conservation stands*. Rapport final non publié. 8 pp.

LAPRAZ G., 1963. La végétation de l'Entre-Deux-Mers, les chênaies et charmaies mésophiles sur sol basique ou neutre, (*Viburno-Quercetum occidentale*). Mémoire Soc. Sc. Phys. et Nat. de Bordeaux, 8^e série, tome III : 1-14.

LE MOIGNE J.F., 1969. *Les groupements végétaux du Ciron et leur déterminisme écologique*. Mémoire de DESS, Université Bordeaux 1. 114 pp.

Mission Vison d'Europe & CREN Aquitaine, 2004. *Guide méthodologique pour la prise en compte du Vison d'Europe dans les documents d'objectifs Natura 2000*. 41 pp + annexes.

Museum National d'Histoire Naturelle (BENSETTITI F. coord.), 2001. *Cahiers d'habitats Natura 2000. Connaissance et gestion des habitats et des espèces d'intérêt communautaire. Tome 1 : Habitats forestiers (Vol. 1)*. La documentation française. 339 pp.

Museum National d'Histoire Naturelle (BENSETTITI F. coord.), 2002. *Cahiers d'habitats Natura 2000. Connaissance et gestion des habitats et des espèces d'intérêt communautaire. Tome 3 : Habitats humides.* La documentation française. 457 pp.

Museum National d'Histoire Naturelle (BENSETTITI F. coord.), 2004. *Cahiers d'habitats Natura 2000. Connaissance et gestion des habitats et des espèces d'intérêt communautaire. Tome 5 : Habitats rocheux.* La documentation française. 384 pp.

Museum National d'Histoire Naturelle (BENSETTITI F. coord.), 2004. *Cahiers d'habitats Natura 2000. Connaissance et gestion des habitats et des espèces d'intérêt communautaire. Tome 7 : Espèces animales.* La documentation française. 360 pp.

Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne (maître d'œuvre), 2004. *Document d'objectifs du site Natura 2000 « Vallées de la Leyre ».* Document de travail. 212 pp. + annexes.

Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne (maître d'œuvre), 2004. *Document d'objectifs du site Natura 2000 « Vallées de la Leyre » : 50 actions de gestion.* 137 pp.

Parc Naturel Régional Périgord-Limousin (maître d'œuvre), 2005. *Document d'objectifs du site Natura 2000 « Vallée de la Nizonne ».* Document de synthèse. 188 pp.

PAUTOU G., PIEGAY H., RUFFINONI C., 2003. *Les forêts riveraines des cours d'eau ; écologie, fonction et gestion.* Institut pour le Développement Forestier, Paris. 464 pp.

Plan national de restauration du Vison d'Europe (MATE), 2002. *Étude de la répartition du Vison d'Europe en France. Bilan au 31 décembre 2001. Perspectives pour 2002.* Rapport d'enquête. 22 pp.

Préfecture de la région Aquitaine, 1996. *Guide des procédures.*

RAMEAU J.C., MANSION D., DUMÉ G., 1989. *Flore forestière française, guide écologique illustré. Tome 1 Plaines et collines.* IDF. 1785 pp.

SEPANSO, 1985. *Étude géologique du bassin versant du Ciron.* Rapport d'étude. 36 pp.

SEPANSO, 1985. *Les sites préhistoriques et protohistoriques du bassin du Ciron.* Rapport d'étude. 32 pp.

TEISSIER DU CROS E., 2002. *Compte rendu de visite de la hêtraie du Ciron, 3 septembre 2002.* courrier interne non publié. 5 pp + annexe.

LEXIQUE

Affouillement (nm) : Action érosive de l'eau courante au pied d'un talus, d'une berge, d'un ouvrage d'art.

Alluvions (nf) : Éléments fins ou grossiers laissés par un cours d'eau quand sa vitesse réduite n'en permet plus le transport (ex. : sable alluvionnaire).

Biocénose (nf) : Groupement d'êtres vivants (plantes, animaux) vivant dans des conditions de milieu déterminées et unis par des liens d'interdépendance.

Biotope (nm) : Ensemble des facteurs physico-chimiques caractérisant un écosystème ou une station.

Calcicole (adj) : Se dit d'une espèce ou d'une végétation se rencontrant exclusivement ou préférentiellement sur les sols riches en calcium.

Colluvion (nf) : Formation superficielle de versant résultant de l'accumulation progressive de matériaux pédologiques, d'altérites ou de roches meubles arrachés plus haut dans le paysage.

Débit réservé : Débit minimal éventuellement augmenté des prélèvements autorisés sur le tronçon influencé. Il est exprimé notamment dans les cahiers des charges et les règlements d'eau. Souvent utilisé à tort à la place de débit minimal.

Débit minimal : Valeur de débit maintenu à l'aval d'un ouvrage localisé de prise d'eau (rivière court-circuitée,...) en application de l'article L-232-5 du Code rural (loi "Pêche"). Cet article vise explicitement les "ouvrages à construire dans le lit d'un cours d'eau", et les "dispositifs" à aménager pour maintenir un certain débit. Il oblige à laisser passer un débit minimal garantissant la vie, la circulation et la reproduction des espèces qui peuplent les eaux. Ce débit minimal est au moins égal au dixième du module (au 1/40ème pour les installations existantes au 29/06/84) ou au débit entrant si ce dernier est inférieur. Le débit minimal est souvent appelé, à tort, débit réservé. Article L-232-5 du code rural.

Écosystème (nm) : Système biologique fonctionnel intégrant une biocénose et son biotope.

Embâcle (nm) : Désigne tout élément faisant obstruction à l'écoulement normal d'un cours d'eau (bois mort, branches, débris végétaux, déchets divers...).

Émissaire (nm) : Canal, cours d'eau qui évacue le trop plein d'un bassin, d'un lac ; canal d'évacuation des eaux de drainage.

Espace de liberté d'un cours d'eau : Espace du lit majeur à l'intérieur duquel le ou les chenaux fluviaux assurent des translations latérales permettant la mobilisation des sédiments ainsi que le fonctionnement des écosystèmes aquatiques et terrestres.

Eutrophisation (nf) : Processus d'enrichissement excessif d'un sol ou d'une eau par apport important de substances nutritives (azote surtout, phosphore, potassium...) modifiant profondément la nature des biocénoses et le fonctionnement des écosystèmes (voir p. 71).

Fagéticole (adj) : se dit d'une espèce liée au hêtre (*Fagus sylvatica*).

Hygrophile (adj) : Se dit d'une espèce ayant besoin de fortes quantités d'eau tout au long de son développement.

Lit majeur d'un cours d'eau : Zone envahie par les eaux en période de crue.

Lit mineur d'un cours d'eau : Partie du lit compris entre des berges franches ou bien marquées dans laquelle l'intégralité de l'écoulement s'effectue la quasi totalité du temps en dehors des périodes de très hautes eaux et de crues débordantes.

Mégaphorbiaie (nf) : Formation végétale à base de grandes plantes herbacées vivaces.

Mésophile (adj) : Qualificatif utilisé pour caractériser les conditions moyennes dans un gradient séchresse-humidité.

Oligotrophe (adj) : Caractérise les milieux très pauvres en éléments nutritifs et ne permettant qu'une activité biologique réduite.

Recalibrage, Reprofilage (nm) : Travaux de terrassement destinés à redonner à un cours d'eau les calibres, le profil souhaités, en le creusant et/ou en l'élargissant.

Site classé : Un site classé est un monument naturel ou un site dont l'intérêt paysager est exceptionnel et qui mérite, à cet égard, d'être distingué et intégralement protégé. Relèvent également du classement les sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque.

Site inscrit : Un site inscrit est un monument naturel ou un site de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, qui a fait l'objet d'une inscription sur la liste des monuments naturels du ou des départements au(x)quel(s) il appartient. L'inscription a pour but la conservation de milieux et de paysages dans leur état actuel, de villages et bâtiments anciens, la surveillance des centres historiques, le contrôle des démolitions, l'introduction de la notion d'espace protégé dans les raisonnements des acteurs de l'urbanisme. Elle entraîne, pour les maîtres d'ouvrages, l'obligation d'informer l'administration de tous projets de travaux de nature à modifier l'état ou l'aspect du site quatre mois au moins avant le début de ces travaux.

Thermorégulation (nf) : Comportement qui vise à réguler la température du corps. La température du corps des reptiles étant variable en fonction de la température du milieu ambiant, ces animaux sont obligés de prendre des « bains de soleil » afin d'élever la température de leur corps et d'être en activité.

GLOSSAIRE

AAPPMA : Association Agréée de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique
ACCA : Association Communale de Chasse Agréée
CAD : Contrat d'Agriculture Durable (ancien CTE)
CEMAGREF : Centre d'Étude et du Machinisme Agricole du Génie Rural et des Eaux et des Forêts
CIADT : Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire
CPEPESC : Commission Permanente d'Étude et Protection des Eaux du Sous-sol et des Cavernes
CSP : Conseil Supérieur de la Pêche
CRAA : Chambre Régionale d'Agriculture d'Aquitaine
CRENA : Conservatoire Régional d'Espaces Naturels d'Aquitaine
CRGF : Commission des Ressources Génétiques Forestières
CRPF : Centre Régional de la Propriété Forestière
CSRPN : Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel
CTE : Contrats Territoriaux d'Exploitation
DDAF : Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt
DDSV : Direction Départementale des Services Vétérinaires
DFCI : Défense des Forêts Contre les Incendies
DIREN : Direction Régionale de l'Environnement
Docob : Document d'objectifs
DRJS : Direction Régionale de la Jeunesse et des Sports
ENA : Espaces Naturels d'Aquitaine
ENITAB : Ecole Nationale d'Ingénieurs des Travaux Agricoles de Bordeaux
ENS : Espaces Naturels Sensibles
FDC : Fédération Départementale des Chasseurs
FGMN : Fond de Gestion des Milieux Naturels
FSD : Formulaire Standard de Données
GDSAA : Groupement de Défense Sanitaire Aquacole d'Aquitaine
GIPA : Groupement Interprofessionnel du Peuplier d'Aquitaine
GREGE : Groupe de Recherche et d'Étude pour la Gestion de l'Environnement
ICPE : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
IDF : Institut pour le Développement Forestier
IEFC : Institut Européen de la Forêt Cultivée
IFN : Institut Forestier National
INPI : Institut National de la Propriété Industrielle
INRA : Institut National de la Recherche Agronomique
INSEE : Institut National de la Statistique et des Études Économiques
LGV : Ligne Grande Vitesse
MAAPAR : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales
MATE : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement
MEDD : Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MNHN : Muséum National d'Histoire Naturel

ONF : Office National des Forêts
PLU : Plan Local d'Urbanisme
PNR : Parc Naturel Régional
POS : Plan d'Occupation des Sols
PSG : Plan Simple de Gestion
RCFS : Réserve de Chasse et de Faune Sauvage
SAGE : Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SAU : Surface Agricole Utile
SC : Société de Chasse
SCOT : Schéma de COhérence Territoriale
SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SEPANSO : Société pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest
SFEPM : Société Française pour l'Étude et la Protection des Mammifères
SIG : Système d'Information Géographique
SIGEA : Système d'Information Géographique sur l'Environnement en Aquitaine
SIVOM : Syndicat Intercommunal à VOcation Multiple
SRAE : Service Régional d'Aménagement des Eaux d'Aquitaine
TFNB : Taxe Foncière sur le Non Bâti.
UICN : Union Internationale pour la Conservation de la Nature
ZAE : Zone d'Activité Économique
ZICO : Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux
ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique
ZPS : Zone de Protection Spéciale
ZSC : Zone Spéciale de Conservation